

SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Etonnants voyageurs
Le Mai du livre d'art
Histoire et religion



PALESTINE
Elections et réformes
de l'Autorité promises
par Yasser Arafat p. 4
et les points de vue p. 20-21

SYRIE
Nizar Nayyuf, libre
avec sursis. Portrait
d'un opposant p. 15

SYPHILIS
Retour de la maladie
en Ile-de-France p. 11

TAUROMACHIE
El Cordobes, 66 ans,
torée à Nîmes p. 29

NEANDERTAL
Violences
et cannibalisme p. 31

International.....	2	Entreprises.....	22
Union européenne...	6	Communication.....	25
France.....	7	Marchés.....	26
Société.....	11	Aujourd'hui.....	28
Régions.....	13	Météorologie.....	32
Carnet.....	14	Jeux.....	32
Abonnements.....	14	Culture.....	33
Horizons.....	15	Radio-Télévision.....	37

L'Europe tourne à droite et redécouvre le populisme

Après la France, la gauche est défaite aux Pays-Bas, devancée par la droite et l'extrême droite

LES ÉLECTIONS législatives du mercredi 15 mai aux Pays-Bas ont confirmé la percée de la droite populiste représentée par la Liste Pim Fortuyn (LPF), du nom de son fondateur assassiné le 6 mai à Rotterdam. Pour sa première participation à un scrutin national, la LPF obtient 26 des 150 sièges de la Chambre basse du Parlement et devient la deuxième formation politique du pays, derrière les chrétiens-démocrates du CDA. Ceux-ci, avec 43 mandats, en gagnent 14 et sortent vainqueurs du scrutin. La LPF est en tête dans deux grandes villes : La Haye, la capitale, et Rotterdam, le berceau du mouvement créé il y a seulement trois mois et qui a fait de l'arrêt de l'immigration son cheval de bataille. Ces élections marquent aussi une défaite historique pour les travaillistes (PvdA) du premier ministre sortant, Wim Kok, qui perdent 23 de leurs 45 sièges.



Le futur premier ministre est le nouveau chef de file des chrétiens-démocrates, Jan Peter Balkenende, qui compare son physique d'adolescent à lunettes à celui d'Harry Potter. Pour gouverner, il devra nécessairement trouver des alliés. L'hypothèse la plus probable est la mise en place d'une coalition présidée par le CDA et rassemblant les populistes de la LPF et les libéraux du VVD. Ces derniers, membres du gouvernement sortant de Wim Kok, ont subi une lourde défaite (23 sièges, soit 15 de moins) qui pourrait les amener à s'interroger sur leur participation.

Les dirigeants de la LPF ont indiqué, mercredi soir, qu'ils avaient revendiqué au moins trois ministères importants : la santé, l'intérieur et l'intégration.

Lire page 2 et notre éditorial page 17

L'après 5 mai

► Comment Raffarin veut relancer le dialogue social

► 35 heures, emploi, bas salaires, retraites, Sécurité sociale : un entretien avec Blondel (FO)

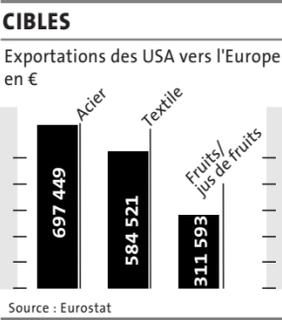
► Médecins : Mattei maintient la promesse de Chirac sur la consultation à 20 euros

► Législatives : les candidats UDF de Bayrou et les négociations à gauche

Lire pages 7 à 10

Guerre commerciale transatlantique ?

APRÈS les aides massives accordées par le président George W. Bush aux sidérurgistes et aux agriculteurs américains, la tension monte dans les relations transatlantiques. L'Union européenne a déposé, mardi 14 mai, auprès de l'Organisation mondiale du commerce, deux listes de produits américains qui pourraient faire l'objet de droits de douane lourds en Europe, si Washington persiste à maintenir des mesures similaires sur les importations européennes d'acier aux Etats-Unis.



Bruxelles a ciblé de façon très politique, à quelques mois des élections à mi-mandat, des produits issus d'Etats américains sensibles pour le président Bush, comme la Floride, le Texas ou les régions sidérurgiques. Dès le 18 juin, vêtements, lunettes, jus de fruits, riz produits outre-Atlantique pourraient être taxés à 100 %. Des industriels européens de ces secteurs redoutent un effet-boomerang sur leurs activités.

Lire pages 22 et 23 et l'analyse page 17

En Australie, une décision de justice menace l'avenir du surf

SYDNEY

de notre correspondant

Le surf bientôt interdit en Australie ? On n'en est pas encore là, mais une récente décision de la Cour suprême de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud pourrait mettre en péril l'avenir du sport roi aux antipodes. La commune de Waverley, à Sydney, a été condamnée, mardi 14 mai, à payer 2,25 millions d'euros de dommages et intérêts à un baigneur qui s'était fracturé la colonne vertébrale, en 1997, sur la fameuse plage de Bondi.

Guy Swain, aujourd'hui âgé de 28 ans, est devenu quadriplégique en percutant un banc de sable peu profond alors qu'il tentait de plonger sous une grosse vague. Même si l'eau ne lui arrivait qu'à la taille, il a expliqué au jury qu'il pensait être en totale sécurité, car il avait choisi de barboter entre les deux drapeaux rouge et jaune plantés chaque jour sur la plage par les maîtres nageurs pour désigner la zone de baignade la plus calme. N'importe quel habitué de Bondi sait toutefois parfaitement que l'endroit est presque toujours balayé par de fortes

vagues. La baie est d'ailleurs devenue un des « spots » préférés des surfeurs qui viennent du monde entier pour glisser sur ses rouleaux. Les avocats de la défense n'ont jamais pensé un seul instant que le plaignant pouvait gagner son procès.

Le jugement de la Cour suprême a soulevé un vent de panique dans les communes australiennes de bord de mer et parmi les surveillants de baignade. « Un véritable choc », a déclaré Peter Agnew, le directeur général de Surf Live Saving Australia. Son association a expliqué que les clubs de sauvetage de tout le pays allaient organiser des réunions de crise pour savoir comment affronter les probables hausses brutales de leurs primes d'assurances. Le conseil municipal de Waverley va lancer une étude pour décider si les services de surveillance sur ses plages de Bondi, Bronte et Tamarama ne devraient pas disparaître afin d'éviter tout nouveau procès. « Le gouvernement doit prendre des mesures urgentes pour réduire le nombre de plaintes, a expliqué dans le quotidien *The Sydney Morning*

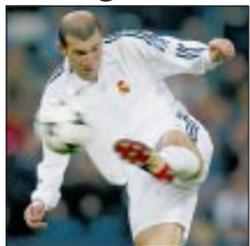
Herald, Peter Woods, le président de l'association des autorités locales. Et les conseils municipaux n'auront peut-être pas d'autre choix que de retirer les drapeaux sur les plages et de fermer les espaces de jeux des enfants. »

L'américanisation du système judiciaire australien s'accélère. En 2001, la principale société d'assurances, United Medical Protection, a été condamnée à verser 8 millions d'euros à une jeune femme dont la paralysie cérébrale avait été attribuée à une mauvaise utilisation des forceps par le gynécologue. La compagnie, qui assure 60 % des médecins du pays, estime ne plus avoir les moyens financiers de régler de telles indemnités et elle a choisi de se placer en liquidation provisoire le 1^{er} mai. « Tout cela est complètement injuste, s'est indigné Brett Williamson, le directeur général de Surf Life Saving Queensland dans le *Canberra Times*. Il faut que les cours de justice arrêtent de jouer au Père Noël. »

Frédéric Therin

FOOTBALL

Zidane, un but de légende



D'UNE étonnante reprise de volée, Zinedine Zidane a offert au Real Madrid la victoire dans la Coupe d'Europe. Lire page 28

ANALYSE

Les limites du « réalisme » en politique internationale

DEPUIS que l'on parle de la « mondialisation », la mode est d'insister sur l'érosion des Etats et l'émergence d'un système international radicalement différent du modèle interétatique, dont on convient de dater l'origine aux traités de Westphalie de 1648. Le cours des événements, depuis le 11 septembre 2001, suggère une interruption, sinon un renversement, de cette tendance.

Le monde semble se réorganiser autour du pôle américain. Les Etats-Unis, désormais unique superpuissance sur les deux plans militaire et économique, affirment plus que jamais leur absolue souveraineté, en particulier le droit de se faire jus-

tice, un droit que revendiquent plus ou moins ouvertement d'autres grands (Chine, Inde) ou petits (Israël) Etats de la planète. Les institutions internationales sont instrumentalisées par les Américains pour servir leurs intérêts nationaux tels que le président le formule. Le dialogue russo-américain a été rétabli au plus haut niveau. La Russie s'est vu de facto reconnaître le droit de régler sans ingérence extérieure ses problèmes internes (Tchéchénie...), en échange de quoi elle ne s'oppose ni à l'entrée des pays baltes dans l'OTAN ni au déploiement des forces américaines dans le Caucase et en Asie centrale. De même,

la dimension idéologique a quasiment disparu dans les relations sino-américaines depuis que la Chine - désormais membre de l'OMC - a soutenu les Etats-Unis, notamment auprès du Pakistan, dans la lutte contre les talibans.

Plus que jamais les relations des Etats-Unis avec les pays de l'aire islamique répondent également à la conception qualifiée de « réaliste » (certains disent cynique) des relations internationales.

Thierry de Montbrial pour *Le Monde*

Lire la suite page 17

55^e FESTIVAL DE CANNES

Woody Allen, la Palme des palmes



venu à Cannes pour la première fois de sa carrière, Woody Allen a, mercredi soir 15 mai, déclaré, en français, « ouvert le 55^e Festival international du cinéma », dont le jury est présidé par un autre cinéaste américain, David Lynch. Longuement ovationné par les invités debout, Woody Allen a reçu la Palme des palmes pour l'ensemble de son œuvre, avant la projection de son dernier film, *Hollywood Ending*. Lire pages 33 à 35

ÉRIC ROUSSEL

de Charles de Gaulle



Biographies *et* Gallimard

Le parti populiste Liste Pim Fortuyn est devenu, lors des élections législatives du mercredi 15 mai, la deuxième formation politique des Pays-Bas. En emportant **26 DES 150 SIÈGES** du Parlement, il bouleverse le

paysage politique et s'impose comme une **FORCE INCANTABLE**. Dès mercredi, ses dirigeants revendiquaient trois ministères – santé, intérieur, intégration – dans le futur gouvernement de coalition.

Les chrétiens-démocrates, vainqueurs du scrutin avec 43 sièges, hésitent à s'allier à cette **FORMATION HÉTÉROCLITE** et divisée depuis l'assassinat de son leader, le 6 mai. Probable premier ministre, leur dirigeant

Jan Peter Balkenende est resté évasif, mercredi soir. Les travaillistes connaissent une **DÉFAITE HISTORIQUE** et perdent la moitié de leurs sièges. Leur dirigeant Ad Melkert a aussitôt annoncé sa démission.

La Liste Pim Fortuyn bouleverse la donne politique aux Pays-Bas

La formation populiste et xénophobe est arrivée en deuxième position, derrière les chrétiens-démocrates, lors des élections législatives du 15 mai. Ses dirigeants revendiquent déjà trois ministères-clés dans le futur gouvernement de coalition. Les travaillistes subissent une défaite historique

BRUXELLES

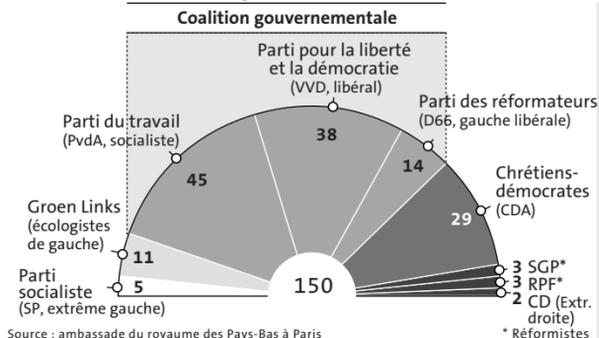
de notre bureau européen

Le paysage politique des Pays-Bas est sorti bouleversé des élections législatives qui se sont tenues le mercredi 15 mai. Les travaillistes du PvdA, première force de la coalition au pouvoir, subissent une défaite historique en ne conservant que 23 sièges sur les 150 de la Deuxième chambre, soit 22 de moins qu'en 1998. Les populistes de la Liste Pim Fortuyn (LPF) réussissent une percée fulgurante en emportant 26 sièges. Les chrétiens-démocrates du CDA sortent vainqueurs de ce scrutin : avec 43 sièges de députés (+ 14), ils redeviennent la première formation du pays.

Si les sondages avaient annoncé l'étonnante performance de la Liste Pim Fortuyn, ils avaient fortement sous-estimé le score des chrétiens-démocrates du CDA. Leur nouveau président, Jan Peter Balkenende, devrait logiquement succéder au travailliste Wim Kok au poste de premier ministre. Les Néerlandais semblaient, depuis quelques semaines, acquis à l'idée qu'un par-

LES TRAVAILLISTES PERDENT LA MOITIÉ DE LEURS SIÈGES

L'Assemblée sortante, élections législatives du 6 mai 1998



Source : ambassade du royaume des Pays-Bas à Paris

ti populiste et xénophobe comme la LPF devienne l'un des plus importants du pays. Un électeur sur six a voté pour cette formation hétéroclite qu'avait fondée Pim Fortuyn. La LPF est devenue le premier parti dans deux grandes villes : La Haye, la capitale, et Rotterdam, le berceau du mouvement. Dans la cité

portuaire, la LPF franchit le cap des 30%. « C'est un résultat formidable mais il n'y a pas de vraie joie, aujourd'hui, nous nous sentons comme des orphelins », a déclaré l'un des porte-parole de la LPF.

Le raz-de-marée populiste prôné par certains observateurs, qui affirmaient que la LPF pourrait emporter 40 sièges, n'a pourtant pas eu lieu. A l'inverse, l'assassinat de M. Fortuyn, le 6 mai, n'a pas entamé le crédit d'une liste dont les membres, privés de leur leader, ont déjà offert l'image d'une grande division.

Le traditionnel émiettement favorisé par le scrutin proportionnel obligera à la formation d'une coalition de trois partis au moins. L'hypothèse la plus probable est la mise en place d'une équipe de droite présidée par le CDA et rassemblant aussi la LPF et les libéraux du VVD. Ces derniers, membres de la « coalition violette » de M. Kok,

ont toutefois, eux aussi, subi une lourde défaite (23 sièges, moins 15) qui les amènent à s'interroger. Hans Dijkstal, le président du parti, pourrait abandonner rapidement ses fonctions.

PORTEFEUILLES REVENDIQUÉS

Des dirigeants de la LPF ont indiqué, dès mercredi soir, qu'ils revendiquaient au moins trois portefeuilles importants, la santé, l'intérieur et l'intégration. C'est dans ces trois secteurs qu'ils comptent réaliser leurs priorités électorales : une réforme du système de soins et des listes d'attente, sur lesquelles sont actuellement inscrits 160 000 citoyens, une révision des lois sur l'immigration et l'asile et, enfin, la mise en place d'une politique de sécurité résumée en une formule : « Plus de policiers dans les rues. » Un responsable de la LPF s'est également manifesté pour le poste de ministre de la justice.

Le chrétien-démocrate Jan Peter Balkenende n'a pas répondu à ces exigences. Il a même indiqué que l'hypothèse d'un gouvernement avec la LPF n'était « pas certaine ». « Les électeurs ont livré un signal clair, mais il nous faut discuter des propositions et de la stabilité (de cette alliance) en particulier avec la LPF », a-t-il ajouté.

Estimant que la victoire de son parti était celle « du respect et du contenu », le leader chrétien-démocrate n'a pas caché ses craintes envers la LPF. S'il plaide pour « le rétablissement des normes et des valeurs » et s'il affirme vouloir remettre en question le mariage homosexuel, la consommation des drogues douces ou la loi sur l'euthanasie, M. Balkenende insiste aussi

sur la tolérance et l'intégration des étrangers (qu'il compte favoriser avec des cours obligatoires de langue et de culture néerlandaises).

Malgré ces réticences, le CDA pourrait bien ne pas avoir d'autre solution que de négocier avec le parti populiste. La gauche travailliste convient elle-même que le coup de barre à droite donné par l'électorat, « un message fort et clair » selon le PvdA, rend quasi-

Un séisme souligné par la presse

La presse néerlandaise insistait, jeudi 16 mai, sur l'ampleur de la victoire de la droite – chrétiens-démocrates et droite populiste de Pim Fortuyn. « Le CDA (Appel chrétien-démocrate) et la LPF (liste Pim Fortuyn) écrasent la coalition violette », la coalition de centre-gauche qui dirigeait le pays depuis huit ans, titre le quotidien *De Volksrant*, orienté à gauche. Sous le titre « Raz de marée pour les démocrates-chrétiens », le quotidien économique *Het Financieel Dagblad* note que la Liste Pim Fortuyn « entre dans le livre des records » électoral aux Pays-Bas en faisant un début sans précédent dans une élection générale.

Le quotidien à grand tirage *De Telegraaf* (droite) évoque un « bain de sang » pour la coalition violette. Il fait état d'un sondage selon lequel 39 % des Néerlandais (contre 34 %) souhaitent la participation de la LPF au futur gouvernement. *Trouw*, quotidien chrétien, estime, à propos de la défaite de la gauche, que « jamais une coalition n'avait subi un revers aussi cuisant ». – (AFP)

ment impossible une autre formule, d'autant que les libéraux réformateurs de D 66, troisième partenaire du gouvernement Kok, ne sont plus en mesure de faire l'appoint. Ils ont, eux aussi, été laminés, passant de 14 à 7 sièges.

« DES TEMPS DIFFICILES »

Après une réunion des groupes politiques appelés à élire leur président, la reine Béatrix devrait commencer ses consultations et nommer un « informateur », qui sera très probablement un chrétien-démocrate. M. Balkenende a estimé que les circonstances obligeaient à la mise en place rapide d'un gouvernement.

« Beaucoup de Néerlandais sont sous le choc et les propos de Wim Kok n'ont rien arrangé », commentait, jeudi matin, un membre de la direction du CDA. Quelques heures avant le scrutin, le premier ministre avait invité ses concitoyens à adopter « une attitude raisonnable » et, une fois le résultat connu, il a parlé d'un « jour dramatique ».

M. Kok, qui avait annoncé son retrait de la vie politique nationale à la fin de 2001, entraîne dans sa défaite son dauphin à la tête du PvdA : Ad Melkert a annoncé sa démission une fois les résultats connus. Ramené au score le plus bas de son histoire alors qu'il a compté jusqu'à 53 députés (en 1977), le Parti travailliste n'est plus que la troisième formation du pays.

« Ce sont des temps difficiles pour la social-démocratie aux Pays-Bas et en Europe », a dû admettre M. Kok, estimant toutefois que « seul ce courant politique offre une solution dans les temps difficiles ». Le successeur de M. Melkert à la tête du PvdA devrait être issu du courant « réaliste », dont les membres pensent que leur formation a perdu le contact avec les citoyens. « Fortuyn nous a appris beaucoup de choses, nous devons revenir dans le débat politique », souligne Wouters Bos, l'un des « rénovateurs ».

Selon une enquête de la télévision NOS, 11 % des anciens électeurs du PvdA auraient porté leur voix sur la Liste Pim Fortuyn, les autres s'éparpillant entre l'extrême gauche (le SP passe de 5 à 9 sièges), les écologistes (le parti GroenLinks maintient ses 11 élus) et le CDA, considéré, désormais, comme le rempart face à la vague populiste.

Jean-Pierre Stroobants

La LPF en panne de leader

Simon Fortuyn, le frère du défunt, et Harry Mens, son ami le plus proche, avaient plaidé pour un sabotage de la liste Pim Fortuyn : ils n'ont pas été entendus. En revanche, la bataille se poursuit pour la direction de ce qui est devenu le deuxième parti des Pays-Bas. Peter Langendam, homme d'affaires nommé président le week-end dernier, a démissionné le 14 mai. Jan Dost, vice-président, cofondateur du parti, a été écarté. Du coup, Mat Herben, numéro 6 de la liste, s'est déclaré, le 15 mai, nouveau président...

Des médecins, des patrons, des juristes et une ancienne présentatrice de télévision sont parmi les 26 élus de la LPF. Quelques-uns semblent en mesure de s'imposer : outre Mat Herben, sont cités Joao Varela, un jeune économiste d'origine cap-verdienne, ou Winny De Jong, une spécialiste de l'agriculture. Fieros Zeroual, une jeune musulmane d'origine turque, a également été élue. Elle regrette, affirme-t-elle, les déclarations de Fortuyn sur « l'islam, culture arriérée ». – (Corresp.)

PROFIL JAN PETER BALKENENDE, SAUVEUR DES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES

Il compare lui-même son physique d'adolescent à celui d'Harry Potter. Dans le paysage politique néerlandais, dominé au cours des derniers mois par la figure de Pim Fortuyn, Jan Peter Balkenende, le dirigeant des chrétiens-démocrates qui devrait être appelé au poste de premier ministre, se caractérise par sa capacité à l'autodérision et sa sérénité.

Inconnu jusqu'il y a quelques mois, cet économiste de 45 ans avait été un homme de compromis, en septembre 2001, lorsqu'il fut finalement nommé à la tête d'un parti secoué par une dispute entre ses deux principaux leaders. A l'époque porte-parole des chrétiens-démocrates du CDA pour les questions financières, M. Balkenende était présenté comme un universitaire « ennuyeux », et « dénué de toute personnalité médiatique ». Promu à la tête d'une forma-

tion écartée du pouvoir depuis 1994 après avoir été, avec les travaillistes du PvdA, le pilier de la vie politique néerlandaise, Jan Peter Balkenende, vite devenu « JP », a su habilement utiliser ses autres qualités : la presse des Pays-Bas le trouve désormais « distingué, honnête, intègre et totalement incorruptible ».

Fiable, aussi, une caractéristique qui lui a visiblement bénéficié dans une période tourmentée, marquée par les incertitudes quant à la stabilité de la Liste Pim Fortuyn (LPF). M. Balkenende, très discret depuis l'assassinat du leader populiste, est finalement parvenu, en quelques jours, à transformer son parti en alternative à la LPF. Le CDA (Appel chrétien-démocrate) a réussi à capter les voix d'une population qui, à l'évidence, voulait se débarrasser de la coalition « violette » au pouvoir.

Originaire de Zeeuwse Kappelle, dans le sud-ouest du pays, « JP » ne dispose pas d'une grande expérience politique nationale. Elu municipal dans la ville moyenne d'Amstelveen, il a été député pendant trois ans. Ses ambitions, qu'il a résumées dans un livre récent, intitulé *Autrement et mieux*, semblent toutefois grandes : il avait fait savoir qu'en cas de victoire de son parti il comptait bien être premier ministre.

Mercredi soir, il a déclaré qu'il ne « fuirait pas ses responsabilités ». M. Balkenende n'a jamais fermé la porte à une collaboration avec le parti de Pim Fortuyn, tout en ne cachant pas ses craintes quant à certains aspects de son programme. Il devra désormais calmer ses remuants partenaires populistes.

J.-P. S.

A Rotterdam, soirée mélancolique pour un triomphe

ROTTERDAM

de notre envoyé spécial

Le champagne a un goût amer. Ils ne sont d'ailleurs qu'une dizaine de personnes, gens du voisinage ou militants, à fêter devant sa dernière demeure, à Rotterdam, la victoire posthume de leur héros Pim Fortuyn. Sa formation, la liste Pim Fortuyn (LPF), sortie il y a peu du néant, est devenue, mercredi 15 mai, la deuxième force politique du pays. Ce résultat bouleversant le paysage politique néerlandais, ils débouchent donc le champagne. Mais, entre deux gorgées, deux mots reviennent sans cesse : revanche et amertume.

« Lui vivant, nous aurions remporté davantage de sièges et il serait premier ministre », avance Astrid Belet. Un poste de radio dans une main pour suivre les résultats, une flûte de champagne dans l'autre, cette avocate de 45 ans savoure pourtant le moment. « Nous avons pris notre revanche sur les politiciens qui dorment à La Haye [la capitale administrative], ironise-t-elle. Il y a peu, ils nous tournaient en ridicule, maintenant ils devront tenir compte de nos opinions. Les partis traditionnels doivent accepter de nous parler, d'écouter nos angoisses, de ne pas nous tourner le dos en nous traitant de fascistes ou de racistes parce qu'on leur dit avoir peur de l'islam », ajoute-t-elle.

Pim Fortuyn décédé, c'est plus que de ce parti hétéroclite aux structures fantomatiques qui s'est envolée. La LPF ne risque-t-elle pas de sombrer aussi rapidement qu'elle est apparue ? Astrid Belet est confiante. Elle admet qu'elle ne connaît aucun des 40 candidats présentés par la LPF : « Ce sont des médecins, des avocats, des artistes et certains de ses amis, je crois. » Mais surtout, ajoute-t-elle, il était soutenu par un véritable courant populaire. Ce qui s'est passé aujourd'hui n'est pas seulement un vote en hommage à sa mémoire. Ses

idées lui survivront, et le parti aussi. A nous de veiller à ce que nos députés tiennent les engagements pris et qu'ils utilisent nos voix à bon escient. »

Les voisins de cette petite femme dynamique acquiescent avant de laisser parler leur émotion. « On le voyait tous les jours dans la rue. Il parlait à tout le monde. C'est presque un parent que l'on a perdu », regrette une retraitée. « C'est une partie de mon cœur qui a été arrachée », murmure Emil van der Steuist. Le regard illuminé, ce technicien de 40 ans affirme que son héros avait « une mission sur Terre » et qu'il lui avait « redonné goût à la vie ». « Son idéal perdurera », conclut Astrid.

LUMIÈRES ÉTEINTES

Il est minuit, la place est déserte. L'océan de fleurs qui, la veille encore, noyait le petit parc sur lequel donnaient les fenêtres de la maison bourgeoise de Pim Fortuyn a disparu. Les barrières métalliques dressées la semaine précédente pour contenir la foule venue rendre un dernier hommage à cette comète de la politique, assassinée il y a dix jours, ont été regroupées au pied des arbres.

La ferveur et l'émotion suscitées par la disparition brutale de Pim Fortuyn se sont déplacées de la rue aux bureaux de vote. Même la soirée électorale organisée à la mairie de Rotterdam, place forte de la LPF, n'a pas fait long feu. Les lumières se sont éteintes peu après l'annonce officielle des résultats aux environ de 23 heures.

La leur vacillante des bougies n'éclaire plus que quelques bouquets fanés déposés sur la grille d'entrée de la villa et une photo encadrée de Pim Fortuyn sur laquelle on peut lire : « 26 sièges ». Le nombre d'élus de la LPF qui siégeront dans le nouveau Parlement des Pays-Bas.

Christophe Châtelot

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR
UN GRAND PASTIS.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

Karachi, capitale économique et vivier du terrorisme islamiste au Pakistan

Le plus grand port du pays, où a eu lieu l'attentat qui a tué, le 8 mai, onze Français, est devenu le refuge de prédilection des groupes extrémistes musulmans. Ils y trouvent argent, armes, caches et protections

KARACHI

de notre envoyée spéciale

Dans l'une des rues chic de Karachi, la vitrine est luxueuse et regorge d'or et de diamants. Bijoutier prospère, Mohammed vit dans une villa cossue de Clifton, l'un des quartiers de l'élite riche. Rien, a priori, ne le distingue de ses voisins, chez lesquels le whisky coule à flots et dont les vacances se passent en Europe. Mohammed est pourtant l'un des grands donateurs des mouvements extrémistes islamiques. Son discours sur le djihad (guerre sainte) n'a rien à envier à celui des militants les plus endurcis qui viennent de rentrer d'Afghanistan et vers lesquels tous les regards se tournent après l'attentat meurtrier contre les techniciens français venus assister la marine pakistanaise.

Si nombre de ces extrémistes ont trouvé refuge à Karachi, c'est que ce port de 14 millions d'habitants offre des avantages précieux à ces hommes qui cherchent à la fois de l'argent, des armes, des caches et un terrain pour continuer leur lutte. Des Mohammed, Karachi en compte beaucoup. Beaucoup paient leur écot à ces mouvements djihadistes qui ont prospéré ces dernières années sous le patronage bienveillant des institutions étatiques – armée et services de renseignement – pour lesquelles l'Afghanistan et le Cachemire justifiaient la présence des « soldats de l'islam ». « Ici, l'argent est facile à trouver et je connais un groupe sunnite extrémiste qui récolte chaque année à Karachi plus de 50 000 euros, juste



DILIP MENTA/CONTACT

disant cinq groupes extrémistes islamistes – engagés à la fois dans le djihad en Afghanistan et au Cachemire, ainsi que dans les crimes « sectaires » entre sunnites et chiites –, rien de sérieux n'a été fait.

« Nous n'avons reçu aucun formulaire d'enregistrement ou de proposition pour changer notre programme », affirme ainsi un responsable de la madrasa Farrouquia, proche du groupe interdit Sipah-e-Sahaba Pakistan (Mouvement des fidèles du Prophète) et qui reçoit 1 300 élèves. « L'éducation moderne est juste pour ce monde temporel », admet Mohammed Aslam, un étudiant afghan ; « mais l'éducation religieuse est destinée à ce monde et à celui de l'au-delà », ajoute-t-il pour justi-

disant une interprétation très rigoriste. A 21 ans, Moudjahid, qui étudie dans une école de Clifton, n'a qu'une attente : « Que Dieu choisisse pour moi le djihad. » Que signifie le djihad à ses yeux ? « Tuer tous les ennemis de l'islam », répond-il sans hésiter. A 16 ans, Mohammed Aslam, un Afghan qui fréquente depuis trois ans la madrasa Farrouquia et qui a encore huit ans d'études devant lui, avoue : « L'année prochaine, je veux participer au djihad, car l'islam dit : "Si les infidèles vivent en paix avec vous, c'est bien. Mais s'ils provoquent des troubles, tuez-les tous." Depuis qu'ils gouvernent l'Afghanistan, c'est le devoir de tout musulman d'aller les combattre. » Confiant, Mohammed affirme qu'il ira s'entraîner à Manserah, dans la province frontalière du Nord-Ouest. « Avant, il y avait beaucoup de camps du Jaish-e-Mohammad. Maintenant, c'est plus difficile, mais j'ai entendu qu'on pouvait encore s'entraîner là-bas. »

« MENACES ET INTIMIDATIONS »

La fermeture des camps d'entraînement au djihad, imposée par le gouvernement, au moins momentanément, ainsi que le retour d'Afghanistan des militants, rend le Pakistan, et Karachi en particulier, plus sujets aux actions violentes de ces djihadistes. Nombre d'entre eux sont associés de longue date avec les combattants d'Al-Qaïda. Paradoxalement, l'interdiction des mouvements extrémistes a compliqué la tâche de la police dans la mesure où les militants se sont dispersés en petits groupes beaucoup plus difficiles à contrôler et détecter. « Ces gens sont très bien entraînés, extrêmement motivés, et compartimentent totalement leurs actions, ce qui fait qu'il est très difficile de remonter à la tête », affirme anonymement un haut fonctionnaire de la police qui a travaillé sur l'affaire Daniel Pearl, correspondant du Wall Street Journal enlevé et assassiné à Karachi en février. « En général, la police a peur de s'attaquer aux groupes djihadistes, affirme un expert. Ils sont très puissants et elle n'est pas sûre que l'ISI [les services de renseignement qui ont fondé, armé, et entraîné beaucoup de

Des enfants étudient le Coran dans une madrasa de Karachi. La ville compte officiellement 845 écoles coraniques, qui dispensent à 226 000 étudiants un enseignement souvent centré sur un apprentissage déformé de l'islam, qui prêche la haine de toute différence et prépare les jeunes à l'engagement pour le djihad (guerre sainte).

ces groupes] ne les pas toujours un peu. » Cette possibilité d'une aide de certains membres de l'ISI est aujourd'hui évoquée dans les cercles officiels. « Moucharraff dit qu'il a changé 70 % des éléments de l'ISI, mais nous sentons que des éléments voyous [rogue elements] sont toujours très présents », affirme Nasreen Jaleel, membre du comité de coordination du mouvement représentant les musulmans venus d'Inde (le MQM, très puissant à Karachi).

Cela explique peut-être l'impunité avec laquelle les extrémistes continuent d'agir dans la ville. Comment, par exemple, le Harakat-ul-Moudjahidin, censé avoir fermé tous ses bureaux à l'exception de ceux du Cachemire, peut-il les transformer dans certains quartiers en madrasas ? Comment le Sunni Tehreek, mouvement sunnite mis en observation pour son comportement violent par M. Moucharraff, est-il réapparu sans complexe sur la scène locale, après quelques mois de profil bas ? Il a organisé, dimanche 12 mai, un grand rassemblement à Nishtar Park, dont un mur proche portait l'inscription, peinte en lettres rouges : « A bas l'Amérique ! ».

« Les extrémistes islamiques pratiquent en toute impunité menaces et intimidations », dit encore un homme d'affaires. Dans ces conditions, beaucoup préfèrent partir. Mais « cette émigration, qui touche en particulier les jeunes, réduit d'autant le secteur moderne apte à faire front à l'obscurantisme religieux que veulent imposer ces extrémistes », ajoute Sadiqa Salahuddin, directrice d'une organisation non gouvernementale. Le fondamentalisme islamique a progressé aussi dans la classe moyenne, et même dans l'élite, où les cours de Coran du docteur Farhat Hashmi et de son institution, Al-Huda, réunissent régulièrement plusieurs centaines de femmes. L'espace de liberté qu'offrait Karachi à une élite pakistanaise professionnelle se rétrécit de plus en plus. « Je ne vois pas de lumière au bout du tunnel », ponctue M^{me} Salahuddin.

Françoise Chipaux

Le général Toumani Touré assuré d'être élu président du Mali

En 1992, il avait remis le pouvoir aux civils

DAKAR

de notre correspondante

Le général Amadou Toumani Touré a gagné la bataille de la présidentielle. Au vu des résultats pro-

■ PORTRAIT

Un ancien commandant de paras, travailleur humanitaire et candidat sans parti

visaires, il a même réalisé un beau score, en remportant plus de 68 % des suffrages au second tour de l'élection présidentielle de dimanche 12 mai. Pour cet homme sans parti qui a pris sa retraite de l'armée en septembre 2001, la bataille ne fut pourtant pas facile car, de son propre aveu, « le terrain politique est plus rude que le terrain militaire ». Mais « ATT », comme l'appellent les Maliens, n'est pas un novice en ce domaine. Il avait dirigé le processus de transition démocratique, après le renversement, en 1991, du régime du général Moussa Traoré auquel il avait contribué. Et, fait rarissime en Afrique, il n'avait pas gardé le pouvoir. En juin 1992, il a cédé la place à Alpha Oumar Konaré qui venait d'être élu démocratiquement, pour son premier mandat.

À L'ÉCART DES TURBULENCES

Sa popularité date de cette époque. En se tenant pendant dix ans à l'écart des turbulences de la vie politique malienne, il ne l'a pas entamée d'un pouce. L'ancien commandant de paras a fait de l'humanitaire. Il a trouvé des financements aux États-Unis, notamment auprès de la Fondation Carter, et mené la lutte pour l'éradication de la maladie du ver de Guinée, une maladie parasitaire. Avec la Fondation pour l'enfance qu'il a créée, il

Une victoire « claire et irréversible »

Selon les résultats provisoires portant sur 70 % des procès verbaux du scrutin présidentiel, publiés dans la soirée du mercredi 15 mai par la commission électorale à Bamako, le général Amani Toumani Touré (dit ATT) a obtenu 68,35 % des suffrages exprimés, contre 31,65 % pour son adversaire du parti au pouvoir – l'Alliance pour la démocratie au Mali –, Soumaila Cissé. Ce dernier, confirmant le statut de « modèle » de la démocratie malienne, a téléphoné, peu après l'annonce de ces résultats, au général Touré pour le féliciter de sa victoire « claire et irréversible ».

Le taux de participation n'a pas été communiqué. Mais au regard des voix comptabilisées, il paraît encore nettement plus faible qu'au premier tour du 28 avril, lorsque le général Touré était arrivé en tête de 24 candidats. Or 38 % des quelque 5,7 millions d'électeurs maliens ne s'étaient alors pas rendus aux urnes.

a construit une mosquée et un hôpital à Bamako, des postes de santé dans des villages.

Mais l'officier qu'il restait à assis été appelé, en 1996, comme médiateur dans le conflit en République centrafricaine. « Il fallait trouver une solution politique et une solution militaire, se souvient-il. Les troupes françaises étaient dans une situation très embarrassante, et j'ai proposé la mise en place d'une force de paix africaine. » Avec l'appui – intéressé – de la France, cette solution a vu le jour et permis à Paris de se désengager de la Centrafrique. Cette « mission », et d'autres, par exemple au Rwanda, ont permis à ATT de tisser un réseau de relations, en Afrique et en dehors du continent.

L'homme a une grande capacité d'adaptation. Son parcours en est



PANAPRESS

l'illustration. Après avoir commencé sa carrière comme instituteur, il intègre l'armée. Puis, il passe par l'École supérieure des troupes aéroportées de Riazan, en URSS, celle-là même qui rendit célèbre le général Lebed, autre officier de paras qui s'essaya à la politique, à l'époque Eltsine. Quelques années plus tard, ATT est à Paris, à l'École supérieure de guerre interarmées. En 1991, lors de la « révolution démocratique » à Bamako, il commande la garde présidentielle du général Moussa Traoré, mais se range du côté de la rue.

Agé aujourd'hui de 53 ans, le général Toumani Touré aborde une nouvelle étape. Il succède au président Konaré sans avoir dissipé le flou sur l'équipe dont il va s'entourer, ni sur le programme qu'il va mettre en œuvre. Fin tacticien, il a essentiellement joué de son image de rassembleur et tiré parti des divisions de ses adversaires pendant la campagne électorale. De plus, au lendemain du premier tour, il a reçu l'appui décisif de l'ancien premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta et d'autres candidats malheureux, sans que soit révélée les contreparties des accords conclus.

Ce n'est pas là la seule inconnue. ATT a fait campagne avec un mouvement de soutien et de nombreuses petites formations politiques. Il affirme vouloir rester « en dehors des partis ». Or les élections législatives sont prévues pour juillet. Comment compte-t-il les aborder ? La question reste entière.

Brigitte Breuillac

Australie : le jour où les journalistes sont « bouclés »

CANBERRA

de notre envoyé spécial

Les deux cartons sont pleins à craquer, plusieurs centaines de téléphones portables y sont entassés. Leurs propriétaires, tous journalistes, savent que, ce mardi 14 mai, ils ne pourront pas récupérer leur bien avant 19 h 30. Le « lock up » (littéralement « enfermement ») porte bien son nom. Cette année, 577 reporters ont accepté d'être enfermés pendant quatre heures au Parlement australien pour préparer leurs articles sur « l'événement majeur du calendrier politique » en Australie : le budget fédéral.

La publication de cet épais rapport (18 volumes, près de 2 000 pages) est l'occasion pour le pouvoir en place de réunir toute la presse afin de lui répéter son « message ». Mais, pour empêcher toute « fuite » avant l'annonce officielle à 19 h 30, les journalistes n'ont pas le droit de communiquer avec le monde extérieur. Téléphone portable, modem, etc., tout est interdit. Afin de dissuader les petits malins en mal de scoop, toutes les personnes entrant dans le bunker doivent signer un papier les prévenant que le moindre tentative de tricherie leur fait encourir une peine d'emprisonnement de deux ans ferme.

Aux rédactions des huit principaux quotidiens du pays, des « mini-lock up » sont aussi organisés. Dans des salles isolées de tout et de tous, des secrétaires de rédaction montent les pages qui recevront les arti-

cles écrits à Canberra. Pour que le secret soit bien gardé, des fonctionnaires du Trésor contrôlent le moindre geste de ces éditeurs qui communiquent avec leurs reporters grâce à des lignes de téléphone cryptées installées spécialement pour l'occasion.

« Cette tradition remonte à la création de la fédération australienne en 1901, explique Paul Bongiorno, le rédacteur en chef de la chaîne de télévision nationale Ten. L'idée était de s'assurer que les journalistes ne diffusent aucune information avant la clôture des marchés financiers en Australie. Mais, aujourd'hui, cette raison d'être ne signifie plus grand-chose, car la place financière est planétaire. » De Rome, Paris ou New York, un investisseur peut acheter des actions australiennes avant la réouverture de la Bourse de Sydney.

Pourquoi alors maintenir le « lock up » ? Il s'agit « avant tout d'une gigantesque opération de relations publiques pour le gouvernement, avoue son coordinateur, Peter Coan. C'est une occasion unique de tenter d'influencer les principaux journalistes du pays ». Cette atteinte à peine dissimulée à la liberté de la presse (les rédacteurs sont contraints d'écrire leurs articles sans même pouvoir contacter des parlementaires de l'opposition ou des spécialistes) ne semble pas déranger les intéressés. « Je n'ai jamais entendu quelqu'un souhaiter la fin de ce système », dit Paul Bongiorno.

Frédéric Therin

L'IMPOSSIBLE DÉFAITE
DENIS PINGAUD

Pourquoi Jospin a-t-il perdu ?

Le récit d'une aventure électorale ratée, vécue de l'intérieur. Denis Pingaud a eu un accès privilégié au cœur des décisions qui ont conduit à cette défaite historique.

www.seuil.com

Seuil

Yasser Arafat appelle à des réformes pour « rebâtir » l'Autorité palestinienne

Se livrant à une autocritique sans précédent, mercredi 15 mai, le chef de l'OLP a annoncé une refonte institutionnelle et des élections, sans fournir de précisions. L'ampleur du chantier, ouvert sous la pression, dissimule des stratégies rivales, y compris dans son entourage

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Yasser Arafat ne pouvait pas se taire plus longtemps. Le chef de l'Autorité palestinienne a choisi le jour anniversaire de la Naqba, la « catastrophe » qu'avait constituée la création d'Israël pour les Palestiniens, pour aborder à son tour le thème de la réforme, omniprésent depuis la fin officielle de l'opération « Mur de protection ». Au terme de cette offensive militaire israélienne, la plus importante en Cisjordanie depuis la guerre de 1967, qui a fait plus de 250 morts palestiniens et des centaines de millions de dollars de dégâts, M. Arafat ne s'attendait sans doute pas à être entraîné sur ce terrain, arpenté depuis longtemps par l'Union européenne et par les Nations unies, qui ont été rejointes de manière spectaculaire par Israël et les Etats-Unis, notamment à l'occasion de la récente visite du premier ministre israélien, Ariel Sharon, à Washington.

Ce dernier en avait alors fait un préalable à toute discussion politi-

que, au même titre que l'arrêt de la violence. Le président George W. Bush avait refusé pour sa part d'aller aussi loin, mais ces demandes pressantes, pour ne pas dire ces injonctions, avaient conduit le chef de l'Autorité palestinienne à annoncer dans un premier temps la création d'une banale commission. Le subterfuge avait fait long feu et, après la démission de l'un de ses ministres et les prises de position très fermes de certains de ses proches, M. Arafat s'est efforcé de reprendre l'initiative.

Devant le Conseil législatif palestinien réuni à Ramallah, le chef de l'Autorité palestinienne a avancé, mercredi 15 mai, ses propositions, au terme d'un discours de quarante minutes au cours duquel, une fois n'est pas coutume, il a confessé des « erreurs », notamment à propos des modalités de la levée du siège de son quartier général et de la basilique de la Nativité à Bethléem et en revendiquant la responsabilité. « Je suis déterminé à présenter une refonte totale (...) de l'Autorité, de ses administrations, de

ses ministères et de ses services de sécurité, pour que nous puissions commencer à rebâtir sur des bases plus solides, qui nous permettent de réaliser nos aspirations nationales à l'indépendance et à la liberté », a ainsi assuré M. Arafat.

« MESURES CONCRÈTES »

« J'appelle à un réexamen de la composition de nos administrations, nos ministères et nos services de sécurité après l'apparition de défaillances qui ne peuvent être dissimulées à l'opinion publique », a-t-il ajouté, sans se montrer plus précis, avant de confier au Conseil législatif la charge de « rebâtir notre système politique sur des bases plus solides de démocratie, d'Etat de droit et d'indépendance de la justice ». La veille, comme pour donner par avance du crédit à son discours, M. Arafat avait promulgué une loi sur le pouvoir judiciaire en souffrance depuis deux ans.

Enfin, le chef de l'Autorité palestinienne a également profité de la tribune du Conseil législatif pour condamner une nouvelle fois « les

opérations qui visent les civils israéliens ainsi que palestiniens », jugées contre-productives. « Les opinions publiques palestinienne et internationale sont aujourd'hui convaincues que ces opérations, non seulement ne servent pas nos objectifs, mais dressent contre nous une grande partie de la communauté internationale », a précisé M. Arafat.

Accueilli très froidement par Israël, qui a assuré qu'il ne contenait « rien de nouveau », le discours de M. Arafat a en revanche suscité l'intérêt des Etats-Unis, qui

l'ont cependant incité à passer à l'acte, ainsi que de l'Union européenne. Le haut représentant de l'Union européenne, Javier Solana, a précisé que les élections évoquées par le chef de l'Autorité palestinienne – une idée soulevée à l'origine par la France, qui n'avait pas rencontré à l'époque l'adhésion des Européens, et encore moins des Américains – pourraient se tenir d'ici à la fin de l'année et qu'il pourrait s'agir d'élections municipales et législatives.

Le chef de l'Autorité palestinien-

ne pense-t-il pas que l'ampleur du chantier est le plus sûr obstacle à sa réalisation ? « Arafat a créé une attente, il sait qu'il lui sera maintenant bien difficile de ne rien faire et d'enterrer le dossier », constatait mercredi soir un diplomate.

Cette attente a été notamment exprimée par l'ancienne ministre, Hanane Achraoui, qui a regretté que le propos de M. Arafat soit général, alors que, selon elle, « le peuple palestinien a besoin de mesures concrètes et immédiates ». Mais le décalage risque d'être considérable entre les considérations institutionnelles et la situation sur le terrain, où les incursions et les réoccupations ponctuelles par l'armée israélienne des zones autrefois autonomes sont devenues quotidiennes, en dépit de la fin officielle de l'opération « Mur de protection », et alors que de nouvelles règles de circulation plus restrictives entre les agglomérations palestiniennes sont sur le point d'être imposées.

Gilles Paris

L'Autorité palestinienne

Yasser Arafat est le président élu de l'Autorité palestinienne, dont la structure est la suivante :

- **Le président**, élu au suffrage direct le 20 janvier 1996 avec 87,1 % des voix. C'est lui qui a formé le gouvernement.
- **Le Conseil législatif**, élu au suffrage universel en même temps que le président. Il comprend 88 membres.
- **Les services de sécurité** (sécurité préventive, renseignements militaires, renseignements généraux et police). Ces organismes, à l'exception de la police, sont divisés en deux branches : une à Gaza et une en Cisjordanie. La sécurité nationale, la défense civile, la police navale (pour Gaza) et la Force 17, chargée de la protection rapprochée de Yasser Arafat, font également partie de l'appareil de sécurité.

Au sein de la direction de l'OLP, la guerre de succession est engagée

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Lundi soir 13 mai, à Ramallah, le ministre palestinien chargé des organisations non gouvernementales, Hassan Asfour, a été passé à tabac, ainsi que son garde du corps, par un groupe d'individus qui ont réussi à prendre la fuite sans être inquiétés. L'incident témoigne d'une tension : celle que crée la redistribution des cartes qui est en train de s'ébaucher dans le premier cercle de l'Autorité palestinienne. Hassan Asfour est en effet considéré comme proche du chef de la Sécurité préventive – le contre-terrorisme – pour la bande de Gaza, Mohammed Dahlan, « Abou Fadi », qui tente de profiter de la situation qui prévaut depuis la fin de l'offensive israélienne lancée à la fin du mois de mars contre les zones théoriquement autonomes palestiniennes.

Cette offensive s'est en effet concrétisée à Ramallah par l'attaque en règle du quartier général de Jibril Rajoub, homologue de M. Dahlan pour la Cisjordanie. Sans que

l'on sache encore précisément pourquoi l'armée israélienne a décidé de s'en prendre à un homme qu'elle a longtemps tenu en estime et qui avait maintenu ses hommes à l'écart de l'Intifada, au prix d'une très forte impopularité, son appareil sécuritaire a fait les frais de l'attaque, créant provisoirement un vide, que M. Dahlan s'efforce aujourd'hui de combler, en dépit de son manque d'assise en Cisjordanie. Le responsable de la Sécurité préventive pour la bande de Gaza plaide officiellement pour une refonte de l'Autorité, « avec au maximum dix-huit ministères et la fusion de services de sécurité au sein d'un ou deux organismes seulement », sans dire qu'il en prendrait volontiers la tête. Il compte d'ailleurs sur une prochaine visite du directeur de la CIA, George Tenet, pour réaliser un projet qui suscite un bon écho au sein de l'administration américaine et auprès des autorités israéliennes.

M. Dahlan semble pouvoir compter sur le soutien de Mohammed Rashid, « Khaled Slam », l'un des proches conseillers de Yas-

ser Arafat, qui dispose du nerf de la guerre : l'argent. L'influence de M. Rashid n'a cessé de croître au cours des derniers mois. Selon certaines sources, les inconnus qui s'en sont pris à M. Asfour se seraient d'ailleurs rendus dans un premier temps au domicile de M. Rashid, qui se trouvait au moment des faits en Italie, où il avait par ailleurs rencontré le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès.

ACCUSATIONS DE CORRUPTION

L'influence grandissante des deux hommes, auxquels se serait joint Mahmoud Abbas, « Abou Mazen », qui peut leur apporter sa caution de fondateur historique de l'OLP et de numéro deux officiel, n'est pas sans susciter de virulentes critiques au sein de la société palestinienne. Même s'ils semblent s'inscrire dans un projet de réforme de l'Autorité, qui rencontrerait les souhaits des Etats-Unis, l'un et l'autre n'ont pas été épargnés dans un passé récent par les accusations de corruption. S'y ajoute égale-

ment le vieux clivage entre les Palestiniens de l'intérieur et ceux de Tunis, où s'était réfugiée l'OLP après son éviction du Liban : Mohammed Rashid est originaire du Kurdistan irakien et Mohammed Dahlan, en dépit de son ancrage dans le sud de la bande de Gaza, a passé près de huit ans entre Bagdad et Tunis, après son bannissement par les Israéliens.

Mise sur le compte d'un groupe du Fatah, l'agression dont a été victime M. Asfour pourrait montrer enfin que la formation que préside M. Arafat, même si elle a payé un prix élevé lors de l'offensive israélienne, n'entend pas être absente d'une éventuelle redistribution du pouvoir, en dépit de l'affaiblissement consécutif à l'arrestation de son chef pour la Cisjordanie, Marouan Barghouti. Après s'être longtemps heurtés, le Fatah pour la Cisjordanie et M. Rajoub pourraient désormais se découvrir des objectifs communs.

G. P.

La nécessité d'une « bonne gouvernance » fait l'unanimité, mais des arrière-pensées minent la démocratisation

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La nécessité d'une réforme de l'Autorité palestinienne est aussi ancienne que l'Autorité elle-même.

ANALYSE

Le contenu donné à l'idée de réforme trahit les intentions de chacune des parties

Et pour cause. Rajoutée aux institutions locales et aux corpus juridiques préexistants, grignotée par la poursuite et la transformation de l'occupation israélienne, cette structure proto-étatique bricolée par les accords d'Oslo ne devait être que transitoire. Elle aurait d'ailleurs dû cesser d'exister il y a trois ans, au terme de la période intérimaire, pour laisser la place à l'Etat palestinien, auquel les négociations auraient dû

aboutir ; des institutions pérennes adossées à un territoire et à une population devenus indépendants auraient alors dû voir le jour. Mais le calendrier n'a pas été tenu. Le provisoire qui a perduré a accentué les déviations constatées dès les débuts de cette Autorité : l'inefficacité, la corruption et surtout la centralisation absolue opérée par son chef, Yasser Arafat, qui a réduit à la portion congrue le gouvernement et le Parlement provisoires.

Si la nécessité d'une réforme ne fait donc pas l'ombre d'un doute, en revanche la génération spontanée des thuriféraires d'une « bonne gouvernance » palestinienne n'est pas sans arrière-pensées. Le contenu qu'ils lui donnent en priorité trahit d'ailleurs leurs intentions. C'est évidemment le cas du premier ministre israélien, qui espère réussir par la politique ce qu'il n'a pas obtenu par la force : l'éviction de M. Arafat. Dans l'esprit d'Ariel Sharon, la réforme de l'Autorité signifie avant tout la réduction de son chef à une fonction honorifique et l'émergen-

ce de nouveaux responsables, supposés nécessairement plus modérés, auxquels il serait possible de vendre l'idée d'une nouvelle période intérimaire, au terme de laquelle serait évoquée la question de l'Etat palestinien, la définition de ses pouvoirs et son territoire.

NOUVELLE RÉPARTITION

Les Etats-Unis ne sont pas loin de partager la même analyse. S'ils jugent M. Arafat toujours incontournable, ils espèrent qu'une nouvelle répartition des pouvoirs, concentrés pour l'instant dans les mains d'un seul, ferait émerger plus rapidement une génération de successeurs, sur laquelle ils pourraient s'appuyer et faire jouer pleinement leur influence.

Côté palestinien, les aspirations à la réforme peuvent masquer également des objectifs moins altruistes. Compte tenu du poids écrasant de M. Arafat et du cumul des trois fonctions particulièrement stratégiques que sont la présidence du Fatah, celle de l'OLP et celle de l'Autorité, une lutte frontale est en effet difficilement envisageable.

La bataille de la réforme, surtout en jouant de la pression extérieure américaine, permettrait aux responsables qui en feraient le choix d'accéder à un pouvoir plus grand. Celui-ci leur garantirait, le moment venu, un rôle plus actif pour la « mère » des batailles à venir : la succession de M. Arafat. Pour ces responsables, la réforme consisterait également en une simple redéfinition de l'échelon supérieur du pouvoir exécutif et en un remodelage des services de sécurité, dont l'importance reste stratégique et que le chef de l'Autorité avait pris soin de multiplier pour mieux les contrôler.

Cette réforme technocratique « par le haut » s'oppose à celle que souhaite une bonne partie de la société politique palestinienne, qui estime, au contraire, qu'elle doit partir de la refondation d'un consensus politique à travers des élections. Dans cette hypothèse, les Palestiniens se prononceraient

à la fois sur une nouvelle Autorité et sur le mandat politique qui lui serait confié, notamment pour les négociations avec Israël sur les questions sensibles que sont les frontières, le sort des colonies, ou bien le devenir des réfugiés.

ÉTAT DE DROIT

Les annonces de M. Arafat, contrairement à ce que l'on ne s'est pas dénué de calculs. Si les propos généraux qu'il a tenus sur la séparation des pouvoirs ou le respect de l'Etat de droit ne permettent pas pour l'instant de mesurer sa détermination à aller de l'avant, l'évocation d'élections, sans que l'on sache encore précisément s'il s'agirait de municipales, de législatives ou – moins probable – d'une présidentielle, pourrait lui donner l'occasion de rappeler quelques évidences, occultées actuellement par le débat sur la réforme et notamment le renforcement de l'occupation israélienne depuis la fin de l'opération « Mur de protection », qui s'est accompagnée de la disparition des

zones autonomes palestiniennes mises en place avec Oslo. Comment imaginer, en effet, une campagne électorale ou des élections entrecoupées d'incursions israéliennes dans des zones soumises au blocus sans précédent en vigueur depuis un mois ? De même, comment Israël pourrait-il s'opposer au déploiement d'observateurs internationaux sur le modèle des élections de 1996, les premières dans l'histoire des territoires palestiniens ?

Si la réforme de l'Autorité est jugée désormais indispensable par tous, y compris par M. Arafat qui a tenté le plus longtemps possible de la reporter, il faut cependant redouter que la manipulation de ce thème, ou bien sa restriction à des considérations d'appareils, le vide de tout son sens. La réforme imposée de l'extérieur n'aurait aucune chance d'aboutir. La réforme confisquée par le premier cercle du pouvoir ne conviendrait pas plus. Une occasion serait alors perdue.

G. P.

BAC + 1

RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIG
(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPARE À INTÉGRER
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 26 10/26

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

esec.edu/

ESEC

Diplôme homologué par l'État

images / cinéma / numérique / sons /

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Citeaux 75012 Paris
enseignement supérieur libre

ebs

European Business School

3^e CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing

Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...

12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

ESG

Diplôme Bac+5 visé par l'Etat

Paris Graduate School of Management

CONCOURS SUR TITRES

Admission sur titre	Prochaines sessions	4 épreuves
• En 1 ^{ère} année : après Bac+2	• 10/11/12 Juillet 2002	• TAGE-MAGE ou TAGE 2 organisé par la FNEGE
• En 2 ^{ème} année : après Bac+3/4	• 9/10 Septembre 2002	• QCM d'anglais • Entretien individuel • Entretien en anglais

Indice de notoriété assistée des Grandes Ecoles Parisiennes visées par l'Etat
auprès des entreprises : **ESG 4^{ème}** (Entreprendre 2002)

L'ESG au TOP 10 des salaires d'embauche (L'Expansion 2001)

Ecole Supérieure de Gestion

25 rue Saint-Ambroise - 75011 Paris
Tél : 01 53 36 44 00 • Fax : 01 43 55 73 74
www.esg.fr • e-mail : esg@esg.fr

Joseph Cirincione, expert américain des questions de désarmement

« Le traité sur la réduction des armements ne liquide pas l'héritage de la guerre froide »

Le traité « ne fixe même pas de délai » pour réduire « le nombre des têtes nucléaires déployées »

WASHINGTON
de notre correspondant

Responsable des projets de lutte contre la prolifération nucléaire à la Fondation Carnegie pour la paix, Joseph Cirincione est l'un des experts indépendants les plus écoutés, aux Etats-Unis, sur les questions de désarmement.

Qu'est-ce que le traité sur la réduction des armements, annoncé le 13 mai à Washington et à Moscou, ajoute aux traités existants ?

La bonne nouvelle, c'est que ce traité met en œuvre les réductions sur lesquelles Bill Clinton et Boris Eltsine s'étaient accordés, en 1997, à Helsinki, sans pouvoir donner suite à cet accord parce qu'ils étaient, l'un et l'autre, en difficulté avec leurs Parlements respectifs. Vladimir Poutine n'a pas ce problème en Russie, et George Bush est en position de force aux Etats-Unis. Comme souvent, il faut un président républicain pour mettre en vigueur des réductions d'armements défendues par les démocrates.

La mauvaise nouvelle, c'est que cela s'arrête là. Le traité laisse de côté les autres perspectives ouvertes en 1997, c'est-à-dire le démantèlement des têtes nucléaires et celui des armements nucléaires tactiques détenus par les Russes. Ces deux sujets ne figurent pas sur l'agenda de M. Bush. C'est regrettable et, vu son engagement dans la guerre contre le terrorisme, c'est incompréhensible, car le vrai danger nucléaire, aujourd'hui, n'est pas que la Russie pourrait frapper les Etats-Unis avec ses missiles, mais que certaines armes stockées par les Russes pourraient être volées ou détournées au profit de groupes terroristes. Nous devrions accroître nos efforts pour sécuriser et éliminer ces armes. Ce n'est pas ce que nous faisons.

La Russie y est-elle hostile ?
Ce sont les Etats-Unis qui y sont hostiles ! Les Russes nous offraient leurs armes nucléaires sur un plateau. Ils étaient prêts à aller plus loin, plus vite, et à adopter des dispositions permanentes. Les Américains ne l'étaient pas, à cause des éléments conservateurs des ministères de la défense et de l'énergie, qui voulaient maintenir une force nucléaire très importante. Les armes stratégiques déployées sont seulement la pointe de l'iceberg nucléaire. Elles seront au nombre de 2 000, mais il y aura au-dessous, du côté américain, 1 000 armes tactiques et 10 000 têtes nucléaires stockées. Cela va inciter les Russes à conserver, eux aussi, un énorme stock de têtes nucléaires. Le traité dit seulement à quel niveau passe la frontière entre armes déployées et armes stockées ; le nombre total des armes détenues ne change pas.

La Maison Blanche dit que les Russes ne voulaient pas vraiment du démantèlement ni des contrôles qu'il aurait entraînés. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que ce n'est pas honnête. Dans les deux pays, il y a une bureaucratie nucléaire, qui combat les réductions et les contrôles. Il est vrai, historiquement, que les ministères russes de la défense et de l'industrie nucléaire se sont opposés à des inspections américaines ; mais les responsables politiques, des deux côtés, avaient tenu tête à ces bureaucraties. Cette fois, les dirigeants américains ont décidé de ne plus insister pour que ces contrôles aient lieu. Pourquoi ? Parce qu'ils veulent préserver ce qu'ils appellent la flexibilité de la posture nucléaire des Etats-Unis.

Depuis un an, l'administration a continué à chanter le refrain de la réduction des armements, mais elle a renoncé à la réalité de cette politique. Elle a adopté les conceptions des laboratoires nationaux et du Commandement stratégique, qui veulent conserver l'infrastructure nucléaire dans son état actuel pour un avenir indéfini. Le traité annoncé, dont le texte n'a pas été publié,

ne fixe même pas de délai pour ramener le nombre des têtes nucléaires déployées « entre 1 700 et 2 200 » ; il dit simplement que cela doit se faire d'ici à 2012. Et le 31 décembre 2012, à minuit, le traité cessera d'exister.

« Le vrai danger est que certaines armes stockées par les Russes pourraient être volées »

Quelles sont, selon vous, l'analyse ou l'arrière-pensée de l'administration Bush ? Considérez-vous que la Russie reste ou peut redevenir un danger ?

Le maintien de 2 000 têtes nucléaires déployées ne se justifie que si l'objectif est de pouvoir attaquer des cibles russes ou d'être en mesure de frapper la Russie après une première frappe de sa part. C'est la seule explication militaire possible d'un tel niveau d'armement. Le souci de se défendre face à une éventuelle menace de la France ou de l'Angleterre, ou même de la Chine, pourrait justifier le maintien en service de quelques dizaines, voire de centaines d'armes stratégiques ; mais des milliers, cela n'a de sens que si la menace envisagée est russe. Le jour où M. Bush et M. Poutine signeront le traité, le 24 mai, le bureau de chacun d'eux sera toujours visé par les armes nucléaires de l'autre. Le président Bush a dit que ce traité « liquide l'héritage de la guerre froide ». Il ne liquide rien du tout. Dans dix ans, l'héritage de la guerre froide sera toujours là.

Propos recueillis par
Patrick Jarreau

Arrestation d'un trafiquant d'armes belge à Ankara

BRUXELLES. Un citoyen belge, Jacques Monsieur, recherché pour « commerce illicite de matériels de guerre » par les justes américaines, belge et française, a été arrêté à l'aéroport d'Ankara, samedi 11 mai, a révélé, mercredi 15 mai, le quotidien bruxellois *Le Soir*. Selon l'agence de presse turque Anatolie, qui a confirmé la nouvelle dans la journée, Jacques Monsieur a été appréhendé alors qu'il voulait embarquer, sans passeport mais muni d'un document de voyage établi par le consulat belge à Téhéran, à bord d'un vol pour Bruxelles. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice belge.

Traffiquant d'armes présumé, impliqué dans « l'Irangate », l'affaire Elf et de nombreux dossiers africains, dont la livraison d'hélicoptères de combat à l'ex-président congolais Pascal Lissouba, l'été 1997, Jacques Monsieur, depuis 1992 résident à Lignières, dans le centre de la France, avait été placé, en mai 1999, sous contrôle judiciaire en France. Après avoir fui, il avait refait surface, en novembre 2001 à Téhéran, où il a été arrêté et jugé pour des commissions illégales liées à des ventes d'armes. Selon Anatolie, les services de sécurité français ont récemment alerté la police turque sur la possibilité que Jacques Monsieur tente de se rendre d'Iran en Europe, via la Turquie.

Un colonel russe jugé pour le meurtre d'une Tchétchène est acquitté

MOSCOU. Le Russe Iouri Boudanov, inculpé de l'assassinat d'une jeune Tchétchène, a été reconnu « irresponsable » au moment des faits par une expertise psychiatrique dont les résultats viennent d'être rendus publics. Le colonel Boudanov, jugé depuis février, risquait jusqu'à 20 ans de prison pour assassinat. Il avait reconnu avoir enlevé et étranglé Elsa Koungaïeva le 26 mars 2000 en Tchétchénie, niant l'avoir violée, une charge finalement avérée qui n'avait pas été retenue contre lui. Il pourrait être libéré dès la fin du mois de mai.

Le journaliste militaire russe Viatcheslav Ismailov, spécialiste de la Tchétchénie, a aussitôt dénoncé ces résultats : « L'expertise est fautive. Les médecins militaires et les juges ont tout simplement eu peur », a-t-il déclaré à la radio Echo de Moscou, en accusant les participants du procès de tenter de « blanchir l'armée russe ». C'était la première fois qu'un gradé russe était traduit en justice. Si les exactions de l'armée envers les civils tchétchènes sont légion, comme le répètent, témoignages à l'appui, les organisations de défense des droits de l'homme, les militaires russes ne sont jamais inquiétés. - (AFP.)



Deux ex-dirigeants serbes se sont livrés au Tribunal de La Haye

Leur reddition volontaire traduit une meilleure collaboration de Belgrade avec le TPIY

DEUX ANCIENS dirigeants serbes, recherchés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), se sont rendus à La Haye, mercredi 15 mai. Ce qui porte à cinq le nombre des accusés résidant en Serbie qui se sont livrés volontairement depuis le début du mois. Il s'agit de Milan Martić, ancien chef sécessionniste des Serbes de Croatie, et du général à la retraite Mile Mrksic, l'un des commandants lors de l'assaut lancé contre la ville croate de Vukovar, en novembre 1991.

Le premier figure parmi les hommes qui ont le mieux incarné, au début des années 1990, le projet de création d'une « Grande Serbie » au nom duquel tant de crimes ont été par la suite commis dans l'ex-Yougoslavie. Lorsque Franjo Tudjman, arrivant au pouvoir à Zagreb, en 1990, commence à faire entendre la voix du nationalisme croate, Milan Martić dirige la police à Knin, chef-lieu déshérité d'une province de Croatie qui l'est tout autant, la Krajina, dont la particularité est d'être très majoritairement peuplée de Serbes. Milan Martić s'engage immédiatement dans la rébellion contre Zagreb : il prône la sécession de la Krajina. Avec l'aide de la Serbie, il distribue des armes et met sur pied une milice qui fait régner sa loi dans la région jusqu'à ce qu'éclate véritablement la



Milan Martić, ancien « président » des Serbes de Croatie, à l'aéroport de Belgrade, mercredi 15 mai, lors de son départ pour La Haye.

guerre serbo-croate de 1991. Il devient « ministre de l'intérieur », puis « président » de la « République serbe de Krajina » (autoproclamée), ardent partisan du rattachement à la Serbie et aux territoires contigus dont les forces serbes ont pris le contrôle en Bosnie. Jusqu'à ce que ce projet de Grande Serbie s'effondre définitivement à l'été 1995, avec l'offensive victorieuse de l'armée croate pour reprendre le contrôle de la Krajina.

Milan Martić n'est, à ce stade, inculpé par le Tribunal de La Haye que pour avoir ordonné, en mai 1995, un bombardement sur le centre de Zagreb qui avait tué 7 civils. Mais l'épopée du « brigadier de Knin » a été ponctuée de

nombreux autres épisodes sanglants, dont l'objectif était d'éradiquer de la Krajina toute population non-serbe. La procureure du TPI, Carla del Ponte, a annoncé récemment, lors d'une visite en Croatie, qu'elle allait compléter l'acte d'accusation contre Milan Martić.

Arrivé à La Haye par le même avion que lui, et comme lui immédiatement incarcéré dans la prison du TPIY à Scheveningen, le général Mile Mrksic commandait l'unité de l'armée fédérale yougoslave qui lança l'offensive sur Vukovar, en novembre 1991, et eut finalement raison, après trois mois de siège, de la résistance des combattants croates de la ville. Cette offensive allait se conclure par ce qui reste dans la

mémoire croate comme l'un des épisodes les plus sinistres de la guerre : le massacre de 200 personnes, malades, blessés ou réfugiés dans l'hôpital de Vukovar, qui furent emmenées la nuit dans une campagne voisine, torturées, exécutées et jetées dans une fosse commune d'où elles ont, depuis, été exhumées.

Les deux co-accusés du général Mrksic pour le massacre de Vukovar ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de se rendre volontairement. Le procureur, qui souhaite que les trois hommes soient jugés lors d'un même procès, ne cesse de les réclamer aux autorités de Belgrade, de même qu'un certain nombre d'autres inculpés, dont les deux plus célèbres : Ratko Mladic et Radovan Karadzic.

La série des redditions volontaires, ces dernières semaines, n'en signale pas moins un certain effort de Belgrade en direction du TPIY. C'est ce qui explique sans doute que les Etats-Unis ne se soient pas opposés, lundi, à la décision du Fonds monétaire international (FMI) d'ouvrir une nouvelle ligne de crédit de 829 millions de dollars (921 millions d'euros) pour la Yougoslavie et de débloquer une dernière tranche de 64 millions de dollars au titre d'un précédent accord.

Claire Tréan

20 caouas ou un vol pour Londres...?

Londres

à partir de

27.50€

aller simple

Liverpool

à partir de

27.50€

aller simple

Tarif aller simple (tarif aller retour à partir de 55.67€) disponible sur certains vols seulement. Frais carte bancaire: 5€ par transaction. Soumis à disponibilité. Conditions: réserver en avance et sur Internet. 1er vols en mai et juin.



easyJet.com

L'écart de compétitivité se creuse entre l'UE et les Etats-Unis

Malgré les engagements pris il y a deux ans au sommet de Lisbonne, les Européens se sont révélés incapables de prendre des mesures pour profiter de la « nouvelle économie »

Première visite de Dominique de Villepin à Joschka Fischer

BRUXELLES

de notre bureau européen

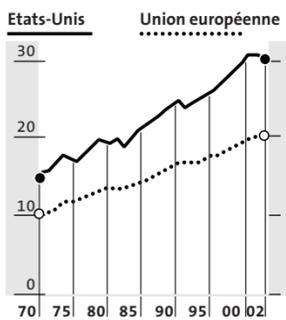
La Commission européenne s'alarme du décalage croissant entre les productivités américaine et européenne, ce qui met en péril l'objectif que le Sommet des Quinze s'était fixé, à grands coups de clairon, en 2000, à Lisbonne : devenir d'ici la fin de la décennie « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde ».

Rédigé par le commissaire finlandais chargé des entreprises Erkki Liikanen, le texte, rendu public mercredi 15 mai, à Bruxelles, rappelle que la productivité a été historiquement la source principale de la croissance économique : elle a permis de produire plus, en travaillant moins et d'avoir une augmentation des revenus. Or celle-ci a ralenti dans l'Union au cours de la deuxième moitié des années 1990. On ne s'en est guère aperçu, parce que la croissance économique était satisfaisante et que le chômage baissait.

Pendant cette période, les Américains ont réussi à conjuguer croissance de leur productivité (passant de 1,5 % sur la période 1990-1995 à 2,5 % entre 1995-2000), et de l'emploi (passée de 0,9 % à 1,4 %). Les Européens, eux, sont parvenus à remettre une partie de leur population au travail (après un recul de 0,5 % par an dans la première moitié de la décennie, l'emploi a progressé de 1,2 % par an entre 1995 et 2001) mais les gains de productivité ont baissé de 2 % à 1,3 %. Résultat, après que l'Europe a fait mine de rattraper les Etats-Unis à la fin des années 1980, l'Amérique creuse de nouveau l'écart. En 2001, le produit

LES EUROPÉENS À LA TRÂINE

PIB par habitant, en milliers de dollars ajustés en fonction du pouvoir d'achat 1995



Source : Services de la Commission

intérieur brut (PIB) par habitant dans l'Union était de 65 % de celui des Etats-Unis, son plus bas niveau depuis un quart de siècle.

Pour le commissaire Liikanen, cette « sous-performance » s'explique par une activité innovante insuffisante, un sous-investissement dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. En clair la « nouvelle économie » ne fait pas sentir ses effets en Europe. Entre 1992 et 1999, les dépenses dans les technologies de l'information et les télécommunications ont représenté 5,6 % du PIB contre 8,6 % du PIB aux Etats-Unis. En 1999, les dépenses dans ce domaine des Européens ont baissé de 2 % à 1,3 %. Résultat, après que l'Europe a fait mine de rattraper les Etats-Unis à la fin des années 1980, l'Amérique creuse de nouveau l'écart. En 2001, le produit

intérieur brut (PIB) par habitant dans l'Union était de 65 % de celui des Etats-Unis, son plus bas niveau depuis un quart de siècle.

qu'en Amérique, la croissance de sa productivité a bondi de 3,3 % à 5,5 % par an entre la première et la deuxième moitié de la décennie, celle de l'Europe a stagné de 3,1 % à 3,2 %. La diffusion de la technologie a permis aux services de voir leur productivité augmenter outre-Atlantique (sa croissance est passée de 1,3 % à 3,1 %). Mais en Europe, cette productivité a en général régressé ou très peu augmenté : de moins de 0,3 % en France et au Royaume-Uni. Enfin, la Commission s'inquiète du « manque de savoir-faire qui a probablement accentué le problème de diffusion rapide des technologies de l'information ». Certes, l'emploi de la main-d'œuvre hautement qualifiée a augmenté, mais cette progression ne s'est pas accompagnée d'une hausse du niveau d'étude.

Ce papier tire le signal d'alarme :

« Jusqu'à présent, on croyait pouvoir dire qu'en Europe, on travaillait moins — on a plus de vacances, de chômage, des études plus longues, des préretraites —, mais que c'était compensé parce que ceux qui travaillaient étaient plus productifs. Ce n'est pas si vrai que cela », résume un fonctionnaire européen. « Il y a un vrai sujet sur la capacité à incorporer dans l'économie les progrès technologiques, approuve l'économiste Jean Pisani-Ferry, qui dirige le centre d'analyse économique de Matignon. La croissance potentielle des Etats-Unis est presque d'un point supérieure à celle de l'Europe. Cumulé, cela fait des écarts considérables ».

Pourtant, l'opportunité politique de la communication de M. Liikanen a donné lieu à discussions entre les cabinets des commissaires. Certains fonctionnaires ont reproché au texte son manque de vision globale, de ne rien apporter de très nouveau, et de tout vouloir expliquer par les technologies de l'information, sans prendre vraiment en compte les conséquences du krach financier du secteur. Chez le libéral néerlandais Frits Bolkestein, commissaire chargé du marché intérieur, on a regretté que le rôle de la fiscalité n'ait pas été étudié ; du côté du Belge Philippe Busquin on aurait voulu mettre plus l'accent sur la recherche. Approuvé le 14 mai en commission sans longue discussion, il a été convenu que le texte serait légèrement amendé avant publication officielle.

Ce petit débat entre fonctionnaires est révélateur de l'état d'esprit d'un collège de commissaires, qui,

depuis l'arrivée de Romano Prodi, travaillent à leurs dossiers dans des bâtiments séparés. « Chaque commissaire veut son petit papier et ses trois articles dans la presse. résultat, le collège laisse tout passer, car chacun a peur de se voir bloquer sa communication la fois suivante. Ce n'est pas bon pour la lisibilité du message de la Commission, les gens ne comprennent plus rien aux papiers qui sortent. Il faudrait que le président y mette fin », proteste un haut fonctionnaire. Certains préféreraient

Pour la Commission, le « manque de savoir-faire a accentué le problème de diffusion rapide des technologies de l'information »

que la Commission « mette le paquet » sur le séminaire qu'elle doit tenir, début juillet, sur la politique industrielle, suite aux critiques formulées par le chancelier Schröder. « Je ne crois pas au texte définitif », rétorque un cabinet. « Avec ce genre d'argument, on n'écrit plus rien sur rien. Depuis la Bible, on a tout dit », rétorque un proche du président Romano Prodi.

Arnaud Leparmentier

Les Quinze se dotent d'un nouveau programme pour mieux coordonner leurs politiques de recherche

Strasbourg

de notre bureau européen

Il arrive souvent que les chercheurs des quinze Etats membres de l'Union travaillent sur les mêmes sujets sans le savoir. Ces « doublons » sont l'illustration même de l'absence de politique européenne de la recherche : actuellement, l'Europe dispose seulement d'une juxtaposition de politiques nationales ; la Commission, qui cofinance des projets depuis une vingtaine d'années, ne joue pas un rôle suffisamment fédérateur.

Le commissaire en charge de la recherche, Philippe Busquin, veut donc créer un « espace européen de la recherche », destiné à mieux coordonner les politiques nationales. Après un an de discussions, le Conseil et le Parlement européen en ont accepté le principe. Mercredi 15 mai, le Parlement, réuni en session plénière à Strasbourg, a définitivement adopté l'instrument de cette réforme : le 6^e programme-cadre de recherche et de développement, doté de 17,5 milliards d'euros sur quatre ans (2003-2006). Ce montant représente environ 5 % des montants

cumulés affectés aux programmes de recherche dans les quinze pays de l'UE.

M. Busquin est parti du constat, tant de fois établi, que l'Europe ne consacre à la recherche qu'1,9 % de son PIB, tandis que les Etats-Unis dépensent 2,6 % et le Japon 2,9 %. Certes, lors du sommet de

Des « réseaux d'excellence » permettront de regrouper les meilleures équipes

Barcelone, les Quinze se sont mis d'accord pour que le budget de la recherche européenne atteigne 3 % du PIB en 2010, les deux tiers étant financés par des entreprises privées. Mais en attendant, pour éviter la dispersion des efforts, M. Busquin propose de mettre en réseau les travaux des chercheurs et les programmes des Etats. Il a été inspiré par le succès du projet

« Theseo », destiné à mieux comprendre les causes de la réduction de la couche d'ozone : Bruxelles a réussi à faire travailler ensemble les meilleurs scientifiques européens, en intégrant quinze projets nationaux.

La Commission veut donc créer des « réseaux d'excellence » qui permettront de regrouper les meilleures équipes (universités, laboratoires de recherche, entreprises) autour d'un programme doté de plusieurs dizaines de millions d'euros sur quatre ans : il s'agira de mettre en commun le personnel, les infrastructures et les ressources financières, de façon à atteindre une masse critique permettant d'être compétitif au niveau mondial. A plus court terme, des « projets intégrés » associeront ces partenaires autour d'objectifs bien identifiés, susceptibles d'avoir des retombées rapides sur le secteur industriel.

Pour éviter un « saupoudrage » des crédits, le budget se concentre sur sept domaines prioritaires de recherche. Le programme prévoit en outre des fonds pour « structurer l'espace européen de la recherche », et de « renforcer les bases de l'espace européen de la recherche ». Il a été adopté rapidement grâce à la diligence de son rapporteur au Parlement, Gérard Caudron (PSE, français), qui a évité une ultime séance de conciliation avec le Conseil. « Les chercheurs vont pouvoir commencer à utiliser ces fonds dès 2003 ! », s'est-il réjoui, à l'issue des votes. Pourtant, l'ensemble du projet a failli échouer sur des questions de bioéthique.

Rafaële Rivais

Le Comité d'éthique de l'Union favorable à la brevetabilité des cellules souches humaines

LA RECHERCHE génétique a suscité quelques passions, mercredi 15 mai, au Parlement européen. Dans son nouveau programme d'aide à la recherche, l'UE prévoit d'allouer quelque 300 millions d'euros à ce secteur — sur un total de 1 milliard consacré à la science du génome. Mais une vive polémique a opposé les députés sur ce qu'il convient de financer. Une partie de la droite, alliée aux Verts ainsi qu'à certains socialistes allemands, a tenté d'élargir le champ des interdictions proposées par la Commission, qui préconisait d'exclure la recherche visant au clonage reproductif, les activités impliquant la création d'embryons à des fins de recherche, et les activités modifiant l'héritage génétique des êtres humains. Certains députés ont tenté d'interdire dans toute l'Union la recherche sur les embryons surnuméraires de moins de deux semaines, alors qu'elle est autorisée dans certains pays. Ils ont finalement échoué. « Le texte que nous avons voté dit que l'Europe a le droit de financer la recherche sur les embryons surnuméraires dans les pays qui l'autorisent », a expliqué le rapporteur, M. Caudron, en approuvant le fait que « la subsidiarité ait été respectée ».

Cette polémique intervient une semaine après qu'a été rendu public le rapport du Groupe d'éthique européen (GEE), présidé par Noëlle Lenoir, sur la brevetabilité des cellules souches humaines. C'est la première fois que le GEE, saisi par le président de la Commission, Romano Prodi, se prononçait sur un sujet dont les enjeux financiers et moraux sont considérables. De manière très concrète, M. Prodi souhaitait savoir si les cellules souches humaines peuvent faire l'objet de protection par brevet au regard de la directive de 1998 sur la protection légale des inventions biotechnologiques.

Placé auprès de la Commission, le GEE rend des avis consultatifs qui ne prévalent pas sur les choix des Etats-membres. Depuis sa création, il recherche des points d'équilibre entre la liberté de la recherche, celle de l'industrie biotechnologique et le respect de la dignité humaine. La réponse du GEE cherche ici à rétablir un équilibre entre deux positions a priori inconciliables : celle des défenseurs des intérêts biotechnologiques et celle de ceux qui redoutent que la protection par brevet de cellules embryonnaires ne soit que la première étape vers une forme de commercialisation du corps humain.

Pour le GEE, les cellules souches humaines, qu'elles

soient prélevées sur des organismes adultes ou lors de la destruction d'embryons, ne sont brevetables « que si elles remplissent, au sens le plus strict, les critères de la brevetabilité ». En d'autres termes, pour le GEE, pour que des cellules ou des lignées de cellules soit brevetables, il faut qu'elles soient le fruit non pas d'un simple isolement mais bien de travaux spécifiques (différenciation, manipulations génétiques etc.) permettant notamment de préciser à quel usage thérapeutique ou à quelle application industrielle potentielle elles peuvent être destinées.

SÉRIEUSES RÉSERVES

Tous les procédés d'obtention de ces cellules et de ces lignées sont en principe brevetables, mais le GEE émet de sérieuses réserves concernant le clonage thérapeutique, technique qui consiste à créer, à partir du noyau d'une cellule adulte et d'un ovocyte énucléé, un embryon destiné à être détruit. Le GEE s'était déjà opposé au clonage thérapeutique, estimant que cette technique soulevait des problèmes éthiques spécifiques et qu'il était prématuré d'y avoir recours. Le groupe appelle d'autre part de ses vœux la mise en place d'un registre européen des données sur les lignées cellulaires existantes afin, notamment, de faciliter l'accès des équipes scientifiques à un matériel biologique dont tout indique qu'il va devenir indispensable à des recherches aujourd'hui perçues comme hautement prometteuses.

« La question de la brevetabilité des cellules souches humaines et de leur usage par la médecine régénérative renvoie à des situations très contrastées dans les pays européens », déclare au Monde Noëlle Lenoir. Il faut compter avec les pays qui interdisent les recherches sur l'embryon — comme la France, l'Allemagne et l'Autriche —, ceux qui autorisent seulement l'importation de cellules souches — l'Allemagne et la France —, et ceux qui ont une conception beaucoup plus ouverte à la science : c'est le cas de la Grande-Bretagne et de la Suède. » Pour M^{me} Lenoir, qui a annoncé son départ du GEE, les enjeux financiers sont aujourd'hui surtout concentrés aux Etats-Unis, en Australie, en Israël et en Inde. En l'absence d'un encadrement législatif contraignant, ces pays ont pu créer et développer des lignées cellulaires qui constituent désormais un matériel de recherche hautement précieux.

Jean-Yves Naud

Le Monde

Le Monde
LE GRAND DOSSIER

8 pages à explorer
et à conserver

Samedi 18 mai dans Le Monde daté dimanche 19 - lundi 20 mai

Le populisme en Europe

FRANCE

LE DIALOGUE SOCIAL

Jean-Pierre Raffarin et le ministre des affaires sociales, François Fillon, devaient **RECEVOIR** à tour de rôle, vendredi 17 mai, les confédérations syndicales (CGT, CFTD, FO, CFTC, CGC) et les organisations patro-

nales (Medef, CGPME, UPA). Durant la campagne présidentielle, Jacques Chirac avait plaidé pour une **RELANCE DU DIALOGUE SOCIAL** et promis que tout projet de loi concernant les partenaires sociaux leur

serait soumis. Dans un entretien au *Monde*, Marc Blondel, secrétaire général de FO, demande au gouvernement une politique active pour « **RETROUVER LE PLEIN EMPLOI** » et prévient qu'il n'acceptera pas

un allongement à quarante ans de la durée de cotisation pour la retraite des fonctionnaires. Dominique-Jean Chertier, ancien directeur général de l'Unedic, devient **CONSEILLER SOCIAL** à Matignon.

Marc Blondel : « On va discuter des dossiers qui fâchent »

Le secrétaire général de FO doit être reçu, vendredi 17 mai, par le premier ministre, comme les autres responsables syndicaux et patronaux. Dans un entretien au « Monde », il réclame une relance de la politique de l'emploi et met en garde contre une réforme de la retraite des fonctionnaires

Vous êtes reçu, vendredi matin, par le premier ministre. Qu'attendez-vous de la relance du dialogue social ?

On ne peut qu'y être favorable, à condition qu'il ait un objectif : la conclusion d'accords. Je vais demander à M. Raffarin de faire pression sur le patronat et que l'Etat n'abandonne pas ses prérogatives de législateur. Je reverrais bien le scénario que de Gaulle avait utilisé en 1958, face aux partenaires sociaux, pour créer l'Unedic : vous avez six mois pour vous mettre d'accord, sinon je prends une initiative. Le droit social doit rester entre les mains du législateur, ou alors on n'est plus en République, et l'on revient aux corporations et à la royauté.

Croyez-vous à un « troisième tour » social ?

Je ne crois pas que le climat social va se dégrader dans l'immédiat. Mais, c'est vrai, nous allons commencer à discuter avec le gouvernement des dossiers qui fâchent.

Le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen a pourtant exprimé un profond malaise social...

Dans le vote des Français, il y a surtout de l'angoisse et la recherche d'un bouc émissaire. Mais le gouvernement et le patronat ont aussi attiré ce malaise. Lionel Jospin s'est polarisé sur les 35 heures, sûr que les salariés lui en seraient reconnaissants. Or il ne les a appli-

qués ni aux fonctionnaires ni à la moitié des salariés du privé, et leur mise en œuvre pose problème. Le Medef a créé l'inquiétude sur l'assurance-chômage et le paiement des retraites complémentaires. A jouer ce petit jeu, on a fait le lit de l'extrême droite. Aujourd'hui, une vraie question se pose : qu'est-ce qui intéresse ? L'école ? C'est discutable. L'armée ? C'est fini. La Sécurité sociale intéresse encore. En défendant la « Sécu » et l'égalité d'accès aux soins, contre la « préférence nationale » du FN, je marque sans ambiguïté mon hostilité à Le Pen. Cela ne veut pas dire que je vais transiger avec les principes d'indépendance syndicale de FO.

Quel est, selon vous, le dossier le plus urgent ?

La lutte contre le chômage, qui passe notamment par le développement de l'activité économique et industrielle. Francis Mer [ancien patron d'Arcelor] manifestera peut-être un intérêt particulier pour cette question. Nous vivons une situation dépressive depuis 1975. Il est inacceptable que la société se fixe comme objectif un taux de chômage de 5 % à 6 %. Il faut avoir le culot de dire qu'on veut retrouver le plein emploi.

Êtes-vous prêt à négocier l'assouplissement des 35 heures ?

Il faut trouver un équilibre entre les besoins des entreprises et les intérêts des salariés. Je ne veux pas



Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, fait de l'emploi la priorité des priorités : « Il est inacceptable, dit-il, que la société se fixe comme objectif un taux de chômage de 5 % à 6 %. Il faut avoir le culot de dire qu'on veut retrouver le plein emploi. »

que les patrons délocalisent, ni que les salariés des PME soient condamnés aux 39 heures. FO a signé des accords assouplissant le recours aux heures supplémentaires. Elles devraient être autorisées et négociées pour répondre aux besoins de la production et peut-être pas comptabilisées sur l'année. Mais l'Etat doit aussi renforcer l'inspection du travail.

La Sécurité sociale fonctionne mal, les médecins font la grève des gardes depuis six mois. Que préconisez-vous ?

C'est le deuxième dossier que nous devons traiter, sinon il va nous exploser à la figure. La Sécurité sociale va-t-elle rester ce qu'elle est ou glisser demain dans le secteur marchand ? Nous sommes contre la privatisation et contre l'étatisation. Et même si c'est un paritarisme particulier – sous la tutelle de l'Etat –, le Medef a fait une erreur en se retirant de la Sécurité sociale. Par ailleurs, nous considérons qu'une consultation des généralistes à 20 euros est légitime. Nous n'oublions pas l'hôpital. Les

45 000 postes sur trois ans annoncés par M. Jospin sont insuffisants. Il en faudrait 80 000 pour assurer le passage aux 35 heures.

A droite, certains affirment que tous les fonctionnaires partant en retraite ne doivent pas être remplacés...

Les esprits changent avec les fonctions. Un politique très décentralisateur en province devient jacobin à Paris. Ces fonctionnaires, il faudra bien les remplacer. Dans ce pays, on alimente l'idée – à droite comme à gauche – que l'Etat a un train de vie trop important. On utilise le poujadisme latent de ceux qui veulent moins d'Etat mais qui crient « que fait la police ! ». Il faut plutôt poser la question : l'Etat se donne-t-il les moyens de répondre aux besoins des citoyens ? Le 20 juin, les fonctionnaires FO tiendront un meeting à La Plaine-Saint-Denis sur l'avenir des services publics et des retraites.

M. Chirac veut justement rétablir l'équité dans le système de retraite entre le public et le privé. La position de FO a-t-elle changé depuis les grèves de 1995 contre le « plan Juppé » ?

Nous disons « oui » à l'équité si tout le monde revient à 37,5 ans de cotisation ! Mais l'équité, c'est aussi

le niveau de la retraite. Et si l'on intègre les primes des fonctionnaires dans le calcul des pensions, on fait sauter la caisse. Méfions-nous des miroirs aux alouettes. Les fonctionnaires n'accepteront pas que l'avenir de leurs pensions soit négocié, avec le patronat, dans le cadre d'une réforme globale des retraites : ils veulent qu'on en discute au sein de la fonction publique. On consacre 12 % du PIB au financement du système par répartition, contre 4,4 % en 1960. Est-il impossible de monter à 18 % d'ici à 2040 ? Derrière tout cela, on orchestre une campagne en faveur des fonds de pension. Nous sommes contre la capitalisation. Notre rôle, c'est de garantir les salariés contre les aléas de la vie, pas de leur conseiller des placements à risque.

Les salaires ont été absents de la campagne présidentielle...

Et pourtant, sur les bas salaires, il y a beaucoup à faire. Quant au smic, qui a aujourd'hui six valeurs différentes, il ne veut plus rien dire. Le gouvernement devra fixer, dès juillet, un objectif clair pour revenir rapidement à un smic unique. La politique salariale doit continuer de soutenir la consommation et la croissance, qui plus est quand l'inflation s'accroît. Enfin, le gouvernement devra peser sur Bruxelles pour obtenir plus de marges de manœuvre en matière de déficits publics.

Vous êtes candidat au poste de porte-parole du groupe des travailleurs au Bureau international du travail (BIT). Qu'en est-il de votre succession à FO ?

Si je suis élu à ce poste, le 10 juin, ce sera la reconnaissance d'un travail de dix-huit ans au BIT. Quant au congrès de FO, il aura lieu début 2004. Je me donne l'année 2003 pour éviter de faire ce qu'avait fait mon prédécesseur, André Bergeron, qui avait intronisé deux candidats. Je ferai en sorte qu'en toute démocratie, il n'y ait qu'un ou une candidat(e).

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat et Claire Guélaud

Jean-Pierre Raffarin et François Fillon affichent leur volonté de relancer le dialogue en recevant le patronat et les syndicats

CLASSIQUE dans sa forme, le round d'observation qui s'ouvre entre le gouvernement et les partenaires sociaux l'est moins par le contexte dans lequel il se situe. Jean-Pierre Raffarin, qui recevra, vendredi 17 mai, avec François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, les organisations syndicales et patronales les unes après les autres, ne sait pas s'il disposera, demain, d'une majorité pour mettre en œuvre son programme. Aussi, le gouvernement est-il contraint de multiplier les signaux pour défendre le nouveau « dialogue social » affiché comme l'une des priorités de Jacques Chirac.

Mercredi, il s'est engagé à revaloriser la consultation des médecins généralistes « avant l'été ». Dans la soirée, M. Fillon a annoncé, de son côté, qu'il avait « pour objectif d'essayer d'aboutir à des assouplissements concernant les 35 heures d'ici la fin de l'année ». Pour le ministre, qui rencontrait à Créteil (Val-de-Marne) des candidats de l'Union pour la majorité présidentielle, les lois Aubry auraient dû se résumer à « un texte de trois lignes ».

Le lendemain, sur Europe 1,

M. Fillon a évoqué les retraites. « Le couperet des 60 ans est inadaptable », a-t-il souligné, en affichant sa volonté de négocier « avec les partenaires sociaux une souplesse dans les dates de départ à la retraite ». Ces deux dossiers –

re sur la façon de s'y prendre. « Ils ne savent pas comment faire », confie un responsable syndical.

Cela passe aussi par une mise en scène des rencontres, traditionnelles, entre un nouveau gouvernement et ses interlocuteurs sociaux :

Renaud Dutreil n'a « pas arrêté » son « avis »

Reprenant à son compte quelques-uns des argumentaires du Medef sur la « liberté de l'entreprise », le secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, Renaud Dutreil, s'en est pris, mercredi 15 mai, dans un entretien aux *Echos*, aux 35 heures « pratiquement impossibles » dans les petites entreprises et à la loi de modernisation sociale, qualifiée « d'archaïsme social » qui « méconnaît les réalités économiques ».

Interrogé sur l'avenir de l'accord sur le dialogue social dans les PME signé par une organisation patronale, l'UPA, et les cinq syndicats (CFDT, FO, CGT, CFTC et CGC), mais contestée par le Medef et la CGPME, M. Dutreil indique que son « avis n'est pas arrêté, mais que cet accord (...) impose de nouvelles charges aux petites entreprises ». En réalité, Robert Buguet, président de l'UPA, a rencontré M. Dutreil le même jour, et, après lui avoir expliqué le contenu de l'accord qu'« il ne connaissait pas », est reparti « serein ».

retraites et 35 heures – figureront au menu de la réunion de vendredi.

Les contacts préliminaires établis sur l'assouplissement des règles de la réduction du temps de travail montrent, cependant, que le gouvernement s'interroge enco-

après M. Mattei et les médecins, Jean-Paul Delevoye et les fonctionnaires, le ministre de l'économie, Francis Mer, et le ministre délégué au budget, Alain Lambert, rencontreront les sept syndicats de Bercy. Moins de dix jours après sa nomination, en juin 1997, Lionel Jospin

Dominique-Jean Chertier, le conseiller social de Matignon, est issu du monde de l'entreprise

AU STANDARD de Matignon, mercredi 15 mai, on s'excuse de ne pas pouvoir passer la communication : l'intéressé n'a « pas encore de poste ». Dominique-Jean Chertier est pourtant entré en fonction, ce matin-là, comme conseiller social du premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Il faut faire vite, avant la réunion prévue vendredi avec les partenaires sociaux. A peine a-t-il eu le temps de « poser [son] sac » qu'il a commencé à constituer une équipe, avant d'attaquer les dossiers.

La nomination de M. Chertier, contacté, selon ses dires, « à la fin de la semaine dernière » par le chef du gouvernement qu'il ne « connaissait pas », est en soi tout un symbole. Il fait partie de cette « société civile » que Jacques Chirac et son premier ministre entendent désormais afficher comme un signe distinctif, de rupture même,

avec le précédent gouvernement socialiste. Agé de 52 ans, M. Chertier a en effet effectué la majeure partie de sa carrière en entreprise. En prime, ce Berrichon de haute taille, fils de cadre cheminot, est un familier de la négociation collective et du paritarisme. Les syndicats le connaissent donc bien. « Au moins, il a une expertise de la négociation », se félicite-t-on dans plusieurs centrales.

RENAULT, SACLOR, UNEDIC...

Après des débuts chez Renault, il a successivement été responsable des relations sociales chez SACLOR, de 1982 à 1986, directeur des ressources humaines d'Air Inter, de 1986 à 1992, puis directeur général, pendant dix ans, de l'Unedic. A ce titre, il a géré deux grandes réformes du régime d'assurance-chômage signées par une partie des partenaires sociaux et contestées

par une autre : la dégressivité des allocations-chômage au début des années 1990, et, plus récemment, la création du Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) mis en œuvre en 2001. C'est également lui qui a, non sans mal, négocié les 35 heures à l'Unedic et réorganisé le réseau des Assedic.

Le 9 janvier, M. Chertier avait annoncé son désir de quitter le régime d'assurance-chômage pour une entreprise privée. Le 1^{er} mars, il rejoignait ainsi le constructeur de moteurs d'avion Snecma comme directeur des ressources humaines. « Ce qui m'intéresse, si je peux apporter quelque chose, c'est de servir la société en aidant à renouer le dialogue social », déclare M. Chertier, qui refuse toute étiquette politique. « Je ne suis pas un militant », souligne-t-il.

I. M.

Isabelle Mandraud



CLASS ONE.
ACTIER GIEMANT'S CADUTCHOU - 7 650 €

CHAUMET

PARIS - 12 PLACE VENDÔME
58 RUE FRANÇOIS IER - PRINTEMPS HAUSSMAN
MONTE CARLO - 3 AVENUE DES BEAUX ARTS
INFORMATION - (33) 01 55 90 52 95

Le gouvernement pourrait porter la consultation des généralistes à 20 euros avant les législatives

Le ministre des affaires sociales annonce que cette revendication sera « satisfaite avant l'été ». La branche maladie de la « Sécu » risque d'afficher un déficit de 4,6 milliards d'euros en 2002

LES PREMIERS reçus ont été servis. A l'issue de leurs entretiens, mercredi 15 mai, avec le nouveau ministre de la santé, Jean-François Mattei, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens libéraux, et MG-France, sa rivale, sont repartis requinqués. Aux uns, M. Mattei a offert une reprise des discussions sur la revalorisation à 20 euros de la consultation des médecins généralistes qui motive, depuis le 15 novembre 2001, un mouvement de grève des gardes des praticiens. Aux autres, il a assuré que le dispositif de relations conventionnelles, qui lie la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et les organisations médicales, ne serait pas remis en cause. Seule, la coordination nationale des médecins généralistes, qui s'est formée le 17 février et revendique 30 000 adhérents, est restée à la porte.

Au cours de la campagne présidentielle, Jacques Chirac avait jugé que les honoraires des médecins étaient trop bas. Cette fois, le gouvernement va plus loin. Jeudi, sur Europe 1, le ministre des affaires sociales a affirmé « qu'avant l'été, la revendication principale des médecins sera satisfaite ». « Le gouvernement précédent n'a pas incité la CNAM à avancer dans la direction d'un succès, d'un résultat de ces négociations, nous, nous avons décidé de la faire », a ajouté François Fillon.

« C'est un engagement du candidat Chirac. Donc, je pense qu'il sera tenu », avait indiqué, la veille, à la sortie du conseil des ministres,



Michel Chassang, président de la CSMF, sort du ministère de la santé, où il a été reçu, mercredi 15 mai, par Jean-François Mattei.

M. Mattei. En quittant son bureau, quelques heures plus tard, Michel Chassang, président de la CSMF, assurait : « Il nous a dit que le problème serait résolu dans les quinze jours. » Un léger cafouillage s'est ensuivi. Pour certains, aucun échéancier n'aurait été donné. Sur-tout, le ministère s'est empressé de préciser, dans un communiqué, que « la satisfaction de cette revendication passe par la voie légitime de la négociation conventionnelle ». Les revalorisations de tarifs relèvent, en effet, des prérogatives de la CNAM, qui avait signé, en janvier, un accord avec MG-France portant la consultation à 18,5 euros. « En annonçant des mesures qui sont de la compétence des partenaires sociaux, le gouvernement Raffarin prouve une fois de plus qu'il privi-

légie les effets d'annonce. La droite démontre, aujourd'hui comme hier, qu'il y a un fossé entre ses promesses – le dialogue social – et ses actes », fustige la secrétaire nationale du PS à la solidarité, Marisol Touraine.

« SIGNAL FORT »

Dans un entretien aux Echos, jeudi, M. Mattei revient cependant à la charge en estimant qu'un « signal fort pourra être donné avant le 9 juin pour autant que chacun y mette du sien ». Il explique que le coût de cette revalorisation de la consultation – estimée par ses soins à 250 millions d'euros (966 millions, si l'on inclut la visite à domicile à 30 euros, selon la CNAM) – « peut être le prix à payer d'un nouveau climat ». « C'est un acte de confiance mutuelle, une

manière de faire crédit aux médecins de leur volonté de renouer le dialogue », affirme M. Mattei. Quant aux praticiens sanctionnés pour avoir appliqué de leur propre initiative les 20 euros, « il faut savoir remettre les pendules à zéro ».

Mercredi, la CNAM a d'ailleurs décidé de demander aux pouvoirs publics de suspendre les pénalités appliquées aux médecins spécialistes, le temps que s'élabore le projet d'une convention portant, notamment, sur une « revalorisation des disciplines, en terme de compétence et de tarifs ». Le risque est que le mouvement d'augmentations « sauvages » engagé par les généralistes fasse tache d'huile. Déjà, les chirurgiens-dentistes menacent de doubler leurs honoraires de soins de caries à partir du 1^{er} juin « si le nouveau gouvernement ne répond pas favorablement à leurs attentes », indique la Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD). L'Union des chirurgiens français (UCF) et l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français (UCCSF) ont, par ailleurs, lancé, mercredi, un « appel solennel » au chef de l'Etat pour lui demander de s'engager « personnellement » sur une révision des rémunérations et sur les problèmes démographiques.

M. Mattei, qui a obtenu la tutelle de l'assurance-maladie, ne peut ignorer les comptes de la Sécurité sociale. En 2002, le déficit de la branche assurance-maladie avoisinerait, de bonne source, 4,6 milliards d'euros.

Isabelle Mandraud

A Nantes, le directeur de la caisse d'assurance-maladie sanctionne trois médecins appliquant des dépassements de tarif « illégaux »

NANTES

de notre envoyée spéciale
Dans la Loire-Atlantique, la guerre est ouverte entre les médecins libéraux et Alain Frémont,

REPORTAGE

« Nos patients ne comprennent pas pourquoi on nous ennuie avec cela »

directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Nantes. Celui que les médias locaux surnomment le « Zorro » ou le « chevalier blanc » de la Sécurité sociale a envoyé, début mai, « les lettres "qui tuent" » à trois généralistes qui appliquent, depuis le 1^{er} janvier, le tarif non conventionnel de 20 euros pour une consultation. Installés à la maison médicale des Sorinières, une petite commune de la banlieue sud de Nantes, les trois médecins se sont vu notifier « une mesure de suspension temporaire de la participation des caisses au financement de [leurs] cotisations sociales, pour le motif d'une application

répétée, voire quasi systématique, de tarifs supérieurs aux tarifs opposables ». La lettre recommandée – qui fait suite à plusieurs courriers de mise en garde – est arrivée lundi 6 mai sur le bureau de Jean-Louis Clouet et de ses confrères.

Dans la région, aucun médecin ne s'étonne que M. Frémont soit le premier, et le seul, directeur de CPAM à être « passé à l'acte ». Depuis plusieurs années, cet homme, qui se définit comme un « légitimiste », s'est fait connaître par ses « coups » contre les abus dont est parfois victime la Sécurité sociale. Il aime rappeler qu'il a fait « avancer le schmilblick » en gagnant ses combats contre le remboursement indu d'actes médicaux dans les centres de thérapie, contre des anesthésistes facturant deux visites au lieu d'une avant une opération et contre des facturations bidon de psychiatres. A chaque fois, il n'hésite pas à s'adresser à la presse parce que « faire quelque chose, c'est bien, la faire savoir, c'est mieux ». Et peu importe que ses méthodes heurtent les professionnels de la santé : « Je suis au service des assurés sociaux, et non des médecins », insiste-t-il.

Ainsi, et malgré les deux importantes manifestations qui se sont tenues en mars sous ses fenêtres, il

s'est attaqué aux 213 médecins (sur les 700 généralistes en secteur 1 rattachés à sa caisse) qui appliquent le tarif « illégal » de 20 euros. « Je n'ai pas le sentiment de sanctionner, mais de faire respecter la loi et le contrat. J'ai pris mes responsabilités », justifie-t-il. Les trois médecins ont été choisis « parce qu'ils ont été les premiers à appliquer les 20 euros et parce qu'ils le font sur plus de 80 % de leurs actes », assure M. Frémont. « On n'était pas les premiers à le faire, mais les premiers à passer à la télé, c'est cela que le directeur de la caisse n'a pas supporté », réplique M. Clouet, membre du bureau départemental de l'UNOF. « Nos patients ne comprennent pas pourquoi on nous ennuie avec cela », constate-t-il.

« DÉCLARATION DE GUERRE »

Chaque jour, « avec le soutien » de son conseil d'administration, Alain Frémont adresse des courriers à d'autres généralistes. Trentehuit ont déjà reçu des « relevés de constatation » de dépassement des tarifs. « J'ai adressé une copie des trois lettres de sanction à la Caisse nationale depuis quinze jours. Je n'ai aucune réaction, elle ne me dit ni que c'est bien ni que c'est mal », constate le directeur de la CPAM de Nantes,

qui ne cache pas son amitié pour Gilles Johanet, ancien directeur de la CNAM et porte-drapeau de la maîtrise des dépenses de santé.

Dans la région, les trois lettres ont été vécues par les syndicalistes et les membres de la coordination comme « une déclaration de guerre » et pourraient entraîner des demandes groupées de déconventionnement. « Alain Frémont est allé trop loin. Il est impossible de se remettre autour d'une table avec lui », prévient Patrick Gasser, secrétaire général départemental de l'UNOF. « Le dialogue est rompu », confirme Jean-François Allard, président du conseil départemental de l'ordre des médecins. Jean-Louis Clouet et ses deux confrères ont déposé un recours en référé devant le tribunal administratif pour contester la légalité des lettres. Cette action en justice, M. Frémont affirme la souhaiter « parce que le tribunal dira le droit ». Le directeur de la CPAM maintiendra jusqu'au bout ses sanctions sur les périodes de tarifs « illicites », même si les généralistes finissent par obtenir la consultation à 20 euros. « A moins, précise-t-il, que les pouvoirs publics demandent la levée des sanctions. »

Sandrine Blanchard

Les fédérations de fonctionnaires qui ont rencontré M. Delevoye le jugent « ouvert au dialogue »

LE MINISTRE de la fonction publique, Jean-Paul Delevoye, qui a reçu, depuis le 14 mai, cinq des sept fédérations syndicales de fonctionnaires (CGC, FO, FSU, CFTD et UNSA), est apparu à ses interlocuteurs comme un homme « ouvert au dialogue ». Mais, s'ils se sont, en général, félicités de la qualité de cette prise de contact, les représentants des syndicats restent prudents et attendent d'en savoir plus. M. Delevoye devait recevoir la CGT, le 16 mai, et la CFTC, le 17.

Le dialogue social est en panne dans la fonction publique depuis la rupture des négociations salariales, en janvier 2001, et les sujets de mécontentement ou d'inquiétude ne manquent pas, qu'il s'agisse de l'application des 35 heures, de l'emploi ou de l'avenir des retraites. Mais le nouveau ministre, crédité par Charles Bonissol (CGC-Fonction publique) d'une « volonté

de dialogue à transformer », n'a pris « aucun engagement ».

« Nous lui avons demandé de prendre une décision immédiate sur l'augmentation de traitement des fonctionnaires, ce qui est possible par un simple décret, mais il nous a répondu que, dans le contexte actuel, ce n'était pas possible de prendre une telle décision », a pointé Roland Gaillard (FO), avant d'indiquer que, « si c'était nécessaire », son organisation syndicale « recommencerait 1995 sur les retraites ».

« CHALEUREUSE ET CORDIALE »

Pour Gérard Aschieri, de la Fédération syndicale unitaire (FSU) de l'enseignement, qui a jugé « ouvert » son entretien avec M. Delevoye, « on n'est pas entré dans le fond des dossiers », notamment sur les salaires, car le gouvernement « attend de voir à quoi il va être confronté » avec les élections

législatives de juin. « La rencontre a été chaleureuse et cordiale ; le ministre s'est montré attentif à nos préoccupations (...). Lorsque nous avons évoqué la possibilité d'ouvrir des négociations salariales à l'automne, M. Delevoye s'est dit prêt à défendre cette idée tout en indiquant avoir besoin d'un arbitrage du gouvernement », a déclaré Hervé Baro (UNSA), ajoutant que, selon le ministre, « il n'était pas question d'une décision à la hussarde » sur les retraites.

La CFTD, par la voix de Marie-Claude Kervella, a plaidé « en faveur de méthodes de travail les plus participatives possible ». « Une nouvelle rencontre sera nécessaire pour approfondir à la fois la méthode et le fond », a résumé M^{me} Kervella, qui a exprimé le souhait de voir s'ouvrir des négociations salariales après les élections.

Claire Guélaud

M. Raffarin abandonne la « jurisprudence Bérégovoy » sur les ministres mis en cause

Il soutient Renaud Donnedieu de Vabres

EN ENTÉRINANT la nomination du ministre délégué aux affaires européennes, Renaud Donnedieu de Vabres, mis en examen depuis 1998 pour « blanchiment » et « infraction à la législation sur les partis politiques » (Le Monde du 16 mai), le gouvernement Raffarin a mis un terme à la « jurisprudence Bérégovoy-Balladur ». Instituée par l'ancien premier ministre (PS) Pierre Bérégovoy qui avait exigé, en mai 1992, la démission de son ministre de la ville, Bernard Tapie, cette règle non écrite imposait à tout ministre impliqué dans une affaire judiciaire de quitter sans délai le gouvernement.

Interrogé à l'issue du conseil des ministres, mercredi 15 mai, le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, a indiqué que M. Donnedieu de Vabres avait été « choisi au poste qu'il occupe pour sa compétence », ajoutant : « Pour le reste, le principe de présomption d'innocence s'applique à tout citoyen français, y compris les ministres. » « C'est bien ce principe-là qui sera appliqué », a précisé M. Copé. C'est la règle qui a été fixée par le premier ministre. Pour sa part, M. Donnedieu de Vabres a répété, sur France 3 Centre, que si « des éléments nouveaux pouvaient porter préjudice à l'action du gouvernement, [il] saurait en tirer les conséquences ».

Un mois après la démission de M. Tapie, François Léotard (UDF), poursuivi pour « ingérence, trafic d'influence et corruption », avait abandonné ses mandats de député du Var et de maire de Fréjus. En 1994, alors qu'il était premier ministre, Edouard Balladur (RPR) avait appliqué à trois reprises cette règle : en juillet pour Alain Carignon (communication), qui allait être mis en examen pour « recel et complicité d'abus de biens sociaux » dans l'enquête relative à la privatisation des eaux de Grenoble ; en octobre pour Gérard Longuet (industrie), mis en examen pour « recel d'abus de crédit » dans l'affaire de sa villa de Saint-Tropez ; en novembre, pour Michel Roussin (coopération), deux jours avant sa mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » dans l'affaire des HLM de

la Ville de Paris. En octobre 1998, ce fut au tour de Dominique Strauss-Kahn, alors ministre (PS) de l'économie et des finances, de quitter le gouvernement Jospin sous la menace d'une mise en cause dans l'affaire de la MNEF. Renvoyée devant la Cour de justice de la République pour diffamation à l'égard de deux enseignants, la ministre déléguée (PS) à l'enseignement scolaire, Ségolène Royal (PS), est restée au gouvernement ; elle a été relaxée.

LE CAS ROLAND DUMAS

Trois des cinq ministres démissionnaires ont été, par la suite, blanchis par la justice : MM. Tapie et Roussin ont obtenu un non-lieu, M. Strauss-Kahn une relaxe. Bénéficiaire d'une relaxe partielle sur l'affaire de sa villa, M. Longuet reste poursuivi à divers titres dans les enquêtes liées au financement de l'ex-PR. Ces épilogues judiciaires avaient relancé le débat, à droite comme à gauche, entre les tenants d'une application stricte de la « jurisprudence Bérégovoy » et ceux qui estimaient qu'elle contrevient au principe de la présomption d'innocence.

Le souci de ne pas heurter l'opinion, présumée favorable à la démission des responsables mis en cause, l'avait emporté jusqu'à présent. Hostile, en privé, à la règle appliquée par M. Balladur, M. Chirac l'avait reprise une fois à l'Elysée. En 1998, l'actuelle ministre (RPR) de la défense, Michèle Alliot-Marie, avait promptement invoqué la « jurisprudence Bérégovoy-Balladur » à propos de M. Strauss-Kahn. Le ministre (RPR) des affaires sociales, François Fillon, avait fait de même au sujet de Roland Dumas. Alors président du Conseil constitutionnel, ce dernier avait bénéficié, durant près d'un an, du soutien explicite ou tacite de la plupart des responsables politiques, à droite comme à gauche, pour se maintenir en fonction malgré sa mise en examen dans le dossier qui s'est conclu par sa condamnation à une peine de prison – dont il a fait appel.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le conseil de sécurité intérieure devrait se réunir dès la semaine prochaine

C'ÉTAIT la toute première priorité du candidat Chirac. « Création d'un conseil de sécurité intérieure placée sous ma présidence : ainsi le chef de l'Etat sera-t-il au cœur de l'effort national en faveur de la sécurité », annonçait le président-candidat dans la plaquette présentant son « engagement pour la France ». Sur proposition du ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, la deuxième réunion du conseil des ministres, depuis le 5 mai, a donc entériné, mercredi 15 mai, par voie de décret, « la création » d'un conseil de sécurité intérieure (CSI), institué en fait en 1986, dès le premier gouvernement de cohabitation, dont le chef était Jacques Chirac.

Le juge Alain Marsaud en avait fait la proposition dans un point de vue publié dans Le Monde, le 21 décembre 1985. Celle-ci s'inscrivait, alors, dans la lutte contre le terrorisme. M. Marsaud, élu député de la Haute-Vienne en 1993 et aujourd'hui candidat de l'Union pour la majorité présidentielle dans la première circonscription de ce département, l'imaginait « composé de quelques techniciens ». Il précisait que cet organisme, « léger, souple », ne devait pas constituer « une administration parallèle ».

SOUS L'AUTORITÉ DU PRÉSIDENT

Le CSI nouvelle manière sera directement placé sous l'autorité du président de la République, comme le conseil de défense. Il comprendra, outre le premier ministre, les ministres de l'intérieur, de la justice et de la défense. Il sera élargi « à titre permanent » au ministre de l'économie et des finances, au ministre de l'outre-mer, au ministre délégué au budget. « Cet élargissement correspond au nouveau concept de

sécurité intérieure qui, désormais, implique tous les services de l'Etat, et notamment les services fiscaux et les douanes », précise le compte-rendu officiel du conseil des ministres. En clair, il ouvre la voie à la « création dans les régions de groupements opérationnels de soutien » – autre proposition de M. Chirac durant la campagne présidentielle – afin de « démanteler les réseaux qui mettent en coupe réglée certaines cités ou certains quartiers ». D'autres ministres, en charge de la ville, de la jeunesse ou des transports, seront associés « en tant que de besoin » aux travaux du CSI.

Le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, a précisé les missions de ce nouvel organe : assurer l'impulsion de la politique de sécurité intérieure, coordonner cette politique, en assurer l'évaluation et veiller à « l'adéquation des moyens aux enjeux de la sécurité intérieure ». Le CSI devrait se réunir pour la première fois la semaine prochaine. Il sera animé par un secrétaire général, lequel devrait être l'ancien préfet de police de Paris, Philippe Massoni, aujourd'hui chargé de mission à l'Elysée pour les questions de sécurité.

Un premier mouvement préfectoral a d'autre part été approuvé par le conseil des ministres, qui, pour l'essentiel, entérine l'affectation de plusieurs spécialistes des questions de sécurité au cabinet du premier ministre et à celui du ministre de l'intérieur. Pierre Mutz, préfet de la Haute-Vienne et de la région Limousin, a été nommé directeur général de la gendarmerie, en remplacement de Pierre Steinmetz, le nouveau directeur de cabinet de Jean-Pierre Raffarin.

Jean-Louis Saux

MÉDAILLE D'OR 2001 concours NF ameublement
DETAILANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDÉS

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO
247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}
01.42.08.71.00 - 7/17
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Les candidatures soutenues par François Bayrou pourraient provoquer une centaine de primaires

Opposé à la création de l'Union pour la majorité présidentielle, le président de l'UDF a publié une première liste des personnalités qu'il entend investir aux législatives

LE BRAS DE FER se poursuit entre François Bayrou et l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), qui regroupe le RPR, ainsi que les centristes et libéraux chiraquiens. Mais il a pris toutefois une allure moins publique puisque c'est sur le site Internet de l'UDF qu'a été publiée, mercredi 16 mai, une première liste de 91 candidats investis exclusivement par le parti de François Bayrou. Visiblement, l'élaboration de cette liste n'aura pas été facile. Attendue mardi, elle aura été dévoilée avec vingt-quatre heures de retard.

Parmi ces candidats, ils sont 23 – M. Bayrou lui-même, certains de ses proches, tels Hervé Morin et Maurice Leroy, ainsi que le ministre de l'équipement, Gilles de Robien – à être présents dans des circonscriptions laissées vacantes par l'UMP, qui avait rendu public, le 11 mai, une liste de 523 candidats investis par ses soins.

La liste publiée par l'UDF comporte 289 noms car la formation de François Bayrou accorde par ailleurs son soutien à des candidats investis par l'UMP. L'UDF soutient ainsi le ministre de la ville,

Jean-Louis Borloo, ainsi que le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, ou les RPR François Baroin ou Frédéric de Saint-Étienne. Elle n'accorde en revanche aucune investiture à Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et rival chiraquien de M. Bayrou, alors qu'elle soutient dans d'autres circonscriptions des candidats retoqué par l'UMP. C'est notamment le cas de Jean-Bernard Raimond, député RPR sortant des Bouches-du-Rhône.

Outre la circonscription de

M. Douste-Blazy, l'UDF laissera vacantes les circonscriptions de ses anciens responsables Hervé de Charette, Pierre-André Wiltzer, François Loos, et celles des ministres Renaud Donnedieu de Vabres et Renaud Dutreil. L'UDF a précisé que les circonscriptions restantes devaient être pourvues dans les jours à venir. Ainsi à Paris, l'UDF n'exclut pas d'investir des candidats. Au total, les candidats UDF pourraient provoquer une centaine de primaires à droite.

« REGRETTABLE CONFUSION »

Interrogé par l'AFP, M. Bayrou a indiqué que « cette liste est inspirée par deux idées : pour gagner, on aura besoin de toutes les forces de l'opposition en étant ouverts et pas en cherchant à exclure comme dans un parti unique, et, pour reconstruire, on aura besoin de toutes les bonnes volontés ».

De son côté, Patrick Stefanini, un des animateurs de l'UMP, a déploré, mercredi soir, cette « regrettable confusion ». « La commission d'investiture de l'UMP se réserve d'examiner, jeudi et vendredi, la situation nouvelle née de l'annonce de ces primaires qui ne correspondent pas à la volonté d'union exprimée à de nombreuses reprises par les électeurs de la droite et du centre », a ajouté l'ancien secrétaire général adjoint du RPR, en précisant que cette situation « appelle désormais un examen au cas par cas ». Interrogé par *Le Parisien*, Philippe Douste-Blazy a proposé à François Bayrou de rejoindre les rangs de l'UMP « pour y animer un courant, pour y nourrir le débat et pour y faire gagner ses idées ». « Rester en dehors, ce serait avoir peur », conclut le président des députés UDF à l'Assemblée.

Sophie Landrin

Jean-Baptiste de Montvalon

Dans les Vosges, M. Vannson est écarté sous la pression de M. Poncelet

L'investiture de l'UMP revient à Jean-Paul Didier

AVANT MÊME son baptême du feu électoral, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) a déjà suscité la zizanie dans les rangs de la droite vosgienne. François Vannson, député (RPR) de la 3^e circonscription du département lorrain, vient d'en faire les frais.

L'UMP a, en effet, accepté d'accorder son investiture pour les élections législatives des 9 et 16 juin à Jean-Paul Didier, maire (RPR) de Remiremont (Vosges), alors que M. Vannson n'est concerné ni par la limite d'âge – il a 39 ans – ni par une affaire judiciaire. D'ailleurs, l'UMP s'est bien gardée d'expliquer à l'intéressé les raisons de sa mise à l'écart.

« J'ai été informé de la décision de l'UMP par la presse », affirme M. Vannson, qui savait, cependant, que le président du Sénat usait de son influence en coulisse pour l'évincer de la nouvelle structure politique de la droite. « M. Poncelet a annoncé il y a deux ans qu'il combattrait M. Vannson jusqu'au drame », déclare Michel Bomont, secrétaire du RPR dans la 3^e circonscription des Vosges et directeur de campagne du député sortant.

Après l'avoir soutenu au début des années 1990, M. Poncelet a pris clairement ses distances avec M. Vannson en 1998, quand ce dernier a refusé de se porter candidat à l'élection cantonale du Thillot.

« Comme je n'habite plus dans ce canton depuis 1996, je ne me sentais pas légitime pour postuler à ce mandat de conseiller général », explique M. Vannson. Par ailleurs, je tiens à faire mon travail de député à plein temps. M. Poncelet a une vision différente. » Elu député en 1993, puis réélu en 1997 malgré la vague rose, le délégué à la montagne du RPR se passera de l'aval de l'UMP. « Je me représente devant

mes électeurs avec l'aval du sénateur RPR des Vosges, Gérard Braun, des responsables locaux de l'UDF et de Démocratie libérale ainsi que de l'immense majorité des militants RPR de ma circonscription », assure-t-il. M. Vannson a par ailleurs reçu, mercredi 15 mai, une lettre de « soutien personnel » de Philippe Séguin, ancien maire d'Épinal, qui s'élève contre « une

Philippe Séguin

s'est élevé

contre « une décision inique »

« décision inique ». Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a salué, par écrit également, le 10 mai, « l'action positive » du député des Vosges pendant la législature. Enfin, François Bayrou, président de l'UDF, s'est manifesté par téléphone, jeudi, en lui apportant son appui.

Du coup, M. Vannson se dit « confiant et déterminé ». Il se pose en candidat légitime pour faire barrage aux ambitions de Guy Vaxelaire, le prétendant socialiste, qu'il avait battu de justesse (770 voix) en 1997, dans une circonscription où l'extrême droite a obtenu plus de 22 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril.

« Si je suis reconduit par mes électeurs, je rejoindrai vraisemblablement le groupe UMP de l'Assemblée nationale », conclut M. Vannson, qui ne serait pas le plus gêné par ces retrouvailles.

Elie Barth

Charles Millon rallie l'UMP pour obtenir son soutien

LYON

de notre correspondante

Charles Millon a décidé de rentrer dans le rang de la droite républicaine. Après un long plaidoyer en faveur du gouvernement Raffarin et de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), le leader de la Droite libérale et chrétienne (DLC) a annoncé, mercredi 15 mai, à un millier de partisans réunis à la brasserie Georges, à Lyon, qu'il retirait les quatre cinquièmes de ses candidats aux législatives, sélectionnés depuis plusieurs mois. Il a précisé qu'il ne les maintiendrait que dans les circonscriptions où l'extrême droite ne présentait pas de danger.

L'ex-ministre de la défense de Jacques Chirac (1995-1997), banni de la droite après avoir tenté de conserver, en 1998, la présidence de la région Rhône-Alpes en s'alliant avec l'extrême droite, met ainsi fin à sa tentative de constituer une alternative aux partis de la droite classique. Après avoir longtemps exhorté ses troupes à rejeter « les appareils », M. Millon a justifié son ralliement par le souci d'éviter une nouvelle cohabitation – « venin » qui, selon lui, a « perverti les institutions et abaissé la fonction présidentielle ».

« Nous voulons participer à cette victoire préalable à la rénovation de la démocratie, la réforme de l'Etat et la refondation de la République qu'ont réclamées les électeurs », a-t-il dit. Il faut que l'UMP devienne cette grande formation pluraliste de la droite qui ne se résume pas à la somme des partis traditionnels, mais qui s'ouvre aux différents courants de pensée qui se sont exprimés ailleurs. » Fidèle à ces thèses, M. Millon s'est dit persuadé que

l'UMP et l'instauration d'un scrutin majoritaire à un tour permettraient de « digérer » les extrêmes en les absorbant. Il a concentré ses attaques sur la gauche, mais adressé quelques piques à M. Bayrou, qualifié de « rebelle pour des besoins de financement de son parti ».

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, M. Millon avait décidé d'abandonner la 4^e circonscription de Lyon pour se présenter face à l'ancien ministre socialiste Jean-Jack Queyranne dans la 7^e, qui couvre les banlieues sensibles de l'Est lyonnais (*Le Monde* du 3 mai). En retirant la plupart de ses candidats, l'ex-président du conseil régional espère visiblement bénéficier de la bienveillance, voire de l'investiture, de l'UMP, et marginaliser un éventuel concurrent désigné par l'UDF.

S'il donne des gages de bonne volonté aux dirigeants de l'UMP, M. Millon ne lève pas toutes les ambiguïtés. Dans la 1^{re} circonscription du Rhône notamment, la situation reste confuse, puisque sa candidate, Bernadette Isaac Sibille, a décidé de se maintenir malgré l'investiture accordée par l'UMP à la présidente (UDF) de la région Rhône-Alpes, Anne-Marie Comparini. Ses partisans, eux, n'ont pu cacher leur trouble face à ce changement subit de stratégie. Dans la salle, mercredi, un militant s'est approché discrètement de la table de M. Millon pour lui demander de délivrer au plus vite la « liste » des candidats évincés : « Vous savez, a-t-il glissé, des gens ici sont frustrés. »

Sophie Landrin

Jean-Baptiste de Montvalon



L'union fait la force.

Des solutions financières intégrées. Grâce à son savoir-faire en matière de services financiers internationaux, UBS conçoit pour vous des solutions sur mesure adaptées à vos besoins. Que vous ayez choisi de confier vos actifs à UBS Private Banking, le numéro un mondial de la gestion de patrimoine, à UBS Warburg, l'une des plus importantes banques d'investissement et de gestion de titres, à UBS PaineWebber, l'un des principaux experts américains de gestion de patrimoine, ou à UBS Global Asset Management, spécialiste incontesté de la gestion de fonds, vous bénéficiez d'un conseil personnalisé fondé sur les produits financiers les plus innovants. Une combinaison indispensable pour faire face à vos défis tant personnels que professionnels. Venez nous rendre visite sur www.ubs.com



UBS
Financial Services Group

UBS

UBS Warburg

UBS

Pour se succéder à lui-même, Jacques Chirac s'inspire de François Mitterrand

Une cérémonie d'investiture très protocolaire

JACQUES CHIRAC a décidé de faire simple. Sans remontée des Champs-Élysées en décapotable ni grand bain de foule. Juste le strict protocole prévu par la République pour les cérémonies d'investiture de ses présidents : un petit topo du président du Conseil constitutionnel proclamant les résultats ; puis l'arrivée du grand chancelier de l'Ordre national de la Légion d'honneur avec son gros collier de l'ordre sur un coussin, salut au drapeau, *Marseillaise* et vingt et un coups de canon tirés aux Invalides.

Ce 16 mai 2002, marquant la proclamation officielle que Jacques Chirac se succède à lui-même, n'est pas censé rester dans les annales des cérémonies spectaculaires que l'Élysée offre parfois. « Le président n'a même pas voulu d'invités personnels, affirme ses conseillers. Ne viennent donc que ceux que le protocole prévoit : le gouvernement au complet, les représentants des corps constitués, des autorités religieuses et militaires. Bref, quatre-vingts personnes au plus. »

Ce n'est pas tant que M. Chirac veuille absolument afficher une stricte sobriété. Mais il a bien compris que, lorsque le pouvoir ne change pas de main, le spectacle est moins attendu. Ainsi le secret du code nucléaire, que transmet traditionnellement celui qui s'en va à celui qui arrive, restera dans la même mémoire présidentielle.

M. Chirac a pourtant tenu à dire quelques mots avant de sortir dans le parc recevoir les honneurs militaires. Son attachement à la République, à l'autorité de l'Etat, aux droits de l'homme, à la démocratie et à tout ce que ces quelque 80 % d'électeurs du 5 mai ont mis dans leurs bulletins en votant pour lui.

Le 17 mai 1995, alors que François Mitterrand foulait le tapis rouge pour quitter un Élysée où il n'est

jamais revenu, Jacques Chirac avait expliqué : « Je me sens dépositaire d'une espérance... » C'était l'époque où, rue du Faubourg-Saint-Honoré, ses jeunes supporters brandissaient des pancartes « Chirac, faisons rêver ! »

FAIRE SOBRE

L'époque où, dans le sillage de ce Jacques Chirac triomphant saluant ses centaines d'invités, il y avait Edouard Balladur, candidat malheureux et premier ministre chargé d'expédier les affaires courantes, qui serrait la main de tous ces notables de la République devenus soudain d'enthousiastes chiraquiens, « *bonjour madame, bonjour monsieur* ». Il y avait aussi, en face, toute la Mitterrandie, ses figures et ses comédiens. Quatorze ans à l'Élysée, cela vous donne une certaine aisance dans les cérémonies de la République.

C'est d'ailleurs à François Mitterrand, que l'équipe chiraquienne s'est référé afin d'organiser la cérémonie du 16 mai 2002. Claude Chirac, qui ne manque jamais de regarder comment l'ancien président s'est sorti des situations difficiles, s'est donc informé sur la cérémonie du 21 mai 1988, lorsque M. Mitterrand s'était succédé à lui-même. On avait fait sobre, ont répondu les spécialistes. Juste une centaine d'invités et d'officiels.

Il a été inutile de rappeler à Claude Chirac qu'un seul d'entre eux manquait : le maire de Paris, son père, qui venait d'être sévèrement battu. Quatorze années plus tard, Lionel Jospin, en tant qu'ancien premier ministre, figure lui aussi parmi les invités. Mais il fait est de ceux dont l'Élysée comprend qu'il puisse avoir envie de sécher.

Raphaëlle Bacqué

La chambre régionale des comptes critique vivement la gestion de Catherine Mégret à Vitrolles

Dans une lettre d'observations provisoires adressée à la maire (MNR) en février et transmise à la justice, les magistrats soupçonnent l'usage de fonds publics à des fins politiques

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Adressées à la mi-février à la municipalité de Catherine Mégret (MNR), les observations provisoires de la chambre régionale des comptes (CRC) sur la gestion de la commune de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) dressent un tableau accablant de la gestion de la mairie depuis l'élection de Catherine Mégret, en 1997.

Il en ressort que l'évolution des budgets semble conduire la ville à la faillite dans une fuite en avant, que l'argent des contribuables vitrollais est employé à des fins qui leur paraissent étrangères, et que la gestion du personnel, comme l'attribution des marchés publics, s'effectue dans un certain chaos. Dans un courrier daté 6 février, le commissaire du gouvernement de la CRC a d'ailleurs officiellement saisi le procureur de la République à Aix-en-Provence de plusieurs des faits dénoncés dans le rapport, qui pourraient être qualifiés pénalement.

Ayant fait campagne sur la baisse des impôts, l'équipe du MNR paraît avoir eu recours à de discrets artifices pour payer ses échéances. « La trésorerie de la commune est largement assurée par les usagers de l'eau, qui ont eu à supporter une hausse brutale des tarifs en 1997 », écrivent notamment les magistrats de la CRC, précisant : « L'usager a joué le rôle d'un prêteur non rémunéré, chaque famille ayant été créancière de plusieurs milliers de francs au bénéfice du budget principal de la commune, lui permettant de faire face à ses problèmes de trésorerie. »

Pour équilibrer son budget, deux années de suite, la ville a ensuite repoussé les remboursements de ses dettes, « au prix d'opérations financières douteuses »,



Catherine Mégret (au centre), le 25 mars 2001, lors du conseil municipal qui a suivi sa réélection à la mairie de Vitrolles. La chambre régionale des comptes lui reproche notamment une gestion chaotique du personnel et conteste l'augmentation des frais de représentation de la maire.

indiquent les magistrats financiers.

Les rapporteurs recensent des pratiques qui pourraient dévoiler l'utilisation de fonds publics à des fins partisanes. Notant qu'il n'existe aucun « enregistrement du courrier départ », le texte précise que « ce fonctionnement a permis, en 2000 et 2001, l'envoi de plusieurs courriers à tous les maires de France dont l'intérêt communal n'est pas évident ». Le document souligne en revanche que ce mailing pourrait avoir eu pour objet de « recueillir des signatures pour permettre à M. Bruno Mégret de se présenter à l'élection présidentielle ». Le coût global de ces envois est évalué à 75 000 euros (environ 500 000 francs).

DÉPENSES CONTESTABLES

Au terme de leurs investigations, les magistrats de la CRC relèvent également l'acquisition par la commune de 150 téléphones portables dont « la liste attributive n'a pu être obtenue » et semble inconnue des services – « au point que le directeur des services techniques (...) envisageait d'appeler les numéros facturés à la ville pour savoir qui en bénéficiait », indique le rapport. Dans ce flou administratif, les bénéficiaires des téléphones ont mis à la charge de la ville d'imposantes notes, notamment pour des appels internationaux.

L'essentiel des frais de représentation accordés au maire, M^{me} Mégret, 50 000 euros (350 000 francs), ont, par ailleurs, « été consommés par des repas parfois pris en groupe, mais le plus souvent à deux ou trois, notamment le week-end ».

A ces dépenses contestables s'ajoute une gestion du personnel hasardeuse. Comptant « un agent pour 38 habitants, c'est-à-dire 30 % de plus qu'ailleurs », la municipalité vitrollaise a installé « une administration municipale qui manque cruellement de compétences », dit le rapport, relevant que « de nombreux services n'ont pas de responsable » avec pour conséquence « l'intervention de consultants extérieurs pour remplir des

missions habituellement assurées par les services municipaux ».

Au total, selon le rapport, la gestion de M^{me} Mégret – auprès de qui M. Mégret, lui-même candidat aux municipales en 1995, joua le rôle de « porte-parole » — conduit à ce que « les frais de personnel par habitant dépassent 762 euros (5 000 francs) », contre 557 euros (3 653 francs) de moyenne régionale pour les villes de taille comparable. Cette inflation paraît avoir profité à quelques privilégiés : les magistrats notent que « certains

agents du service public » n'avait pas été lancée cinq mois plus tard. Seul un bricolage hâtif – et apparemment onéreux – avait permis d'assurer la rentrée scolaire.

La maîtrise des dépenses engagées s'en ressent aussi. Alors que la réhabilitation du centre culturel Fontblanche était votée le 20 janvier 1998, le démarrage des travaux n'a commencé qu'en avril 2002, « trois ans après que le maître d'œuvre a été choisi ».

S'agissant du dossier de la propreté urbaine, le rapport signale

Le cabinet de la maire répond au « Monde »

Le cabinet de la maire (MNR) de Vitrolles, Catherine Mégret, a répondu par écrit aux éléments relevés par *Le Monde* dans le rapport de la CRC. Concernant l'augmentation du prix de l'eau, il nie les accusations et estime que « l'opération doit être appréciée globalement ». Les lettres appelant au soutien de Bruno Mégret à l'élection présidentielle auraient été « envoyées par erreur » et ce dysfonctionnement « régularisé » depuis lors. S'agissant des téléphones portables, « plusieurs dizaines ont été supprimés » à l'automne 2001, indique la mairie. Quant aux repas dominicaux de M^{me} Mégret, ils visaient à « rencontrer des représentants des associations, de groupements de sa municipalité et des maires d'autres villes ». « Vitrolles-en-Provence n'est pas Neuilly-sur-Seine (...) et n'a pas les mêmes ratios qu'une ville riche », indique la réponse à propos des questions de personnels, ajoutant que les heures supplémentaires correspondent à des forfaits « tout à fait légaux ». La mairie assure avoir eu « très peu » de candidatures aux postes de directeur et avoir dû faire appel à l'extérieur pour préparer son budget. Répondant aux critiques de la CRC sur la propreté urbaine, le cabinet écrit : « Le coût de la prestation assurée auparavant en régie représentait 19 millions de francs, il est maintenant de 13 millions. »

agents auxiliaires bénéficient de manière récurrente et abondante d'heures supplémentaires qui leur sont payées » et préconise une réorganisation des services « pour que ceux qui travaillent le soir, la nuit et les jours fériés ne soient pas les mêmes qui travaillent les jours ouvrables ».

Décrivant la chute du nombre des agents d'encadrement (de 60 en 1996 à 19 en 2000), la CRC en détaille les conséquences : commissions paritaires sur le personnel tenues dans des conditions contestables ou incapacité à préparer correctement les attributions de marchés publics. Alors que le contrat d'exploitation des cantines scolaires arrivait à échéance en novembre 2000, la procédure d'attribution « destinée à assurer la continui-

« l'obstination de la commune dans le choix du prestataire », la Polyurbaine, lors de l'appel d'offres, sur la foi de « notes dont la logique surprend ». Il conclut surtout que l'objectif d'économie affiché « n'a pas été atteint », alors que le premier adjoint admet que le service rendu n'est pas bon : il faut régler le mauvais prestataire et continuer de payer les salariés de la ville qui assureraient ce service.

Quant aux licenciements de 31 contractuels, effectués à la hussarde en 1997, il a coûté plus de 94 000 euros à la ville, alors que « la durée moyenne résiduelle des contrats des agents licenciés [était] de six mois à peine ». S'y sont ajoutés les frais de justice et d'avocats.

Michel Samson

DÉBAT Juger les Khmers rouges, enfin

COMMERCE Bruxelles impose ses normes

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

120 à 130 candidatures uniques à gauche

SAUF NOUVEAU REBONDISSEMENT, le Parti socialiste, le Parti communiste, les Verts et le Parti radical de gauche devaient annoncer, jeudi 16 mai dans l'après-midi, la conclusion d'un accord électoral pour les élections législatives, prévoyant entre 120 et 130 « candidatures d'union » dès le premier tour. Si le PS a finalisé ses accords avec les Verts et le PRG, d'ultimes problèmes locaux subsistent avec le PCF. Dans la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône, le PS qui avait investi Patrick Mennucci a proposé d'en faire le suppléant du communiste Jean Dufour, suppléant de Guy Hermier décédé. Mais le PCF s'y refuse et veut présenter Frédéric Dutoit (*Le Monde* du 16 mai).

La gauche associative se remet en mouvement

DES MEMBRES DES VERTS, des représentants de divers mouvements comme Act Up, le MRAP, ou le Forum de la gauche citoyenne, Chistine Taubira ou encore Emmanuel Morel, représentant du courant Emmanuelli au PS, se sont réunis, mardi 15 mai, au siège des Verts, à Paris. Dans le prolongement d'un premier débat qui s'était tenu à la Mutualité, le 4 mai, les participants ont mis en place une coordination, « lieu de débat entre la gauche politique et la gauche associative », chargée d'organiser des forums. Ils devraient prochainement publier un appel de personnalités du monde politique, associatif et intellectuel, portant sur les leçons à tirer de l'élection présidentielle.

DÉPÊCHES

■ **COMPTES PUBLICS** : en 2001, les dépenses publiques ont progressé au même rythme qu'en 2000 (3,3 %) mais les recettes se sont accrues à un rythme un peu plus faible que l'année précédente (3,1 % contre 3,8 %). Le déficit public a augmenté de 1,5 milliard d'euros par rapport à 2000. Il s'élève à 20,3 milliards et représente 1,4 % du PIB (1,3 % en 2000). Le taux de prélèvement obligatoire est inchangé (45 %) de même que le poids de la dette publique dans le PIB (57,3 %).

■ **PÔLE RÉPUBLICAIN** : une quinzaine d'élus du Mouvement des citoyens de Seine-et-Marne, dont le député (MDC) Pierre Carassus, ont annoncé, mercredi, qu'ils n'adhéreraient pas au Pôle républicain, estimant que le mouvement de Jean-Pierre Chevènement constituait « une réponse inadaptée aux exigences de clarté des citoyens ». Le matin, M. Chevènement avait rendu public une liste de 400 candidats investis par le Pôle, dans laquelle figurait M. Carassus. Les élus MDC du département soutiendront sa candidature dans la 3^e circonscription et le candidat de gauche le mieux placé dans les huit autres.

SOCIÉTÉ

SANTÉ

MALADIE VÉNÉRIENNE qui avait presque totalement disparu en France depuis une vingtaine d'années, la syphilis amorce son retour. L'augmentation récente du nombre de cas recensés (78 entre le 1^{er} jan-

vier 2000 et le 31 mai 2001) constitue un signal d'alerte. Ils ont pour l'essentiel été observés en région parisienne, auprès d'une **POPULATION HOMOSEXUELLE** ayant progressivement abandonné les précau-

tions – réunies sous la dénomination *safer sex*. Ce **RELÂCHEMENT DE LA VIGILANCE** pourrait également avoir pour conséquence une recrudescence de l'épidémie de sida. Les autorités sanitaires ont déci-

dé de lancer une **OPÉRATION « COUP DE POING »** pour obtenir l'éradication de la syphilis, maladie mal connue des jeunes médecins mais qui, diagnostiquée précocement, peut être aisément traitée.

Les autorités lancent une alerte au retour de la syphilis à Paris

L'augmentation récente du nombre de cas de cette maladie sexuellement transmissible, qui avait presque totalement disparu, est considérée comme une conséquence du relâchement des précautions dans les pratiques sexuelles. Les jeunes médecins seront mieux formés à la repérer

LA SYPHILIS est de retour et il était grand temps de lancer l'alerte. « Depuis deux ans, nous assistons à une recrudescence indiscutable des cas de syphilis, et c'est là l'événement le plus marquant dans le domaine des maladies sexuellement transmissibles. Aujourd'hui, 80 % des personnes touchées par la syphilis sont des homosexuels masculins et plus de la moitié sont déjà infectés par le VIH, expliquent les docteurs Michel Janier (hôpital Saint-Louis) et Nicolas Dupin (hôpital Tarnier), spécialistes de dermatovénérologie. Cette recrudescence est particulièrement inquiétante car elle traduit un relâchement indiscutable de la prévention et une reprise des conduites sexuelles à risque, avec comme conséquence prévisible une nouvelle augmentation des contaminations par le virus du sida. »

Le premier signal d'alerte avait été lancé en août 2001 avec la publication d'une étude menée sous l'égide de l'Institut national de veille sanitaire (*Le Monde* du 1^{er} septembre 2001). A l'échelon national, 78 cas avaient été recensés entre le 1^{er} janvier 2000 et le 31 mai 2001 et le nombre, depuis, n'a cessé d'augmenter. A la fin de 2001, les quatre dispensaires antivenériens parisiens (Tarnier, Bichat, Saint-Louis et l'Institut Alfred-Fournier) avaient recensé une centaine de cas

et tout laisse penser aux spécialistes que l'effectif réel des personnes infectées, et donc contaminantes, est beaucoup plus important. Ce phénomène – qui semble pour l'heure avant tout concerner la région parisienne – est d'autant plus déroutant que la syphilis avait pratiquement disparu en France au début des années 1990. Au point que nombre de jeunes médecins n'ont jamais vu les symptômes caractéristiques de cette affection et que le diagnostic n'est que trop rarement évoqué devant des lésions syphilitiques pourtant typiques.

L'heure est donc venue de rappeler que la syphilis est une maladie extrêmement contagieuse. Il importe aussi de faire savoir que la contamination entre partenaires sexuels peut se faire à partir des lésions « primaires » (dénommées « chancres », qui peuvent être génitales, anaux ou buccaux, ces deux derniers passant le plus souvent inaperçus) ou « secondaires » (plaques muqueuses buccales, génitales et anales). « La contamination peut se faire lors de tous rapports sexuels y compris la fellation, souligne le docteur Dupin. Pendant les années noires du sida, la fellation était considérée, à juste titre, comme une pratique sexuelle n'exposant pas, ou très peu, au risque de contamination par le



VIH. Mais il n'y a pas que la fellation. De nombreux indicateurs montrent que les sujets homosexuels ont de plus en plus fréquemment des relations avec pénétration anale non protégée avec plusieurs partenaires. Et le nombre d'homosexuels déclarant avoir eu des relations avec des partenaires

dont ils ignorent s'ils sont ou non séropositifs augmente. »

En d'autres termes, pour les spécialistes des MST, il ne faut voir dans la réémergence de la syphilis que la conséquence microbiologique la plus manifeste d'un abandon progressif de l'ensemble des précau-

tions – réunies sous la dénomination « *safer sex* » recommandées pour prévenir la contamination par le VIH. « Le retour de la syphilis laisse planer la menace d'une nouvelle épidémie de sida à l'heure où les campagnes de prévention semblent malheureusement passer au second plan, estime le docteur Dupin. Et, hasard historique ou pas, c'est au moment où les pouvoirs publics ont décidé, probablement faute de combattants, de ne plus rendre obligatoire la déclaration de la syphilis que celle-ci a décidé de faire sa réapparition. »

Face à ce constat inquiétant, les autorités sanitaires ont décidé de lancer durant quatre mois une importante opération « coup de poing » cherchant à obtenir au plus vite l'éradication de cette maladie qui, diagnostiquée précocement, peut être aisément traitée. Cette opération comprend pour l'essentiel trois volets qui ont été présentés mercredi 15 mai par le professeur Lucien Abenhaim, directeur général de la santé.

► **La mobilisation des professionnels de santé.** Tous les biologistes de Paris et de la région parisienne ont été informés de la recrudescence de la syphilis et sont invités à participer à des séances de formation. Les médecins parisiens recevront d'autre part un dépliant d'information intitulé « Alerte syphilis à Paris », qui résume les données épidémiologiques et rappelle les symptômes et le traitement de la syphilis.

► **Une action d'information et d'incitation au dépistage auprès des homosexuels.** Différentes brochures réalisées par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé seront distribués entre le 15 mai et le 30 juin dans les « lieux et établissements de rencontres » fréquentés par les homosexuels. Un document informant sur les principales caractéristiques de la maladie et incitant au dépistage systématique sera remis systématiquement à chaque client soit à l'entrée, soit lors de l'achat d'une consommation. Les établissements gays se sont engagés à diffuser dans tous les lieux ces documents et les associations Aides et le Kiosque Info Sida interviendront directement auprès des clients dans ces établissements.

► **L'accès à un dépistage anonyme et gratuit.** Un système exceptionnel de prise en charge des tests sérologiques est mis en place dans l'ensemble des onze centres de dépistage anonyme et gratuit de Paris.

« Nous souhaitons agir rapidement, résume le professeur Abenhaim. Une première évaluation de l'efficacité de cette opération préventive sera faite dans quatre mois. Nous avons d'autre part demandé à l'Institut national de veille sanitaire de mener une enquête épidémiologique sur ce thème et, en fonction des résultats, nous étendrons le dispositif à l'échelon national. »

Jean-Yves Nau

« Grande simulatrice », la maladie est difficile à diagnostiquer

LA SYPHILIS est une maladie vénérienne due à une bactérie (le tréponème pâle) qui est aisément curable par un simple traitement antibiotique. Non diagnostiquée, elle évolue en différentes phases et peut, quelques années après la contamination initiale, provoquer de nombreuses et gravissimes séquelles neurologiques et cardio-vasculaires.

Dans la brochure de recommandations aux médecins, les docteurs Michel Janier et Nicolas Dupin, membres de la section MST/sida de la société française de dermatologie, rappellent que la syphilis est une « grande simulatrice ».

Selon eux, le diagnostic de syphilis doit être évoqué systématiquement dans des cas aussi différents qu'une ulcération génitale, anale ou buccale – et ce « quel que soit son aspect » –, que certaines éruptions cutanées fugaces (comme celles que provoquent des infections virales) ou encore que certaines éruptions touchant les paumes et les plantes des pieds, surtout si elles s'accompagnent de lésions muqueuses.

Ce diagnostic doit aussi être évoqué devant un tableau pseudo-viral (fièvre, céphalées, polyadénopathies, hépatite), certaines infections oculaires, une méningite ou une paralysie des

nerfs crâniens. « En l'absence de signes cliniques évocateurs, un dépistage sérologique est indispensable en cas de comportement sexuel à risque chez les homosexuels, les hétérosexuels ayant de multiples partenaires, les personnes infectées par le VIH », ajoutent-ils. La confirmation du diagnostic de syphilis est aisée. Elle ne nécessite qu'un examen sérologique qui a très peu de marge d'erreurs, sauf au tout début de la maladie, dans les deux semaines qui suivent l'apparition du chancre.

J.-Y. N.

Une réapparition qui laisse craindre un rebond du sida

Des spécialistes constatent une recrudescence des cas de VIH, pas encore visible dans les statistiques

COMME d'autres parmi ses confrères en région parisienne, le docteur Jean Deleuze a une certitude et une crainte. La certitude est la réapparition depuis plusieurs années de la syphilis ; la crainte est de voir repartir l'épidémie de sida. A sa consultation du pavillon Tarnier (hôpital Cochin, Paris), explique-t-il, « nous avons eu au cours de ces derniers mois dix ou quinze nouveaux patients homosexuels infectés par le VIH, un taux que nous n'avions pas vu depuis des mois. Tous rapportent avoir pris beaucoup de risques dans leurs pratiques sexuelles, les jeunes parce qu'ils n'ont pas été touchés par les messages de prévention, les plus âgés parce qu'ils ont abandonné les précautions. Depuis deux ans, nous assistons à un grand relâchement, dont le premier signe a été le retour de la syphilis ».

Cette observation est confirmée par celle du docteur Bruno Pellegrin,

médecin généraliste à Paris. « Même si les nouveaux cas surviennent par à-coups, il existe une recrudescence, constate ce membre du Réseau 85, qui surveille les maladies sexuellement transmissibles (MST), je vois actuellement deux nouveaux cas par mois, alors qu'il m'arrivait de ne pas en voir pendant six mois. Le relâchement est là. Je suis frappé de voir le nombre de couples dont seul l'un des deux partenaires est porteur du VIH, qui ne prennent plus de précautions pour éviter la transmission. »

Pour l'instant, ces évolutions de l'épidémie d'infection par le virus du sida (VIH), décelées par des médecins qui se trouvent « en première ligne », n'ont pas encore eu de traduction franche dans les statistiques. Les données pour l'Ile-de-France sur le VIH-sida et la syphilis, émanant des centres de dépistage anonyme et gratuit (CDAG), attestent qu'il existe bien

« une épidémie de syphilis chez des homosexuels masculins, dont plus de la moitié sont séropositifs pour le VIH, ce qui est cohérent avec les relâchements mis en évidence dans plusieurs enquêtes, indique le docteur Anne Laporte, chargée de la surveillance du VIH-sida et des MST à l'Institut de veille sanitaire (InVS). L'augmentation de la proportion de séropositifs pour le VIH dépistés dans les CDAG de Paris concerne surtout des personnes hétérosexuelles originaires d'Afrique subsaharienne ».

TAUX DE TRANSMISSION

Commentant ces résultats, Anne Laporte souligne que, « contrairement au VIH, les MST sont un indicateur très réactif de changements des comportements sexuels. C'est le cas en particulier des gonocoques [blennorragies], qui sont en recrudescence depuis 1998 ». Mais, à la diffé-

rence des MST, qui sont le plus fréquemment découvertes peu de temps après la contamination, il peut exister un délai d'une année ou deux entre le moment où la personne contracte le virus du sida et celui où sa séropositivité sera découverte. Par ailleurs, selon l'épidémiologiste, les MST ont un taux de transmission plus élevé que le sida. De plus, les pratiques de *safer sex* (rapports protégés) peuvent prévenir le VIH et pas les MST, en l'occurrence en cas de « sexe oral ». « Cependant, précise Anne Laporte, ne pas voir dans le même temps une augmentation des MST et une augmentation des diagnostics positifs dans les CDAG ne veut pas dire qu'il n'y a pas de contaminations VIH. Ces dernières se traduiront plus tard. » Les docteurs Deleuze et Pellegrin prennent en compte ces remarques et refusent de tirer des conclusions hâtives à partir de leurs constatations. Mais ils estiment qu'il n'y a pas de raison pour que les mêmes causes ne produisent pas des effets analogues pour des maladies qui se transmettent toutes par voie sexuelle.

Les difficultés à mettre en évidence un redémarrage de l'épidémie de sida résulte aussi du fait que le dispositif de déclaration obligatoire de la séropositivité pour le VIH, réclamé par les associations et les médecins mais objet de violentes polémiques en 1999, est loin d'être opérationnel. « L'outil informatique permettant d'anonymiser les données ne devrait pouvoir être déployé qu'en décembre de cette année, précise Mme Laporte. Théoriquement, nous devrions disposer des premières analyses de résultats au deuxième semestre 2003. » L'Institut de veille sanitaire travaille donc pour l'instant sur les notifications de cas de sida.

Paul Benkimoun

Des enquêtes pour mesurer l'augmentation de la « prise de risques »

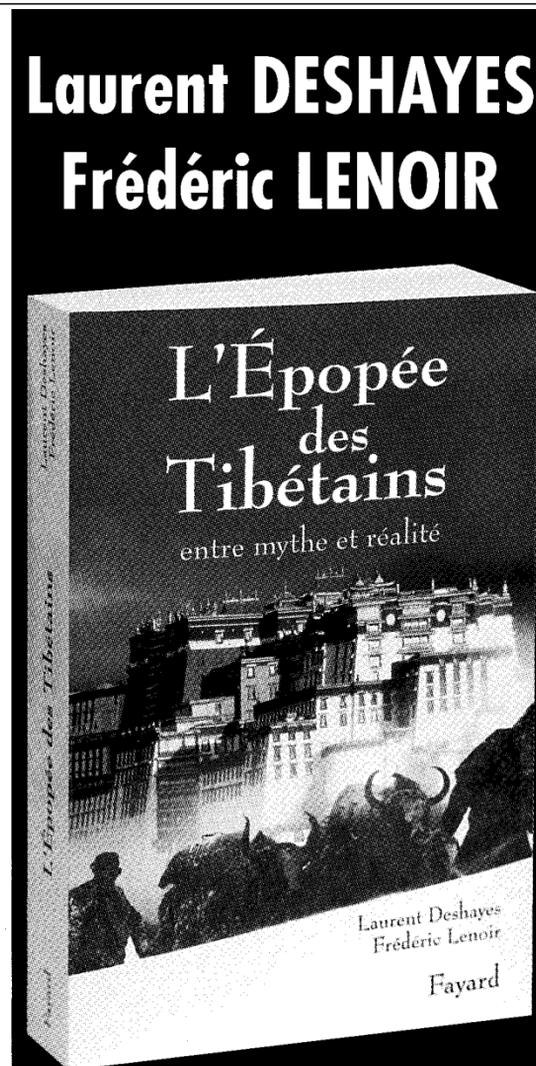
● **Un recensement de l'InVS.** La diminution du nombre annuel des cas de sida et de celui des décès dus au sida qui a été forte en 1996 et 1997 (-41 % et -61 %), s'est ensuite ralentie entre 1999 et 2001 (-10 % pour les cas et -12 % pour les décès). Pour l'année 2001, 581 cas de sida ont été notifiés en Ile-de-France. Le recensement par l'InVS en novembre 2001 des dépistages du VIH effectués par 73 % des laboratoires hospitaliers et de ville en France, indique par extrapolation au niveau national environ 4 900 sérologie sanguines confirmées positives au premier semestre 2001.

● **L'enquête « Presse gay ».** La prise de risque lors de rapports

homosexuels a été attestée par l'enquête « Presse gay », conduite en 2000 (*Le Monde* du 17 mars 2001). Entre 1997 et 2000, la proportion de ceux qui ont déclaré des rapports anaux non protégés avec des partenaires occasionnels est passée de 17 % à 23 %. Ce phénomène est particulièrement marqué en Ile-de-France. Chez les jeunes gays (moins de 25 ans) vivant à Paris ou en banlieue, le taux de déclaration de pénétrations non protégées est passé de 18 % en 1997 à 31 % en 2000.

● **Le Baromètre gay 2000.** Ces données sont confortées par les résultats du Baromètre gay 2000, que l'InVS publie dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*

daté du 30 avril 2002. L'enquête a été menée auprès des clients de 64 établissements gays parisiens. Un tiers (31 %) des 1 620 répondants ayant eu au moins un partenaire occasionnel dans l'année ont eu des pénétrations anales non protégées avec eux. « Ce taux passe de 27 % parmi les répondants non testés ou testés négatifs [pour le VIH] à 54 % parmi les répondants séropositifs », précise Philippe Adam de l'InVS. Selon le baromètre, « 17,2 % des répondants ont déclaré avoir contracté au moins l'une des cinq MST », blennorragie, gonococcie rectale, syphilis, hépatite B ou condylomes.



Le tragique et lumineux destin du peuple tibétain.

FAYARD
www.editions-fayard.fr

Souçons de maltraitance à enfant après un défaut de diagnostic

LYON

de notre correspondant

Assise dans son fauteuil roulant, Camélia, 8 ans, a passé une demi-heure au tribunal administratif de Lyon. C'est le temps que les magistrats ont consacré, mardi 14 mai, à l'examen de son histoire. Après avoir vu leur première requête rejetée par cette même juridiction – rejet confirmé en appel –, ses parents ont tenté une nouvelle fois d'obtenir la condamnation des Hospices civils de Lyon pour des faits survenus il y a sept ans.

Camélia a 1 an quand elle est victime d'une fracture de l'humérus soignée à l'hôpital de Bourgoin-Jallieu (Isère), le plus proche de son domicile. Entre décembre 1994 et juillet 1995, la fillette souffre de complications avant de subir une autre fracture, du fémur cette fois. Elle est traitée à l'hôpital Debrousse de Lyon, spécialisés dans les soins aux enfants, où elle retourne un mois plus tard pour une nouvelle fracture de l'humérus.

Les spécialistes lyonnais ne retiennent pas l'ostéogénèse imparfaite ou maladie des os de verre, pourtant envisagée par un médecin de Bourgoin. Ils soupçonnent plutôt les parents de mauvais traitements et alertent la justice. Camélia est alors placée dans un foyer d'accueil, où elle subit bientôt une nouvelle fracture. Ce qui entraîne la suspension du placement et son retour en famille. Mais les parents vont devoir se soumettre pendant un an à une assistance éducative en milieu ouvert, alors que les problèmes de santé de Camélia continuent. En août 1996, ils se tournent vers l'hôpital Necker, à Paris. En un quart d'heure, après un examen du fond de l'œil, les médecins diagnostiquent l'ostéogénèse imparfaite, maladie génétique rare contre laquelle il n'existe pas de traitement. Depuis, la fillette alterne séances de kinésithérapie et piscine, en poursuivant sa scolarité.

PERTE DE CHANCE

A l'audience, Camélia, intimidée, a écouté l'avocat de ses parents énumérer les dysfonctionnements à l'origine du calvaire familial. Pour M^r Laurent Bohé, l'erreur de diagnostic est évidente : « Les soins n'ont pas été attentifs, consciencieux et conformes aux données acquises de la science comme le réclame la jurisprudence. » Et l'avocat de décrire « un service hospitalier très spécialisé ayant parfaitement connaissance de ce type de maladie, et qui aurait dû détecter une ostéogénèse imparfaite ». Outre le préjudice direct subi par la fillette qu'il a évalué à 12 196 euros et le préjudice moral des parents chiffré à 22 867 euros, M^r Bohé a demandé réparation pour la perte de chance. Selon lui, la maladie, détectée deux ans plus tôt, aurait évité à Camélia ses multiples fractures, l'aggravation de son état et peut-être la chaise roulante. Pour cela, l'avocat a réclamé 15 245 euros aux Hospices civils de Lyon.

A l'inverse, le commissaire du gouvernement a écarté toute idée d'erreur médicale. Jean-Paul Martin, qui s'est appuyé sur le rapport d'expertise, a souligné l'absence de négligences même si des dysfonctionnements sont mentionnés. De plus, selon lui, le retard des diagnostics n'a eu aucune incidence sur les soins. Dans leur mémoire écrit remis au tribunal, les Hospices civils de Lyon ont adopté la même position.

Après l'audience, le père de Camélia n'a pas caché sa colère contre les spécialistes de l'hôpital Debrousse : « Si des médecins incompetents se sont trompés, que la justice arrête de les protéger ! » Nourredine Bouricha n'a toujours pas accepté le placement de sa fille qu'il présente comme « un rapt », et les soupçons de maltraitance : « C'est une manière ignoble de porter atteinte à des gens honnêtes. » En attendant la décision du tribunal, d'ici à deux semaines, M. Bouricha va continuer d'œuvrer au sein de l'association Ostéogénèse imparfaite. Ses membres ont déjà dénoncé une dizaine d'affaires similaires en France. A Nice, des parents soupçonnés à tort ont même connu la prison. – (Intérim.)

Affaire des otages du Liban : nouvelles investigations sur le rôle de M. Pasqua

L'instruction sur les largesses octroyées par un homme d'affaires à l'ancien ministre de l'intérieur porte désormais sur un « abus de biens sociaux »

LE PARQUET de Paris a délivré, le 24 avril, un réquisitoire supplétif pour « abus de biens sociaux, compli-cité et recel » aux juges Isabelle Prévoost-Desprez et Philippe Courroye, qui instruisent l'affaire dite des « otages du Liban ». Une source judiciaire a indiqué au *Monde* que l'extension de la saisine des magistrats, qui vise la mise à disposition de Charles Pasqua de luxueux bureaux par une société appartenant à l'homme d'affaires d'origine libanaise Iskandar Safa, devrait valoir à l'ancien ministre de l'intérieur d'être prochainement convoqué au pôle financier.

Ouverte initialement pour « blanchiment », à la suite d'une dénonciation de la direction de la surveillance du territoire (DST), l'instruction porte sur les largesses qu'aurait consenties M. Safa – visé par un mandat d'arrêt depuis le 28 décembre 2001 – à des proches de Charles Pasqua. Soupçonnées d'avoir perçu à plusieurs reprises d'importantes sommes en liquide, une proche collaboratrice de M. Pasqua, Marie-Danièle Faure, ainsi que l'épouse du député européen (RPF) Jean-Charles Marchiani, sont poursuivies dans cette procédure pour « recel de blanchiment aggravé » et « trafic d'influence aggravé ». Toutefois, alors que la DST postulait que les fonds provenaient d'une rançon qu'aurait versée l'Etat français afin de libérer en 1987 et 1988 les otages détenus au Liban, les magistrats

semblent estimer qu'ils proviendraient en fait de commissions versées à l'occasion de la vente de navires au Koweït, en 1995, par les Constructions mécaniques de Normandie (CMN), la société phare d'Iskandar Safa, (*le Monde* du 26 mars).

Les enquêteurs ont découvert que, de 1988 à 1993, la société Triacorp international, qui appartient à M. Safa, avait loué à l'association France-Afrique-Orient (FAO), dont M. Pasqua était le vice-président, des bureaux situés 3, boulevard La Tour-Maubourg – siège de Triacorp –, dans le quartier des Invalides, à Paris. M. Pasqua, ministre de l'intérieur de 1986 à 1988 puis de 1993 à 1995, avait utilisé ces bureaux pour ses activités politiques entre ses deux séjours place Beauvau. Fondée en 1988 par l'ancien premier ministre Pierre Messmer – qui en était le président –, France-Afrique-Orient avait été dissoute en octobre 2000. L'ancien secrétaire général de la Ville de Paris – aujourd'hui directeur général des services du conseil général des Hauts-de-Seine – Bernard Bled, en avait été le trésorier de 1988 à 1996. Le financement de FAO avait valu au président du RPF, en mai 2001, d'être mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » dans l'affaire des ventes d'armes vers l'Angola, lorsqu'il était apparu que l'association avait perçu 1,5 million de francs d'une société de Pierre Falcone. L'examen des comptes

de Triacorp semble indiquer que cette société s'est abstenue de réclamer à l'association les quelque 100 000 francs de loyer mensuels. Les enquêteurs ont chiffré le préjudice à 4,22 millions de francs au 31 décembre 1992. Les dirigeants de Triacorp auraient dissimulé cette créance dans le compte de résultat de la société.

Les policiers ont été intrigués par la découverte d'un courrier du 25 février 2002 – plusieurs mois après que l'affaire eut éclaté – signé de l'ancienne directrice générale de Triacorp (1987-1996), Anne Denis, dans lequel cette dernière réclamait le règlement des impayés. Interrogée par les magistrats le 21 mars, M^{me} Denis a expliqué qu'entre 1988 et 1993, intimidée par la notoriété de M. Pasqua, elle n'avait pas osé lui réclamer le remboursement des loyers. Selon plusieurs témoignages, les bureaux occupés par M. Pasqua boulevard La Tour-Maubourg auraient été le théâtre d'importantes remises de fonds en espèces à M^{mes} Faure et Marchiani. Interrogé par *Le Monde*, l'avocat de M. Pasqua, M^r Léon Lef Forster a indiqué que son client n'était « pas au courant de ces histoires de loyers ». « M. Pasqua n'avait pas à s'occuper de la gestion d'une association dont il n'était même pas le président », a-t-il ajouté.

Fabrice Lhomme

La chute de M^{me} Margaret, businesswoman du sexe

LA PROSTITUTION de luxe vient de perdre une de ses plus remarquables entrepreneuses. Margaret Mac Donald, citoyenne britannique arrêtée le 6 mai par les policiers de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) de la PJ parisienne, se trouvait à la tête d'une véritable multinationale du plaisir tarifé. « C'est une affaire sans précédent par son ampleur, si on considère le nombre de personnes employées dans 25 pays différents », explique Daniel Rigourd, le chef de la BRP. Près de 450 femmes et une trentaine d'hommes figuraient dans les fichiers de Margaret Mac Donald. Mise en examen et écrouée pour « proxénétisme aggravé », la Britannique était pistée depuis longtemps. L'arrestation en juin de Laura Scheich, une Allemande de 21 ans dirigeant 40 prostituées de luxe à Paris, avait donné une impulsion inédite aux investigations. Laura Scheich a raconté aux enquêteurs ses débuts dans les affaires sous le patronage de M^{me} Mac Donald.

DE PALACE EN PALACE

Cette dernière présente un étonnant curriculum vitae. Diplômée de l'Ecole polytechnique de Londres et de l'Ecole supérieure de commerce de Reims, Margaret Mac Donald est une remarquable polyglotte. Elle parle couramment l'allemand, l'italien, l'espagnol, le grec et le français tout en possédant des notions d'arabe et de japonais. De palace en palace, de Londres à Athènes en passant par Milan, M^{me} Mac Donald sillonnait l'Europe en femme d'affaires dynamique. Elle confiait la gestion d'horizons plus lointains, comme l'Afrique du Sud ou les Etats-Unis, à des sortes de directeurs de succursales.

Margaret Mac Donald a été arrêtée à la sortie d'un grand hôtel parisien près du quartier de l'Etoile alors qu'elle venait de rencontrer des recrues potentielles. Les policiers ont saisi 5 téléphones portables et 15 cartes SIM différentes, ainsi que son ordinateur portable, contenant la liste de ses « escort boys » et « escort girls ». Officiellement, en effet, le réseau a pour vocation de fournir une « escorte », destinée à une clientèle aisée, et non des prostituées. Selon M^{me} Mac Donald, qui rejette l'accusation de proxénétisme, ces hommes et ces femmes de compagnie, jeunes et beaux, n'étaient pas obligés d'avoir des relations sexuelles avec les clients, riches et pressés. Leurs services étaient tout de même rémunérés 1 000 euros de l'heure, dont 40 % revenaient à la patronne, comme l'ont confirmé plusieurs jeunes femmes du réseau, interrogées par les enquêteurs de la BRP.

Les clients de M^{me} Mac Donald, qui fut elle-même « escort girl » en son temps, étaient des hommes d'affaires, des membres du show-business et des sportifs. Des annonces sibyllines, proposant une escorte, étaient diffusées à leur intention dans de « grands journaux internationaux », selon la définition des enquêteurs. Ces clients célèbres n'ont pas à se soucier du déroulement de l'enquête : les policiers cherchent avant tout à mettre à jour toutes les filiales du réseau et à pister les sommes considérables qu'il a rapportées. M^{me} Mac Donald avait ouvert de nombreux comptes dans des paradis fiscaux européens. « On travaille sur le long terme », confirme Daniel Rigourd.

Piotr Smolar

Un nouveau concours de l'éducation nationale annulé

Une erreur à Rennes : quatrième incident de ce type depuis janvier

IL Y AVAIT eu l'erreur d'énoncé pour l'agrégation interne de lettres modernes, la panne de RER pour le Capes d'histoire et géographie, puis le vol d'un paquet de copies pour le Capes de lettres moderne. Voici maintenant l'oubli des feuilles de papier millimétré pour le concours de professeur des écoles dans l'académie de Rennes. Pour la quatrième fois en trois mois, le ministère de l'éducation a dû annuler, mardi 14 mai, une épreuve d'un concours de recrutement d'enseignants. A cause d'une erreur commise par le rectorat de Rennes, 3 000 candidats au professorat des écoles vont devoir repasser l'épreuve de mathématiques le 29 mai.

Pour composer, les candidats devaient en effet disposer de feuilles millimétrées leur permettant de reporter précisément un « repère ortho-normé ». Dans le Finistère, le Morbihan et les Côtes-d'Armor, la distribution s'est normalement déroulée, mardi 7 mai. Mais en Ille-et-Vilaine, les feuilles ont été oubliées. Avertis, les responsables des centres d'examen ont pioché dans les stocks disponibles. Une heure plus tard, les candidats disposaient enfin des fameuses feuilles millimétrées. Mais comment rattrai-

per le temps perdu et compenser le trouble subi ? Le jury a alors décidé d'accorder une demi-heure supplémentaire aux 1 000 candidats concernés.

PRINCIPE D'ÉGALITÉ ROMPU

Ceux-ci ne s'en sont pas plaints. Ce sont les 2 000 autres qui se sont sentis floués, la demi-heure octroyée constituant, selon eux, un avantage indû. Ils se sont retournés vers le rectorat et ont menacé de déposer des recours devant les tribunaux administratifs pour « rupture du principe d'égalité ». Las, le recteur a dû annuler l'épreuve. « En regardant à froid ce qui s'est passé, vu le type d'exercice, il aurait fallu accorder cinq à dix minutes supplémentaires plutôt qu'une demi-heure », reconnaît Jacques Guégan, directeur des examens et concours pour l'académie de Rennes. « Entre deux maux, nous avons choisi le moins pire : annuler l'épreuve tout de suite plutôt que d'attendre une décision de justice et, très probablement, l'annulation de l'ensemble du concours », explique-t-il.

Cet épisode porte à quatre le nombre d'incidents recensés depuis le début de l'année en matière d'organisation de concours. Le 27 février,

l'épreuve de composition de l'agrégation interne de lettres modernes a été annulée à cause d'une erreur : dans un texte de Marivaux, le verbe « surprendre » avait malencontreusement été remplacé par « suspendre ». Le 19 mars – pour la deuxième année consécutive – l'épreuve de géographie du Capes d'histoire et géographie a connu un sort identique. Du fait d'un incident sur le RER, plusieurs dizaines de candidats étaient arrivés en retard à Rungis (Val-de-Marne), où se déroulait le concours. Furieux, ceux-ci avaient perturbé son déroulement et empêché les autres candidats de composer normalement. Le 6 mai, c'est l'épreuve d'ancien français du Capes de lettres modernes qui a dû être annulée. Echaudée par l'expérience de l'agrégation interne, la présidente du jury avait pourtant relu, quelques jours auparavant, l'intitulé du sujet et découvert une erreur, corrigée in extremis. Mais quelques jours après l'épreuve, un des correcteurs se faisait dérober sa mallette contenant 86 copies. Et le ministère, où l'on parle de loi des séries, se trouvait une nouvelle fois contraint d'annuler l'épreuve.

Luc Bronner

Au procès de l'écobuage, les bergers s'opposent aux pompiers et aux randonneurs

Témoignages contradictoires sur cette pratique



TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BAYONNE 2^e journée d'audience

BAYONNE

de notre envoyé spécial

Au procès de l'écobuage illégal qui avait, en février 2000, provoqué la mort de cinq randonneurs, toutes les parties s'accordent sur un point : cette pratique ancestrale qui permet de régénérer les sols est essentielle en milieu montagnard, tant pour les bergers, qui y mènent leurs brebis en pacage, que pour les randonneurs, qui empruntent des sentiers entretenus par ce biais. Mais là s'arrêtent les points de convergence. Entre le monde des éleveurs, qui ont encore tendance à considérer la montagne comme leur seule et unique propriété, et celui des marcheurs, qui se revendiquent comme des usagers eux aussi naturels de ces grands espaces, le fossé n'est pas près d'être comblé.

Certes, depuis le drame d'Estérençuby (Pyrénées-Atlantiques), les bergers ont, semble-t-il, compris que, dorénavant, ils allaient devoir faire avec la présence d'usagers de la montagne de plus en plus nombreux. Pour autant, ils paraissent avoir du mal à vouloir remettre profondément en cause leurs pratiques. La deuxième journée d'audience du procès de Philippe Suquia, berger, et de son cousin, Clément Montezin, cuisinier de profession, poursuivis pour « homicides et blessures involontaires », en a donné, mercredi 15 mai, une nouvelle illustration.

Pour l'occasion, la défense avait fait citer plusieurs témoins, soucieux de présenter sous son meilleur jour la difficile activité des éleveurs en milieu de montagne et les contraintes auxquelles ces derniers sont confrontés. Au premier rang de ces contraintes, ils placent la réglementation, qu'ils jugent inadaptée. Pressé de questions par la présidente du tribunal, Marie-Hélène Ville, qui tente d'obtenir son avis sur les écobuages illégaux (pratiqués sans avoir demandé d'autorisation administrative), Jean-Pierre Goïty, agriculteur, louvoie dans ses explications. « Le feu de février 2000 a été allumé comme il devait l'être,

Acacio Pereira

Un adhérent du FN écroulé pour tentative d'homicide

UN HOMME de 31 ans, adhérent depuis peu au Front national (FN) des Yvelines, a été mis en examen et placé en détention provisoire, mercredi 15 mai dans la soirée, pour tentative d'homicide, après avoir essayé de poignarder une militante dans la permanence versaillaise du FN. Lundi 14 mai, à l'issue d'une réunion de militants, Franck Boulogne a aspergé de gaz lacrymogène une secrétaire avant de pointer un couteau en direction de son ventre. Il a ensuite menacé d'égorger une élue FN qui se portait au secours de la victime. Il a finalement été désarmé, mais dans la lutte, l'élue a reçu un coup de couteau à la cuisse. La secrétaire et un autre homme ont été légèrement blessés. Lors de sa garde de sa garde à vue, Franck Boulogne, qui sortait depuis peu d'un séjour en hôpital psychiatrique, aurait déclaré être un ancien membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Il n'a pas pu expliquer son geste et a fait l'objet d'une expertise psychiatrique.

Les attributions du ministre Luc Ferry précisées

SOU MIS le 15 mai au conseil des ministres, le décret relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation et de la recherche, Luc Ferry, précise son champ d'action. Présentée comme un signe gouvernemental fort (*Le Monde* du 9 mai), la présence de la jeunesse dans le portefeuille de l'éducation ne fait pas l'objet de longs développements. « Pour l'exercice de ses attributions relatives à la jeunesse, le ministre a autorité sur la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire ». Cette direction d'administration centrale, qui rassemble une centaine de personnes, auparavant placée sous l'autorité du ministre de la jeunesse et des sports, coiffe les réseaux associatifs tels que les Francas, les Céma ou la Fédération des œuvres laïques (FOL).

DÉPÊCHES

■ **BANDITISME** : cinq personnes soupçonnées d'être les auteurs d'une dizaine d'attaques à main armée contre des bureaux de poste de la région grenobloise depuis l'été 2001, ont été interpellées mardi 15 mai. Trois d'entre elles ont été mises en examen et écrouées pour « vols à main armée en bande organisée ». Les suspects ont été arrêtés à leur domicile dans plusieurs villes de l'agglomération grenobloise au cours d'une opération conjointe de la gendarmerie et de la police.

■ **FAIT DIVERS** : le corps d'un homme en état de décomposition, retrouvé dimanche 12 mai sur un sentier de Deuil-la-Barre (Val-d'Oise), serait tombé d'un avion. D'origine africaine, l'homme pourrait être un passager clandestin, caché dans le train d'atterrissage d'un avion et tombé lors de son approche de l'aéroport de Roissy.

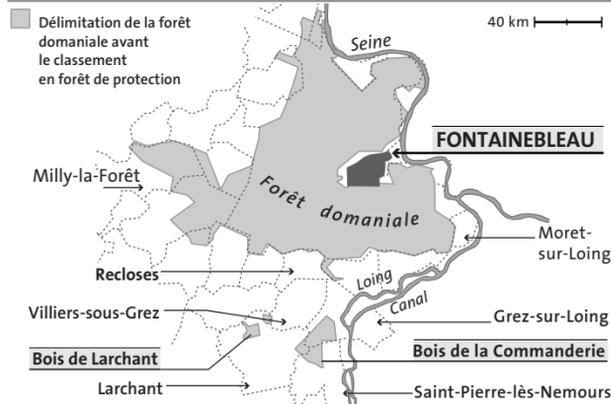
Le massif de Fontainebleau classé en « forêt de protection »

Le projet de parc national s'était heurté à l'opposition des élus locaux, qui le jugeaient trop radical. En optant pour un statut moins contraignant, les pouvoirs publics ont paré au plus pressé : stopper la pression urbaine. Mais les menaces d'expropriation inquiètent les riverains

LE PARADIS des peintres de l'école de Barbizon ou des amateurs de varappe de la région parisienne connaît une nouvelle consécration. Fontainebleau, la plus grande forêt de l'Ile-de-France, devrait rester plus que jamais le poumon vert des millions de citadins de la région qui la visitent chaque année : un décret du ministère de l'Agriculture vient de classer les 28 500 hectares du massif en « forêt de protection ». L'ensemble des espaces boisés de ce secteur ne peut désormais plus changer d'affectation. Autrement dit, il est maintenant impossible d'y élargir les routes ou d'y construire toute autre infrastructure, l'urbanisation devrait être contenue dans ses limites actuelles, sur les 31 communes des deux départements concernés (Seine-et-Marne et Essonne).

Dans le même temps, une véritable gestion scientifique est mise en

17 MILLIONS DE VISITEURS PAR AN



place par l'Office national des forêts (ONF) pour protéger les 5 700 espèces végétales qui poussent dans cet espace naturel excep-

tionnel et les 6 600 familles d'animaux qui y vivent

Depuis plusieurs années, associations et élus se mobilisaient pour

trouver un moyen de protéger cette forêt, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Paris, contre la pression urbaine de la mégapole francilienne. A la fin des années 1990, les partisans d'un parc national étaient relativement nombreux, y compris au ministère de l'environnement, à défendre cette solution radicale. Un tel statut aurait non seulement conduit à geler les parties boisées du massif dans leur état naturel, mais aussi déclenché une révision complète des plans de circulation sur tout le secteur. Certains envisageaient ainsi, à l'époque, l'enfouissement ou la couverture de certaines routes, et, pourquoi pas, celle de l'autoroute A6, qui traverse la forêt du nord au sud.

Les partisans d'un parc national avaient également fait de cette proposition un cheval de bataille contre les pratiques de l'ONF. Ils demandaient aux techniciens forestiers de revoir certaines de leurs méthodes d'exploitation : coupes rases, plantations alignées de pins sylvestres, aires de régénération engrillagées, cultures d'espèces exotiques, drainages forcés... Pour les militants écologistes, le statut de parc national devait « forcer l'ONF à une gestion douce et permettre le maintien de la biodiversité ». C'est finalement Dominique Voynet, ministre de l'environnement, qui, en 1998, avait coupé court, en déclarant : « Cette forêt, fortement soumise à des pressions humaines, est assez éloignée de l'idée que l'on peut se faire d'un parc national... »

Le projet de parc national avait également été combattu par un certain nombre d'élus des deux départements, comme Didier Julia, alors vice-président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, chargé de l'environnement. Ceux-ci craignaient qu'un tel classement ne limite l'accès de la forêt « aux seuls naturalistes ». M. Julia et un certain nombre d'autres maires du

secteur souhaitaient limiter l'urbanisation du massif sans passer par des mesures trop contraignantes pour les communes, qui auraient vu toutes les possibilités de développement local gelées.

COMITÉ CONSULTATIF

C'est d'ailleurs de cette volonté de maîtriser l'urbanisation qu'était née, il y a une dizaine d'années l'idée de créer un parc naturel régional (PNR) autour de Fontainebleau. « Les franges de la forêt commencent à être sérieusement grignotées par les zones pavillonnaires, et il fallait faire quelque chose pour dissuader les propriétaires privés de vendre à bons prix leurs parcelles de bois », dit M. Julia. Il a fallu attendre 1999 pour que le PNR du Gâtinais français soit officiellement créé. Il regroupe aujourd'hui 60 communes, avec près de 75 000 habitants, qui ont accepté de limiter à 1 % leur accroissement

par la nouvelle réglementation. La plus grande partie continuera à être gérée par ces 7 200 propriétaires privés, selon des méthodes sans doute inspirées par celles de l'ONF.

Des « notices de gestion » seront ainsi adressées aux propriétaires. Un comité consultatif scientifique et des usagers de la forêt de Fontainebleau pourra être consulté sur la politique à mener pour mieux protéger le secteur. Présidé par le préfet de Seine-et-Marne, il devra être réuni au moins une fois par an. Les associations d'usagers et de défense de l'environnement devraient y participer, aux côtés des élus et des représentants des professionnels de la forêt.

Ce changement de statut devrait en effet entraîner un renforcement de la réglementation imposée aux 17 millions de visiteurs annuels. « Sa préservation dépend beaucoup plus du comportement de

Les projets de rachat de parcelles privées par l'ONF suscitent l'opposition des villages avoisinants

LE VENT de la révolte souffle sur le sud de la forêt de Fontainebleau. Le classement du massif en « forêt de protection », selon un arrêté publié au Journal Officiel du 19 avril, devrait entraîner le rachat par l'ONF d'un certain nombre de parcelles, sur les bois de Larchant et de la Commanderie. Et cette perspective suscite de vives réactions chez les petits propriétaires des bois situés sur cinq communes de Seine-et-Marne : Recloses, Villiers-sous-Grez, Larchant, Saint-Pierre-lès-Nemours et Grez-sur-Loing.

L'émotion est très forte dans ces petits villages préservés, qui semblent à mille lieues de la capitale. « Il y a plusieurs centaines d'hectares de bois privés ici, et tous les habitants de la commune y sont très attachés, explique Denis Bosset, agriculteur à Larchant. Dans notre famille, nous en possédons une dizaine en petites parcelles. Pour mon beau-père, qui est âgé de 80 ans, c'est toute sa vie. Il y va pratiquement tous les jours pour entretenir les sous-bois, tailler du bois... Ce petit bout de forêt, qui est dans la famille depuis cinq cents ans, a une inestimable valeur sentimentale. »

UN FACTEUR D'INTÉGRATION

Pour Jean Benoist, retraité des PTT et président de la société de chasse de Larchant pendant dix-huit ans, « si l'ONF veut gérer à sa guise toutes les forêts du secteur, cela mettra un terme à la chasse entre amis du village, une des plus vigoureuses traditions locales ». M. Benoist explique en effet que les propriétaires des parcelles privées mettaient leurs bois à la disposition de la centaine de chasseurs de la commune : « Cela permettait à tout le

monde de se retrouver pour moins de 1 000 francs par an. Avec l'ONF, les droits de chasse pourraient être multipliés par dix. » A Villiers-sous-Grez, le maire, Alain Champion, s'élève aussi contre le projet de rachat des parcelles du massif de la Commanderie. « Les bois municipaux sont menacés d'expropriations. Ils permettraient pourtant de distribuer 50 à 60 stères de bois de chauffage chaque année, dit M. Champion. Et nos ancêtres ont façonné ces bois, les ont plantés, y ont mis des bornes. Les citadins ou les pilotes des compagnies aériennes qui s'installent sur la commune ont très souvent voulu, eux aussi, entretenir des parcelles pour s'intégrer à la vie locale. »

L'ONF, qui a déjà procédé aux acquisitions amiables de 1 400 des 2 400 ha du périmètre touché sur les massifs de Larchant et de la Commanderie, cherche à prendre contact avec les propriétaires des 1 000 derniers hectares, même si une grande partie d'entre eux restent difficiles à joindre ou à identifier. « Il s'agit de réunir toutes ces parcelles pour mieux les gérer et pour étendre le domaine public au sud d'un massif, alors que le secteur le plus proche de la capitale est en voie de saturation », explique Edouard Jacomet, responsable du massif à l'ONF.

Pour les habitants des villages menacés d'expropriation, c'est un faux prétexte. « Nous avons toujours veillé à ouvrir nos bois au public, cela fait même partie d'un des atouts pour développer le tourisme dans nos communes, rappelle M. Champion. Cela ne changera rien de mettre des barrières et des panneaux de l'ONF partout. »

C. de C.

Dix ans de bataille pour sauvegarder deux rivières du Val-d'Oise

C'EST L'HISTOIRE d'un combat qui aura duré plus de dix ans, l'histoire d'un homme, Pascal Jodon, amoureux fou de sa campagne, qui n'eut de cesse de faire aboutir son rêve : le classement des vallées de l'Ysieux et de la Thève, au nord du Val-d'Oise. Le décret de protection de ce site de 3 736 ha a été publié in extremis au Journal Officiel, le 6 avril, peu avant le premier tour de l'élection présidentielle.

Ces vallées, Pascal Jodon, aujourd'hui ingénieur territorial, les connaît bien. C'est là qu'il est né, qu'il a grandi, arpentant toute sa jeunesse les versants boisés des deux rivières, initié à la protection de l'environnement par son père, professeur de sciences naturelles. Son engagement en faveur de l'Ysieux date de 1987. Il a alors 24 ans, étudie l'écologie.

A une trentaine de kilomètres de la capitale, à une quinzaine à peine de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, le val d'Ysieux, avec ses vallons, ses marais, ses prairies, a tout pour plaire. « Son urbanisation a doublé entre 1960 et 1990 et atteint aujourd'hui près de 30 000 habitants, sur une superficie de quelque 73 km², explique-t-il. La pression des propriétaires terriens, la spéculation foncière, devenaient de plus en plus fortes. Il fallait agir. »

Pour obtenir le classement, ce diplômé de troisième cycle en aménagement du territoire et développement local se lance en 1990 dans la rédaction d'un mémoire de maîtrise de géographie qu'il présentera à l'université Paris-VIII. Son titre : « La vallée de l'Ysieux, milieux et enjeux d'aménagement ». Près de 250 pages, que l'auteur adresse à tous les maires

de la vallée, grâce à l'aide des syndicats intercommunaux du bassin de l'Ysieux. Une longue « lettre ouverte », qui veut ne retenir que les conditions économiques, écologiques et sociales d'un aménagement dont l'objectif est la protection de ce qu'il décrit comme une « petite Normandie ».

5 000 SIGNATURES

Long d'une quinzaine de kilomètres et abritant 14 communes, le bassin classé de l'Ysieux, affluent de la Thève, se partage entre bois, prairies et terres céréalières. « Rapidement, mon entreprise est devenue un projet collectif, relayé par Les Amis de la Terre locaux, raconte aujourd'hui Pascal Jodon. En 1995, lors de la première enquête administrative, qui a échoué pour vice de forme, ils ont lancé une pétition qui a recueilli plus de 5 000 signatures. Les communes de Plessis-Luzarches, de Fosses et d'Asnières-sur-Oise ont été parmi les plus enthousiastes ; celle de Luzarches la moins, car elle avait un projet de golf. Sans l'appui d'Yves Cochet, quand il était ministre de l'environnement, et de sa conseillère Anne Boudou, tous deux des élus du Val-d'Oise, la procédure n'aurait jamais abouti. »

Le site fait désormais partie d'un ensemble classé comprenant, au nord, les massifs forestiers de Chantilly, d'Halatte et d'Ermenonville et, au sud, la butte de Châtenay-en-France. Pièce maîtresse d'un futur parc naturel régional, à cheval sur les départements de l'Oise et du Val-d'Oise, et qui pourrait voir le jour avant la fin de l'année.

Jacqueline Meillon

L'environnement se dégrade en France, selon l'IFEN

SATURATION des Alpes et des Pyrénées par les camions, augmentation des émissions de gaz carbonique, hausse de la consommation d'emballages, envolée des constructions sur le littoral... L'environnement se dégrade en France. C'est le constat alarmant dressé par l'Institut français de l'environnement (IFEN), qui a publié mercredi 15 mai, son rapport 2002. Entre 1998 et 2001, le retour dans l'Hexagone d'une forte croissance, de l'ordre de 3 % ou 4 %, contre 2 % au milieu des années 1990, a été très négatif pour les milieux naturels.

Selon l'IFEN, plusieurs indicateurs montrent que la croissance française est, en fait, loin d'être « durable ». Ainsi, les quantités de déchets produites continuent de croître au même rythme que l'activité et la consommation, sans que l'on parvienne à les en déconnecter. Dans leur introduction au rapport, les deux experts Philippe Crouzet et Jacques Thys se montrent sévères. « Les problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui restent finalement très proches de ceux qui étaient déjà cruciaux au début des années 1990 », relèvent-ils. Près de 30 % des eaux superficielles françaises sont de mauvaise, ou de très mauvaise, qualité, du fait de leur teneur en nitrates (engrais, élevage...). Le nombre de sites touchés par des phénomènes de « marée verte » sur le littoral breton (prolifération d'algues dues aux nitrates) a quasiment doublé depuis 1977, note encore l'IFEN.

Un jeudi sur deux

Challenges

le news de l'économie

Patrons - Artistes - Sportifs

Les salaires les plus fous

© Gamma - Prisma sports

DISPARITIONS

■ **DÉSIRÉ DEBAVELAERE**, ancien sénateur (app. RPR) du Pas-de-Calais, est mort vendredi 10 mai à l'âge de 78 ans. Né le 18 février 1924 à Oye-Plage (Pas-de-Calais), agriculteur à Campagne-lès-Hesdin. Désiré Debavelaere a été maire de son village de 1971 à 1989. Il a été sénateur du Pas-de-Calais de juillet 1986 à septembre 2000 et vice-président du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de 1990 à 2000.

■ **MARC BONEL**, l'accompagnateur accordéoniste d'Edith Piaf, est mort samedi 11 mai à l'âge de 90 ans à son domicile de Saint-Antoine-Noble-Val (Tarn-et-Garonne). Né le 10 décembre 1911 à Paris, Marc Bonel, qui avait auparavant accompagné Fernandel et Mistinguett, était resté aux côtés de la chanteuse pendant les dix-huit dernières années de sa carrière, jusqu'à sa mort en 1963, enregistrant plusieurs disques avec la « *môme Piaf* ». A cette époque, son épouse Danielle était la secrétaire particulière et la confidente d'Edith Piaf. Le couple avait publié en 1993 *Edith Piaf : le temps d'une vie* aux éditions de Fallois, ouvrage dans lequel ils relataient leur vie quotidienne à ses côtés.

■ **MICHAEL BRYANT**, comédien britannique qui fut un des piliers du National Theatre à Londres, est mort jeudi 25 avril à l'âge de 74 ans à son domicile de Richmond. C'était un acteur à l'ancienne, jouant à l'instinct, capable d'incarner tous les personnages et qui croyait à l'esprit de troupe, à cette communauté de valeurs qui cimenterait les meilleures équipes de comédiens au service du texte et du public. Né à Londres le 5 avril 1928, Michael Bryant intègre en 1964 la toute nouvelle Royal Shakespeare Company, où il fait ses débuts en interprétant magistralement le jeune Victor de Roger Vitrac. Avec la RSC, il est notamment le Teddy imaginé par Harold Pinter dans *Le Retour*. C'est l'époque où il tourne dans de longues adaptations télévisées pour la BBC, comme celle, en treize épisodes, des *Chemins de la liberté* de Sartre (1972). Mais Michael Bryant est d'abord une bête de scène. De petite taille, le regard brillant et la voix grave, il sera, à partir de 1977 et jusqu'en 2000, l'un des acteurs fétiches du National Theatre. C'est là, dans cette salle chère à Laurence Olivier, qu'il interprète tour à tour de grands personnages shakespeariens, Polonius (*Hamlet*), Gloucester

(*Le Roi Lear*), Prospero (*La Tempête*), Iago (*Othello*), mais aussi, dans un tout autre registre, *Oncle Vanja*, de Tchekhov, ou *L'Alcade de Zalamea*, de Calderon.

■ **MICHAEL CAMILLE**, historien de l'art du Moyen Age à l'université de Chicago, est mort lundi 29 avril à l'âge de 44 ans d'une tumeur au cerveau. D'origine britannique, ancien étudiant de Cambridge, il enseignait à Chicago depuis 1985. Ses nombreux articles, les six livres qu'il a publiés, dessinent une œuvre abondante et d'une rare originalité. Michael Camille ne s'embarrassait pas des conventions de sa discipline ; il se voulait tout autant historien de la société qu'historien de l'art, privilégiant dans les images ce qui était négligé par les autres : le monde à l'envers des marges des manuscrits enluminés (dans son livre le plus connu, *Les Images dans les marges*, paru en traduction française chez Gallimard [1997]), l'exploitation seigneuriale des paysans, telle qu'il la découvre dans l'illustration d'un psautier destiné à un lord anglais de la fin du Moyen Age (*Mirror in Parchment : The Luttrell Psalter*), ou encore la manière dont le Moyen Age chrétien se représentait les musulmans en « idolâtres » (*The Gothic Idol*). On lui doit aussi la révélation de l'œuvre de celui qu'il a appelé « Le Maître de la Mort », Pierre Remiet, un enlumineur obsédé par les thèmes macabres au temps de la peste noire. Michael Camille séjournait une partie de son temps en France, où il fut invité à l'EHESS. Dans un récent colloque, il présente un travail inédit sur les gargouilles et leur contribution à la vogue du Moyen Age au temps de Viollet-le-Duc : *The Gargoyles of Notre-Dame : Medievalism and the Monsters of Modernity*, paraîtra prochainement aux Presses de l'université de Chicago.

■ **VALERI LOBANOVSKI**, l'entraîneur du club de football Dynamo Kiev, est mort lundi 13 mai des suites d'une hémorragie cérébrale. Il s'est éteint à l'âge de 63 ans, sans avoir repris connaissance après un malaise lors d'un match du championnat ukrainien mardi 7 mai. Né le 6 janvier 1939 à Kiev, Valeri Lobanovski avait remporté huit titres de champion d'URSS et deux Coupes des vainqueurs de coupe, en 1975 et 1986, avec le Dynamo Kiev, qu'il a entraîné pendant près de vingt ans. Il avait également été sélectionneur de l'équipe nationale d'URSS à trois reprises (1975-1976, 1982-1983, 1986-1990), puis sélectionneur de l'équipe d'Ukraine (2000-2001).

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

NOMINATIONS

Xavier Musca a été nommé directeur du cabinet de Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Pierre Vimont, directeur du cabinet de Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie ; Jean-Paul Faugère, directeur du cabinet de François Fillon, ministre des affaires sociales,

de travail et de la solidarité ; Patrick Hubert, directeur du cabinet de Dominique Perben, ministre de la justice, garde des sceaux.

DOCUMENTS OFFICIELS

L'Assemblée nationale publie la proposition de loi tendant à développer le travail d'intérêt général et à améliorer l'indemnisation des victimes. www.assemblee-nationale.fr/propositions/pion3628.asp
Le ministère de l'emploi et de la solidarité a mis en ligne un rapport intitulé « Vers la réparation intégrale des accidents du travail et des maladies professionnelles ». www.social.gouv.fr/hfm/actu/mal_prof/sommaire.htm

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

**Astrid TOUSSAINT
Philippe DIDELOT
et Damien**

sont heureux d'annoncer la naissance de

Arnaud,

le 14 mai 2002.

17, avenue Anatole-France,
54000 Nancy.

**Pascale FOUTRIER
et
Pierre SEGUIN**

ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Léo-Victor,

le 23 avril 2002, à 19 h 15.

Anniversaires de naissance

– 17 mai 2000-17 mai 2002.

Deux années de bonheur déjà,
joyeux anniversaire,

Adam.

Le monde t'appartient.

A. Acoca.

Décès

– Aimée,
son épouse,
Françoise et Jean-Pierre,
ses enfants,
France Daly,
sa sœur,
Ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
ont la tristesse d'annoncer que

Jean-Paul BEAU,
professeur honoraire,

les a quittés dans l'espérance, le 13 mai 2002.

Ils associent à leurs pensées les
anciens de Marseilleveyre, les amis
suisses de la Juralpe, les amis d'Amnesty
International et ceux du monde
espérantophone.

« Ici le rameur pose les avirons
et laisse dans les roseaux
une barque prêtée. »
W. Monod.

« Êcuto malgranda... »
L. L. Zamenhof.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité
familiale.

Les dons éventuels peuvent être
adressés à Amnesty International,
76, boulevard de La Villette, 75940 Paris
Cedex 19, et à la Fondation de France, à
Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**RUBRIQUE
IMMOBILIÈRE/AGENDA
Tous les mercredis datés jeudis
TARIFS 2002**

► PARTICULIERS :

FORFAIT 5 LIGNES
(25 caractères ou espaces par ligne)
- 2 Parutions : **93 € / 610,04 F TTC**
- 4 Parutions : **132 € / 865,86 F TTC**
18,50 € / 121,35 F TTC la ligne suppl.

► ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES
(25 caractères ou espaces par ligne)
- 2 Parutions : **80 € / 524,77 F TTC**
- 4 Parutions : **112 € / 734,67 F TTC**
17,50 € / 114,79 F TTC la ligne suppl.

☎ **01.42.17.39.80**
Fax : **01.42.17.21.36**

– Noël Briot de La Crochais,
son mari,
Martin et Marguerite,
son fils et sa belle-fille,
Aude, Léonard et Sophie,
ses petits-enfants,
Elisabeth Briot de La Crochais,
sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part de la
disparition de

**Jacqueline
BRIOT de La CROCHAIS,
née EMMERIQUE.**

Elle sera inhumée, le vendredi 17 mai,
au Chamblac (Eure), près de son fils
Bertrand.

Notre gratitude va à Michelle Fallope
pour sa disponibilité et son dévouement.

60, avenue du Général-de-Gaulle,
94700 Maisons-Alfort.
117, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

– Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
Sa famille,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

**Mme Jacqueline COTTEZ,
née LEDOUX,**

dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La levée du corps aura lieu le
vendredi 17 mai, à 8 h 45, au funéraire
de l'hôpital Ambroise-Paré, rue des
Menus, à Boulogne-Billancourt.

23, quai A.-Le Gallo,
92100 Boulogne-Billancourt.

– Françoise Faure,
Philippe et Catherine Winkel,
Michel Faure,
Edouard et Mathieu Winkel,
ses enfants et ses petits-enfants,
Sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Andrée FAURE,
née TEILLET,**

survenu le 14 mai 2002, à Aix-en-
Provence.

Elle a rejoint son époux,

René FAURE.

Ceux qui les ont connus et aimés
prieront pour eux.

Les obsèques seront célébrées en la
cathédrale Saint-Sauveur, à Aix-en-
Provence, le vendredi 17 mai, à 10 h 30,
suivies de l'inhumation, à 11 h 45, au
cimetière du Grand-Saint-Jean.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– En dépit d'une courageuse
résistance,

Gérad HÉRON

est mort le 13 mai 2002, il n'avait pas
soixante ans.

Ses cendres seront dispersées
ultérieurement en Egypte.

Sa famille.

– Mme Aurore Landragin,
son épouse,
Henri,
son fils,
Mme Paulette Landragin,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques LANDRAGIN,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le samedi 11 mai 2002.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité
familiale, le 14 mai, au cimetière
d'Étiolles (Essonne).

– René Maignien,
son mari,
Michèle, Françoise, Claude,
ses filles,
Julia,
sa petite-fille,
Guilaine, Said, Gérard...
Et tous ses proches,
ont la tristesse de faire part du décès de

Renée MAIGNIEN,
ancienne résistante
et sportive de haut niveau,

survenu le 3 mai 2002, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

Elle a été incinérée, selon sa volonté.

Chaque vendredi avec

Le Monde
DATÉ SAMEDI

retrouvez

LE MONDE
TELEVISION

– Nous avons la douleur d'annoncer le
décès de notre ami et camarade

Guy-Noël MOSER,
secrétaire général adjoint
de notre syndicat,

survenu le 13 mai 2002.

Cette disparition nous touche
profondément.
Guy-Noël laisse un vide immense.
Par sa générosité, son dévouement
aux autres, ses qualités humaines, il avait
su gagner notre respect et notre amitié.

Nous ne l'oublierons pas.

Une cérémonie a eu lieu ce jeudi
16 mai.

CFDT-culture,
12, rue de Louvois,
75002 Paris.

– Toute l'équipe du cabinet Argo
Ingénierie (Paris, Aix-en-Provence) a la
grande tristesse d'informer ses amis et
ses partenaires du décès de

Vincent NICOLLE,
fondateur du cabinet
Interactex, à Dijon,

survenu le 10 mai 2002.

Une pensée émue pour cet ami de
toujours et pour sa famille.

Pierre SAUMIER

s'en est allé chanter le blues dans d'autres
contres, le 6 mai 2002.

Cécile, Marie et Sylvie,
ses copines d'*Urbanismes*,

Annie Denis,
Adrien et Valentin Saumier,
2, rue Beauregard,
77200 Torcy.

Colloques

– « La deuxième guerre mondiale,
nouvelles perspectives. Quel devenir
pour les musées et sites sur la
deuxième guerre mondiale ? »
**Résistances civiles, rafles, refuges.
Commémorations.** Journées d'études,
les 5, 6 et 7 juillet 2002, sous la
présidence d'honneur de Paul Ricoeur.
Journées ouvertes par Francine Mariani-
Ducray, directrice des Musées de France.
**Inscriptions au Sivom jusqu'au
31 mai.** Tél. : 04-71-65-74-73.

Conférences

**A l'invitation du B. B. Ben-Gourion,
Maurice-Ruben Hayoun traitera des
« Grands Courants de la pensée juive
contemporaine »**

le jeudi 23 mai 2002, à 20 h 15.
Mairie du XVI^e arrondissement,
71, avenue Henri-Martin, Paris-16^e.
Renseignements et inscriptions,
tél. : 01-40-82-26-02.
E-mail : mrh@consistoire.org.

CARNET DU MONDE

TARIFS ANNÉE 2001-2002 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS	22 € - 144,31 FTTC
TARIF ABONNÉS	18,50 € - 121,35 FTTC

NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS	FORFAIT 10 LIGNES : 120 € - 787,15 F TTC
La ligne suppl. : 12 € - 78,71 FTTC	TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC
La ligne suppl. : 10 € - 65,60 FTTC	

THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 FTTC
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36
e-mail : carnet@mondepub.fr
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Manière de voir LE MONDE diplomatique
Le bimestriel édité par

**L'Empire
des médias**

- Les nouveaux maîtres du monde, par Ignacio Ramonet.
- Voici venu le temps des réseaux, par Jeremy Rifkin.
- La communication à l'assaut de la culture, par Armand Mattelart.
- Le désenchantement de la netéconomie, par Derrick De Kerckhove.
- Le stade de l'écran, par Marc Augé.
- Faiseurs d'élections made in USA, par Serge Halimi.
- Les médias reflètent-ils la réalité du monde ? par Ryszard Kapuscinski.
- Une machine de guerre, par Régis Debray.
- Silencieuse idéologie des radios musicales, par Marie Bénilde.
- Le « New York Times » imagine notre avenir, par Thomas C. Frank.

Bibliographie et sites Internet.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 6,85 €

LIBRE AVEC SURSIS

Syrien, journaliste et militant des droits de l'homme, il vit en France après neuf ans de prison. Ses ennuis ne sont pas finis pour autant

O N s'attend à un homme fatigué. Un homme que neuf années dans les geôles syriennes auraient rompu. Et qui aurait perdu, avec le quart de sa vie passé sous les verrous, le goût d'affronter ses censeurs. Nizar Nayyoub, 39 ans, journaliste et militant syrien des droits de l'homme, libéré le 6 mai 2001, n'a pourtant rien perdu de son opiniâtreté. Il est resté l'agitateur intransigeant et volubile que les autorités de son pays ont arrêté et incarcéré en janvier 1992 pour diffusion de « fausses informations » et appartenance à « une organisation illégale », les Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Syrie (CDF).

Neuf ans de prison ne lui ont pas ôté l'envie d'en découdre. Avec la Commission arabe des droits humains (ACHR) et en vertu de la loi belge de « compétence universelle », il prépare plusieurs dépôts de plainte devant les tribunaux bruxellois. Pas moins de 70 barons du régime de Damas pourraient ainsi être poursuivis pour leurs responsabilités présumées dans des actes de torture ou des assassinats. Rassemblées par l'ACHR et l'ancien détenu d'opinion, des familles de prisonniers disparus ou morts dans le système carcéral syrien devraient dans les prochains mois se constituer partie civile contre ces hauts responsables. Au banc des accusés, assure Nizar Nayyoub, pourraient notamment se retrouver Ali Douba, ancien chef des puissants renseignements militaires, son successeur, le général Hassan Khalil, ou encore Mohammed Al-Khouli, ancien chef des services de renseignement de l'armée de l'air...

La détermination est intacte, mais l'homme est abîmé. Sa veste élimée est trop large pour sa carrure amaigrie. Et le cheveu, prématurément, a viré du noir au gris clair. Sur-tout, la démarche, gauche et tordue, rappelle que le journaliste est sorti de prison sur des béquilles, victime de lésions de la colonne vertébrale. Les séquelles, dit-il, de la « chaise allemande », une technique de torture pratiquée dans les prisons syriennes. Lorsqu'il évoque ces séances, des grondements de colère le disputent à d'amers éclats de rire. Et les mots lui manquent. Sur une feuille de papier, il dessine la forme d'un socle articulé. Le supplicié y est allongé sur le ventre, attaché au niveau des reins et des épaules. Deux flèches montrent sur son schéma comment l'instrument est replié dans le sens inverse de la courbure du dos. « Si tu es svelte, souple et que tu simules bien, tu peux t'en sortir sans trop de dégâts, raconte-t-il. Sinon, tu les supplies de te dire ce qu'ils veulent entendre, pour pouvoir parler ! »

A son arrestation en janvier 1992, il est responsable de *Sawt al-Democratiyya* (La Voix de la démocratie), petit bulletin mensuel des CDF, l'association fondée trois ans plus tôt avec quelques comparses, venus d'horizons politiques variés, au total une quarantaine de personnes qui seront interpellées en même temps que lui. Dix-sept seront condamnées à des peines d'emprisonnement. Auparavant, Nizar Nayyoub avait déjà été arrêté à deux reprises – notamment pour un pamphlet dont il était l'auteur –, bien qu'il soit peu impliqué dans les partis d'opposition syriens. Bizarrement, le mouvement dont il semble le plus proche est le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). Son engagement pour la cause palestinienne date du début des années 1980, alors qu'il achève, à l'université américaine de Beyrouth, ses études d'économie : parallèlement à celles-ci, il travaille pour l'agence de presse officielle de l'OLP (Wafa) dans la capitale libanaise assiégée par l'armée israélienne. Et c'est aux côtés des Libanais et des Palestiniens, sous l'artillerie de Tsahal, qu'il apprend « la capacité des gens simples à résister ». A son retour à Damas, il collabore à *Al-Hurriya* (La Liberté), journal proche du mouvement de Nayef Hawatmeh, auquel la Syrie donne asile. Il n'en refrène pas pour autant ses critiques à l'égard du régime.

Mais ces piques restent peu de chose, toutesfois, face au tort que sa détention va causer à l'image des autorités syriennes. « Emprisonné, il leur est devenu presque plus nuisible qu'en liberté », juge un chercheur à Amnesty International, spécialiste de la Syrie. Et ce surtout à partir de 1997, à mesure que l'opposant voit sa santé décliner et que l'administration pénitentiaire s'acharne à lui refuser des traitements médicaux adaptés. Très vite, plusieurs ONG de défense des droits de l'homme et de lutte pour la liberté de la presse s'emparent de ce caractère intraitable qui refuse d'être libéré ou soigné en échange du renoncement à ses engagements. « En 1998, ils ont commencé à vouloir négocier avec moi, explique-t-il. Pour me libérer, ils exigeaient que je publie un démenti sur tout ce que j'avais écrit sur les droits de l'homme en Syrie et que je garde le silence sur les prisonniers disparus, sur les fosses communes de Tadmor, de Hama ou de Jdaïdet Artouz... Bien sûr, j'ai refusé. »

Rapidement, tous les rapports sur les droits de l'homme et la liberté de la presse dans le pays d'Hafez Al-Assad mettent en



OLIVIER ROULER POUR LE MONDE

NIZAR NAYYOUB

exergue le nom du journaliste-prisonnier d'opinion qui accumule les distinctions du fond de ses quartiers d'isolement. Un an après son arrestation, il reçoit le prix « Freedom to Write » de l'American Pen ; le prix RSF-Fondation de France lui est attribué cinq ans plus tard ; l'Unesco lui remet le Prix mondial de la liberté de la presse en 2000, année au cours de laquelle il reçoit la Plume d'or de l'Association mondiale des journaux. Dans le même temps, l'Institut international de la presse (IPI) voit en lui rien de moins qu'un des « cinquante héros de la liberté de la presse » du demi-siècle écoulé. Une distinction qu'il partage avec un seul journaliste français : Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde*.

La pression s'accroît en juin 2000, après la mort d'Hafez Al-Assad et l'arrivée au pouvoir de son fils Bachar. Lors de son voyage en Syrie en mai 2001, le pape Jean Paul II remet une lettre de RSF au nouveau président. Elle demande la libération immédiate de Nizar Nayyoub. Aiguillonné par les ONG, Paris – où Bachar Al-Assad doit se rendre en visite d'Etat – fait également pression pour que le journaliste retrouve la liberté. Dimanche 6 mai 2001 au soir, Nizar Nayyoub sort de cellule. Pas libre pour autant, puisqu'il est placé en résidence surveillée près de Lattaquié, dans l'ouest du

pays. « C'est une sorte de fou furieux, qui fait un peu penser au journaliste tunisien Taoufik Ben Brick, raconte un responsable de RSF qui lui rend visite peu après sa sortie de prison. Dès sa libération, il a été très présent dans les médias arabes, ce qui dans sa situation était un peu suicidaire. » A son père qui, dans la maison familiale, lui répète qu'« ils » vont le tuer s'il continue à s'épancher ainsi dans la presse, raconte ce respon-

sable de RSF, Nizar Nayyoub rétorque simplement qu'il n'a « plus rien à perdre ». Rien, sinon une revanche. Mais à Paris, dans un premier temps, ce ne sont pas les pontes du régime syrien qui devront rendre des comptes. Au contraire. Rif'at Al-Assad l'attaque en diffamation devant la justice française pour des propos tenus sur la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, le 15 juillet 2001. L'oncle de Bachar Al-Assad, vice-président déchu et exilé en Europe après une tenta-

La démarche, gauche et tordue, rappelle qu'il est sorti de prison sur des béquilles, victime de lésions de la colonne vertébrale

tative de coup d'Etat contre son frère, le président, n'a pas apprécié d'être mis en cause par le journaliste dans le massacre du pénitencier de Tadmor. D'après Nizar Nayyoub, le 27 juin 1980, Rif'at Al-Assad a ordonné à ses « brigades de défense de la révolution » le meurtre de plusieurs centaines de prisonniers proches des Frères musulmans. L'opération devait être la réponse à une tentative d'assassinat perpétrée la veille sur la person-

ne d'Hafez Al-Assad et attribuée à la confrérie musulmane. Le Tribunal correctionnel de Paris s'est déclaré compétent, mardi 26 mars, pour juger de l'affaire, les propos de Nizar Nayyoub – publiés par ailleurs sur le site Internet de la chaîne de télévision qatarie – étant accessibles depuis le territoire français.

Au cours de la même émission, Nizar Nayyoub n'épargne pas non plus le pouvoir en place, et évoque notamment la corrup-

tion qui, d'après lui, caractérise l'exploitation des gisements pétroliers de l'est du pays. La politesse ne tarde pas à lui revenir, sous forme d'une convocation d'un juge syrien, pour « diffusion de fausses informations à l'étranger ». Mais il est à Paris pour y être soigné, hors de portée de la justice de son pays ; il doit y rester. Avec tristesse, il raconte comment Riyad Turk, le vieux secrétaire général du Parti communiste (Bureau politique, parti interdit) n'a pas eu, lui, la chance de se trouver à l'étranger. Invité à cette même émission du 15 juillet, en duplex depuis Damas, celui que Nizar Nayyoub décrit comme le « gentleman de l'opposition syrienne » a été arrêté à la fin de l'été, ses propos ayant été jugés susceptibles de « nuire à l'unité nationale ». « Au cours de la première audience, raconte l'ancien détenu, Riyad Turk a refusé de revenir sur les propos qu'il avait tenus sur Al-Jazira. » Anouar Bounni, un avocat proche de l'opposition, de passage à Paris, confirme la détermination implacable du vieil opposant qui, libéré en 1998, a déjà passé dix-sept de ses 71 ans sous les verrous. « Il a donné une consigne claire à ses avocats : en aucun cas ceux-ci ne doivent le défendre en remettant en cause ses convictions et son engagement politiques », explique M. Bounni. L'arrestation du vieux militant communiste coïncide avec celles des députés Riyad Seif et Ma'moun Homsî.

A U total, dix figures de la société civile sont arrêtées à la fin de l'été. Sur les dix, huit ont commencé une grève de la faim le 19 mars, pour demander l'hospitalisation de l'un d'entre eux, l'économiste Aref Dalila, âgé de 64 ans, qui voit sa santé décliner. La vague d'arrestations rappelle les vieilles méthodes du régime et renvoie aux oubliettes les espoirs mis dans l'alternance au sommet de l'Etat. « Les choses n'ont pas changé, diagnostique Nizar Nayyoub. Ces dernières arrestations d'opposants prouvent que le régime n'est pas près de changer. » Une façon de répondre aux critiques dont l'ancien détenu d'opinion fait l'objet dans les rangs de l'opposition syrienne. Pour certains de ses anciens compagnons de cellule, Nizar Nayyoub n'est en effet qu'un provocateur dont les propos ne peuvent que braquer les autorités sans leur laisser la chance de s'amender. Des ennemis de toutes sortes, le journaliste syrien n'en manque pas. Le 22 mars, le bureau parisien d'Al-Jazira a reçu un communiqué émanant d'un groupuscule inconnu d'obédience chiite annonçant que la tête de l'« apostat » Nizar Nayyoub était mise à prix 250 000 dollars. Mais un journaliste arabe basé à Paris y voit un simple canular ou un « coup tordu des services syriens ».

Mais ni les diatribes de ses anciens compagnons de lutte, ni son exil forcé, ni le procès intenté à son encontre par Rif'at Al-Assad, ne semblent l'affecter. De son affaire contre l'oncle de l'actuel président syrien, il a même décidé de faire la première étape de sa revanche. « La seule solution qui s'offre désormais à moi, lance-t-il, c'est de montrer la véracité des faits en produisant des témoins. » Réunir des témoins et des victimes : l'exercice sera nécessaire à l'engagement de poursuites à Bruxelles. Mais nombre d'anciens prisonniers en exil rechigneront à venir déposer. Les familles restées au pays peuvent en faire les frais, comme c'est actuellement le cas pour celle de Nizar Nayyoub, régulièrement menacée depuis son départ.

La famille. Certains y voient le noeud de l'antagonisme entre les Assad et le dissident. Car, au regard de la tradition, il est sans doute autant un traître qu'un simple fauteur de troubles. « Non seulement Nizar fait partie de la même minorité religieuse que les Assad [les alaouites], mais il est aussi membre du même clan familial, les Qarahila », précise Haytam Manna, porte-parole de l'ACHR, ami de longue date du journaliste dissident. Avant de raconter comment certains officiers des services de renseignement syriens raillaient le prisonnier : « Pourquoi est-ce que tu nous ennuies ? Si tu te tenais tranquille, tu pourrais avoir un poste en or ! » Nizar Nayyoub en rit encore et dit ne rien regretter. Rien, sauf peut-être une chose : ne pas avoir revu sa fille depuis 1997, lorsqu'elle lui a rendu visite, pour la dernière fois, au pénitencier de Mezzé. Aujourd'hui, elle a 11 ans. C'est presque le temps que son père a passé en prison.

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jean Daniel

Ni l'ambiguïté du plébiscite dont a bénéficié Chirac ; ni les doutes que peut susciter le passé opportuniste de notre président sur sa capacité à affronter les orages qui s'annoncent ; ni enfin les difficultés quasi névrotiques que la gauche doit traverser pour se retrouver, rien de tout cela ne devrait nous détourner d'analyser les succès de Le Pen au second tour. La manière dont ce vote prétendu protestataire du premier tour s'est transformé au second en un vote partisan, sinon idéologique, impressionnant et donne à méditer. Qu'on y songe ! Il y a plus de 5 millions de Français pour qui les thèses du Front national constituent non pas seulement le prétexte à un rejet de la classe politique mais un credo accompagné d'un véritable catéchisme. Ces Français n'ont pas voté Le Pen par humeur ou par hasard. Ils se sont reconnus dans un homme et une doctrine. [Ils] ont entendu donner à leur regroupement une signification positive et militante à laquelle il serait dérisoire de s'opposer qu'un jugement négatif et moral. L'insuffisance conceptuelle qui nous empêche d'opposer au discours xénophobe une doctrine élaborée de l'intégration exigeante assure de beaux jours à la lèpénisation des esprits.

L'EXPRESS

Jacques Attali

Sauf tragédie, les prochaines élections législatives constituent la dernière consultation nationale avant cinq ans. La plupart des problèmes que le pays affrontera pendant cette période sont bien connus ; ils sont latents depuis plus de dix ans. Leur traitement a été reporté, de scrutin en scrutin, par tous ceux qui ont gouverné ce pays, espérant remporter ainsi les élections suivantes. Pourtant, à chaque fois, les sortants ont été battus, sans que pour autant soit admise cette évidence : les électeurs sanctionnent ceux qui n'ont pas le courage d'être impopulaires. En politique, le mensonge ne paie plus.

FRANCE INTER

Pierre Le Marc

Les formations de gauche, Pôle républicain exclu, ont pris non sans mal les mesures conservatoires susceptibles de limiter les dégâts sur le plan électoral et – si possible – de permettre une revanche les 9 et 16 juin. En réalité, la gauche semble plus en attente du choix que ses électeurs feront de son avenir qu'en position de conquête. Et on la sent hésitante devant les scénarios possibles. Celui de la défaite paraît à la fois la hanter et l'attirer. Une cure d'opposition lui permettrait sans aucun doute de travailler en profondeur à sa reconstruction. Mais perdre, c'est prendre le risque d'ouvrir la boîte à conflits et de s'écarter du pouvoir pour longtemps. Le scénario de la revanche la séduit et à la fois l'inquiète. Elle redoute, très justement, dans la situation de déstabilisation et d'impréparation dans laquelle elle se trouve, d'être portée à nouveau aux responsabilités sans leader et sans ligne. Ce qui l'obligerait à improviser dans l'urgence une improbable mue.

AU COURRIER DES LECTEURS

ISSUE DE L'IMMIGRATION

Faut-il avoir des origines de l'autre côté de la Méditerranée pour que vous colle à la peau l'étiquette d'immigré ? Tokia Saïfin n'a-t-elle pas été présentée un peu hâtivement première membre d'un gouvernement issu de l'immigration ? A-t-on fait remarquer que Nicolas Sarkozy était un fils de Hongrois arrivés en France peu avant sa naissance. Il est vrai que l'actuel ministre de l'intérieur est avant tout originaire des beaux quartiers, tout comme Patrick Devedjian, dont le père est venu de Constantinople. (...) La France a toujours eu des ministres « issus de l'immigration ». Toute la question est de savoir si l'on doit réserver l'étiquette d'« immigré » aux seuls originaires du continent africain et revenir aux vieux stéréotypes coloniaux.

Bruno Teissier

(Paris)

SANS GRADE

Je suis fonctionnaire d'Etat, français d'origine algérienne... J'aime

A FORCE de se pencher sur l'état de santé moral et physique des Bleus, radios et télévisions parviennent presque à faire oublier qu'une Coupe du monde est une compétition où se rencontrent trente-deux équipes. Le premier mérite du numéro hors-série de *Courrier international* est de présenter, à partir d'articles publiés dans les différents pays, la liste, fiche technique à l'appui, des participants. Du Sénégal à la Russie en passant par la Tunisie, sous la plume de Taoufik Ben Briki, les forces et les faiblesses des différentes formations ou de leurs principaux clubs sont analysées.

Mais ce numéro spécial n'est pas seulement un guide des forces en présence. A partir d'articles de différents journaux à travers le monde il propose une vision originale de l'univers du ballon rond. « Le foot n'est plus seulement un jeu avec un ballon, un arbitre et vingt-deux joueurs sur le terrain. C'est la température des sociétés, une vitrine de l'économie marchande, une culture



qui traverse toutes les cultures, sur tous les continents », note Claude Leblanc, le responsable de ce supplément, dans l'éditorial.

Alors, au fil des pages, on retrouve le foot business avec le savant marketing des clubs anglais ou le pouvoir toujours plus grand de la télévision. Le chapitre sur la culture foot offre de belles pages sur l'his-

toire du club du Real ou de plus tristes lorsqu'il est question du dopage, qui n'épargne pas cette discipline, ou encore des hooligans toujours prêts à jouer les guerriers.

Mais la vraie surprise, celle qui rappelle des souvenirs enfouis dans la mémoire, se trouve dans un article de *Financial Times* de Londres qui retrace les grands moments de la Corée du Nord dans la compétition de 1966. Alors que les Nord-Coréens sont aujourd'hui absents d'une compétition dont une partie a lieu non loin de leur pays, l'article rappelle comment l'équipe, inspirée par la pensée du grand leader Kim Il-sung, avait remporté nombre des matches de préparation.

MOUSTIQUES ROUGES

Une défaite devant l'Union soviétique, un match nul face aux Chiliens et surtout une victoire sur l'Italie propulseront l'équipe que certains ont considérée comme des amateurs en quart de finale. Hélas, les Moustiques rouges, comme on les

appelait, ne peuvent résister au jeu des Portugais, et malgré leur énergie ils s'inclinent 5 à 3.

Le statut de héros nationaux qui leur semblait assuré après un surprenant parcours dans la compétition n'était pas au rendez-vous lors de leur retour au pays. « Les joueurs disparaissent mystérieusement de la scène publique », écrit Ben Christie. Kim Il-sung accusa l'équipe d'être bourgeoise, réactionnaire, symbole de l'impérialisme occidental corrompu et indigné d'un pays communiste. »

Conséquence de cet avis du leader nord-coréen, tous les joueurs de l'équipe, à l'exception du buteur Pak Do-ik, ont été condamnés à vingt ans de camp. Mais le sort des Moustiques rouges est « en fait resté aussi impénétrable que leur pays ». Pour démentir ces accusations d'internement, la Corée du Nord a récemment exhibé l'entraîneur Myun et les sept joueurs survivants de l'équipe qui avait brillé en Angleterre, tous bardés de

médailles. Vrais ou faux internement après la gloire sur les terrains ?

Le journaliste de *Financial Times* reste prudent sur cette question, faute d'information fiable dans un pays qui cultive le goût du secret. Il note cependant qu'après trente ans de traversée du désert footballistique le pays a retrouvé un peu de lustre. L'équipe nationale a remporté la King's Cup de Bangkok en gagnant pour la première fois de son histoire aux dépens de Singapour, de la Thaïlande et du Qatar. Bien sûr, l'équipe de Singapour n'a sans doute rien à voir avec les Italiens de 1966, mais les Moustiques ont peut-être retrouvé le plaisir de gagner, pas seulement pour faire plaisir au fils du grand leader, devenu entre-temps maître du pays, mais pour eux-mêmes ?

Serge Bolloch

★ *Courrier international*, hors-série sports, 6,50 €.

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Syphilis

■ En février 2001, l'Institut de veille sanitaire (InVS) rendait un rapport annonçant une résurgence de la syphilis en France.

www.invs.sante.fr/publications/rapport_syphilis/rapport_syphilis.pdf

■ L'étude épidémiologique montre que les malades sont surtout des hommes homosexuels d'un âge médian de 35 ans habitant en région parisienne, et, pour moitié, séropositifs.

www.invs.sante.fr/beh/2001/35-36/

■ L'enquête Presse Gay 2000 montre une augmentation des rapports non protégés, notamment chez les homosexuels de moins de 25 ans et chez les séropositifs.

www.france.qrd.org/texts/enquetes-sante/pressegay2000/

■ Le Baromètre Gay 2000 publié par l'InVS confirme ces chiffres.

www.invs.sante.fr/publications/sida_1101/barometre_gay.ppt

■ En 1999, l'Organisation mondiale de la santé jugeait que l'épidémie déclinait en Occident mais connaissait une recrudescence inquiétante dans l'ancienne URSS.

www.who.int/HIV_AIDS/GRSTI/005.htm

■ Le ministère de la santé décrit les populations exposées, les signes avant-coureurs, la procédure de dépistage, les conduites à tenir en cas d'infection et les traitements existants.

www.sante.gouv.fr/html/publication/dgs/syphilis/lettre_sante.pdf

■ L'Atlas dermatologique fournit un exposé complet de l'infection.

www.atlas-dermato.org/cours/syphilis.htm

■ Le Centre (américain) de contrôle et de protection des maladies a publié, le 10 mai, son manuel de traitement des maladies sexuellement transmissibles (syphilis p. 20).

www.cdc.gov/std/treatment/rr5106.pdf

[courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) pour *Le Monde*

vincent.truffly@lemonde.fr

L'élection irlandaise vue par la presse de Dublin

Un scrutin sans surprise qui ne mobilise guère les électeurs et dont pourrait profiter Sinn Fein

« UNE CAMPAGNE longue et ennuyeuse » : à l'approche de l'élection, vendredi 17 mai, du Daíl (Parlement), *l'Irish Examiner* regrette que cette compétition « manque de lustre ». Du coup, selon *The Sunday Independent* de Dublin, « l'apathie menace ». On a peur des extrêmes, comme avant un certain 21 avril : « On note une inquiétante similarité entre l'atmosphère préélectorale

française et irlandaise », car « les éléments de drame et de surprise, qui donnent un peu d'intérêt et mobilisent les électeurs, sont désespérément absents d'une campagne bien trop longue ». En effet, « la réélection de Bertie Ahern est prévisible depuis plus d'un an ».

Peu sépare en effet le Fianna Fail (conservateur), au pouvoir, du Fine Gael (centre droit) ou des travaillistes. Si l'on ajoute les démo-

crates progressistes alliés au Fianna Fail, on retrouve, écrit *l'Irish Independent*, « un centre de l'échiquier politique où se bousculent les prétendants alors que les électeurs n'arrivent même pas à distinguer leurs différences fondamentales ».

L'ICEBERG DE LA RÉALITÉ FISCALE

En l'absence d'extrême droite, seul Sinn Fein semble pouvoir capter les votes protestataires. L'aile

politique de l'IRA tente de mieux s'implanter dans la République, où elle rassemble 7 % d'intentions de vote. Son programme est qualifié de « populiste » et de « marxiste » par *l'Independent*. C'est donc le diable incarné aux yeux des libéraux. Dans une tribune virulente, le quotidien appelle à un sursaut « démocratique » contre Sinn Fein, qui promet de « doubler l'impôt sur les bénéficiaires et d'annuler la baisse de celui sur les entreprises ». Sacrilèges dans un pays qui fait de sa faible pression fiscale son principal argument pour attirer les entreprises internationales.

« Le débat électoral a enfin percuté l'iceberg de la réalité fiscale », ajoute *l'Irish Times*. Le gouvernement Ahern a beau se prévaloir de taux de croissance exceptionnels, les finances n'en sont pas moins en piteux état. *l'Independent* précise qu'au vu de la conjoncture actuelle le « prochain Taoiseach [premier ministre] pourrait faire face à un déficit de 2 milliards d'euros avant d'envisager son programme de gouvernement (...) ». C'est sur ce thème qu'aurait dû faire campagne le chef du Fine Gael ».

Trop tard, semble-t-il : les derniers sondages annoncent 45 % pour le Fianna Fail. Seule incertitude, aura-t-il la majorité absolue de 83 députés, comme en 1977, ou devra-t-il s'allier à nouveau aux démocrates progressistes ? De même, pour *l'Irish Times*, cette « victoire probable du parti de Bertie Ahern sera avant tout le résultat de la prolifération de candidats indépendants et de la force des petits partis, dont Sinn Fein ».

« SVENSKA DAGBLADET » (Suède)



Désarmement Les Etats-Unis et la Russie se sont mis d'accord pour réduire des deux-tiers leurs arsenaux nucléaires stratégiques d'ici 2012. Dessin de Riber. (« *Courrier international* » pour « *Le Monde* »)

la France, j'y suis né et j'y mourrai ! (...) La nomination de Tokia Saïfin m'a fait pleurer car, enfin, nous atteignons le sommet de l'intégration : l'intégration politique. Celle du pouvoir, de la décision et des clefs du changement. Faisons-nous lui confiance, à cette M^{me} Saïfin, encourageons-la ! (...) Je ne suis pas de droite... Mais reconnaissons que la gauche n'a rien fait pour l'égalité des chances et des droits dans ce pays. Les jeunes issus de l'immigration ne demandent pas plus de droit particulier, mais qu'au moins certains d'entre nous soient récompensés dans leurs efforts et le travail qu'ils font au quotidien pour développer la citoyenneté et pour faire reculer le sentiment d'insécurité. La réussite n'est pas uniquement réservée au monde du show-business ou du sport, il y a aussi celle des fonctionnaires de la République, des petits, des sans-grade qui font des heures pour servir un pays qui apaise leur exil, cette réalité qui n'en finit pas de les habiter et de les hanter.

Lakhdar Brahimi

courriel

PLACE DE LA CRÈCHE

Lorsque vous parlez de Bethléem et de l'église de la Nativité, vous parlez de « la place de la Mangeoire ». Le mot anglais pour cette place est « Manger Square ». Cependant, le mot anglais a deux sens : pour les animaux, c'est effectivement une « mangeoire », mais on dit également que « Jesus was born in a manger ». Jésus est né dans une grotte où se trouvaient des animaux. (...) En français, on utilise le mot « crèche » : Jésus est né dans une crèche, et dans les églises ou chez soi on construit une crèche pour représenter cette naissance. Il semblerait donc que cette place où se tient l'église de la Nativité devrait s'appeler, en français, « place de la Crèche ». Les Français ont-ils tant oublié leurs racines catholiques qu'ils ne savent plus comment appeler l'endroit où est né Jésus ?

Bruno Lequesne

courriel

L'ÉRUPTION DE LA MONTAGNE PELÉE

La légende de la responsabilité politique de la catastrophe de 1902 à la Martinique est tenace mais fausse

(*Le Monde* du 10 mai). Non, les autorités n'ont pas exhorté les Pierrotins à rester dans leur ville sous la montagne Pelée en colère pour qu'ils aillent voter. Le gouverneur aurait d'ailleurs poussé l'abnégation à son comble car, s'il est bien venu dans la ville la veille de l'éruption avec son épouse, c'est pour y périr. En outre, les premiers morts de mai, le 5, n'ont pas été provoqués par des pluies de cendres et de gaz soufré mais par une coulée de boue qui a anéanti une usine rhumière. Si signes avant-coureurs il y a bien eu, aucun ne pouvait laisser prévoir la « nuée ardente », phénomène inconnu jusqu'alors et baptisé pour l'occasion.

L'éruption « classique » avec coulée de lave attendue aurait épargné Saint-Pierre, protégée du volcan par des collines. La zone a bien été évacuée après le 8 mai et ce sont plus de 20 000 habitants du nord de l'île qui sont partis vers le sud et Fort-France, redessinant durablement la géographie humaine et économique de la Martinique. En revanche, le gouverneur par intérim a bien été coupable, le 9 juillet, de laisser se réinstaller des populations dans les

zones évacuées et frappées par l'éruption meurtrière du 30 août.

Patrice Louis

Martinique

SOS PRAGUE

Un fléau pire que la peste noire s'est abattu sur Prague : j'ai nommé les architectes français et les autres. La plupart des grandes capitales d'Europe ont été gentiment massacrées, à coups de grignotage sournois et averse. Certaines capitales de l'Est, dont Prague et Budapest, protégées par l'incurie communiste, avaient échappé au massacre et offraient aux yeux émerveillés des touristes occidentaux le spectacle incroyable de paysages urbains cohérents et harmonieux. Cela ne pouvait pas durer. (...) Le quartier de Smichov, sur la rive gauche, qui recèle, entre autres, la villa Bertramka, est la proie depuis près de quatre ans des bétonneurs, qui, sous prétexte de construire un tunnel, ont détruit tout un quartier du nom d'Andel. M. Ricardo Bofill y a commis un cube de verre et de béton de la plus haute insanité. Le quartier de Karlín, sur la rive droite, au pied de la colline de Zizkov, est lui aussi menacé par un projet à grande échelle dont une partie est déjà réalisée. Plusieurs vieux bâtiments industriels dont la réhabilitation serait envisageable sont promis à la destruction en vue de leur remplacement par des bâtiments sans rime ni raison. A noter parmi d'autres idioties un hôtel de sept étages doté d'une superstructure de ferraille ondulée, son but principal : effacer du paysage la colline boisée de Zizkov. Prague est théoriquement protégée par l'Unesco. La réalité est tout autre.

Isabelle Durand

Prague (République tchèque)

Pour nous écrire :

Le courrier des lecteurs du Monde, 21bis, rue Claude Bernard, 75242 Paris cedex 05

Pour nous envoyer une télécopie : 01-42-17-21-74

Pour nous envoyer un courrier électronique :

courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Pour saisir le médiateur :

mediateur@lemonde.fr ou par courrier.

Merci d'indiquer votre adresse complète.

La mondialisation à reculons

LIONEL JOSPIN avait fait sensation, avant le premier tour, en reconnaissant sa « naïveté » face à l'insécurité. Contrairement à ce qu'il pensait, la diminution du chômage n'a pas rendu les banlieues plus sûres. Mais la défaite de la gauche confirme surtout que celle-ci a été victime d'une autre naïveté : la baisse du nombre de demandeurs d'emploi n'a pas mis fin au sentiment de précarité qu'éprouve une bonne partie de la population. Les succès de l'extrême gauche, mais surtout de l'extrême droite, chez les demandeurs d'emploi et dans les catégories sociales les plus populaires le démontrent : une bonne partie de l'électorat souffre ou a peur de perdre son travail. De Florange à Alençon en passant par Calais, les victimes directes ou indirectes des plans sociaux d'Usinor, de Moulinex ou de Danone ont à leur façon voté contre l'internationalisation de l'économie.

Celle-ci, manifestement, continue de faire peur. Le 1^{er} Mai, des banderoles dénonçaient à la fois « le fascisme et l'ultralibéralisme ». Or ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin n'ont évoqué la mondialisation au cours de la campagne. Le mot ne figure même pas sur le site Internet du RPR. Quant au site du PS, il se contente de généralités : « La mondialisation est une réalité complexe et ambivalente » qu'il faut « réguler démocratiquement et socialement ». Pas de quoi rassurer les électeurs !

Or les craintes de ceux-ci se retrouvent dans d'autres pays. Aux Etats-Unis, le président Bush cherche à obtenir du Congrès l'autorisation de négocier des accords de commerce internationaux sans que les parlementaires puissent les amender (ils peuvent en revanche les refuser). Pour ce faire, il a dû, entre autres, accepter que l'aide fédérale aux salariés victimes des délocalisations ou des importations à bas prix soit triplée. Au total, plus de 100 000 salariés devrait en profiter. Ce dossier du commerce empoisonne la vie de la Maison blanche depuis près d'une décennie. A plusieurs reprises depuis 1994, sous la pression des syndicats, les démocrates avaient refusé à Bill Clinton de recourir à cette procédure expéditive de ratification des traités. Ce n'est pas la première fois que George W. Bush ferait une entorse à ses idées libérales. Les récentes augmentations de taxes sur les

importations d'acier ou les aides à l'agriculture montrent qu'une bonne partie des Américains craignent les effets du libre-échange, et plus largement de l'internationalisation de l'économie. Ont-ils tort ou raison ?

AUTRE SCÉNARIO

De ce côté-ci de l'Atlantique, Lionel Jospin pouvait, pendant la campagne, se féliciter malgré tout de la baisse du chômage. Il pouvait faire remarquer que, mi-avril, c'est le site de Grenoble qui a été choisi par trois grands fabricants mondiaux de composants électroniques pour investir 1,6 milliard d'euros et créer 1 200 emplois dans la recherche et la fabrication de puces électroniques. Mais face à la multiplication des plans sociaux, une telle annonce est à peine audible. Et, de

fait, l'industrie devrait continuer à perdre des emplois. Dans une étude publiée fin juillet 2001 et passée inaperçue, Patrick Artus, directeur de la recherche économique à la Caisse des dépôts, estimait que les Etats-Unis, l'Europe et le Japon allaient connaître « une nouvelle vague de délocalisations » qui toucherait l'informatique, l'automobile et la téléphonie et qui bénéficierait aux pays d'Europe centrale et aux pays émergents d'Asie. Selon lui, « si l'industrie européenne doit encore maigrir, la seule solution consiste à se réfugier dans des activités haut de gamme non encore délocalisables [conception, recherche, design] ou dans les services de proximité [loisirs, conseils financiers...], c'est-à-dire se rapprocher encore plus du modèle anglo-saxon d'économie presque sans industrie. Ce sera

un processus coûteux en terme de requalification, de repositionnement des entreprises ; ce sera aussi un processus qui pourrait faire des années 2000 des années de conflits sociaux violents comme les années 1970. »

Malgré son ton pessimiste, il y a un scénario que cette étude n'évoque pas : celui de la fin de la mondialisation. C'est que celle-ci s'impose à tous. Même Jean-Marie Le Pen a dû l'admettre. Avant le premier tour, il préconisait l'abandon de l'euro. Entre les deux tours, il ne se prononçait plus qu'en faveur du retour d'un franc indexé sur l'euro. Toutefois, ce n'est pas parce que l'internationalisation de l'économie est un fait acquis que les responsables politiques sont impuissants, ils gardent une marge de manœuvre pour corriger les inégalités qu'elle engendre. L'Allemagne n'a manifestement pas le même système de redistribution des revenus que le Royaume-Uni et le Canada n'a pas calqué le sien sur celui des Etats-Unis. Surtout, les hommes politiques ne seraient pas à la hauteur de leurs responsabilités s'ils n'essayaient d'influer sur le cours des événements. Mais, pour cela, encore faut-il les analyser.

Une éventuelle réforme du Fonds monétaire international, le rôle de l'Organisation mondiale du commerce, le poids du Bureau international du travail... tous ces sujets méritent un débat au moins aussi approfondi que la sécurité dans les banlieues ou l'amnistie des contraventions ! Mais tout se passe en France comme si les responsables de la majorité présidentielle et du Parti socialiste étaient tétanisés face aux antimondialisation de tous bords. Il est pourtant possible d'être favorable à l'internationalisation de l'économie et constater que la mondialisation actuelle fait en grande partie fausse route en raison des exclusions qu'elle génère. C'est la thèse que défend, entre autres, Joseph Stiglitz, Prix Nobel de l'économie en 2001, qui a quitté la direction de la Banque mondiale en l'an 2000 pour cause de divergences idéologiques. En français, son ouvrage s'appelle *La Grande Désillusion* (Fayard, 2002). Un titre qui, contrairement aux apparences, ne concerne pas le paysage politique français.

Frédéric Lemaître

Les gens PAR KERLEROUX



Les limites du « réalisme » en politique internationale

Suite de la première page

Washington soutient des régimes non démocratiques pour autant que ces derniers contrôlent leur rue et servent les intérêts américains.

La « guerre contre le terrorisme » est un concept vague, en fait un slogan destiné aux opinions publiques. Son contenu réel correspond aux situations les plus éprouvées des relations internationales. La guerre antitalibans fut une guerre interétatique au sens le plus classique, et les coopérations pour lutter contre les aspects concrets du terrorisme (en matière de renseignement ou de blanchiment de l'argent par exemple) sont des coopérations interétatiques également classiques dans leur principe. Le slogan « guerre contre le terrorisme » apparaît objectivement comme un instrument de renforcement des Etats. En effet, chacun a ses « terroristes » : la Chine avec les Tchétchènes, Israël avec les Palestiniens, et l'on pourrait allonger la liste. On comprend que le réalisme puisse confiner au cynisme et l'on pressent que des erreurs de calcul pourraient provoquer des catastrophes.

Arrêtons-nous sur le cas du Proche-Orient, dominé par deux hommes - Arafat et Sharon - coresponsables de la spirale infernale attentats-représailles, qui ont hélas prouvé au cours des derniers mois qu'ils n'étaient pas à la hauteur de l'Histoire. Le général Sharon est l'un des dirigeants qui, après le 11 septembre, ont compris l'avantage qu'ils pouvaient tirer des événements. En décidant d'écraser l'Auto-rité et les réseaux palestiniens, le

premier ministre israélien a voulu éradiquer l'Intifada et créer un nouveau rapport de force plus favorable qu'après Oslo. Pour parvenir à ses fins, Sharon a spéculé sur le soutien de l'Amérique, direct (financier, militaire, etc) et indirect (action sur les autres Etats), et sur l'impuissance européenne. Il juge que la situation politique dans les principaux pays de l'Union européenne rend improbables des sanctions, dans l'ordre commercial notamment. Bardé de certitudes, Sharon s'est même permis début avril d'humilier les représentants de l'UE en leur interdisant de rencontrer Arafat à Ramallah.

Jusqu'ici, Sharon ne s'est pas trompé. C'est là qu'apparaît crûment l'énormité du risque attaché à l'excès de « réalisme ». Dans le contexte actuel, on peut dire que la sécurité d'une bonne partie de la planète repose entre les mains d'un seul homme, dont les décisions orientent le cours des choses aux moments cruciaux : George W. Bush. Dès le 2 octobre 2001, celui-ci s'est prononcé clairement en faveur d'un Etat palestinien et, plus récemment, la résolution 1397 du Conseil de sécurité de l'ONU, proposée par les Etats-Unis, a affirmé une « vision de la région où deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte dans des frontières sûres et reconnues ».

SHARON « HOMME DE PAIX »

Le progrès est considérable. Jamais une résolution de l'ONU n'avait fait mention d'un « Etat palestinien ». En pratique, Bush a laissé les mains libres à Sharon, allant même, après Jénine, jusqu'à le qualifier d'« homme de paix », ce qui a dû surprendre l'intéressé lui-même. Le président des Etats-Unis a demandé au premier ministre israélien de retirer « sans délai » les troupes engagées dans les villes sous autorité palestinienne, mais les délais ont été bien longs et le retrait réversible. Le 19 avril, les Etats-Unis ont introduit la résolu-

tion 1405 du Conseil de sécurité décidant de l'envoi d'une commission d'« établissement des faits » à Jénine, mais ils ont ultérieurement changé d'avis et mis Kofi Annan dans une situation impossible. Finalement, Washington a proposé l'ouverture d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, mais la Maison Blanche s'est aussitôt employée à en minimiser la portée.

Le fond de l'affaire est que le président Bush n'a pas de vision stratégique claire. Contrairement à son père, qui a manqué sa réélection, sa véritable priorité est la politique intérieure et, dans l'immédiat, les mid-term elections de novembre. Son administration est notablement divisée. Il l'a voulu ainsi. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, croit à la primauté de la force et prépare une offensive contre Saddam Hussein. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, fait partie de ces militaires qui comprennent les limites de la force et de l'importance de la politique, mais sa position semble relativement faible face à son collègue du Pentagone et aussi au vice-président, Dick Cheney, et au conseiller du président pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice. De plus, l'équipe des conseillers du président n'inclut aucun spécialiste du Moyen-Orient dans son ensemble.

William Quandt, l'un des meilleurs experts de la question, observe, dans son dernier ouvrage, que pour qu'une médiation américaine dans le conflit israélo-arabe puisse réussir, plusieurs conditions sont nécessaires : une appréciation réaliste de la situation régionale ; des relations de travail harmonieuses entre le président et ses proches conseillers ; des initiatives marquées du sceau de la Maison Blanche pour des raisons de crédibilité ; un soutien domestique suffisant ; le recours à des médiateurs maîtrisant à la fois le processus et la substance, et pouvant utiliser la carotte et le bâton ; une préparation

approfondie. Ces conditions ne sont pas réunies à l'heure actuelle.

Certes le président Bush écoute les dirigeants arabes modérés venus lui expliquer que les opinions publiques arabes deviennent « enragées », selon l'expression de l'ambassadeur américain Edward Djerejian. Mais il résiste d'autant plus difficilement à Sharon que, notamment sous l'influence de médias très engagés, son opinion publique est fortement anti-palestinienne, au point que les Européens, jugés « pro-palestiniens », sont constamment accusés d'antisémitisme !

L'UNITÉ DES EUROPÉENS

Face à la montée des incertitudes, le président des Etats-Unis commence pourtant à entrevoir la nécessité d'agir pour éviter un dérapage susceptible de compromettre ses autres objectifs extérieurs et même éventuellement intérieurs.

Les Européens, dont l'unité est beaucoup plus profonde qu'en apparence, doivent tirer les leçons des derniers mois. Leur attachement à l'alliance américaine ne saurait justifier qu'ils s'en remettent entièrement au président des Etats-Unis pour les aspects de la politique internationale touchant le plus directement à leurs intérêts. Dans l'avenir immédiat, une politique extérieure commune, dans les domaines essentiels à la sécurité de l'Union dans son ensemble, ne pourra résulter que d'un renforcement de la coopération intergouvernementale. Celui-ci est indispensable, mais sa réalisation dépendra de l'émergence d'une capacité de leadership actuellement inexistante. En ce qui concerne la France, ce n'est pas le moindre des enjeux pour les élections législatives. Pour que l'Europe existe sur la scène internationale, il faut une France cohérente, et donc un gouvernement qui soit celui du président.

Thierry de Montbrial pour Le Monde

Le Monde
ÉDITORIAL

La leçon de Fortuyn

LE JEU DE MASSACRE qui frappe, l'un après l'autre, les gouvernements sociaux-démocrates d'Europe va-t-il s'arrêter un jour ? La gifle retentissante que vient de recevoir le Parti du travail néerlandais, qui a perdu la moitié de ses sièges au Parlement pour se retrouver en troisième position sur l'échiquier politique derrière la Liste Pim Fortuyn (LPF) après huit années de gouvernement dont personne ne conteste les performances, est un avertissement de plus pour une gauche européenne qui se sentait dominante à la fin des années 1990.

Le succès posthume de Pim Fortuyn, le tribun populiste assassiné le 6 mai, est sans doute un phénomène qui trouve ses racines au fond de la société batave, écartelée entre un conservatisme hérité du calvinisme et une libéralisation des mœurs qui fit des Pays-Bas le premier pays à légaliser les drogues douces ou l'euthanasie. L'imprécateur excentrique portait en lui-même ses contradictions, soutenu par de nombreux immigrés alors qu'il clamait que « les Pays-Bas sont pleins » et pourfendant l'islam pour son hostilité aux homosexuels.

Mais, derrière les spécificités nationales des différents mouvements populistes ou extrémistes qui ont le vent en poupe, derrière la personnalité de leurs leaders, de l'Autriche à la France, de l'Italie au Danemark, à la Belgique ou aux Pays-Bas, sans oublier la Suisse, on retrouve un fond commun dont la LPF a su très habilement jouer. Si le tribun défunt ne pouvait se voir reprocher aucun lien personnel avec

l'extrême droite qui véhicule ces idées brunes héritées de l'entre-deux-guerres, son parti n'en présente pas moins une version modernisée du même fond de haine et de xénophobie. Son refrain, c'est l'immigration, la criminalité, la bureaucratie et cette gouvernance technocratique qui, après avoir bien réussi, a fini par lasser. Il utilise le manque de supplément d'âme pour imposer le retour à des valeurs fortes comme la sécurité et un appel maurassien à l'écoute du pays réel contre les élites. Comme Le Pen, Pim Fortuyn prétendait dire tout haut ce que d'autres pensaient tout bas, façon de libérer aussi le pire.

La dépolitisation de la politique au nom de la gestion a fait le lit de ce néopopulisme. Et si elle bénéficie aux partis de droite classique, comme les chrétiens-démocrates du probable premier ministre Jan Peter Balkenende, l'élection est un avertissement pour la classe politique tout entière. Les conservateurs vont devoir gérer des relations avec une nouvelle droite plus hétérogène dont les idées et l'électorat dépassent les vieux clivages.

La gauche aussi, principale victime de cette lame de fond. Parce qu'elle était au pouvoir dans la plupart des capitales des Quinze. Mais aussi parce qu'elle paie le prix d'une mondialisation qui la prive des moyens traditionnels de conduire la politique économique et sociale que ses électeurs attendaient d'elle. Comme l'a dit le premier ministre sortant Wim Kok, « ce sont des temps difficiles pour la social-démocratie aux Pays-Bas et en Europe ».

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenclz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

MICHEL PLATINI. Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 8 mai, ce n'est pas Alain Prost, mais Michel Platini qui a déclaré : « Jospin aime le sport, Chirac aime les sportifs. »

FESTIVAL DE CANNES. Dans notre supplément « Cannes » (*Le Monde* du 16 mai), le crédit de la photographie de David Lynch en page 2 est erroné. La photographie est Stéphanie Cornfield.

CARNET DE CAMPAGNE. Dans nos premières éditions du *Monde* du 16 mai, nous avons publié par erreur une photographie de l'ac-

teur Philippe Caubère en illustration du carnet de campagne de dernière page, consacré à François Salish, électeur marseillais. Nous prions l'un et l'autre de bien vouloir nous excuser.

PABLO PICASSO. Né à Malaga, Pablo Picasso était andalou et non catalan, comme nous l'avons écrit par erreur dans la chronique « Sur le Net » parue dans *Le Monde* du 14 mai.

TASCHEN. Nous avons écrit par erreur dans nos premières éditions (*Le Monde* du 16 mai) que l'Allemand Benedikt Taschen était devenu éditeur à l'âge de 11 ans, au lieu de 21 ans.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Cour

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Les délires du mépris antipalestinien

par José Bové, Rony Brauman et Nahala Chahal

IGNORANTS, bornés, arrogants : voici le portrait-type, selon le cinéaste Claude Lanzmann (*Le Monde* du 10 mai), de ces militants qui se sont mobilisés pour faire pacifiquement barrage à l'avancée des chars israéliens contre le siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah.

La revue *Les Temps modernes*, qu'il dirige, a soutenu, en d'autres temps, le droit des peuples à la justice et à l'autodétermination. Claude Lanzmann peut aujourd'hui accabler de son mépris ceux pour qui cette cause demeure d'une brûlante actualité. Il peut tourner en dérision, dans un long point de vue, l'action de ces groupes citoyens sans équivoque, et moins encore condamner, la politique de colonisation en Cisjordanie et à Gaza, méthodiquement développée par les autorités israéliennes. Il peut tenir pour quantité négligeable le doublement de ces colonies juives dans les territoires occupés depuis la signature des accords d'Oslo, tout en s'indignant de l'ignorance dans laquelle se trouvent les « touristes humanitaires » des « raisons et concaténations qui conduisent à la situation actuelle ». Triste régression.

Ce que ces groupes ont accompli, pourtant, aucun gouvernement ou

ment des Palestiniens assésés. Ils n'ont pas mis fin à cette guerre coloniale, mais ils ont démontré, par la diversité de leurs origines et la clarté de leurs positions, que l'exigence de justice, sans haine ni manichéisme, reste bien vivante sous tous les horizons de la planète.

C'est là, dans cette volonté incassable de rappeler que la résistance à l'oppression est un droit fondamental, que réside leur légitimité. Plus que quiconque, en maintenant avec leurs moyens dérisoires un lien entre la Palestine bouclée et le reste du monde, ces groupes auront travaillé à désamorcer la spirale de haine où se trouve entraîné le Proche-Orient.

Non, monsieur Lanzmann, ce n'est pas la « haine anti-israélienne » qui animait ces gens. Franc-tireurs pacifiques, ils ne visaient rien d'autre qu'une paix juste. Leur opposer « les hommes véritables (sic) des véritables brigades internationales », les abaisser au rang de « faux témoins » et de manipulateurs, c'est simplement faire preuve d'un insupportable mépris pour les souffrances d'une population et pour ceux qui ne se résignent pas à cet état de fait. Contrairement à ce que vous affirmez, Claude Lanzmann, sur un ton péremptoire, ces hommes et ces femmes ont visité Israël, rencontré des Israéliens et longuement discuté

d'ailleurs, qui se dressent contre la propagande que vous relayez avec tant de légèreté.

Ils savent, comme tout le monde, sauf vous, qu'il y a bien longtemps que les Palestiniens de la bande de Gaza n'ont plus le droit de travailler en Israël. Ils savent, eux, que les négociations de Camp David n'en

JOSÉ BOVÉ est chargé des relations internationales de la Confédération paysanne

RONY BRAUMAN est médecin, ancien président de Médecins sans frontières ; il enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris

NAHALA CHAHAL est coordinatrice de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien.

étaient pas et que c'est Ehud Barak qui a brutalement interrompu les pourparlers de Tabá (où fut mis sur la table un véritable plan de paix, effectivement), par peur de perdre les élections.

Non, monsieur Lanzmann, nul ne croit que « des barbares arrachent les oliviers par plaisir, qu'ils détruisent les maisons au bulldozer ou les font sauter à la dynamite par sadisme pur ». Ce sont des soldats qui le font parce qu'ils ont reçu l'ordre de le faire. Et ce sont ces ordres infâmes que refusent d'exécuter les objectifs de conscience israéliens.

Si vous aviez pris la peine de passer quelques jours dans les territoires occupés, si vous aviez cherché à savoir à quoi y ressemble la vie quotidienne, vous qui affirmez si bien renoncer à la réalité du Proche-Orient, vous auriez honte de la travestir en une « plainte des communicants Palestiniens, plainte rodée, théâtralisée ». Vous auriez compris depuis longtemps que la sécurité d'Israël n'a pas d'autre avenir que celui de la justice rendue aux Palestiniens et, dans l'immédiat, l'assurance de leur protection.

Non, monsieur Lanzmann, la raison d'être du voyage en Israël des écrivains qui se sont exprimés dans les pages *Débats du Monde*, ce n'est pas de « dénoncer Israël, essence et existence confondues, comme l'incarnation du Mal ». Rien, dans leurs propos ni dans ceux des volontaires des missions civiles, ne vous autoriserait à leur attribuer cette pensée stupide et odieuse. Leur ambition n'est autre que de témoigner d'une situation insupportable et de réduire, si

peu que ce soit, la disproportion des forces en présence en s'adressant à l'opinion publique.

Que l'auteur du film *Shoah* fasse preuve d'une telle insensibilité aux souffrances d'un peuple, que le directeur des *Temps modernes* se montre si hermétiquement fermé au scandale politique et humain d'une occupation qui dure depuis trente-cinq ans, voilà qui a de quoi déconcerter. Mais passons, car ces contradictions sont les vôtres, après tout.

Reste le conflit, dont l'issue semble s'éloigner de jour en jour. Avec l'entrée au gouvernement du général Effi Eitam, un exalté raciste partisan du « *Grand Israël* », et avec les récentes déclarations du premier ministre, il est certain que le blocus,

les bombardements, les détentions administratives et autres punitions collectives vont se poursuivre, que la répression va continuer de tenir lieu de politique.

Le refus opposé par Ariel Sharon à toute commission d'enquête, même exclusivement américaine, sur l'attaque de Jénine est un message éloquent en ce sens.

C'est ce camp d'éradicateurs, cette stratégie jusqu'au-boutiste de kamikaze que vous défendez aujourd'hui. Pourquoi ?

L'armée israélienne, nous en convenons volontiers avec vous, « n'est ni un ramassis de voleurs, ni une bande d'assassins ». C'est une armée d'occupation. Cela suffit pour justifier la réprobation, non pas d'Israël en tant que tel, mais de sa politique

d'expansion. Ce pays, écrivez-vous, « est une démocratie et une puissance ». Une puissance, certes, qui pourrait le nier ? Mais une démocratie ? Pas tant qu'il opprimerait un autre peuple.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, en définitive : du droit d'avoir des droits. C'est ce principe fondateur de toute politique décente que les volontaires des missions civiles et les écrivains sont allés défendre aux côtés des Palestiniens à Ramallah. Il est affligeant de constater que, sous les auspices de Sartre (« *un Parlement à lui tout seul* », avez-vous écrit), vous accablez d'insultes et de sarcasmes des hommes et des femmes qui se sont mobilisés pour le seul combat qui vaille : celui de la liberté et de la justice.

Que l'auteur du film « Shoah » fasse preuve d'une telle insensibilité aux souffrances d'un peuple, voilà qui a de quoi déconcerter

organisme politique ne le faisait, aucune institution humanitaire ne le pouvait. Leur action a bloqué l'état dans lequel le gouvernement israélien s'était promis d'étouffer le président de l'Autorité palestinienne. Ces citoyens, en provenance des cinq continents, ont arrêté l'invasion et probablement la destruction de l'hôpital de Ramallah. Grâce à leur présence permanente sur les lieux, l'hôpital a pu continuer à fonctionner tant bien que mal.

A force de ténacité et de courage physique (il en fallait, monsieur Lanzmann, contrairement à ce que vous faites mine de croire), ces groupes ont symboliquement brisé l'isole-

du conflit avec eux. Jamais leurs initiatives n'auraient pu avoir lieu sans la mobilisation des pacifistes israéliens.

Non, monsieur Lanzmann, ce n'est pas le camp du « bien absolu » que nous avons choisi. C'est, plus prosaïquement, plus fondamentalement surtout, celui de la défense des droits nationaux des Palestiniens reconnus par l'ONU. On rencontre aussi dans ce camp, vous semblez l'oublier, des citoyens israéliens, militants des droits de l'homme, des officiers et des soldats, des intellectuels qui, en d'autres temps sans doute, auraient pu être des lecteurs des *Temps modernes*. Ceux-là même,

Les juifs de France entre deux feux par Henri Hajdenberg

VUE des Etats-Unis, la situation des juifs de France paraît brûlante. Ils sont pris entre deux feux : les incendies de synagogues et la flambée lepéniste. Nombre de journalistes américains ont dénoncé l'idéologie antisémite sous couvert d'hostilité à Israël et le président George Bush a sonné l'alarme.

Les faits et leur répercussion sont suffisamment graves pour qu'on essaie d'éviter les amalgames.

D'une manière abrupte, les statistiques livrent un nombre impressionnant d'agressions à l'égard de lieux communautaires juifs et d'individus, dans certains quartiers et banlieues des grandes villes où populations juive et d'origine maghrébine se côtoient. Pour l'instant, à de très rares exceptions, les juifs des quartiers bourgeois ont été épargnés par cette vague ravageuse.

Le malaise d'être juif en France existe. Des juifs de toutes les couches sociales envisagent de quitter leur pays. En dépit du terrorisme palestinien, l'intérêt pour l'immigration en Israël n'a jamais été aussi manifeste. Le Canada consacre des spots publicitaires à ses possibilités d'accueil sur les ondes des radios juives.

Malgré la mobilisation lepéniste des derniers mois, aucun indice ne permet de lier les auteurs des agressions avec un mouvement d'extrême droite. Pour Malek Boutih, président de SOS-Racisme, les délinquants arrêtés sont des « voyous ». Il n'empêche que, dans leur grande majorité, ils sont issus des milieux

arabo-musulmans et qu'ils n'incendient pas des églises.

La difficulté voire l'impossibilité d'évoquer la Shoah dans certains lycées à forte présence de jeunes originaires du Maghreb, leurs remarques et leurs insultes à l'égard d'enseignants ou d'adolescents juifs témoignent d'un comportement fortement antisémite par rejet d'Israël.

Il n'existe pas de revendication d'une action antisémite par des dirigeants musulmans. Au contraire, en France, l'imam de la Grande Mosquée de Marseille et le recteur de la Mosquée de Paris ont dénoncé les actes antijuifs. L'antisémitisme dont il s'agit est voilé et apparemment inorganisé. Mais son origine et ses sources sont discernables. Les violences ont commencé au début de la seconde Intifada. L'image diffusée en boucle du petit Mohammed agonisant dans les bras de son père est certainement leur déclencheur, comme l'ont été récemment les reportages télévisés sur les représailles israéliennes en Cisjordanie après la série d'attentats palestiniens.

Dans le discours de Ben Laden propagé avec la plus grande ampleur se trouve le fondement « idéologique » du combat antijuif. L'assassinat de sang-froid par des terroristes du journaliste américain du *Wall Street Journal* Daniel Pearl en est le plus triste exemple : il a été forcé à se déclarer juif devant des caméras. C'est la seule motivation du crime. Ce message trouve toute sa résonance, consciemment ou inconsciemment, dans la multiplication des actes délictueux depuis septembre 2001.

Pour l'instant, sans vouloir consi-

dérer le phénomène de violences antisémites comme négligeable – loin de là –, il est identifiable à certains groupes de marginaux. Si ce virus de l'antisémitisme dérivé de l'hostilité à Israël se propage dangereusement au sein de milieux spécifiques, la plus large majorité de la population française n'est pas atteinte par ce déviationnisme inacceptable. Cependant il faut crier gare à certaines dérives. Celle de José Bové en visite éclair à Gaza est la plus spectaculaire : il a assimilé par son vocabulaire sélectif la condition palestinienne à celle des déportés.

Critiquer Ariel Sharon, son gouvernement, comme le font nombre d'Israéliens, n'est certes pas de l'antisémitisme. Cela relève de la liberté d'expression. Mais le parti systématiquement propalestinien de reportages télévisés n'est pas banal. Une sorte de compréhension, voire de légitimation, semble couvrir les attentats programmés des Palestiniens, à leur échelle véritable crime contre l'humanité. Les représailles israéliennes à Jénine ont été présentées à répétition comme un massacre, avec toujours les mêmes images des mêmes immeubles détruits. Mais il n'y a pas eu de reportages en boucle pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'un massacre de plusieurs centaines de civils, comme l'avait annoncé la propagande palestinienne, mais que 50 à 80 combattants étaient morts.

L'image donnée d'Israël ne peut être que celle de l'occupant, de l'oppressé, du dominateur, celle des Palestiniens, de victimes. Les Israéliens, parce qu'ils sont juifs, ont droit à un autre regard, à un autre

jugement que celui porté sur les Arabes. Il ne s'agit pas de d'une discrimination positive : elle est raciste à l'égard des Juifs et des Arabes. Vingt Algériens, femmes et enfants abattus de sang-froid, ont droit à dix secondes, sans images, au journal télévisé. Cent mille tués en Algérie ont moins d'importance que mille morts palestiniens.

HENRI HAJDENBERG est avocat, ancien président du CRIF et du Congrès juif européen.

Qui s'étonne de l'absence de mobilisation des 4 millions de Maghrébins en France, pour la paix civile dans leur pays d'origine, alors que leurs associations s'activent si promptement lorsqu'il s'agit des Palestiniens ?

Il ne serait pas inutile que les responsables des journaux télévisés de leurs propres dérives concernant le climat antijuif qui se développe dans certains milieux.

Pendant cette vague d'agressions antisémites, Le Pen a relevé le front jusqu'à se hisser au second tour de l'élection présidentielle. A l'étranger, on s'intéresse peu à analyser le glissement protestataire qui dérape vers l'extrême droite. Aux Etats-Unis et en Israël, on retient, non sans raison, que 6 millions d'électeurs ont voté pour un candidat notoirement connu pour être un antisémite. Le Pen est le seul homme politique en Europe pour qui l'anéantissement de 6 millions de juifs est un « détail de l'histoire ». En publiant des encarts publicitaires

pétitionnaires du monde libre demandent maintenant aux universitaires d'éviter la France ? Je suis donc parti pour affirmer mon désaccord avec mes collègues qui appellent au boycott universitaire d'Israël et témoigner de ma solidarité avec mes amis d'Israël qui veulent la paix. Là-bas, j'ai pourtant constaté que,

ANTOINE COMPAGNON est professeur de littérature française à l'université Paris-IV-Sorbonne et à l'université Columbia de New York.

dans les faits, les relations étaient à peu près suspendues avec les universitaires européens, en particulier français, qui ont été trop rares à faire le déplacement depuis un an.

Or la vie doit continuer. Le soir de mon arrivée, après une acalmie de plusieurs semaines, une bombe a explosé dans une salle de jeux illégale, non fermée dans l'attente d'une décision de justice, et non gardée à cause de son illégalité. Quinze morts. A cause des enterrements, la circulation est ralentie sur la route de Bar Ilan, mais les étudiants sont là. Il y a un an, à ma dernière visite, le choc de la désillusion était dramatiquement apparent, succédant brutalement aux espoirs de paix pour toujours qu'avaient entretenus les élections de 1999 et les négociations de Camp David. Le déclenchement de l'Intifada avait surpris l'opinion

en plein travail de deuil, sur le point d'accepter la restitution des territoires occupés depuis 1967 en échange de la reconnaissance d'Israël et de la paix. Cette fois, la conviction est à peu près acquise que les Palestiniens, en tout cas les leaders sinon le peuple, ne veulent pas de paix avec Israël. Le désespoir a cédé devant la violence, et les mêmes interlocuteurs qui s'en voulaient l'an passé d'avoir cru à la paix pour leurs enfants semblent – c'est le plus inquiétant – être en train de prendre leur parti d'une guerre longue. On se dispute seulement sur sa durée.

Au bout d'un an, la preuve est en passe d'être administrée par le sang que la destruction d'Israël reste le but ultime du leadership palestinien, que la restitution des territoires et la double souveraineté de Jérusalem seraient des leurres. En un an, le climat de l'opinion a été bouleversé, et on s'installe dans la durée tragique.

Et en même temps – indice peut-être que subsiste quand même le secret espoir que ce soit plus court –, l'incohérence règne encore. Devant les cafés et les restaurants, les gardiens sont plutôt débouillonnés. La culture de plage n'est pas révolue : par ce bel après-midi de shabbat, les corps en maillot se pressent au bord de l'eau, envoûtés par la musique à tue-tête. A Tel-Aviv, on monte dans le bus pour Jérusalem après avoir traversé un parking qui n'est pas gardé et sans avoir été fouillé, mais on est fouillé à la descente du bus avant d'entrer dans la nouvelle gare routière de Jérusalem. La vie continue, dans le même désordre et avec la même détermination.

Mon dernier soir à Tel-Aviv, je me rends au plus grand meeting organisé pour la paix depuis septembre 2000, car les pacifistes israéliens s'expriment avec liberté. Sur la place Itzhak-Rabin, beaucoup des manifestants se rappellent sans doute avec émotion avoir été présents quand Rabin fut assassiné ici en 1995. Malgré le renversement de la situation et sa gravité, une foule assez bon enfant mêle des hommes et des femmes d'un certain âge et des bambins sur les épaules de leurs parents. Entre 60 000 et 100 000 personnes sont rassemblées sur cette place, c'est-à-dire 600 000 à 1 million à l'échelle de la France, plus que pour défendre l'égalité le 1^{er} mai sur la place de la République, où on a parlé d'une mobilisation immense. Et pour applaudir des discours qui tous réclament la coexistence de deux Etats – « *Deux Etats pour deux peuples* » –, le démantèlement des colonies et le retrait des territoires (allant jusqu'à parler d'une nouvelle alya, d'un retour en Israël des colons assimilés à une diaspora), enfin la division de Jérusalem. Pour exiger la démission de Shimon Pérès et condamner l'intransigeance d'Ariel Sharon.

Je dis donc à mes collègues de France : ne boycottez pas Israël, où votre visite n'implique pas un soutien à toute la politique de Sharon ; n'augmentez pas la méfiance dont la France, sa politique et ses médias sont aujourd'hui l'objet là-bas ; ne vous prenez pas pour des Jean-Paul Sartre refusant de se rendre aux Etats-Unis durant la guerre du Vietnam, car la situation n'a rien à voir. La guerre est dans Israël. Allez-y : soutenez les amis israéliens qui veulent la paix. Ils ont besoin de vous.

La Terre sainte est en Europe

par Bronislaw Geremek

LES événements dramatiques du Proche-Orient nous font prendre conscience une fois de plus que, dans la stratégie des relations internationales, on ne peut trouver de solution efficace que si on fait preuve de courage et d'imagination.

Trop d'intérêts contradictoires se croisent dans cette région du monde, trop de haines réciproques se sont accumulées pour que des actions diplomatiques classiques ou de routine et des médiations puissent encore donner des résultats.

L'impuissance de la communauté internationale face à ce conflit qui, pour de nombreuses raisons, dépasse les frontières régionales et menace la paix dans le monde, pourrait devenir un mauvais exemple et avoir des conséquences incalculables. Il faut à tout prix chercher des solutions pour enrayer la spirale de la terreur et de la violence et enclencher les mécanismes de règlement du conflit et de la réconciliation.

La perspective de tirer un trait d'un seul coup sur le conflit semble peu vraisemblable. Il faut donner du temps au temps afin de relancer une nouvelle fois le processus de paix et lui donner la bonne direction.

Les récentes déclarations du président des Etats-Unis, George W. Bush, et le projet du prince Abdullah d'Arabie saoudite ont cla-

L'Europe pourrait jouer un rôle capital dans le règlement de la crise en proposant aux deux adversaires – Israël et Autorité palestinienne – l'adhésion à l'Union européenne

rifié le point de départ. La nécessité d'assurer une existence durable de deux Etats, l'Etat d'Israël et l'Etat palestinien, est désormais acquise.

L'arrêt des attentats à la bombe palestiniens et le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés devraient aboutir non seulement à un cessez-le-feu mais aussi à la séparation des camps opposés. La proposition du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Kofi Annan, d'interposer des forces armées internationales (sous forme de forces d'imposition de la paix, mais aussi de forces de maintien de la paix) semble incontournable.

La création d'un « groupe de contact » qui, tout comme dans la crise du Kosovo, serait un forum politique de négociations pourrait lancer un mécanisme nécessaire de collaboration. Ce groupe de contact pourrait réunir l'ONU, les Etats-Unis, l'Union européenne, l'OTAN avec la Russie et peut-être aussi la Ligue arabe.

Toutefois, tout dépendra des deux parties du conflit parce que ce sont justement les adversaires ou les ennemis d'aujourd'hui qui doivent s'asseoir à une table ronde et se décider à désamorcer le conflit, régler le différend et créer des perspectives de réconciliation.

Il faut s'attendre à ce que ce soit un long processus. L'ONU pourrait jouer un rôle fondamental dans les actions internationales pour le processus de paix au Proche-Orient. Le rôle-clé des Etats-Unis est lui aussi évident. Je voudrais néan-

moins plaider pour que l'Europe prenne ses responsabilités dans ce processus. L'Union européenne pourrait devenir un important partenaire pour une paix durable dans la région.

On ne peut toutefois pas se limiter à des déclarations de condamnation, même si le principe d'égalité

BRONISLAW GEREMEK est ancien ministre polonais des affaires étrangères, historien.

distance envers les deux camps opposés est maintenu, on ne peut pas se livrer à une course ou se faire une concurrence entre diplomates. Il faut une vision stratégique à long terme qui donnera une chance aux deux camps.

Le Proche-Orient se situe dans l'horizon naturel de l'Union européenne, pas seulement du fait que ses côtes sont si proches des nôtres, mais parce que le monde méditerranéen a eu une signification fondamentale dans la formation de la civilisation européenne. Il a aussi une signification pour le présent et l'avenir de l'Union européenne – la politique de la « dimension méditerranéenne » de l'Union européenne en est l'expression.

L'Europe ne peut pas se détourner de la Méditerranée. L'Europe devrait faire part au Proche-Orient de son expérience en matière de cohabitation de différentes cultures et religions, de son expérience historique en matière de transfert de populations (il y a eu aussi des « expulsions ») et de ses expériences de discussion entre ennemis, de réconciliations entre nations qui se sont réunies dans les Communautés européennes.

L'Europe a réussi à repousser les haines grâce à l'éducation, à l'acceptation du multiculturalisme et à la promotion du dialogue entre les civilisations et les religions. C'est aussi l'expérience de la construction de la paix, de la stabilité et de la prospérité économique – tout ce qui aujourd'hui serait nécessaire à Israël et à la Palestine.

L'Europe pourrait jouer un rôle capital dans le règlement de la crise en proposant aux deux adversaires – Israël et Autorité palestinienne – l'adhésion à l'Union européenne. Cela peut paraître une illusion mais c'est pourtant dans la logique de l'évolution de l'Union européenne.

Assurément, cela ne devrait pas être une appartenance fondée sur le principe des conditions préférentielles, mais sur la pleine adaptation des critères de Copenhague, comme cela a eu lieu lors des négociations concernant l'actuel élargissement.

Cela signifie qu'à partir du moment où elle commence les négociations d'adhésion l'Union européenne fait entrer au cœur du débat l'analyse, d'une part, des questions du respect des droits de l'homme, de la démocratie et des principes d'un Etat de droit et, d'autre part, du fonctionnement de l'économie et de l'administration publique.

Les deux Etats obtiendraient ce dont ils ont le plus besoin, à savoir l'espoir pour l'avenir, le respect de leur propre existence et la dignité. Le processus de paix devient alors équilibré et il s'inscrit dans une durée juste, c'est-à-dire le long terme. L'Europe – en pleine collaboration avec les autres – remplit un rôle salutaire pour la paix dans le monde.

Elle le fait aussi dans son propre intérêt : peut-être vaut-il la peine d'admettre que la Terre sainte se situe tout simplement en Europe.

Traduit du polonais
par Elisabeth Kulakowska
© Bronislaw Geremek

Les textes proposés à la page Débats

du Monde peuvent être transmis :

- par voie postale :

Le Monde, page Débats,

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242, Paris

- par télécopie : 01 42 17 21 22

- par courriel : opinions@lemonde.fr

Dans tous les cas, nom, adresse

et numéro de téléphone des auteurs

doivent accompagner ces envois.

Espoirs et défis par Barbara Hendricks

DANS ma mémoire resteront gravées les images de deux événements récents et je les compterai parmi les quelques grands moments et tournants de l'Histoire dont j'aurai eu la chance d'être témoin.

Premièrement, les images et les cris d'alarme de cette jeunesse française donnant une leçon extraordinaire de civisme à nous tous. Ils m'ont inspiré un énorme espoir pour l'avenir de la démocratie en Europe. Cette démocratie plus menacée que jamais par notre manque de volonté et de courage. Dès le lendemain du premier tour de l'élection française, ils ont abandonné les fictions de « Loft Story » pour devenir les acteurs d'un vrai drame de la vie où l'enjeu était leur avenir, l'avenir de la République, de l'Europe et la survie des principes de la démocratie. Ils ont senti tout de suite après ce premier tour ce qui était exigé d'eux par l'Histoire. Ils ont été généreux et joyeux.

Après la fin de la guerre froide, nous avons ressenti l'espoir d'un nouvel ordre mondial, plus équitable, plus juste, plus solidaire, d'un monde avec davantage de respect pour les droits de l'homme : ces espoirs sont loin d'être réalisés. Nous n'avons pas été assez vigilants, et surtout : nous avons été

un peu trop naïfs en croyant que le monde entier allait embrasser immédiatement, et sans en avoir fait l'apprentissage, les principes de cette démocratie qui exige un engagement et une participation constante et militante de chaque citoyen.

Nous avons trop l'habitude de nous attendre à ce que tout se fasse instantanément, sans effort, et sans souffrance. Ceux qui sont sortis de l'ombre des pays de l'empire soviétique ont été séduits davantage par le mirage de bonheur que notre monde moderne leur offrait que par la lutte constante pour maintenir la liberté. Un monde égoïste et matérialiste où les citoyens des pays prétendus démocratiques avaient déjà depuis un certain temps oublié leurs devoirs civiques : participer équivalait à être informés et voter en disant qu'« après tout, ça ne sert à rien ».

Dans une démocratie, on a les dirigeants que l'on mérite. Osons dire non à la médiocrité. Merci à cette jeunesse de France pour cet espoir que vous m'avez redonné. Merci à la France pour avoir suivi vos enfants aux urnes.

L'autre image du lendemain du second tour qui m'a frappée et émue a été le sourire d'Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix en 1991, sortant au soleil, accueillie par les personnes qui l'ont soutenu

comme leur symbole de l'espoir démocratique en Birmanie. Sa lutte date de 1988. Elle avait gagné les élections en 1990 avec 82 % des voix. La junte militaire birmane avait alors refusé de se soumettre à la volonté du peuple. Sa première assignation à résidence a duré jusqu'en 1995. Lorsqu'elle a reçu le prix Nobel de la paix en 1991, elle est restée prisonnière. Sa liberté de mouvement a été entravée et ses partisans ont été arrêtés et harcelés.

Je l'ai rencontrée secrètement en 1997 et j'ai été frappée par sa beauté rayonnante, sa sérénité et sa détermination, par son courage politique. Elle a accepté de sacrifier sa vie de femme et de mère pour la cause de son peuple. Elle m'a dit qu'il fallait insister sur le maintien des sanctions envers la junte. Elle avait réalisé que les généraux de la junte ainsi que les membres de leurs familles avaient pris l'habitude d'un certain train de vie et qu'ils auraient beaucoup de difficulté à s'en passer après tout ce temps. Il semble qu'elle avait eu raison et qu'ils commencent à en ressentir les effets.

J'avais amené ses messages à New York à Kofi Annan, à la Commission à Bruxelles et à Mary Robinson à Genève. Je lui avais envoyé les réponses, les messages d'encouragement et même des dis-

ques de Mozart par courrier diplomatique, et dernièrement, une lettre de condoléances après la mort de son mari, mort loin d'elle en Angleterre. Il y a un an, j'ai voulu retourner la voir, mais cette fois-ci l'état était trop serré autour d'elle, et même avec toute l'aide de mes amis diplomates cela n'avait pas

BARBARA HENDRICKS est une cantatrice suédoise d'origine nord-américaine.

été possible. Aujourd'hui, ma joie est immense.

Ce n'est pas la fin de ces deux histoires, mais seulement des ouvertures et un encouragement dans la lutte pour une vraie démocratie. Il ne faut pas perdre de temps ni d'occasion d'aller jusqu'au bout de ces deux ouvertures. Nous devons travailler main dans la main avec la jeunesse de France et d'Europe. Continuons, restons vigilants et battons-nous pour un monde meilleur.

Il ne faut pas abandonner la « dame de Rangoon » et son peuple. Aidons-la à réaliser son objectif d'un partage du pouvoir et d'une réconciliation nationale du peuple birman.

La liberté n'est pas donnée mais gagnée par une vigilance constante.

BRITISH AIRWAYS

Radisson EDWARDIAN HOTELS

LONDON
Tourist Board and Convention Bureau

VOUS ADOREREZ
LA RELÈVE DE
LA GARDE
(PRIX INCHANGÉ DEPUIS 1892... C'EST GRATUIT !)

La Grande Bretagne à portée d'ailes de la France. Multipliez les occasions de partir. Chaque semaine, British Airways propose 400 vols directs vers Birmingham, Bristol, Cardiff, Edimbourg, Londres.	Manchester au départ de la France ainsi qu'un grand choix de destinations en correspondance : Aberdeen, Edimbourg, Glasgow, Inverness, Guernesey, Jersey, Leeds, Bradford, Newcastle, Plymouth.	Logez au luxueux London Radisson Edwardian Vanderbilt Hotel pour €163! – inclus dans le prix: un petit déjeuner anglais et une bouteille de Champagne à l'arrivée, ainsi qu'un surclassement de chambre gratuit.
---	---	--

Cette offre fantastique et bien d'autres encore sont valables uniquement sur www.grandebretagne2002.com ou en appelant votre agence de voyages. Ne vous en privez pas !

BRITAIN

UNIQUEMENT EN GRANDE-BRETAGNE. UNIQUEMENT EN 2002.
www.grandebretagne2002.com

BRITISH AIRWAYS: "Selon les destinations, les vols sont assurés au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris et Toulouse. RADISSON EDWARDIAN: Tarif uniquement valable pour la nuit de vendredi, dimanche et du dimanche. Ce tarif inclut l'ETC par nuit et comprend un petit déjeuner anglais pour un ou deux adultes partageant une chambre "first" ou "second". Ce tarif peut être sujet à des modifications saisonnières. À disposition au service clients du centre de change au moment de la réservation. *La bouteille de Champagne à l'arrivée nous est offerte jusqu'au 31 septembre 2002; après cette date une bouteille de vin vous sera offerte. Sur classement de la chambre selon la disponibilité et le montant du check-in. *ETA: Cette offre n'est pas liée par ou en association avec le British Tourist Authority et ce dernier ne pourra pas être responsable de l'acceptation des conditions de cette offre. Cette offre est indépendante et ne fait partie d'aucun ensemble d'offres.

L'Union européenne a déposé, mardi 14 mai, auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les listes des produits d'importation américains qui pourraient faire l'objet de **DROITS DE DOUANES** alourdis

si les Etats-Unis persistent à surtaxer leurs **IMPORTATIONS D'ACIER** en provenance d'Europe et du Japon. Une première série de produits à base d'acier, mais aussi des secteurs textile, agroalimentaire ou

papeter, se verraient imposer des taxes de 100 % dès le 18 juin. Ces menaces de **RÉTORSION** de la part de l'Union européenne illustrent la tension qui monte de part et d'autre de l'Atlantique. Une tension avi-

vée par les subventions massives accordées aux agriculteurs américains par le président George W. Bush, à quelques mois des **ÉLECTIONS** à mi-mandat, au Congrès, en novembre.

L'Europe menace les Etats-Unis d'une guerre économique

L'Union européenne a déposé mardi les listes de produits américains qu'elle menace de surtaxer si Washington persiste à pénaliser les importations d'acier outre-Atlantique. Les subventions accordées par M. Bush aux agriculteurs ont encore fait monter d'un cran la tension

BRUXELLES

de notre bureau européen

Ce n'est pas le moindre des paradoxes : en adoptant une attitude intransigeante, et à bien des égards indéfendable au regard des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à propos des importations d'acier, des subventions agricoles ou de celles déguisées à l'exportation que sont les Foreign Sales Corporations (FSC), les Etats-Unis, relève un haut fonctionnaire européen, « pourraient bien être le meilleur agent de l'intégration européenne », en provoquant une sorte d'union sacrée face à l'unilatéralisme commercial américain. La remarque est plaisante mais pourrait vite se révéler infondée : alors que s'égrène le compte à rebours pour l'imposition de sanctions européennes dans le conflit sur l'acier, les signes attestant que les Européens les plus atlantistes pourraient rompre cette solidarité communautaire se multiplient.

Comme prévu, l'Union a publié, mardi 14 mai, deux listes de produits américains sur lesquels elle appliquera des surtaxes allant jusqu'à 100 %, si Washington n'accepte pas d'accorder aux Européens des mesures de compensations (allègements de taxes sur d'autres produits), pour contrebalancer l'imposition de droits de douane sur les importations d'acier en provenance de l'Union européenne et du Japon. Ce dernier pays envisage aussi des mesures de rétorsion.

Deux listes ont été arrêtées

TEXTILE ET FRUITS DANS LE COLLIMATEUR

Secteurs	en euros		en %
	Exportations des USA vers l'Europe	Part de l'Europe dans les exportations mondiales des USA	
Acier	697 449	16,5	
Textile	584 521	1,4	
Auto/moto	277 838	13	
Fruits	183 574	83,1	
Papier	144 115	11,1	
Jus de fruits	128 019	12,8	
Optique/instr. de mesures	70 139	8,9	
Légumes	61 435	20,9	
Riz	42 718	13,4	
Armes	46 777	54,8	

Source : Eurostat

à Bruxelles : une dite « courte », qui entrerait en vigueur dès le 18 juin, et une « longue », applicable si l'OMC donne définitivement raison aux Quinze.

UNILATÉRALISME CROISSANT

Les responsables de la Commission veulent raison garder. Ces disputes commerciales peuvent avoir un effet boule de neige pour l'économie mondiale, dans la mesure où les échanges euro-américains représentent plus de 40 % du commerce international. Mais de tels différends ne concernent qu'environ 2 % des 400 milliards d'euros d'échanges annuels. Cette arithmé-

tique ne tient cependant pas compte de l'impact politique négatif sur le partenariat transatlantique, déjà affecté par d'autres disputes larvées, sur l'effort budgétaire insuffisant des Européens en faveur de la défense, qui, selon Washington, affaiblirait de facto l'Alliance atlantique, ou à propos de l'Irak.

Les Européens, eux, ont été abasourdis par l'annonce de la nouvelle loi américaine qui accorde un montant historique de subventions aux agriculteurs américains. Cette décision a été ressentie comme une provocation, au lendemain d'un sommet transatlantique, le 2 mai, faussement présenté com-

me consensuel. Le président George W. Bush n'avait pas craint d'enjoindre à ses alliés européens d'entreprendre une désescalade en matière de disputes commerciales, en retrouvant l'esprit de coopération ayant marqué le début de la guerre contre le terrorisme d'Al-Qaïda ! Cette attitude ne peut que conforter les partisans de la thèse selon laquelle l'Amérique n'envisage des « consultations » avec ses alliés que dans la mesure où ceux-ci s'alignent sur ses priorités.

PAYS SCEPTIQUES OU RÉTICENTS

La loi agricole américaine tend à vider de leur sens les critiques récurrentes contre la politique agricole commune (PAC), dont les subventions apparaîtraient presque dérisoires en comparaison de l'aide massive que vient d'accorder l'administration Bush aux représentants du puissant lobby des agriculteurs au Congrès. Chacun comprend bien que M. Bush doit absolument « acheter » le soutien de la *Farm belt* (les Etats agricoles du Midwest) avant les élections à mi-mandat de novembre, au Congrès et pour les postes de gouverneurs, tout comme le président avait été obligé de plier devant les pressions des « Etats sidérurgiques » s'agissant de l'acier. Mais de là à renier le credo libre-échangiste traditionnel des républicains !

L'exaspération des Européens est d'autant plus vive que, comme souvent, c'est avec une parfaite bonne conscience que l'administra-

tion américaine explique que ces concessions agricoles, à caractère fortement protectionniste, étaient nécessaires pour réunir une majorité sénatoriale favorable à l'adoption de l'« *Autorité pour la promotion du commerce* ». Cette procédure permet à la Maison Blanche de faire approuver sans modifications par le Congrès des accords commerciaux, elle serait donc favorable au... libre-échange. Washington renie ainsi de facto les engage-

« importations », résumait Joseph Stiglitz, Prix Nobel américain d'économie en 2001, dans un récent entretien à *La Tribune*. Le danger est que la levée de boucliers sur le dossier des subventions agricoles incite les Européens à durcir le ton à propos de l'acier. La Commission de Bruxelles s'est félicitée du vote intervenu, la semaine dernière, au « Comité 133 » (compétent en matière commerciale), mais cette unanimité des experts s'est faite

La plainte de 30 000 salariés d'îles américaines

Un juge des îles Mariannes du Nord, territoires américains du Pacifique, a autorisé plus de 30 000 travailleurs à porter plainte collectivement contre des grands détaillants américains du textile, accusés de les employer dans des conditions inacceptables. Cette décision est le dernier épisode de la controverse autour de Saipan, une de ces îles, où des immigrants sous-payés fabriquent des vêtements portant le label « made in USA ».

Le juge a également accepté que certaines sociétés puissent se dégager de la plainte en versant 8,75 millions de dollars (9,60 millions d'euros) de compensation. Les avocats ont précisé que les sociétés ayant refusé un règlement financier, notamment Gap et Levi Strauss, ont tenté de dissuader 19 autres sociétés de le faire.

ments de Doha, où a été lancé, en novembre 2001, un nouveau cycle de trois ans de négociations commerciales multilatérales, sur fond de promesses faites aux pays en développement de réduire les subventions agricoles accordées par les pays riches.

Les critiques européennes sont « la parfaite illustration de l'hypocrisie de l'administration Bush sur la libéralisation du commerce : le commerce est une bonne chose, pas les

sur... le seul principe de l'envoi des deux listes de sanctions à l'OMC.

Autre chose serait un vote des Quinze en faveur des sanctions. L'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, entre autres, sont sceptiques ou réticents à la perspective d'ouvrir des hostilités commerciales avec l'Amérique. La prise de sanctions pourrait être une victoire à la Pyrrhus pour l'Europe.

Laurent Zecchini

Plus de 1 000 exemptions demandées par les exportateurs d'acier européens à Washington

WASHINGTON

de notre correspondant

La notification des deux listes de produits sur lesquels l'Union européenne (UE) pourrait exercer des mesures de rétorsion à la hausse des tarifs américains sur l'acier n'a provoqué aucune émotion à Washington. Cette démarche s'inscrit dans le calendrier défini par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui donnait à l'UE jusqu'au 17 mai pour déposer ces listes.

Microsoft défendu à Bruxelles

La procédure engagée à Bruxelles contre le fabricant américain de logiciels Microsoft inquiète Washington. Le chef de la division antitrust du ministère de la justice américain, Charles James, a mis en garde la Commission lors de sa visite à Mario Monti, commissaire européen à la concurrence, mercredi 15 mai. Il a indiqué au *Financial Times* avoir fait part de son étonnement que la Commission envisage de sanctionner Microsoft sur des aspects « que nos tribunaux ont jugé conformes à la législation antitrust ». M. James a défendu une vision très américaine de la politique de la concurrence où « une entreprise peut légitimement utiliser les avantages obtenus sur un marché sur un autre marché ».

Les responsables américains contestent à l'UE le droit de répliquer aux hausses de taxes (de 8 % à 30 %) décidées par le président George W. Bush et entrées en vigueur le 20 mars. Celles-ci sont présentées comme des mesures de sauvegarde, prévues par le traité créant l'OMC. Les Européens répondent que les conditions justifiant de telles mesures ne sont pas réunies, les importations américaines d'acier en provenance de l'Europe n'ayant pas augmenté, mais, au contraire, diminué. Peu importe, en réalité, puisque les Européens sont d'accord pour rechercher un compromis sur les bases proposées par Washington : des

mesures de compensation ou de rééquilibrage, accompagnées d'exemptions en faveur d'un certain nombre d'entreprises.

COMPROMIS REMIS EN QUESTION

Les discussions sur les compensations sont engagées, indiquent les deux parties à Washington. Le principe de ces mesures est de protéger le volume global du commerce entre les deux camps, en distribuant différemment les baisses tarifaires précédemment acquises. En même temps, plus de 1 000 demandes d'exemption ont été présentées aux autorités américaines par des entreprises européennes exportatrices aux Etats-Unis ou par leurs clients américains. La décision de l'UE d'appliquer ou non des mesures de rétorsion dépendra aussi des réponses de l'administration américaine à ces demandes individuelles d'exemption.

L'administration Bush n'est pas à l'aise sur ces questions commerciales, qu'elle doit traiter sous la pression des élections de novembre au Congrès. Alors que le président cherche à obtenir du Sénat le droit de négocier des accords tarifaires, les démocrates, majoritaires dans cette assemblée, sont divisés. Le compromis qui se dessinait a été remis en question, lundi 13 mai, et la Maison Blanche menace d'un veto le texte que le Sénat se prépare à adopter. M. Bush se veut le défenseur du marché et de la baisse de la dépense publique, mais, lundi, il a signé une loi d'orientation agricole portant à 190 milliards de dollars (208,5 milliards d'euros), sur dix ans, le montant des aides à la production, soit 83 milliards de dollars de dépenses nouvelles par rapport à la loi de 1996, qui n'avait pas été respectée.

Au sein du gouvernement, Paul O'Neill, secrétaire au Trésor et ancien PDG du fabricant d'aluminium Alcoa, ne fait pas mystère de son hostilité aux mesures prises sur l'acier, qui ne font que retarder, estime-t-il, l'inévitable restructuration des producteurs américains.

Patrick Jarreau

L'Union cible des produits très politiques

ŒIL POUR ŒIL, dent pour dent. Aux 601 millions de dollars (660 millions d'euros) de taxes douanières supplémentaires que les Etats-Unis entendent prélever sur les 2,3 milliards de dollars d'importations d'acier, l'Europe réplique par une « dîme » de 583 millions de dollars sur 2,2 milliards d'exportations américaines. A y regarder pourtant de plus près, la riposte de l'Union européenne n'a rien d'arithmétique. L'inventaire à la Prévert adressé par Bruxelles à l'Organisation mondiale du commerce (des mouchoirs en papier aux castagnettes, en passant par les véhicules de pompiers et les imprimantes à jet d'encre) répond en réalité à une logique toute politique. Les frappes de la Commission sont chirurgicales et précises.

► **Les Etats sidérurgiques**. Il était logique que les industries bénéficiaires du plan Bush sur l'acier soient les premières frappées par les représailles européennes. De fait, les produits dérivés de l'acier, des machines-outils aux tondeuses à gazon, en passant par les lunettes, représentent le premier poste en volume d'importations de la liste publiée par Bruxelles.

► **Les Etats « Bush »**. A tout seigneur tout honneur, la Commission européenne a choisi d'appliquer la méthode du boomerang au plan Bush de protection de l'industrie sidérurgique. « La réélection de George Bush se jouera en Flori-

de », explique sans ambiguïté un proche du dossier à Bruxelles. L'industrie fruitière étant l'une des principales sources de revenus de cet Etat ensoleillé, les services de Bruxelles ont choisi de la frapper au cœur. Un moment tenté par le pampleousse, les rédacteurs de la liste se rabattront finalement sur le jus d'orange. « Nous avons choisi des produits où la dépendance européenne à l'égard des Etats-Unis est inférieure à 20 % afin de pouvoir facilement trouver des sources d'approvisionnement alternatives », explique-t-on à Bruxelles. Le symbole est tellement fort (la marque Tropicana, propriété de PepsiCo, fait même du « pur jus d'orange de Floride » son principal slogan publicitaire) que le collège des commissaires a décidé de remonter ce produit de la deuxième liste (qui entrera en vigueur entre 2003 et 2005) à la première (applicable dès le 18 juin avec des droits de douane de 100 %).

► **Les symboles de l'Amérique**. D'emblée, les services de la Commission avaient pensé à Coca-Cola, dont le concentré à la formule secrète continue d'être fabriqué aux Etats-Unis avant d'être mélangé à de l'eau gazeuse et embouteillé dans chaque pays de consommation. Mais l'idée contredit la règle technique que s'impose la Commission : pas de produits où il n'existe pas de substitut. Ironie de la

méthode bruxelloise : les eurocrates reconnaissent implicitement le caractère inimitable d'un des symboles de l'Amérique ! Les services de Bruxelles se penchent aussi un moment sur les motos Harley Davidson, mais ils n'ont pas le droit de viser explicitement une marque. Inclure les cylindres de plus de 800 cc aurait également frappé des marques européennes ou japonaises fabriquées aux Etats-Unis. L'idée est elle aussi abandonnée.

► **Les lobbys puissants**. Pour faire fléchir l'administration Bush, Bruxelles a choisi de frapper des industries bien représentées dans les couloirs du Congrès américain. Ce qui explique la présence de secteurs anecdotiques dans la liste (instruments de musique par exemple). Mais la Commission a également choisi d'égratigner le puissant lobby du textile dont l'industrie est encore fortement implantée aux Etats-Unis (notamment dans le coton). Environ 400 millions de dollars d'exportations américaines du secteur sont concernées par les mesures européennes. Indirectement ce sont des marques comme Gap, Calvin Klein ou Ralph Lauren qui vont se retrouver involontairement dans le rôle de défenseur des intérêts européens à Washington.

Christophe Jakubyszyn

Levée de boucliers mondiale contre les subventions

Institutions internationales, grands partenaires commerciaux, pays en développement... Les

LE TON est donné. A la veille de l'ouverture de la conférence ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le

ANALYSE

L'esprit de Doha semble s'être évaporé à l'approche des élections américaines

directeur général de l'organisation, le Canadien Donald Johnston, a mis les pieds dans le plat. « L'augmentation massive des subventions accordées par Washington aux agriculteurs américains risque de dissuader les autres pays d'ouvrir leur marché. On fait pression sur nos Etats-membres pour qu'ils libéralisent et je ne pense pas que la décision américaine encou-

rage d'autres pays à libéraliser comme nous le recommandons constamment. » M. Johnston rejoint les vives critiques déjà formulées par les grandes institutions internationales.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale dénoncent régulièrement les entraves au libre échange. Mis en place par les pays riches, ces obstacles faussent les règles du marché, provoquent des distorsions de concurrence et pénalisent les pays en développement.

MISES EN GARDE

Selon le président de la Banque mondiale, Jim Wolfensohn, les 190 milliards de dollars (208,5 milliards d'euros) d'aides à la production supplémentaires, sur dix ans, accordées par la Maison Blanche, viendront s'ajouter aux 350 milliards de dollars que les pays riches dépensent déjà pour soutenir leurs

agriculteurs, soit la totalité du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique subsaharienne ou sept fois ce que les pauvres reçoivent en aide.

Au plus fort de la crise qui a frappé l'économie mondiale au cours de l'année 2001, les grandes organisations, dont les Etats-Unis sont les premiers « actionnaires », n'ont cessé de lancer des mises en garde contre toute tentation protectionniste. Le 20 avril encore, les ministres des finances-administrateurs du FMI – où Washington était représenté par son secrétaire au Trésor Paul O'Neill –, avaient souligné « l'importance vitale que représentait un commerce plus ouvert pour la reprise économique et pour la croissance des pays en développement et exhortaient tous les pays à résister aux pressions protectionnistes et à poursuivre la baisse des barrières douanières commerciales de façon à conclure avec succès le cycle de Doha » appelé « cycle du développement » en raison de la nouvelle priorité donnée

aux pays du Sud en matière de commerce.

En novembre 2001, les 144 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce se sont engagés par écrit à éliminer progressivement les subventions agricoles et à ouvrir plus largement les marchés du Nord aux pays du Sud. Les Etats-Unis avaient pesé de tout leur poids pour mettre cette question à l'ordre du jour de Doha.

DEMANDE D'EXPLICATIONS

C'est en raison des promesses de l'administration Bush que les pays en développement – qui avaient été à l'origine de l'échec de Seattle en 1999 – avaient accepté d'entrer dans la négociation pour le lancement d'un nouveau cycle de libéralisation commerciale. Les promesses américaines avaient également facilité les débuts des discussions avec les pays d'Amérique latine pour la création d'ici à 2005 de la grande zone de libre-échange des Amériques.

L'euro poursuit sa lente reconquête face au billet vert

Contre une devise américaine fragilisée par les craintes d'une résurgence de l'inflation aux Etats-Unis, la monnaie unique a dépassé 0,91 dollar après la fin de la grève en Allemagne



Inquiétude chez les industriels français du textile et du jus de fruit

« **NOUS SOMMES pris en otage.** » « Cette situation créée de nouveaux champs de bataille qui n'ont rien à voir avec l'acier ». « Une escalade des rétorsions est possible »... Deux jours après la publication, mardi 14 mai, par l'Union européenne des deux listes de produits américains susceptibles d'être surtaxés en Europe, l'inquiétude est de mise chez plusieurs fédérations industrielles françaises.

Le jus d'orange. L'Union interprofessionnelle des jus de fruits (Unijus) avoue sa surprise de voir le jus d'orange figurer dans la « liste 1 » des produits qui pourraient être surtaxés à 100 % dès le 18 juin. « Il y a dix jours encore, le jus d'orange figurait dans la liste 2 [applicable à partir de mi-2003] et devait être surtaxé à 15 % maximum. Je ne vois vraiment pas pourquoi ce changement a eu lieu », affirme Jacques Antoine, secrétaire général d'Unijus. Ce représentant des industriels exprime sa « forte inquiétude » : sur les 500 millions de litres de jus d'orange consommés chaque année en France, 70 millions, soit 14 %, proviennent de Floride et devraient donc être surtaxés prochainement. « La Commission européenne nous dit que ce produit a été choisi car il est substituable, explique ce responsable, mais le jus de Floride est une origine reconnue par le consommateur français. Une origine ne peut être substituée. » Désabusé, il ajoute : « L'industrie agroalimentaire a déjà été fortement touchée suite aux mesures de rétorsion américaines sur le roquefort ou le cognac. La ligne de défense actuelle de la Commission ne me paraît pas logique ».

Le textile. L'industrie textile, elle non plus, n'est pas heureuse de voir figurer sur la liste des produits susceptibles d'être surtaxés à 100 % de nombreux vêtements américains en coton (T-shirts, polos, sous-vêtements, chemises...). « Le textile est sur-représenté dans cette liste comparé à son poids réel dans les exportations », déplore l'Union des industries textiles (UIT). Outre le renchérissement

des produits « made in USA », l'UIT craint surtout « une réaction de l'industrie américaine ».

Le marché américain est actuellement très porteur pour les industriels français de la maille qui ont vu leurs exportations augmenter de 20 % en 2001. « Nous craignons qu'en représailles, nous soyons l'objet de rétorsions indirectes, comme une augmentation du temps pour contrôler les produits en douane alors que les vêtements, très saisonniers, ne peuvent pas attendre plusieurs mois », précise l'UIT. Autre crainte : « Aux Etats-Unis, un T-shirt provenant de France est taxé à moins de 8 %. Le même, brodé, est taxé à 24 %. Nous redoutons des requalifications douanières de nos produits ».

Les lunettes de soleil. En 2001, la France a importé pour 5,8 millions d'euros de lunettes de soleil américaines, et a exporté outre-Atlantique pour 6,8 millions d'euros du même produit. La surtaxation à 100 % des lunettes solaires devrait gêner en premier lieu les consommateurs branchés qui affectionnent, par exemple, la marque Oakley. « C'est clairement embêtant pour quelques marques spécifiques », reconnaît Philippe Viot, président du réseau de magasins Optic 2000. Cependant, la proportion de lunettes américaines dans nos ventes est relativement faible. »

Le ton est plus inquiet chez les fabricants de verres et de montures. « Le marché américain est un marché prioritaire pour les fabricants et les créateurs français de lunetterie et ces mesures nous paraissent inopportunes », dit-on au Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO). En 2001, dans un contexte concurrentiel accru, les exportations françaises ont été réduites des deux tiers aux Etats-Unis, passant de 17 millions à 6,8 millions d'euros. Les industriels craignent des rétorsions américaines. Ils ne voudraient pas perdre encore plus de terrain cet été.

Laure Belot

agricoles américaines

Etats-Unis font l'unanimité contre eux

Cet esprit de Doha semble s'être évaporé à l'approche des échéances électorales américaines. Après avoir imposé, fin mars, des droits de douane sur l'acier, le président George W. Bush a signé lundi 13 mai la loi votée quelques jours plus tôt par le Congrès qui prévoit une augmentation de 70 % des subventions aux agriculteurs américains.

Réunis à Paris mercredi 15 et jeudi 16 mai, les ministres des finances et du commerce des trente pays de l'OCDE ne devaient pas manquer de demander des explications à leurs homologues américains. Si, finalement le représentant au commerce américain, Robert Zoellick, dont la venue était annoncée, a déclaré forfait, la délégation américaine composée de son adjoint, Peter Allgeier, de l'administrateur de l'Agence pour le développement, Andrew Natsios et du président du Council of Economic Advisers (conseil économique du président George

W. Bush), Glenn Hubbard, va devoir affronter la fronde des grands partenaires commerciaux des Etats-Unis.

L'Europe, le Brésil, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada ont déjà dénoncé l'opportunisme américain. Certains envisagent un recours devant l'OMC.

L'Australie, un des leaders du groupe de Cairns (18 exportateurs de produits agricoles de pays développés et en développement) qui a toujours violemment attaqué l'Europe et sa politique agricole, s'apprête à demander aux Etats-Unis de réexprimer « publiquement » leur engagement sur la position qu'ils ont acceptée à Doha. « L'Union européenne n'est pas le croquemitaine, nous voulons un engagement qui s'applique également et aussi fermement à l'Union européenne qu'aux Etats-Unis », a déclaré le ministre australien du commerce, Mark Vaile.

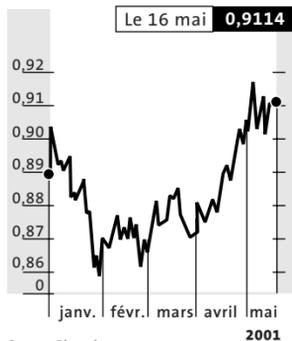
Babette Stern

L'EURO joue avec les nerfs des opérateurs sur les marchés financiers. S'est-il engagé sur la voie d'une revalorisation durable face au dollar ? Pour le moment, rien n'est joué. L'euro réagit au coup par coup aux indications données par les statistiques économiques et au fait qu'elles valident ou non les scénarios établis par les professionnels. Après être redescendue en dessous du seuil de 0,90 dollar, mercredi 15 mai à l'ouverture, la monnaie unique a rebondi en fin de journée pour franchir l'étape de 0,91 dollar et finir à 0,9119 dollar. Elle s'échangeait sur ces niveaux en début de séance jeudi 16 mai. Ce repli s'est aussi effectué face au yen. Il est passé mercredi de 128,65 à 127,6 yens et valait 127,7 yens jeudi matin.

L'achèvement des négociations salariales en Allemagne avec le puissant syndicat de la métallurgie IG Metall en toute fin de journée mercredi (lire page 24) a redonné un coup de pouce à la valeur de l'euro sur le marché. La monnaie unique a profité de cette nouvelle qui éloigne les craintes d'un scénario catastrophe : le durcissement de la grève dans un des secteurs clés de l'économie allemande et son dénouement par une très forte hausse des salaires étaient susceptibles de faire

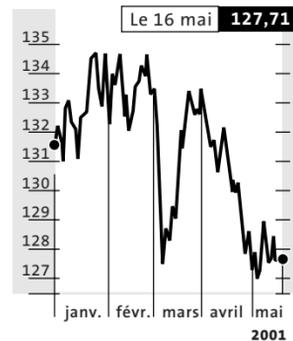
LE DOLLAR AFFAIBLI

Euro contre dollar



Source : Bloomberg

Dollar contre yen



repartir l'inflation en Europe, ce qui aurait inévitablement entraîné une hausse des taux de la Banque centrale européenne, chargée de défendre la stabilité des prix. Or un resserrement du loyer de l'argent trop rapide comporte le risque de compromettre le fragile redressement de l'économie de la zone euro. La menace de cet engrenage étant écartée, l'euro a repris sa liberté en attendant la publication jeudi des données de l'inflation européenne pour le mois d'avril.

Les opérateurs ont également remarqué que l'euro avait gagné un peu de terrain mercredi, juste après la décision de l'agence de notation financière Moody's de relever la note qu'elle attribue à la dette de l'Etat italien, la portant de AA3 à AA2. Cette décision est motivée par la réduction de la dette rapportée au produit intérieur brut en Italie. Elle a provoqué une appréciation des emprunts d'Etat à long terme italien par rapport à leurs homologues allemands, les « bunds », « mais dans des proportions somme toute assez limitées », indiquent les économistes de marché de CDC Ixis Capital Markets, qui expliquent cette retenue par le fait que « à AA2, la notation de la dette italienne reste une des moins bonnes de la zone euro. Elle est au même niveau que celle du Portugal. Ensuite, il y a pas mal d'incertitudes quant à la capacité et à la volonté de l'Italie de poursuivre une politique budgétaire vertueuse ».

Le marché des changes a été en revanche moins sensible aux chiffres parus mercredi sur l'économie américaine. En avril, la production

industrielle a augmenté de 0,4 %, soit exactement comme en mars et comme prévu par les experts, tandis que le taux d'utilisation des capacités industrielles a progressé de 75,3 % à 75,5 % en avril. Les ventes des entreprises américaines étaient également porteuses : elles ont augmenté de 0,3 % en mars, et les stocks ont baissé de 0,3 % le même mois pour tomber à leur plus bas niveau depuis octobre 1999.

INDICATEURS D'ACTIVITÉ SOLIDES

Les chiffres de l'inflation étaient moins bons : l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,5 % en avril par rapport à mars. Il s'agit de la plus forte hausse des prix à la consommation depuis mai 2001, alors que les analystes tablaient généralement sur une progression de 0,4 %. « Des indicateurs d'activité solides pour le second trimestre [production industrielle, ventes au détail en hausse de 1,2 % en avril] sont certes de bon augure pour la croissance et justifient mal la poursuite de la baisse du billet vert, estiment les experts de la Société générale. Mais la hausse de l'inflation, même si elle ne résulte que des prix de l'énergie, a encore rappelé que, malgré les récents messages de prudence, la Fed pourrait ne pas avoir d'autre choix que de relever ses taux durant l'été. Alors que le sentiment sur la vigueur de la reprise reste hésitant, une telle situation est de nature à faire naître des craintes sur le caractère prématuré d'un tel geste. Le dollar en a souffert hier. »

En conclusion, ils ajoutent que ces deux forces opposées plaident pour la poursuite de la phase de repli du billet vert initiée ces derniers jours, sur fond de nervosité mais sans conviction.

Cécile Prudhomme

Le site Internet californien Napster est au bord de la faillite

Le téléchargement gratuit de musique en ligne n'a pas résisté aux attaques des majors du disque

LES JOURS de Napster, ex-star de l'Internet, sont comptés. Après plusieurs mois d'agonie, le site d'échange de musique en ligne pourrait se déclarer en faillite. Le rejet d'une offre de rachat du géant allemand des médias Bertelsmann pour 30 millions de dollars (33 millions d'euros) rend cette issue quasi-inévitée. D'autant que les principaux dirigeants de l'entreprise quittent le navire. Mardi 14 mai, Napster a annoncé le départ de son PDG, Konrad Hilbers, un transfuge de Bertelsmann. Le fondateur de la société, Shawn Fanning, actuel directeur technique, et quatre autres responsables ont aussi démissionné, sur fond de dissensions entre administrateurs.

Le succès phénoménal qu'a connu ce site californien a provoqué sa chute. Créé en mai 1999, Napster a bénéficié très vite d'une popularité planétaire. Près de 70 millions d'internautes se sont rués sur ce site qui leur permettait de télécharger gratuitement des morceaux de musique sur leur ordinateur et de se constituer à moindre frais une discothèque sans cesse renouvelable. Revers de la médaille, la coqueluche des internautes s'est vite transformée en bête noire des maisons de disque.

Les majors, Bertelsmann Music Group (BMG), EMI, AOL Time Warner, Sony et Universal, réunies au sein de l'Association américaine de l'industrie de l'enregistrement (RIAA), ont déclenché dès 1999 une guerre juridique contre Napster pour violation des droits d'auteur. En juillet 2001, la justice américaine demandait la fermeture du site, tant que la start-up n'aurait pas trouvé un moyen d'exclure de ses services gratuits les fichiers musicaux protégés par droit d'auteur. Une décision confirmée le 25 mars 2002 par la cour d'appel de San Francisco.

Depuis dix mois, le site, incapable de mettre en place un système de filtrage des morceaux protégés, est aux abonnés absents. Napster a étudié sa transformation en site payant, seule garantie de survie.

Une mue souhaitée par BMG, qui s'est allié à la société californienne en octobre 2000 pour profiter de sa notoriété. Mais les autres majors, guère enclines à favoriser cette conversion tardive, ont refusé à Napster l'accès à leurs catalogues. BMG a accordé des prêts qui ont dépassé 110 millions d'euros et a entrepris des négociations en vue de racheter le site. L'échec de ces discussions et l'assèchement des ressources financières ont précipité la chute de Napster, qui pourrait demander prochainement à un tribunal l'autorisation de liquider ses actifs.

Profitant de la déconfiture de Napster, de nouveaux sites d'échange de fichiers sont apparus sur la Toile. En Europe, ils ne sont toutefois pas arrivés à remplacer complètement le site pionnier. A part en Espagne, on observe un

léger tassement de cette pratique, selon une étude publiée le 14 mai par Netvalue, une société de mesure d'audience et de comportement des internautes. D'après elle, trois sites ont néanmoins effectué une

Créé en mai 1999, Napster a bénéficié très vite d'une popularité planétaire

percée notable dans les principaux pays européens : KaZaA, Audiogalaxy Satellite et Morpheus. Ces nouvelles plate-formes proposent également l'échange de fichiers vidéo. Avec la généralisation de l'Internet à haut débit, cela pour-

rait constituer à terme une menace pour l'industrie du cinéma. D'où les poursuites judiciaires engagées contre ces sites.

Les opposants à l'échange gratuit de fichiers en ligne ont enregistré une défaite lorsque, le 28 mars, une cour d'appel néerlandaise a autorisé KaZaA à distribuer son logiciel. La cour a estimé que la société, basée aux Pays-Bas, ne pouvait être tenue responsable des abus d'utilisation de son programme par les internautes. Un argument développé par KaZaA et ses pairs qui, contrairement à Napster, ne fonctionnent pas depuis un serveur central mettant en relation les internautes, mais de façon totalement décentralisée, ce qui rend les poursuites plus aléatoires.

Laurence Girard et Antoine Jacob

BMW C1. La première voiture à 2 roues.

Essayez le BMW C1 en appelant le 0800 269 800*



* Numéro vert. Appel gratuit.

BMW C1

www.bmw.fr



Les métallurgistes allemands obtiennent 4 % d'augmentations salariales

Le négociateur patronal juge cette charge « supportable pour les entreprises ». Ce compromis soulage, à quatre mois des élections législatives, le chancelier Gerhard Schröder

FRANCFORT

de notre correspondant

Moins de dix jours de grève pour un compromis très attendu. Le syndicat IG Metall a trouvé, mercredi 15 mai, un accord salarial avec le patronat de l'industrie métallurgique et électrotechnique : une augmentation de 4 % sur douze mois, dès le 1^{er} juin 2002, à laquelle s'ajoute un forfait de 120 euros pour le mois de mai. En outre, 3,1 % supplémentaires seront accordés à compter du 1^{er} juin 2003, pour le second semestre de l'année prochaine.

Signé pour le seul Bade-Wurtemberg, une région pilote pour les 3,6 millions de salariés de la branche, cet accord doit être entériné par au moins un quart des salariés locaux, avant d'être transposé dans d'autres parties du pays à l'issue de nouvelles négociations. Afin de maintenir la pression, IG Metall continue de mobiliser ses troupes, dans les régions de Berlin et de Brandebourg, où le mouvement avait été étendu en début de semaine.

Premier conflit d'une telle ampleur depuis 1995, la grève tournante a démarré le 6 mai dernier, dans la région du Bade-Wurtemberg. Au total, des dizaines d'entreprises, et près de 150 000 salariés auront été concernés par les arrêts

de travail. Les fleurons régionaux DaimlerChrysler, Porsche, Bosch n'ont pas échappé à la grève des métallurgistes, organisée dans le moindre détail par IG Metall, au nom d'une revendication initiale jugée très ambitieuse : 6,5 % d'augmentation.

INTENSES NÉGOCIATIONS

Après une journée d'intenses négociations dans les environs de Stuttgart, les syndicats se sont réjouis de mettre un terme au conflit. « Les objectifs d'IG Metall ont été atteints : obtenir une part de la croissance économique et de ses progrès », a jugé Berthold Huber, chef de la délégation syndicale, un des hommes en lice pour prendre la succession du président de la centrale, Klaus Zwickel, en 2003. Avec une progression totale de plus de 7 % d'ici à la fin 2003, l'accord se situe bien au-dessus de celui signé en 2000 : à l'époque, IG Metall avait fait preuve d'une certaine modération, avec une hausse de 5,2 % sur deux ans. Mais il était déterminé cette année à obtenir davantage.

De son côté, le chef de la délégation patronale de la métallurgie, Otmar Zwiebelhofer, parle d'une « charge supportable pour les entreprises », sans exclusion de nouvelles

suppressions d'emplois. Le numéro un du BDI, la Fédération de l'industrie allemande, indirectement concerné, Michael Rogowski, a au contraire estimé que l'accord de mercredi soir est « catastrophique ».

Au-delà des partenaires sociaux, l'impact du compromis sur la conjoncture fait d'ores et déjà l'objet d'analyses divergentes. De nombreux économistes redoutaient la signature d'un accord trop généreux, dans une Allemagne qui demeure à la traîne de ses partenaires européens – avec une prévision officielle de 0,75 % de croissance en 2002. « Ce genre de solution n'aurait aucune conséquence sur la croissance, les emplois, et l'inflation », estime le président de l'institut de conjoncture DIW, Klaus Zimmermann, plutôt proche des syndicats, qui avait auparavant mis en garde contre un dérapage des salaires. « Autour de 4 %, un accord ne devrait pas avoir beaucoup d'impact », indiquait le chef économiste de la Commerzbank, Ulrich Ramm, peu avant l'issue du conflit.

D'autres sont plus sceptiques : « Un accord de cet ordre aura certes peu d'influence sur le plan de la conjoncture et de l'emploi, mais il pourrait en avoir sur le niveau des prix, et alimenter les pressions à la hausse des taux du côté de la Banque centra-

le européenne », estime Werner Hess, économiste à la Dresdner Bank. Les gardiens monétaires avaient, il est vrai, multiplié les appels à la modération. Rien ne dit qu'ils seront rassurés par un accord susceptible d'influencer l'ensemble des négociations salariales allemandes.

Un homme peut néanmoins souffler : c'est le chancelier Gerhard Schröder, qui avait mis en garde à plusieurs reprises contre une extension du conflit, et espérait lui aussi des accords raisonnables. Car, à quatre mois des élections législatives, un mouvement de grande ampleur aurait pu menacer ses chances de victoire, en handicapant la reprise économique tant attendue en Allemagne. Avec un bilan négatif sur le plan du chômage, qui reste au-dessus des 4 millions de personnes, le chancelier et sa formation sont distancés dans les sondages par le chef de l'opposition conservatrice, Edmund Stoiber. M. Schröder a salué le compromis salarial : « Nous sommes actuellement dans une situation où la tendance à la reprise de l'économie en Allemagne est en train de devenir manifeste et cet accord salarial la soutiendra. »

Philippe Ricard

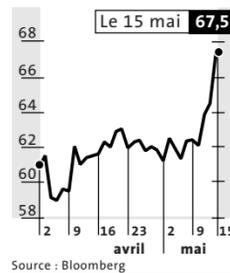
Bataille juridique autour de Castorama

LES RESPONSABLES historiques de Castorama font de la résistance. Jean-Hugues Loyez, président de l'enseigne de bricolage depuis vingt ans, un membre de la famille fondatrice Dubois ainsi que trois autres cadres dirigeants, ont rejeté, mercredi 15 mai, le projet d'OPA lancé un peu plus tôt dans la journée par Kingfisher.

Le groupe britannique, qui détient déjà 55 % du capital de Castorama, mais seulement la moitié du contrôle, à cause du statut de société en commandite du groupe français, a annoncé qu'il souhaitait racheter, pour 67 euros par action, le reste des titres. Les responsables historiques de Castorama ont décidé de porter l'affaire en justice, considérant qu'au terme d'accords signés avec Kingfisher, le groupe britannique doit « disposer des pouvoirs et moyens financiers de réaliser l'OPA au moment où elle initie la procédure. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui », précise Castorama dans un communiqué.

SPÉCULATION

Action Castorama Dubois en euros à Paris



Source : Bloomberg

La justice annule l'accord sur les 35 heures dans l'assurance

LE TRIBUNAL de grande instance de Paris a cassé, mardi 14 mai, l'accord de branche conclu entre par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et la seule CFDT sur les 35 heures et l'aménagement du temps de travail. Signé le 24 juillet 2001, cet avenant à la convention collective avait été dénoncé par les autres syndicats CGT, FO, CFTC et CGC. Selon eux, les dispositions de ce texte autorisaient le maintien de l'application d'accords d'entreprises moins favorables. « Cette décision n'a aucun impact sur les sociétés et les salariés, puisqu'elle ne remet pas en cause les accords d'entreprise signés », a indiqué la FFSA. La fédération, présidée par Denis Kessler, vice-président du Medef, et la CFDT attendent la publication des attendus du jugement pour se prononcer sur un éventuel recours en appel.

L'un des fondateurs de Genset reprend les commandes

LE GROUPE de biotechnologies Genset, qui prévoyait, fin avril, « de réaliser encore des pertes dans les prochains trimestres », a annoncé, jeudi 16 mai, la démission de son PDG, André Pernet, moins de deux ans après son arrivée. L'un des cofondateurs de l'entreprise, Marc Vasseur, qui a contribué depuis deux ans à créer Pasteur Mediavita, une start-up issue de l'institut Pasteur, a été immédiatement nommé pour le remplacer.

La société de biotechnologie, qui a enregistré une perte de 47,23 millions d'euros en 2001, a cédé en février sa division oligonucléotides, son activité historique, pour se recentrer sur les médicaments contre l'obésité. L'un de ses produits les plus avancés, la famoxine, n'a toujours pas été testé sur l'homme.

LVMH prévoit un fort rebond de son résultat opérationnel

LE GROUPE de luxe français LVMH a confirmé, mercredi 15 mai, devant plusieurs milliers d'actionnaires réunis en assemblée générale, qu'il tablait sur un « rebond substantiel » de son résultat opérationnel en 2002. Celui-ci devrait enregistrer une « hausse nettement supérieure à 10 % ». En 2001, le résultat opérationnel du groupe avait chuté de 20 %.

Après le recentrage sur les fleurons du groupe, tels le champagne Dom Perignon, le maroquinier Louis Vuitton, le couturier Dior ou l'horloger Tag Heuer, et l'arrêt des activités non rentables, le président du groupe Bernard Arnault a estimé que « LVMH sort idéalement positionné pour l'avenir ». Toutefois, sa prévision de 10 % de progression du résultat opérationnel a suscité la nervosité des marchés, qui l'ont jugé décevante. Mercredi après-midi, le titre LVMH a opéré un recul de près de 5 %, alors qu'il progressait jusque-là de 1,4 %, à 60,60 euros.

INDUSTRIE

■ **AUTOMOBILE** : les immatriculations en Europe au mois d'avril se sont établies à 1,3 million de véhicules, en hausse de 1,1 %, contre une baisse de 7,4 % en mars. BMW continue à fortement progresser (+ 24 %), de même que PSA (+ 12,5 %). En revanche, Fiat voit ses ventes s'effondrer de 20,1 %.

■ **FIAT** : le groupe automobile a annoncé, mercredi 15 mai, son intention de supprimer près de 3 000 emplois en Italie, principalement au sein de sa filiale automobile.

■ **BIOMÉRIEUX-PIERRE FABRE** : les deux groupes pharmaceutiques devaient entériner leur divorce, jeudi 16 mai, lors d'un conseil de surveillance, après avoir levé, auprès de l'administration, des obstacles fiscaux à leur séparation.

SERVICES

■ **BT** : l'opérateur britannique a annoncé, jeudi, un résultat net, à périmètre comparable avant impôts, de 1,27 milliard de livres (2,03 milliards d'euros), en baisse de 28 % pour l'exercice clos au 31 mars.

■ **EASYJET** : la compagnie aérienne à bas prix a annoncé, jeudi 16 mai, l'acquisition de sa concurrente Go, ex-filiale de British Airways, pour 374 millions de livres à la société de capital-risque 3i Group.

FINANCE

■ **AXA** : l'assureur français a annoncé, mardi 14 mai, la suppression de 700 emplois en Grande-Bretagne au cours des douze prochains mois, sur un total de 5 000 personnes, dans le cadre du programme de restructuration de sa branche assurance dommage.

■ **FONCIER** : le comité central d'entreprise du Crédit foncier de France (CFF) a saisi la Commission des opérations de Bourse (COB), afin de réclamer le réexamen des comptes de l'entreprise qui n'ont, selon lui, pas été faits selon les règles comptables, a indiqué, mercredi, l'intersyndicale de CCF. Une assemblée générale se tiendra le 22 mai.

L'accord devrait influencer les négociations dans d'autres branches

FRANCFORT

de notre correspondant

Un conflit salarial peut en cacher d'autres. Tandis que tous les regards se tournaient vers la métallurgie, des négociations plus ou moins tendues ont lieu actuellement dans d'autres secteurs de l'économie allemande. Et, selon une tradition bien établie, le compromis signé, mercredi 15 mai, entre la puissante centrale IG Metall (2,8 millions d'adhérents sur les 3,6 millions de la branche) et le patronat, donnera le ton un peu partout ailleurs. Car ce sont actuellement des millions de salariés allemands qui attendent d'en savoir un peu plus sur la revalorisation de leur bulletin de paie.

De nombreux accords, souvent conclus pour deux ans en 2000, sont arrivés à échéance en début d'année et doivent être renouvelés. « De manière générale, tous les syndicats ont décidé cette année d'abandonner une certaine modération salariale, car celle-ci n'a pas permis, selon eux, de créer des emplois », indique Werner Hess, économiste à la Dresdner Bank. « Les hausses de l'an dernier n'ont pas compensé l'in-

flation, et le passage à l'euro a renforcé le manque à gagner », confirme un responsable régional du syndicat des services Verdi.

POURSUITE DES POURPARLERS

Le secteur de la chimie, dont les exigences et les méthodes sont réputées plus modérées, a signé le premier en avril : le compromis est considéré comme relativement généreux, avec une hausse de 3,3 % sur douze mois, plus une prime, soit 3,6 % au total.

30 000 licenciements chez Deutsche Telekom ?

Chahuté en Bourse, Deutsche Telekom envisagerait de supprimer à court terme jusqu'à 30 000 emplois, selon des sources syndicales, citées jeudi 16 mai par l'édition allemande du quotidien *Financial Times*. Quelque 20 000 postes seraient concernés dans la division de téléphonie fixe T-Com, soit le double de ce qui était évoqué auparavant. Le reste le serait dans des filiales comme T-Mobile (téléphonie mobile) ou T-Systems (services informatiques). « Telekom veut supprimer des emplois de manière bien plus intense que prévu jusqu'ici », affirme un porte-parole du syndicat Verdi, cité par le quotidien.

Interrogé par le *Financial Times*, le groupe n'a pas confirmé ces informations, jeudi matin. Deutsche Telekom emploie en tout 265 000 personnes. Le président de son directoire, Ron Sommer, est sous pression depuis plusieurs mois, du fait de la chute continue du cours de l'action Deutsche Telekom. A moins de 14 euros, le titre demeure proche de son plus bas niveau historique, atteint il y a quelques jours.

Mais plusieurs branches poursuivent les pourparlers. C'est le cas dans les services, où le syndicat Verdi revendique des augmentations de 6,5 % sur douze mois. La centrale participe pour la première fois à des négociations salariales : née en mars 2001 de la fusion entre plusieurs syndicats (employés de bureau, poste, banques, commerce, médias, services publics, transports), Verdi et ses trois millions d'adhérents n'entendent pas laisser la vedette aux métallurgistes. « Ce

n'est pas un hasard si leurs revendications sont du même ordre que celles d'IG Metall, à 6,5 %, même si la situation dans la banque et le commerce est nettement moins favorable que dans la métallurgie », affirme un expert syndical.

L'une des professions chapeautées par Verdi, les salariés du Livre et de l'imprimerie (220 000 personnes) mènent actuellement des grèves d'avertissement, qui perturbent l'édition de plusieurs journaux. Par ailleurs, dans le commerce de détail (940 000 salariés), les consultations doivent être menées dès les prochains jours, pour une grève éventuelle d'ici à la fin mai.

Dans le bâtiment aussi, le climat est tendu : une procédure de médiation a été lancée, mardi 13 mai, pour mettre fin au désaccord qui oppose les partenaires sociaux. Le syndicat IG Bau réclame 4,5 % d'augmentation pour les 950 000 salariés d'un secteur en crise chronique : les employeurs refusent, affirmant que ces prétentions entraîneraient de nouvelles suppressions d'emplois.

Ph. Ri.

Le nouveau PDG d'IBM a du mal à convaincre les investisseurs

LA TÂCHE est décidément rude pour Sam Palmisano, le nouveau PDG d'IBM, le numéro un mondial de l'informatique : non seulement les marchés attendent qu'il se montre à la hauteur de son prédécesseur, Lou Gerstner, l'architecte célébré de « Big Blue », mais en plus, il doit le faire dans une conjoncture très morose pour le secteur des hautes technologies.

Mercredi 15 mai, pour sa première conférence avec les analystes financiers, M. Palmisano est resté dans la droite ligne de M. Gerstner. D'abord il a tenu à rassurer les investisseurs en confirmant les prévisions de son prédécesseur d'une « croissance annuelle à deux chiffres du profit sur le long terme ». Il s'est montré nettement moins optimiste sur le court terme, affirmant que l'industrie informatique « n'allait pas rebondir cette année » et n'avait aucune chance de « croître à un rythme de 10 %-11 % l'an prochain ». Cela met en danger la stratégie du groupe, développée « sur l'hypothèse d'une croissance énorme, robuste, qui n'est plus là » (le bénéfice net a chuté de 32 % et le chiffre d'affaires de 12 % au premier trimestre 2002).

Pour faire face, M. Palmisano reste fidèle au principal credo de M. Gerstner : « Il faut continuer sans relâche la chasse aux coûts. » Il a ainsi annoncé un plan pour éco-

nomiser 2 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) supplémentaires par an, sans confirmer toutefois le projet de suppression de 9 000 à 16 000 emplois (2,5 % à 5 % des effectifs) annoncé par la presse financière et par les syndicats la semaine dernière.

« PAS ASSEZ EFFICACES »

Sam Palmisano n'a pas développé non plus les mesures qu'il comptait prendre pour redresser ses deux divisions les plus faibles, la construction de PC et la production de semi-conducteurs, deux lourds foyers de pertes. « Il y a des secteurs dans lesquels nous ne sommes pas assez efficaces. » A contrario, a-t-il affirmé, IBM a « gagné des parts de marché dans les domaines des serveurs, bases de données, stockage et logiciels Web ».

Cette réunion a laissé les investisseurs sur leur faim, Sam Palmisano étant manifestement décidé à éviter de rentrer dans les détails, ce qui n'augure pas un rebond de l'action. Le titre est en chute de plus de 30 % depuis le début de l'année. Wall Street sanctionne la dégradation des comptes d'un groupe qui, jusque-là, grâce à sa taille et à la diversification de ses activités, avait mieux résisté que ses concurrents.

Gaëlle Macke

Le Monde

Chirac: 82%. Le Pen: 18%

La République réélue

21 avril-5 mai : quinze jours d'histoire de France, récits et photos. Le texte intégral de la Constitution de 1958. Exclusif : avec Le Pen avant la défaite.

N° 18

3€

MAGAZINE MENSUEL

France 2 et TF 1 se disputent les faveurs de Jean-Luc Delarue

La chaîne publique est « en négociations » pour conserver l'animateur-producteur sur l'antenne. La Une veut compter le PDG de Réservoir Prod dans ses troupes afin de faire barrage à Endemol

LA TÉLÉVISION n'est pas seulement le banquier du football. Elle a aussi emprunté les mauvaises manières du ballon rond. Depuis plusieurs semaines s'est ouvert le marché des transferts. A la télévision comme au football, la saison commence en septembre pour s'achever en juin. Cette année, le Zidane de ce mercato télévisuel a pour nom Jean-Luc Delarue. Le PDG de Réservoir Prod, sa société de production, est l'enjeu d'une âpre bagarre entre France 2 et TF1. Comme deux clubs de football, les deux chaînes se disputent les faveurs de la vedette du petit écran. Pour l'emporter, les tactes volent bas. Fausses rumeurs, désinformation, basses attaques : rien n'est épargné pour faire venir l'animateur sur TF1 ou, au contraire, l'inciter à rester sur France 2.

Selon la dernière « fausse » nouvelle en date, M. Delarue aurait choisi de rester sur la chaîne publique. Une « information » relayée par nombre de quotidiens et de magazines et formellement démentie par l'intéressé. Pour l'heure, Jean-Luc Delarue n'a pas fait son choix. Entre France 2 et TF1, c'est donc du 50-50. « Rien n'est fait et tout est encore possible », précise Vincent Labrune, directeur de la communication de Réservoir Prod. France 2 abonde dans ce sens et avoue être toujours « en négociations » avec Jean-Luc Delarue.

PETIT PRODIGE

Réservoir Prod est aujourd'hui le petit prodige du paysage audiovisuel. Avec environ 46,5 millions d'euros de chiffre d'affaires pour la saison 2000-2001 et un peu plus de 7 millions d'euros de bénéfices, la société de M. Delarue est l'objet de nombreuses convoitises. L'animateur-producteur, qui s'est toujours refusé à vendre ou à céder une part de son capital, aurait déjà reçu, et repoussé, des offres de rachat pouvant atteindre 180 millions d'euros.

Jean-Luc Delarue s'est diversi-



Devant le silence de Jean-Luc Delarue, les rumeurs se multiplient, affirmant tout et son contraire. Pour l'heure, « rien n'est fait et tout est encore possible », précise-t-on chez Réservoir Prod. La décision de l'animateur-producteur devrait intervenir « au plus tard dans dix jours ».

fié. Il produit désormais des émissions sportives et des programmes pour Internet, avec Réservoir Sport et Réservoir Net. Il s'est aussi lancé dans la restauration. Son nom est ainsi associé à deux des adresses les plus courues de la capitale, le Nobu et le Korova. Ses concurrents n'ont pas hésité à utiliser cette diversité pour tenter de perturber ses négociations simultanées avec TF1 et France 2. Quand ses détracteurs ne laissaient pas entendre que M. Delarue avait résigné avec la chaîne publique, ils insinuaient que Réservoir Prod perdait de l'argent. Un signe de fragilité. D'autres ont signalé qu'en prime à sa venue sur TF1, M. Delarue exige que la chaîne renforce ses restaurants, au bord de la faillite.

Encore indécis à la mi-mai – quand d'autres ont signé leurs contrats dès mars –, l'animateur-producteur « star » désespère les chaînes et fait enrager ses concurrents. Pour la saison 2001-2002, Réservoir Prod fournit 9 h 40 de programmes en moyenne chaque semaine sur France Télévisions. Si M. Delarue part vers TF1 à la place de l'émission « Y'a pas photo », par exemple, France 2 devra au

moins combler les vides laissés par les absences de « Ça se discute » (35 % de part d'audience) et de « Jour après jour » (23,8 %).

Les remplaçants ne manquent pas. L'animateur Michel Field, relégué cette saison en seconde division audiovisuelle sur TF6, chaîne du câble et du satellite, serait très tenté par un retour parmi l'élite. France 2 pourrait aussi « faire monter » l'animatrice Daniela Lombroso. Thierry Ardisson, qui a résigné dès mars avec France 2 pour poursuivre « Tout le monde en parle », admet qu'il n'est « pas candidat aux cases de Delarue ».

RECONNAISSANCE

France 2 veut garder l'animateur. « Jean-Luc Delarue fait partie des animateurs emblématiques de la chaîne », reconnaît François Tron, directeur des programmes de la chaîne publique. Pis, les bonnes audiences de M. Delarue pourraient faire défaut à la chaîne publique en concurrence frontale avec TF1. Avec lui, la Une obtiendrait de bonnes audiences sur les magazines de société alors que ceux-ci sont pour l'instant « un peu l'apanage de France 2 », ajoute-t-il.

Ce savoir-faire doublé de crédibilité est justement ce que TF1 veut acquérir pour la rentrée prochaine. La Une rêve « d'aligner sur une même antenne Julien Courbet, Jean-Luc Delarue, Lagaff, Arthur, Jean-Pierre Foucault, Jean-Luc Reichman, Flavie Flament, Laurence Ferrari, Carole Rousseau et Valérie Benaïm », affirme Etienne Mougotte, le vice-président de TF1.

En cas de départ de M. Delarue de France 2, Endemol France (« Star Academy », « Loft Story »,...) et Expand (« Fort Boyard », « Koh-Lanta »,...) les deux poids lourds de la production, se mettraient sur les rangs pour lui succéder. Tout en cherchant à maintenir leur position sur TF1. Endemol, qui a signé en 2001 un contrat d'un montant estimé à 380 millions d'euros sur cinq ans avec la Une, n'apprécierait pas la concurrence de Réservoir Prod utilisé par TF1 pour lui faire contrepoids.

La décision de Jean-Luc Delarue devrait intervenir « au plus tard dans dix jours ». Juste avant le démarrage de la Coupe du monde de football.

Guy Dutheil

La rédaction du quotidien « La Tribune » observe une grève de 24 heures

L'emploi est au centre des préoccupations

L'ÉDITION du jeudi 16 mai de La Tribune n'est pas sortie. La veille, la rédaction du deuxième quotidien économique français a voté un arrêt de travail de 24 heures, à l'appel du syndicat SNJ soutenu par la CFTC. Cette mesure a été adoptée par 84 % des 118 journalistes présents. Un nouveau vote aura lieu jeudi après-midi pour décider d'une éventuelle reconduction de la grève. Réunie en assemblée générale mercredi, la rédaction a voulu envoyer un signal clair à la direction du titre alors que, selon le communiqué qu'elle a publié, « des menaces sur l'emploi s'accumulent et que se prépare une nouvelle formule dont la nature reste inconnue ».

« MOYEN ULTIME »

C'est justement pour tenter d'en savoir plus sur cette nouvelle formule, annoncée pour septembre, que la rédaction avait demandé, le 6 mai, à Christian Brégou, PDG de La Tribune et de sa maison mère, DI Group (ex-Desfossés International), de venir expliquer sa stratégie lors de l'assemblée générale de mercredi. Le dirigeant ne s'est pas manifesté, ce qui a nourri le ressentiment de la rédaction, qui affirme avoir « été contrainte de recourir au moyen ultime de la grève, après avoir appelé en vain pendant des mois à la mise en place d'un réel dialogue social dans l'entreprise ». La direction du journal, qui a convoqué un comité d'entreprise extraordinaire pour vendredi, n'a pas

souhaité répondre à nos questions.

La rédaction n'a pas apprécié avoir découvert, par hasard selon elle, le projet de la direction de supprimer, dans la nouvelle formule, les pages consacrées à la vie économique dans les régions. Les délégués du personnel avaient alors saisi l'inspection du travail pour « délit d'entrave » présumé. Le sort à venir des quatre correspondants régionaux salariés suscite des interrogations. La direction leur a proposé des reclassements à Paris, mais dans des conditions jugées insatisfaisantes par la rédaction. Celle-ci est sceptique quant à l'opportunité de supprimer les pages « régions » dans le contexte politique actuel, et craint que d'autres rubriques ne fassent les frais de la nouvelle formule.

Propriété du groupe LVMH de Bernard Arnault, le quotidien doit faire face à une conjoncture publicitaire très défavorable, comme bien d'autres titres. Sa diffusion payée en France (86 073 exemplaires, selon Diffusion Contrôle) a baissé de 3,7 % en 2001, année où le journal a recommencé à perdre de l'argent, après un exercice 2000 positif. Afin de limiter les dégâts, la rédaction a reçu pour consigne de limiter les dépenses. Pour la première fois dans l'histoire de La Tribune, les départs en préretraite sont encouragés. Trois des six personnes pouvant en bénéficier ont décidé de partir.

Antoine Jacob

DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ** : UGC vend sa régie publicitaire Circuit A à Thomson Multimédia, associé au groupe anglais Carlton Communications, selon la lettre « Stratégies on-line » du 16 mai. Les deux entreprises ont annoncé mercredi l'acquisition à 50-50 des activités de publicité cinéma détenues par UGC et par la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) pour 100 millions d'euros. Elles vont également acquérir le réseau RMBI, une autre régie publicitaire, présent dans dix-sept pays (230 millions d'euros de chiffre d'affaires).

■ **TÉLÉVISION** : Eric Licoys, administrateur et directeur général de Vivendi Universal (VU), est nommé vice-président du conseil de surveillance de Canal+. « Il bénéficiera d'une délégation de pouvoirs » de Jean-Marie Messier, indique-t-on chez VU. Un autre vice-président représentant les industries de la création devrait bientôt être nommé. ■ **Vivendi Universal** a précisé mercredi qu'il ne fusionnerait pas sa chaîne cryptée italienne Telepiù avec sa concurrente Stream. News Corp, propriétaire de Stream, conteste cette décision (Le Monde du 16 mai).

■ **PRESSE** : Jean-Pierre Courcol, président du directoire du groupe Amaury (Le Parisien et L'Equipe), a appelé mercredi à une « grande négociation » sur la fabrication des journaux, lors d'une assemblée générale de la Compagnie française des papiers de presse (CFPP) tenue au Futuroscope de Poitiers (Vienne). Il est « urgent de réformer les règles » de la profession et de pratiquer un « réexamen de l'ensemble des conditions de fabrication des journaux ».

■ **La première banque allemande, Deutsche Bank**, veut introduire en Bourse 40 % de l'éditeur de presse Axel Springer, jusqu'ici propriété du groupe Kirch – qu'elle vient de récupérer – selon le quotidien allemand Handelsblatt. Cette opération (800 millions d'euros) serait la plus grosse mise en Bourse de l'année en Allemagne. Chez Springer, on confirme seulement que « des pourparlers constructifs avec la Deutsche Bank » sont en cours « sur la valorisation de leur participation ».

■ **PRIX** : notre collaboratrice Sylvie Kauffmann est lauréate du prix Thucydide 2002, qui récompense un journaliste de la presse écrite spécialisé dans les questions internationales. Les reportages primés sont une série d'articles sur les Etats-Unis après le 11 septembre, publiés du 14 au 17 novembre 2001 sous le titre « Chronique de l'Amérique en guerre ». Entrée au Monde en 1987, Sylvie Kauffmann est grand reporter, chef adjointe du services enquêtes-reportages.

G. D.

Reservoir Prod, poids moyen du secteur

- **Réservoir Prod** : la société de Jean-Luc Delarue fournit 9 h 40 de programmes par semaine à France Télévisions, dont « Ça se discute » sur France 2. Réservoir Prod réalise deux tiers de son chiffre d'affaires (46,5 millions d'euros) grâce au service public.
- **Endemol France** : la société productrice de « Loft Story » fournit 25 heures d'émissions par semaine aux chaînes généralistes et réalise 70 % de son chiffre d'affaires (dont le montant n'a pas été communiqué) avec TF1.
- **Expand** : avec près de 25 heures de programme toutes chaînes confondues, cette filiale de Vivendi Universal a réalisé un chiffre d'affaires, en 2001, de 120 millions d'euros.

Thierry Ardisson reprend « Rive droite-Rive gauche »

L'ANIMATEUR-PRODUCTEUR Thierry Ardisson accroît son pouvoir sur Paris Première. « Rive droite-Rive gauche », l'une des émissions emblématiques du câble et du satellite, vient de changer de main. Créée en 1997 et produite par Estelle Ghouzi, présidente de Planète Prod (qui conçoit, notamment, les émissions « Union libre » et « Objectif Terre » sur France 2), « Rive Droite-Rive Gauche » sera totalement aux mains de son présentateur, Thierry Ardisson, dès la saison prochaine. « L'animateur souhaitait produire l'émission puisqu'il veut s'y impliquer plus fortement », reconnaît Jacques Expert, directeur de l'antenne et des programmes de Paris Première (environ 5,1 millions de téléspectateurs). « Une chaîne peut choisir le producteur qu'elle veut », ajoute M. Ardisson.

La chaîne n'avait pas d'autre choix que d'accéder à la requête de M. Ardisson. Emission quotidienne à succès, multi-rediffusée, « RD-RG », comme ses fans la surnomment, compte beaucoup dans la notoriété comme dans l'audience de Paris Première. Elle pèse également dans la valorisation de la chaîne, dont les

rumeurs de vente par son actionnaire Suez sont récurrentes. Paris Première pouvait donc difficilement mécontenter son présentateur-vedette, au risque de le voir partir.

« PPDA DE LA CULTURE »

En septembre, « RD-RG » présentera un visage différent. L'émission sera plus courte – 40 minutes contre 1 h 15 – et ne constituera plus un magazine culturel mais « un vrai journal télévisé » culturel, annonce M. Ardisson. Celui qui s'imagine « le PPDA de la culture » veut faire des séquences « au rythme plus tendu ». Un pari difficile à tenir : les cinq émissions de la semaine seront enregistrées le temps d'une seule journée. M. Ardisson est prêt à le relever, assurant que « la culture est beaucoup plus prévisible que l'actualité d'un 20 heures ». A la rentrée, l'animateur-chroniqueur littéraire Frédéric Beigbeder ne devrait plus être de la partie. Il est annoncé sur Canal+.

G. D.

Le Monde

Chaque week-end avec Le Monde, le meilleur du New York Times.

la sélection en V.O. du New York Times, le nouveau supplément du Monde chaque samedi avec le Monde, daté dimanche - lundi

13

The New York Times
Le Monde

Le Monde

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Le Dow Jones baisse malgré des signes de reprise économique

HANDICAPÉS par les prises de bénéfice consécutives à deux journées d'euphorie, les valeurs américaines ont connu une séance mitigée, mercredi 15 mai. Malgré de nouveaux signes de reprise économique, à New York, l'indice Dow Jones des trente principales valeurs industrielles a baissé de 0,53 %, à 10 243,58 points, tandis que, sur le Nasdaq, l'indice Composite gagnait 0,38 %, à 1 725,56 points. Alors que la production a augmenté de 0,4 % au mois d'avril, le chef économiste de la Maison Blanche, Glenn Hubbard, s'est montré optimiste quant aux perspectives de croissance : « Une hausse de 3 % à 3,5 % du PIB sur l'année est un objectif très raisonnable », a-t-il déclaré.

Les marchés d'actions européens sont restés timides dans leur orien-

tation à la hausse. L'indice Eurostoxx 50, limité aux valeurs de la zone euro, s'est apprécié de 0,56 %, à 3 595,73 points. Le Footsie, à Londres, s'est élevé de 0,37 %, à 2 529,10 points, et le DAX, à Francfort, a gagné 0,46 %, à 5 072,39 points. La Bourse allemande a réagi favorablement à l'issue des négociations salariales dans la métallurgie. A Paris, le CAC 40 a terminé la séance en hausse de 0,54 %, à 4 471,27 points. Vivendi Universal (+ 5,06 %, à 33 euros) a connu une seconde journée de forte hausse, après avoir annoncé, mardi, la cession de sa participation dans BskyB. Les valeurs technologiques et télécommunications ont également été recherchées par les investisseurs, dans un marché très actif. France Télécom (+ 7,99 %, à 21,99 euros) et sa filiale de téléphonie mobile Orange (+ 5,53 %, à 6,11 euros) ont profité de cette tendance : les investisseurs considèrent que la chute des deux titres est excessive et que leur potentiel de hausse se réalisera à brève échéance. EADS a également bondi de 5,4 %, à 17,50 euros, bénéficiant d'une recommandation positive de la Deutsche Bank. A un degré moindre, Thomson Multimedia (+ 2,62 %, à 30,95 euros) et Alcatel (+ 2,01 %, à 14,21 euros) ont connu la faveur des opérateurs.

A Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 0,82 %, à 11 738,69 points.

Marc Ferracci

INDICE NASDAQ

Depuis six mois



Source : Bloomberg

LES BOURSES DANS LE MONDE 16/5, 9h47

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
UNION EUROPÉENNE									
ALLEMAGNE	DAX Index	5042,87	16/5	-0,58	5467,31	19/3	4706,01	20/2	24,90
	Euro Neu Markt Price IX	900,66	16/5	-0,42	1212,43	4/1	805,33	7/5	
AUTRICHE	Austria traded	1330,68	16/5	-0,37	1368,18	2/5	1109,88	9/1	14,30
BELGIQUE	Bel 20	2868,06	16/5	-0,13	2906,75	24/4	2609,61	15/1	14,00
DANEMARK	Horsens Bnax	260,10	16/5	-0,14	280,92	26/3	248,53	25/4	
ESPAGNE	Ibex 35	8104,40	16/5	-0,71	8608,50	4/1	7628,00	22/2	18,80
FINLANDE	Hex General	6963,50	16/5	-0,57	9224,39	4/1	6427,46	7/5	17,40
FRANCE	CAC 40	4448,86	16/5	-0,50	4720,04	4/1	4210,30	20/2	20,60
	Mid CAC	2140,18	15/5	-0,02	2176,90	2/4	1929,16	2/1	15,20
	SBF 120	3106,57	16/5	-0,47	3263,91	28/3	2924,74	20/2	20,60
	SBF 250	2964,12	15/5	0,49	3081,90	28/3	2782,54	20/2	20,40
	Indice second marché	2567,01	15/5	0,10	2567,01	15/5	2287,73	2/1	15,20
	Indice nouveau marché	955,62	16/5	-0,54	1175,41	7/1	920,66	7/5	
GRÈCE	ASE General	2346,55	16/5	0,00	2655,07	3/1	2160,28	16/4	15,40
IRLANDE	Irish Overall	5248,21	16/5	-0,99	6085,03	18/1	4611,80	20/3	12,70
ITALIE	Milan Mib 30	31650,00	16/5	-0,63	33548,00	17/4	29542,00	20/2	20,50
LUXEMBOURG	Lux Index	1107,63	15/5	0,42	1169,48	14/1	821,62	30/4	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	501,49	16/5	-0,46	531,45	18/4	475,19	22/2	17,40
PORTUGAL	PSI 20	7285,35	16/5	-0,21	7998,50	4/1	7117,03	7/5	17,30

EUROPE Jeudi 16 mai 9h47

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTOMOBILE	3573,41	-0,62
BIENS D'ÉQUIPEMENT	239,26	-0,25
CONSTRUCTION	296,80	-1,30
ÉNERGIE	211,68	-0,05
FINANCE	360,02	-0,34
INDUSTRIE	367,43	-0,31
INFRASTRUCTURE	244,15	-0,18
MATERIELS	135,28	-0,42
PHARMACIE	467,26	-0,45
TECHNOLOGIE	353,99	-0,57
SERVICES FINANCIERS	232,46	-0,76
ALIMENTATION ET BOISSON	252,95	-0,01
BIENS D'ÉQUIPEMENT	367,23	-0,27
ASSURANCES	311,43	-0,20
MÉDIAS	247,27	-0,21
BIENS DE CONSOMMATION	371,42	-0,19
COMMERCE ET DISTRIBUTION	278,44	-0,05
HAUTE TECHNOLOGIE	400,85	-1,19
SERVICES COLLECTIFS	293,93	-0,02

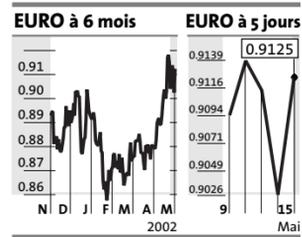
LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	AL	20,97	-0,52
AEGON NV	NL	25,65	-0,20
AIR LIQUIDE	FR	170,70	-0,29
ALCATEL A	FR	14,08	-0,91
ALLIANZ N	AL	259,25	-0,21
AVENTIS	FR	77,80	-0,38
AXA	FR	22,87	-0,48
BASF AG	AL	47,71	-0,60
BAYER	AL	36,10	-0,58
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	39,67	-0,08
BVBA	ES	13,44	-1,54
BNP PARIBAS	FR	60,35	-1,47
BSCH	ES	9,96	-3,21
CARREFOUR	FR	50,25	-0,30
DAIMLERCHRYSLER N	AL	52,37	-0,30

MARCHÉ DES CHANGES 16/5, 9h47

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,78370	0,91370	1,45780	0,62755
TOKYO (¥)	127,60000		116,58000	186,07905	80,07530
PARIS (€)	1,09395	0,85735		1,59550	0,68650
LONDRES (£)	0,68575	0,53740	0,62670		0,43035
ZURICH (FR. S.)	1,59400	1,24950	1,45635	2,32370	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4347	7,4407
COURONNE NORVÉGE	7,5366	7,5490
COURONNE SUÉDOISE	9,2397	9,2427
COURONNE TCHÉQUE	30,1404	30,6108
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6633	1,6653
DOLLAR CANADIEN	1,4219	1,4233
DOLLAR HONGKONG	7,1213	7,1313
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9889	1,9919
FORINT HONGROIS	244,2215	245,0141
LEU ROUMAIN	30246,0000	30306,0000
ROUBLE	28,5822	28,6039



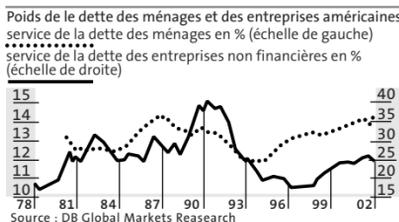
L'ACCROISSEMENT de l'endettement des entreprises préoccupe les investisseurs. Signe de leur nervosité, à la Bourse d'Amsterdam, jeudi 15 mai, ils ont cédé précipitamment leurs titres KPNQwest (- 56,56 % sur la séance), la société commune des opérateurs néerlandais KPN et américain Qwest, qui n'arrive plus à trouver de financements. Sans nouvelles ressources, cette société, qui a accumulé une dette nette de plus de deux milliards d'euros, risque la cessation de paiement.

LES EFFETS D'UNE BAISSÉ DE NOTE

Un phénomène, en particulier, inquiète les financiers : la multiplication des emprunts comportant des clauses liées à la notation financière de l'entreprise, notamment dans le secteur des télécommunications. En cas de dégradation de leur note financière, par exemple, les entreprises s'engagent à verser plus d'intérêts pour compenser l'accroissement du risque supporté par les investisseurs. Mais cette sécurité coûte cher, car elle peut déboucher sur un cercle vicieux dans lequel une fois la notation abaissée, la société a plus de mal à avoir accès au crédit et voit ses charges financières s'alourdir, au risque de se voir étranglée financièrement.

Les interrogations des investisseurs sur le développement de cette nouvelle catégorie d'emprunt à clause de déclenchement automatique, appelée *ratings trigger*, a conduit l'agence de notation financière Standard & Poor's à réaliser une étude sur plus de 1 000 entreprises américaines et européennes pour se rendre compte du danger des différentes clauses incluses dans les contrats d'emprunt de ces entreprises. En fait, un peu moins de 3 % (soit 24 sociétés) affichent une forte vulnérabilité, et peuvent être entraînés dans une crise de liquidité par une

UN FARDEAU



baisse modérée de la qualité de leur crédit. En Europe, elles sont au nombre de neuf (contre 15 aux Etats-Unis), parmi lesquelles l'opérateur de satellites Eutelsat, la société foncière Klépierre, le distributeur de matériel électrique Rexel, les groupes Vivendi Universal et Vivendi Environnement ou encore le groupe pétrolier espagnol Repsol-YPF.

L'AMPLEUR DU FINANCEMENT OBLIGATAIRE

Ces nouvelles clauses d'emprunt sophistiquées ont accompagné le fort développement de l'utilisation des marchés obligataires comme source de financement des entreprises. En 2001, elles ont fait quasiment jeu égal avec la dette des Etats, selon une étude de la banque d'affaire Merrill Lynch sur la taille et la structure du marché obligataire au niveau mondial. Les emprunts d'entreprises représentent 29,7 % du marché mondial - en progression régulière chaque année depuis 1997, où ils constituaient 26,9 % du marché -, contre 30,1 % pour les Etats dont la part, de 41,4 % en 1995, a graduellement diminué. Le marché des obliga-

tions dans sa globalité, qui a totalisé 33 000 milliards de dollars (36 666 milliards d'euros) en 2001, est en hausse de 5 % sur un an. Ce segment a progressé deux fois plus vite en Europe. Les emprunts d'entreprises y sont en augmentation de 20 % en 2001, après une hausse de 13 % en 2000.

LE COÛT D'EMPRUNT POURRAIT S'ACCROÎTRE

Le financement par la dette pourrait coûter plus cher aux entreprises à mesure que l'économie s'améliore, surtout aux Etats-Unis. Selon les experts de la Deutsche Bank, « le coût d'emprunt des entreprises pourrait s'accroître de 1 % cette année, si la Réserve fédérale américaine relève ses taux d'intérêt de 1,25 % avant la fin de l'année ». Ils ne s'alarment toutefois pas de la situation des entreprises, mettant en avant que le service de la dette qu'elles doivent supporter est moins lourd que lors des précédentes phases de récession. Un quart des liquidités que dégagent les entreprises non financières américaines (leur marge brute d'autofinancement ou *cash flow*) est mobilisé pour rembourser les intérêts de la dette, contre plus de 40 % au début des années 1990.

Un renchérissement des conditions de financement paraît supportable dans un futur proche, pour les experts de la banque allemande. La situation pourrait toutefois se durcir. « Le risque majeur réside dans la conjugaison d'une croissance plus faible et d'une hausse de l'inflation, pouvant provenir d'une hausse des prix du pétrole, qui rendrait la dette des entreprises nettement plus onéreuse », préviennent-ils, redoutant une hausse des rendements obligataires par crainte d'une érosion du capital par l'inflation.

Cécile Prudhomme

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5251,00	16/5	-0,15	5362,30	4/1	5015,50	20/2	17,90
	FTSE techMark 100 index	1034,27	16/5	-1,07	1569,62	4/1	1023,91	13/5	107,90
SUÈDE	OMX	720,00	16/5	0,24	878,88	4/1	680,86	25/4	23,80
EUROPE									
HONGRIE	Bux	8741,95	15/5	-0,89	9019,43	7/5	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1282,31	15/5	0,31	1413,86	21/3	1142,62	7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	14993,95	15/5	0,11	16423,35	25/1	13842,31	2/1	196,80
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	467,10	16/5	-0,19	479,40	10/5	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	402,36	15/5	-0,14	402,91	14/5	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	6665,10	16/5	-0,07	6723,10	18/4	6059,10	6/2	18,90
TURQUIE	National 100	11352,39	16/5	-0,44	15071,84	8/1	10443,81	18/3	10,40
AMÉRIQUES									
ARGENTINE	Merval	370,20	15/5	-3,68	471,34	6/2	323,69	2/1	
BRÉSIL	Bovespa	12349,58	15/5	1,19	14495,28	18/3	11943,26	13/5	8,90
CANADA	TSE 300	7706,98	15/5	-0,13	7992,70	7/3	7402,70	20/2	20,70
CHILI	Ipsa	95,44	16/5	-0,47	102,37	4/1	94,80	20/2	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	10243,68	15/5	-0,53	10673,10	19/3	9529,46	30/1	22,40
	Nasdaq composite	1725,56	15/5	0,38	2098,88	9/1	1560,29	7/5	46,30
	Nasdaq 100	1311,05	15/5	0,42	1710,23	9/1	1142,25	7/5	42,50
	Wilshire 5000	10367,86	15/5	-0,41	10983,40	19/3	9977,48	7/5	
	Standards & Poors 500	1091,07	15/5	-0,57	1176,97	7/1	1048,96	7/5	20,70
MEXIQUE	IPC	7402,80	15/5	0,56	7611,12	11/4	6365,72	14/1	12,70

FRANCFORT

15/5 : 163 millions d'euros échangés	Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances			
WIZCOM TECHNOL.	0,25	56,25	
ABACHO	0,29	52,63	
TEAM COMM GRP.	0,06	50,00	
BUCH DE INTERNET	0,75	50,00	
HSB5 MEDIA	0,30	42,86	
PRIMACOM AG	1,08	31,71	
BANKGSELL. BERLIN	2,75	25,00	
Plus mauvaises performances			
ION INTERNET	0,38	81,00	
PHENOMEDIA	0,39	62,14	
HEYDE	0,04	42,86	
ARTSTOR	0,14	39,13	
BAUM	0,40	33,33	
PROUT	1,30	31,58	
M&S ELEKTRONIK	0,03	25,00	

LONDRES

15/5 : 2600 millions d'euros échangés	Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances			
SCOOT.COM	0,01	29,87	
XERGICARD	0,01	25,00	
ENLIS	0,02	7,57	
BOOKHAM TECHNOLOGY	0,95	6,74	
KIDDE	0,92	5,14	
BAUFOUR BEATTY	2,50	4,38	
PACE MICRO TECH	0,92	4,26	
Plus mauvaises performances			
JARVIS	3,34	13,81	
TELEVEST COMM.	0,08	8,89	
FIRSTGROUP	2,92	7,30	
BALTIMORE TECHNOL.	0,08	5,71	
THE BIG FOOD GROUP	0,82	5,20	
BRITISH ENERGY	1,75	4,63	
LOGICA	2,37	4,54	

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 16/5	Taux 3 mois	Taux 6 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,30			

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 16 mai 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	45,61	45,50	0,24	11,70	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE	39,99	40,00	-0,03	8,37	40,05	30,34	1,20	3610
AGF	56,45	56,80	-0,62	4,73	58,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	19,17	19,10	0,37	16,60	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	171,20	170,20	0,59	8,76	174,00	149,80	3,20	12007
ALCATEL A	14,30	14,21	0,63	25,52	21,62	12,06	0,16	13000
ALCATEL O	4,88	4,88	n/d	36,78	9,62	4,75	0,10	13015
ALSTOM	13,52	13,75	-1,67	8,24	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO.#	57,00	56,95	0,09	12,31	66,40	48,50	0,14	3463
ARBEL	4,70	4,69	0,21	51,61	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	187,00	186,30	0,38	17,24	201,00	160,00	22,85	4524
ASEF	27,31	27,68	-1,34	n/d	28,15	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	71,00	70,95	0,07	3,46	94,40	65,05	n/d	5173
AVENTIS	78,35	78,10	0,32	-1,75	85,95	73,90	0,50	13046
AXA	22,91	22,98	-0,30	-2,38	26,09	19,41	0,56	12062
BACOU DALLOZ	n/d	119,00	n/d	35,22	138,00	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA.	145,50	145,00	0,34	20,14	145,50	122,50	7,16	12018
BEGHIN SAY	45,60	45,60	n/d	11,76	45,90	39,20	n/d	4455
BIC	43,50	43,50	n/d	13,39	44,66	35,51	0,29	12086
BNP PARIBAS	61,00	61,25	-0,41	21,39	61,85	49,77	2,25	13110
BOLLORE	n/d	254,00	n/d	5,74	262,00	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	51,50	51,50	n/d	0,29	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAND	51,10	51,05	0,10	13,55	52,85	41,70	1,45	12010
BOUYGUES	33,80	33,60	0,60	-8,15	38,95	30,51	0,36	12020
BOUYGUES OFFS.	59,35	59,35	n/d	48,18	59,60	38,60	1,10	13070
BULL.#	0,71	0,74	-4,05	-42,27	1,36	0,63	n/d	5260
BURELLE (LY)	n/d	62,40	n/d	25,73	62,40	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	37,27	37,70	-1,14	-0,74	51,00	30,31	n/d	12074
CANAL +	3,54	3,54	n/d	-1,11	3,90	3,43	0,18	12546
CAP GEMINI	62,30	62,00	0,48	-23,18	90,70	57,20	0,40	12533
CARBONE-LORRAINE	37,45	37,10	0,94	24,83	39,48	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	50,55	50,40	0,30	-13,44	58,80	45,80	0,56	12017
CASINO GUICH.ADP	65,10	65,00	0,15	4,16	67,30	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	87,45	87,00	0,52	0,92	89,90	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	68,20	67,50	1,04	17,89	68,50	54,25	2,85	12420
CEGED (LY)	68,95	69,00	-0,07	-11,99	90,50	65,50	2,00	12470
CEROL	34,15	34,45	-0,87	20,03	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR	30,73	31,15	-1,35	-0,22	33,06	30,70	n/d	4457
CFR.RECYCLING	47,00	47,20	-0,42	17,50	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP	30,80	31,95	-3,60	n/d	38,30	29,50	n/d	12102
CHARGEURS	89,50	89,00	0,56	19,41	89,70	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	45,69	45,58	0,24	32,55	46,25	32,50	0,28	13040
CIC -ACTIONS A	135,00	135,00	n/d	12,03	135,00	118,70	2,29	12005
CIMENTIS FRANCAIS	52,65	53,00	-0,66	9,68	53,00	46,20	1,40	12098
CLARINS	66,50	66,40	0,15	4,88	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	41,91	41,50	0,99	2,21	56,40	40,75	1,00	12156
CNP ASSURANCES	42,84	42,60	0,56	20,00	43,80	33,60	1,08	12022
COFACE SVN CA	60,00	60,30	-0,50	26,58	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	165,90	166,00	-0,06	4,33	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS	74,50	74,30	0,27	17,60	75,95	62,00	2,80	12163
CONTIN.ENTREPR.	n/d	41,00	n/d	8,27	46,90	38,80	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	23,62	23,85	-0,96	32,77	24,24	17,50	n/d	4507
CREDIT.FON.FRANCE	16,09	16,10	-0,06	10,66	16,30	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	47,50	48,12	-1,29	26,66	48,80	36,14	0,75	18420
CS COM.ET SYSTEMES	10,49	10,50	-0,10	26,38	12,25	7,60	n/d	7896
DAMART	98,20	103,00	-4,66	21,83	109,90	79,50	3,80	12049
DANONE	148,50	148,50	n/d	8,39	149,30	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	402,70	395,00	1,95	27,03	402,70	284,90	6,50	12172
DASSAULT SYSTEMES	49,20	49,30	-0,20	-8,88	59,40	43,15	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI	14,70	14,80	-0,68	2,08	15,00	14,25	0,55	12423
DEVAUX(LY) #	77,95	78,00	-0,06	-3,16	78,00	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	79,50	n/d	30,32	79,50	61,10	2,74	3747
DIM (DOLLFUS MI)	9,29	9,01	3,11	24,03	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACON	27,50	27,70	-0,72	2,23	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	92,50	95,10	-2,73	35,23	97,40	68,80	2,10	13045
ELECT.MADAGASCAR	24,00	24,20	-0,83	6,66	24,90	19,60	n/d	3571
EURO SVN SCA	8,93	9,02	-1,00	10,79	9,88	7,85	0,07	12127
ENTENIA(EX CDE)	31,72	31,95	-0,72	25,12	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	36,75	37,00	-0,68	6,21	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	44,47	44,50	-0,07	30,98	45,57	31,20	3,90	12166
ESSO	90,90	87,50	3,89	13,34	96,80	79,50	2,75	12066
EULER	41,85	41,85	n/d	-1,52	47,40	40,00	1,40	12130
EURAZEO	59,05	58,50	0,94	-7,66	63,85	57,00	1,00	12112

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
EURO DISNEY SCA	0,83	0,83	n/d	-5,68	1,21	0,81	n/d	12587
EURTUNNEL	1,02	1,02	n/d	-9,73	1,18	0,90	n/d	12537
FALCERIA	53,00	52,60	0,76	-10,16	61,40	51,50	0,91	12114
F.F.P. (NV)	130,00	131,00	-0,76	33,95	132,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC	48,48	48,30	0,37	20,29	50,50	40,00	0,90	3794
FINAXA	n/d	96,50	n/d	21,92	107,50	68,00	2,20	3313
FONCLYON.#	32,16	32,16	n/d	20,44	32,60	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM	22,07	21,90	0,78	-50,84	48,16	19,70	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	107,00	107,00	n/d	7,05	118,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE	137,00	135,00	1,48	-10,39	168,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #	48,60	49,00	-0,82	17,96	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA	99,00	99,80	-0,80	8,19	101,00	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE	17,80	17,71	0,51	23,95	17,85	13,71	n/d	4447
GEOPHYSIQUE	49,10	49,21	-0,22	39,29	50,05	33,16	1,22	12010
GFI INFORMATIQUE	10,40	10,50	-0,95	-13,69	13,34	9,50	0,15	6337
GRANDVISION C&H	18,50	18,36	0,65	21,31	20,10	15,05	0,30	5297
GROUPE GASCOGNE	82,30	82,30	n/d	-1,91	86,00	67,75	2,70	12441
GROUPE PARTOUCHE #	75,95	75,95	n/d	2,28	82,85	63,00	0,80	5354
GR.ZANNIER (LY) #	82,50	84,80	-2,71	4,96	85,60	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE	87,90	88,00	-0,11	3,41	88,00	79,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING	8,36	8,36	n/d	2,82	11,00	7,52	0,17	12188
IMERY	135,40	136,20	-0,59	25,60	138,90	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	n/d	20,20	n/d	8,18	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	n/d	128,00	n/d	13,50	132,50	118,00	n/d	5793
INFGRAMMES ENTER.	7,64	7,53	1,46	-41,00	15,98	7,25	n/d	5257
INGENICO	25,92	25,92	n/d	14,69	28,50	22,50	0,10	12534
ISIS	n/d	166,00	n/d	5,06	177,00	137,00	n/d	12000
JC DECAUX	14,14	14,30	-1,12	12,66	14,71	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD	21,86	21,87	-0,05	32,48	22,70	16,21	0,82	12125
KLEPHERE	124,40	125,10	-0,56	15,93	125,70	108,20	3,10	12196
LAFARGE	109,40	109,90	-0,45	4,28	110,80	96,85	2,20	12053
LACARDERE	50,65	50,00	1,30	7,76	54,85	41,92	0,78	13021
LEBON (CIE)	54,55	54,60	-0,09	8,66	57,00	48,75	2,30	12129
LEGRAND OPP.	n/d	168,00	n/d	16,66	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRAND ORD.	n/d	135,30	n/d	9,11	143,20	110,00	1,50	12528
LEGRIS INDUST.	21,81	22,12	-1,40	-0,86	25,39	18,20	1,20	12590
LIBERTY SURF	3,48	3,50	-0,57	22,10	3,80	2,90	n/d	7508
LINCINDUS	136,00	135,00	0,74	7,93	136,80	126,00	10,18	12135
L'OREAL	83,40	83,15	0,30	3,09	88,30	75,15	0,44	12032
LOUURE #	72,50	73,40	-1,23	15,44	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA	12,69	12,70	-0,08	-2,38	13,48	10,42	1,83	3630
LVHM MOET HEN.	59,65	59,15	0,85	30,52	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL	58,85	58,75	0,17	n/d	72,80	56,75	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM	49,99	50,00	-0,02	8,10	57,60	47,34	n/d	6494
MAUSSIERE FOREST.	8,25	8,74	-5,61	7,				

AUJOURD'HUI

SPORTS

Le **REAL MADRID** a gagné, mercredi 15 mai, à Glasgow (Ecosse), grâce à sa victoire (2-1) devant le club allemand du Bayer Leverkusen, le 9^e titre de **CHAMPION D'EUROPE** de sa longue histoire. Les deux

buts madrilènes ont été inscrits par l'attaquant vedette de la sélection espagnole, Raul (9^e minute) et par **ZINEDINE ZIDANE** (45^e). Les Allemands étaient revenus au score après une tête victorieuse du défen-

seur brésilien Lucio (14^e). Le **MENEUR DE JEU DES BLEUS** emporte la première Coupe d'Europe de sa carrière après **DEUX FINALES** infructueuses dans les rangs de la Juventus Turin (1977, 1998). Le Real

Madrid a sauvé la saison de son **CENTENAIRE**, après avoir terminé troisième du championnat d'Espagne et perdu la finale de la Coupe du Roi. Il est le **CLUB LE PLUS TITRÉ** d'Europe.

Au Real Madrid, Zinedine Zidane s'offre enfin une Coupe d'Europe

Football • Le meneur de jeu de l'équipe de France a remporté la Ligue des champions grâce à la victoire de son club face au Bayer Leverkusen (2-1). C'est même lui qui, à quelques jours de la Coupe du monde, a inscrit le but de la victoire d'une superbe reprise de volée du pied gauche

GLASGOW (Ecosse)
de notre envoyé spécial

Les années paires semblent dévolues au Real Madrid. Après avoir été sacré en 1998 et 2000, le club espagnol a gagné, mercredi 15 mai, face aux Allemands du Bayer Leverkusen (2-1), sa troisième finale de Ligue des champions en cinq ans. Le neuvième trophée du genre de son histoire. Une histoire qui ne cesse de se répéter, un règne qui n'en finit plus de se prolonger. Le meilleur club d'Europe et, sans doute, du monde semble indétronnable puisque il devance au palmarès de la compétition la plus convoitée les Italiens du Milan AC, deuxième avec (seulement) cinq succès.

Sur la pelouse écossaise du Hampden Park de Glasgow, la soirée de mercredi a vite pris des allures de vaste commémoration. Les 19 000 spectateurs espagnols, majoritaires dans cette immense enceinte réduite désormais à 55 000 places, entonnaient dans un bel ensemble un « Joyeux anniversaire ». Les supporters, dirigeants et joueurs voulaient voir un signe dans ce succès obtenu l'année du centenaire du club sur les lieux mêmes de leur victoire (déjà) historique, il y a 42 ans, face aux Allemands de l'Eintracht Francfort (7-3).

« Le Real est éternel », a simplement résumé le président madrilène Florentino Perez. L'homme, élu à la tête du club il y a deux ans, ne boudait pas son plaisir. « Nous avons dit au début de la saison que nous voulions tout gagner, et nous n'y avons pas réussi, mais c'était très difficile », ajoutait-il. Ce chef d'une entreprise du BTP, élu il y a trois mois homme d'affaires espagnol de l'année, ne voulait retenir que cette victoire. Oubliées la déception d'une finale de Coupe du roi perdue, à domicile, face au Deportivo La Corogne (1-2) et la troisième place en Liga (à 9 points du champion Valence). « Je crois qu'on a fait une très belle saison et que ce n'aurait pas été juste qu'on termine sans titre », a-t-il commenté.

DOMINÉS DANS LE JEU

Une défaite face aux Allemands aurait certainement précipité le club au budget colossal (près de 180 millions d'euros) dans la crise. Mais le Real Madrid a remporté sa neuvième finale de C1, grâce, en outre, à sa recrue de l'intersaison, débauché pour la somme record de 76 millions d'euros (plus de 500 millions de francs). Zinedine Zidane, meneur de jeu de l'équipe de France championne du monde



Reprise de volée du pied gauche. A la 45^e minute de la finale de la Ligue des champions, Madrid-Leverkusen, Zinedine Zidane inscrit un but doublement mémorable. Il offre un neuvième titre de champion d'Europe au prestigieux club espagnol et un premier trophée européen à son auteur. Le geste limpide du meneur de jeu des Bleus démontre qu'à l'approche de la Coupe du monde (31 mai-30 juin) il est en très grande forme. Une mauvaise nouvelle pour les prochains adversaires de l'équipe de France (Sénégal, Uruguay, Danemark).

et d'Europe en titre, élu joueur du match par l'UEFA, a offert la victoire aux siens d'une reprise de volée qui risque de marquer les esprits pendant un bon moment. Un but exceptionnel inscrit juste avant la mi-temps, qui lui a valu d'être acclamé de longues minutes par les supporters.

A l'image du chef-d'œuvre de l'homme au n° 5, l'équipe a pu faire la différence face à une valeureuse équipe allemande grâce avant tout à ses individualités. Car, dans le jeu, les joueurs du Bayer Leverkusen montrèrent une belle maîtrise, même supérieure aux Madrilènes en première mi-temps. Pourtant, le score était acquis lorsque les joueurs regagnèrent les vestiaires après 45 minutes de jeu.

C'est que les stars du Real vous renversent un match en deux coups de génie. Comme cette touche hallucinante de longueur, qui vit le défenseur brésilien Roberto Carlos offrir, après une trajectoire de près de 20 mètres, la balle du

GLASGOW (Ecosse)
de notre envoyé spécial

Zinedine Zidane l'avait annoncé en posant ses crampons à Madrid, en juillet 2001 : « Ce serait fabuleux d'ajouter mon nom au palmarès de la Ligue des champions. » Mercredi 15 mai, le meneur de jeu de l'équipe de France et du Real Madrid lâchait dans un large sourire : « Après ma victoire en Coupe du monde, c'est le plus beau moment de ma carrière. » Son club vient de remporter sa neuvième C1 (Coupe des champions, puis Ligue des champions) et lui sa première. Le seul titre majeur qui manquait à son palmarès.

Par deux fois, il l'avait approché avec la Juventus Turin en 1997, face aux Allemands du Borussia Dortmund (3-1) et en 1998 face au Real Madrid (1-0). « J'avais perdu deux finales. Celle-là, il fallait donc

Le héros n'était même pas fatigué

la gagner ! », expliquait-il après coup. Il fallait... Alors il s'est surpassé et a tenté le geste fou quelques secondes avant la mi-temps : « La passe vient de Roberto Carlos et je reprends le ballon de volée sans réfléchir, à l'intuition. C'est un beau but. » L'intuition, comme lors d'une autre finale un soir de juillet 1998, fut un nouveau fois décisive. Au coup de sifflet final, Zinedine Zidane s'est effondré, genoux à terre, avant de lever la tête vers le ciel écossais. Il recevait ensuite les félicitations de tous ses coéquipiers et était désigné par l'UEFA meilleur joueur de la rencontre.

« A 100 % »

Comme il l'avait annoncé avant la rencontre, Zinedine Zidane s'est « donné à 100 % ». Avec son élégance habituelle et sa hargne toute personnelle. A la baguette, le maestro se fit également remarquer en défense, n'hésitant pas à tacler si nécessaire. Non sans risque. Car, à 16 jours du match inaugural qui opposera le 31 mai à Séoul (Corée du Sud) la France au Sénégal, le spectre de la blessure planait au-dessus du gazon de Hampden Park foulé par une quinzaine de joueurs concernés par la Coupe du monde asiatique.

A l'heure où se succèdent les forfaits – le dernier en date est celui de l'Anglais Steven Gerrard, le talentueux jeune milieu de terrain de Liverpool –, la dernière rencontre de Zinedine Zidane était redoutée. Mais le meneur de jeu des Bleus en est sorti vainqueur et intact. « Maintenant, je vais bien me reposer pour attaquer le Mondial dans de bonnes conditions », a-t-il confié après la rencontre. Pour Claude Makelele, les nouvelles sont moins rassurantes. Gêné avant la rencontre par une légère contracture à la cuisse gauche, l'ancien Nantais a quitté le terrain peu après l'heure de jeu. « Il s'est ressenti de sa blessure, c'est pour cela que je l'ai remplacé », a expliqué son entraîneur, Vicente Del Bosque.

Elu joueur étranger de l'année du championnat espagnol par les entraîneurs de la Liga, Zinedine Zidane semble être en pleine forme. Cela n'empêchera pas Roger Lemerre de le laisser au repos,

premier but à l'attaquant Raul, oublié sur l'aile gauche. L'épatant avant-centre de l'équipe d'Espagne ne ratait pas l'occasion d'inscrire son sixième but de la compétition (9^e minute). Puis ce fut l'offrande de Zinedine Zidane, servi là encore par Roberto Carlos.

« Nous savons que Roberto Carlos effectue une remise en touche surpuissante. De même, nous avons commis une autre erreur en le laissant monter : il a pu servir un hom-

blessure, ils auraient pu égaliser dans les ultimes minutes.

Le sort semble prendre un malin à plaisir à voir les joueurs du Bayer abonnés aux accès de la saison 2001-2002 : deuxième du championnat d'Allemagne, qu'ils ont laissé échapper lors des deux dernières journées, battus en finale de la Coupe d'Allemagne (4-2) par Schalke 04 Gelsenkirchen, les voilà contraints de jouer les seconds rôles européens. « La déception est

Incidents à Madrid

Au moins trois supporters du Real Madrid et un policier ont été blessés, mercredi 15 mai, lors des manifestations de foule suivies par près de 30 000 personnes après la victoire (2-1) du club madrilène en Ligue des champions. Les incidents ont éclaté vers minuit dans le centre de la capitale espagnole lorsque des supporters ont commencé à jeter des bouteilles sur les forces de l'ordre. Selon la radio espagnole, deux impacts de balles ont été retrouvés sur un véhicule des forces de l'ordre. Après vingt minutes pendant lesquels des « ultras » (supporteurs radicaux du Real) ont agressé des passants, près de la place de Cibeles où la foule s'était rassemblée, la police anti-émeute a chargé, procédant à une trentaine d'interpellations.

me comme Zidane, de classe mondiale, qui nous a mis ce but sensationnel », pestait l'entraîneur allemand, Klaus Toppmöller, avant de concéder : « Mais je suis très content de la prestation de mon équipe, qui a tout donné, les joueurs finissant épuisés. » Ses joueurs ont prouvé qu'ils étaient plus que ce que les sparing partners annoncés et que leur place à ce niveau de la compétition ne devait rien au hasard. De plus, sans trois parades décisives du gardien merengue Iker Casillas, qui a suppléé Luis César, sorti sur

gigantesque. Ça fait mal », a confesse Klaus Toppmöller. Malgré sa valeur, le Bayer Leverkusen ne dispose toujours que d'un modeste palmarès : une Coupe de l'UEFA (1988) et une Coupe d'Allemagne (1993). Rainer Calmund, l'emblématique manager général du club, appréciera l'ironie de ce supporter madrilène interpellant ses homologues allemands : « Réessayez l'année prochaine. Nous, on ne la gagne que tous les deux ans. »

Etienne Labrunie

REAL MADRID-LEVERKUSEN 2-1

Ligue des champions, Finale
Hampden Park, à Glasgow (Eco) • Terrain excellent • Temps humide et venteux • 52 000 spectateurs • Arbitre : M. Meier (Sui).

BUTS

REAL MADRID : Raul (9^e), Zidane (45^e).
BAYER LEVERKUSEN : Lucio (14^e).

AVERTISSEMENTS

REAL MADRID : Salgado (45^e), Roberto Carlos (87^e).

LES ÉQUIPES

● **REAL MADRID** (entraîneur : Del Bosque) : Cesar (Casillas, 67^e) • Salgado, Hierro (cap.), Helguera, Roberto Carlos • Figo (McManaman, 61^e), Makelele (Flavio Conceicao, 73^e), Solari • Zidane • Raul, Morientes.
● **BAYER LEVERKUSEN** (entraîneur : Toppmöller) : Butt • Sebesen (Kirsten, 65^e), Lucio (Babic, 90^e), Zivkovic, Placente • Ramelow (cap.) • Schneider, Ballack, Bastuerk • Neuville, Brdaric (Berbatov, 38^e).

E. La.

DÉPÊCHES

■ **RUGBY** : le troisième-ligne aile international Olivier Magne a résigné pour trois ans à Montferrier, a-t-il annoncé mercredi sur son site Internet. « Financièrement, je suis très sensible à l'effort fait par les dirigeants pour me conserver », a précisé le joueur, qui « compte bien aider l'ASM à atteindre les plus hauts objectifs la saison prochaine : la Coupe d'Europe et le Bouclier ». Olivier Magne joue en Auvergne depuis 1999.

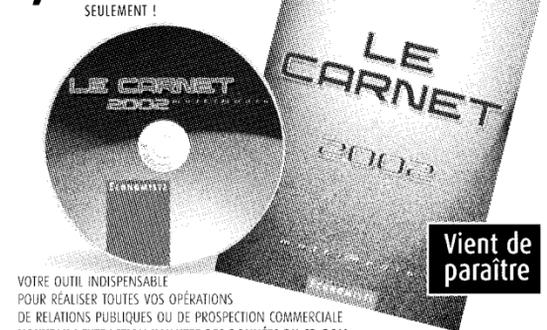
■ **TENNIS** : la Suisse Martina Hingis, ex-n° 1 mondiale de tennis, pourrait mettre un terme à sa saison en raison de sa blessure au pied gauche, qui se révèle être plus grave que prévu, a indiqué, mercredi 15 mai, son médecin, Heinz Buelmann. Martina Hingis (21 ans), qui a perdu deux fois en finale à Roland-Garros, passe des tests médicaux dont les résultats sont attendus pour la fin de la semaine. Si son forfait pour les Internationaux de France, qui débutent le 27 mai, est pratiquement acquis, le médecin se dit pessimiste sur un retour de la joueuse pour le tournoi de Wimbledon, qui débute le 24 juin.

■ **POLITIQUE** : le nouveau ministre des sports, Jean-François Lamour, a fait de la lutte contre la violence l'axe prioritaire de son programme d'action dont il a dévoilé les grandes lignes à l'occasion de l'assemblée générale du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), mercredi 15 mai à Paris. Le ministre a également l'intention de faire avancer le dossier de l'Agence mondiale antidopage (AMA) dès le sommet d'Almeria (Espagne), auquel participeront les ministres des sports de l'UE, jeudi 16 et vendredi 17 mai.

■ **LOTTO** : résultats des tirages n° 39 effectués mercredi 15 mai. Premier tirage : 1, 18, 22, 30, 32, 39 ; complémentaire : 12. Pas de gagnants pour 6 numéros. 5 numéros et complémentaire : 159 655,10 € ; 5 numéros : 1 713,20 € ; 4 numéros et complémentaire : 61,60 € ; 4 numéros : 30,80 € ; 3 numéros et complémentaire : 5,40 € ; 3 numéros : 2,70 €. Second tirage : 22, 36, 39, 42, 45, 47 ; complémentaire : 3. Pas de gagnants pour 6 numéros. 5 numéros et complémentaire : 28 742,20 € ; 5 numéros : 783,30 € ; 4 numéros et complémentaire : 46,40 € ; 4 numéros : 23,20 € ; 3 numéros et complémentaire : 5 € ; 3 numéros : 2,50 €.

CONTACTEZ DIRECTEMENT
LES 5 000 PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES ET LEURS 25 000 DIRIGEANTS

0,05 CENTIME D'€ L'ADRESSE
SEULEMENT !



VOTRE OUTIL INDISPENSABLE POUR RÉALISER TOUTES VOS OPÉRATIONS DE RELATIONS PUBLIQUES OU DE PROSPECTION COMMERCIALE
NOUVEAU ! EXTRACTION ILLIMITÉE DES DONNÉES DU CD-ROM

Pour toute information et/ou commande
abonnements@nouveleco.com • fax : 01 55 33 30 31 • téléphone : 01 55 33 30 00
et site internet : www.nouveleco.com

LE NOUVEAU
ECONOMISTE

Somptueux palmarès

● Zinedine Zidane : 29 ans ; 1,85 m ; 78 kg ; 73 sélections.
● Clubs : Cannes (1988-1992), Bordeaux (1992-1996), Juventus Turin (Ita/1996-2001), Real Madrid (depuis 2001).
● Titres : Coupe du monde 1998 ; championnat d'Europe 2000 (demi-finaliste en 1996). Ligue des champions 2002 (finaliste en 1997 et 1998). Coupe intercontinentale 1996 et Supercoupe d'Europe 1996 champion d'Italie 1997 et 1998 Supercoupe d'Italie 1997 Supercoupe d'Espagne 2001 Finaliste de la Coupe UEFA 1996. Ballon d'or de France-Football 1998. ; joueur FIFA 1998 et 2000.

ARTELANO

Mobilier contemporain
VENTE AU DEBALLAGE
FINS DE SERIE - 2^{EME} CHOIX
vendredi 17, samedi 18 et dimanche 19 Mai ainsi que vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 Mai, de 10 h à 17 h sans interruption
Autorisation préfectorale n° 2002/1236
ENTREPOT ARTELANO
4, rue de Kéfir Z.I. Senia
94310 ORLY ☎ 01.46.87.86.20

Le retour à Nîmes du Cordobes laisse perplexes les aficionados, et les autres

Pour les cinquante ans de la Feria de Pentecôte, le directeur des arènes, Simon Casas, présente vendredi 17 mai un « mano a mano » entre l'icône sexagénaire et Paco Ojeda. A suivre

CORDOBES en *mano a mano* avec Paco Ojeda vendredi 17 mai à 11 heures. Anniversaire du 17 mai 1964, où Manuel Benítez « El Cordobes » médusa les Nîmoïs. Les corridas du matin ont toujours l'air d'une planète inconnue : ombres et lumières inversées, soleil vertical. Pour son cinquantenaire, la Feria de Nîmes présente les plateaux luxueux que propose le marché, les élevages de respect s'il en reste, et tous les toreros du haut de l'échelle. Plus, pour ses adieux, Cagancho, le cheval le plus torero de l'histoire de la tauromachie. Plus ce qu'on n'attend pas. Plus ce qu'on prévoit. Plus l'illusion. Plus le doute. C'est ce qu'on appelle un cartel, une affiche, un rêve à perte. Le plus souvent (voir Séville dans sa dernière feria d'avril), l'affiche est le meilleur moment de la corrida.

Cordobes l'Ancien et Paco Ojeda défilent le vendredi 17 mai, pour la première fois ensemble et seuls, et sans doute pour la dernière. A moins que... Cordobes a 66 ans et Ojeda, à 48 ans, empâté, ne trouve plus la bonne distance (le *sitio*). C'est un coup de Simon Casas, le turbulent directeur des arènes de Nîmes. Les aficionados sérieux n'y croient pas. Mais ils iront. Les aficionados récents n'y croient pas : ils seront au premier rang pour voir ces phénomènes. Les professionnels n'y croient pas : ils y seront, parce qu'on ne sait jamais. Les non-dupes n'en finissent pas d'errer : ils iront, juste pour vérifier leur ombrageuse conviction (en souhaitant vaguement se tromper). Les raisonnables qu'agace la folie très contrôlée de Casas n'y croient pas : mais que faire entre 11 heures et 13 heures un vendredi où toréent Cordobes et Ojeda ? Ils seront par là. L'expérience la plus cruelle, c'est cel-



Le 5 mai 2001, Manuel Benítez Perez « El Cordobes » participait à un « mano a mano » avec le torero français Sébastien Castella pour la première journée de la Feria de la mer à Palavas-les-Flots (Hérault). Il a été sérieusement bousculé par un toro de l'élevage Nunez del Cuvillo, et un de ses « peones » a dû intervenir pour détourner l'attention du toro et permettre au matador espagnol de se dégager.

le-ci : entendre d'à côté une arène où l'on n'a pas pu entrer. Mesurer les ombres. Vieillir pour rien.

Si vous croisez Cordobes, avec son sourire éclatant et ses cheveux de paille, hop ! il lancera d'un coup sa jambe bien tendue pour la poser sur votre épaule : « *Fais-en autant !* » Il n'a qu'une obsession : sa forme, sa santé, son éclatant maintien. Manuel court comme un jeune homme, bondit comme un cabri et s'apprête à « manger les Juan Pedro Domecq » qu'on lui oppose. Sans doute un peu attendris. Et Paco Ojeda ? Ce n'est pas le genre. C'est un homme de *campo*, de cheval, de silence. Comme El Cordobes, comme tous les toreros qui ont marqué leur époque, il a, devant les cornes, foulé de terrains où les autres n'avaient jamais mis les pieds. Cordobes et son poignet sur roulement à billes, l'allégresse et un instinct de chien joyeux. Ojeda, une immobilité qui en fit une idole pour néophytes.

Tous deux, à quelques lustres de distance, ont eu cette vertu de proposer une tauromachie pour ceux qui n'aimaient pas trop ça. Sur son seul nom, Cordobes aurait rempli un volcan. Ojeda aura marabouté Nîmes quand elle était prête à tout. L'un et

l'autre, à la longue, devant des toros que semblait frapper le syndrome d'Almodovar, rapetissant à vue d'œil, la corne maigrichonne, les pattes molles, des sortes de toros, des allusions de toros, qui faisaient, on n'a rien sans rien, le discret désespoir des taurins.

Comme il n'y a pas de fumisterie sans feu, on peut rappeler ceci : le 20 août 1964, on assiste sans conviction au défilé de Cordobes à Bilbao,

avec Litri (le père) et El Jerezano (Luis Parra). Bilbao, à l'époque, c'est une résistance des faubourgs à Franco, une chanson de Kurt Weill, une grande cité grise, industrielle, dure, une arène de sable noir, un ciel d'enclume, et, en matière de goût tauromachique, le jansénisme, en moins folâtre. Silences effrayants. Mastodontes aussi effrayants que les silences. Jugement du ciel. Trois jours avant, Cordobes, incapable de briller,

peste, rage, insulte au toro sur qui il crache, fait du Cordobes. Accueil glacial. Bronca finale parfaitement audible à Palma del Rio, près de Cordoue, où il est né le 4 mai 1936. Bilbao avait tranché. Or 1964 est une année pour lui exceptionnelle : il a connu le 17 mai un triomphe historique à Nîmes ; il confond Madrid trois jours plus tard, devant la télévision, au prix du sang : c'est le motif central d'*Ou tu porteras mon deuil*.

TRIOMPHES ÉTERNELS

C'est bien joli, mais la vérité se dit à Bilbao. Tous les trucs de son impresario El Pipo (marchand de moules reconverti dans l'invention du marketing taurin) : l'orphelinat, l'enfance dépenaillée, les cheveux rasés quand la police le surprend à toréer de nuit, les cheveux longs dans l'arène (la corrida en histoire de coiffeurs), toutes ces charlataneries n'intéressent que moyennement la grande cité basque. Et d'un coup, le 20 août, devant un toro de respect, en pointes, il réalise la meilleure *faena* de sa vie. Tatouée sur la rétine : les deux dernières naturelles sans broncher avec passe de poitrine. Des preuves ? Malgré un relatif échec à l'épée, Cordobes reçoit – c'est tout dire, car à Bilbao on ne transige pas avec l'épée – les deux oreilles d'un toro à qui le tour d'honneur est accordé. A cet instant s'ouvre une légende faite de témérité, de joie et d'impostures.

Et Ojeda ? Le 7 septembre 1979, on le voit sombrer à Ronda avec Galoso et Emilio Muñoz. La corrida goyesca de Ronda (en costume du temps de Goya), c'est une corrida de luxe. Qui n'y triomphe pas passe à côté de sa vie. Celle-ci fut une catastrophe fatigante. Ojeda vient de prendre l'alternative, et, visiblement, sa carrière va s'en tenir là. Quand soudain il ressurgit, à la fin de l'été 1982, à la faveur d'une corrida sévère de fin de saison à Madrid où il joue

les bouche-trous. Puis devant deux toros blancs au Puerto de Santa Maria. Et, quand la chance s'en mêle, il n'y a rien à dire, il triomphe à Séville, le 12 octobre, où il s'est enfoncé avec les six toros de Manolo Gonzales. On avait oublié son nom, le voilà *figura* pour dix ans.

Que valent les *mano a mano* ? Ce que valent les toros. Plus la détermination. Plus l'âge. Plus l'illusion. Plus le doute. L'histoire a été ponctuée de ces couples : Joselito-Bel-

Artistes et toros

Picasso et Leiris dans l'arène, d'Annie Mailllis, retrace avec exactitude l'histoire des arènes de Nîmes, la présence des artistes liés à la tauromachie, plus la trajectoire d'un œnologue aficionado, André Castel, qui a joué un rôle éminent de passeur, et – effort notable et espéré, par rapport aux précédents travaux de l'auteur – les circonstances politiques de toute cette aventure. Superbe album qui se signale par la qualité de sa présentation et de sa documentation, ses pistes innombrables et une intense attention aux textes et à l'histoire.

★ Annie Mailllis, *Picasso et Leiris dans l'arène, les écrivains, les artistes et les toros (1937-1957)*, éditions Cairn, 302 p., 42 €.

monte, Machaquito-Bombita, Manoleta-Pepe Luis Vazquez, Dominguin-Ordoñez. Miroir politique, érotique, sous couleur de styles opposés. On a vu des Puerta-Camino désastreux, des frères Campuzano inutiles (il y eût fallu du tragique), des Ponce-Juli insipides. Et là ? Rien. Sait-on jamais ?

Francis Marmande

Les cartels

- **Vendredi 17 mai.** 11 heures : 6 toros de Juan Pedro Domecq (Manuel Benítez « El Cordobes » et Paco Ojeda, en *mano a mano*) ; 17 h 30 : 6 Domingo Hernandez (Joselito, El Juli, Juan Bautista).
- **Samedi 18 mai.** 17 h 30 : 6 Victorino Martín (Fernández Meca, Padilla, Encabo).
- **Dimanche 19 mai.** 11 heures : 6 Jandilla (Curro Vázquez, Alfonso Romero, César Jiménez) ; 17 h 30 : 6 Palha (Espla, El Zotoluco, Swan Soto).
- **Lundi 20 mai.** 11 heures : 6 Los Espartales (Pablo Hermoso de Mendoza et son cheval Cagancho, Sergio Galán, Raphaël Durand qui prendra l'alternative) ; 17 h 30 : 6 Buenavista (Ponce, Morante de la Puebla, Abellán).

Célébration des courses camarguaises

sorte. Je sentais dans tout mon être un calme ravissant auquel, chaque fois que je me rappelle, je ne trouve rien de comparable dans toute l'activité des plaisirs connus. (Rêveries d'un promeneur solitaire.)

Un sous-titre avantageux dit de ce livre qu'il est une autobiographie. C'est, Dieu merci, plus éthiquement scandé que cette besogneuse promesse. Il y a une précision, une allégresse et une élégance d'écriture qui font défaut aux précédents écrits de Jacky Simeon. La raison, c'est cette autorisation que se sont donnée à eux-mêmes six frères qui n'y avaient pas droit. Au prix du sang et de l'engagement total du corps, de la course. Voir liste complète des dix-sept blessures, sans compter entorses, déchirures et contractures diverses, entre 1973 et 1989.

Le 23 avril 1973, au mépris des professionnels et sans trop écouter le public, ils ont sauté d'*espontaneo*, les trois frères, Jean-Pierre, Raymond et Jacky, dans les arènes de Saint-Rémy-de-Provence, face à la Royale (les six meilleurs taureaux) de la manade Laurent. Jacky est tombé sur Joujou qui terrorisait les pistes. Il a réussi pour ce premier essai une série d'enchaînements stupéfiants. Il était en état de grâce et Joujou itou.

TAUREAUX STATUFIÉS

Les taureaux de Camargue ne sont pas mis à mort. Ils sortent tous les jours. Certains sont fameux. Reconnaittent leur razeteur honni, le cherchent des deux cornes. D'autres font carrière comme le fameux Clairon ou, plus récemment, Goya... Les meilleurs taureaux de camarguaise, il arrive pour les illustrer qu'on les statue ou qu'on les enterre debout. Joujou, lui, on l'a naturalisé dans le musée taurin du château de Marsillagues. Même là, sa prestance impressionne.

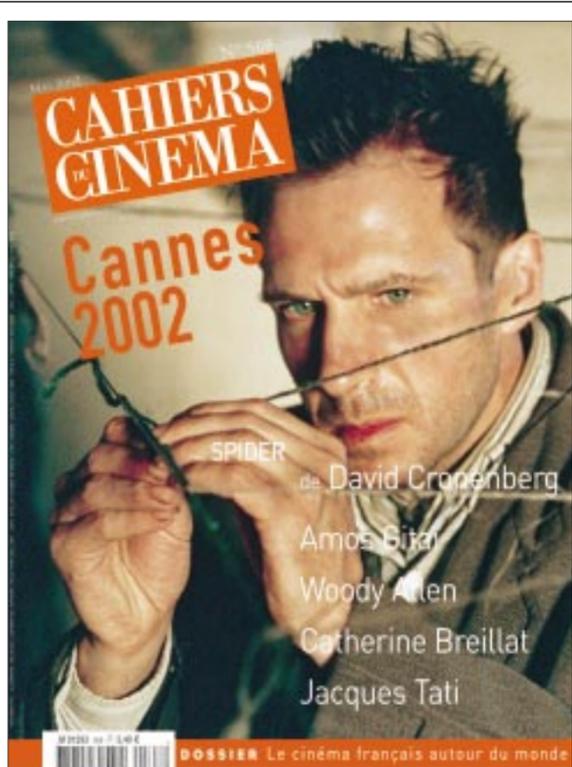
Il se trouve qu'on a personnellement vu, stupéfait, cette irruption sur la terre des taureaux des frères Simeon aux semelles de vent. Je ne me rends jamais sur la tombe de l'oncle aviateur, à Maillane, sans combiner ce salut avec un retour à la vie que suscite comme rien d'autre la première corrida venue, ou une course camarguaise. C'était donc le lundi de Pentecôte, le 23 avril, dans ce Saint-Rémy où

nous aura ramené le jazz, quand nous « tournions » avec Jacques Réda. La joie que donnait en piste Jacky Simeon, une joie de garçon, une joie de l'impossible, se transmet très vivement dans son livre : traité scientifique d'un jeu taurin exaltant et méconnu ; vie de six enfants qui, comme les Ramuntcho dans les Landes, ou Casas et Montcouquiou à

Nîmes, se confient au taureau, quel qu'en soit le prix, pour trouver enfin leur identité, leur présence et leur droit d'exister ; éloge vital du courage et de la joie d'exister.

F. M.

★ Jacky Simeon. *Une cocarde d'or et de sang. Autobiographie.* Actes Sud, 245 p., 18,50 €.



NUMÉRO DE MAI
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

Au centre de Sydney, on trouve toutes sortes de transports en commun.

Plongez en Australie pour 885 € A/R*.

C'est à l'été austral que vous découvrirez la beauté de l'Australie, le paradis des amoureux de la mer et du soleil.

0 800 900 500

Australia

QANTAS

* Tarif à partir de Paris, hors taxes d'aéroport, toutes taxes et port de l'équipement par Qantas.

Le bien-être des animaux d'élevage préoccupe la recherche agronomique

Après des décennies de production de masse, la manière dont les vaches, les veaux ou les cochons perçoivent leurs conditions de vie devient un sujet d'étude à part entière

L'HISTOIRE que conte *Chicken Run*, formidable film d'animation britannique de Peter Lord et Nick Park sorti en l'an 2000, aurait-elle été concevable il y a seulement vingt ans ? Si oui, cette fiction dont les poules sont les héroïnes, qui se révoltent contre les machines à broyer destinées à les transformer en chair à pâté, aurait-elle alors connu le même succès ? Jamais long métrage n'avait en tout cas démontré, avec plus d'humour et d'efficacité, la dure condition des animaux d'élevages, ni fait meilleure promotion à la prise en compte du « bien-être animal ». Une préoccupation qui, pour le grand public comme pour les experts, ne fut longtemps considérée que sous son angle le plus pragmatique (qui dit animal heureux laisse entendre meilleur lait, viande de plus belle qualité,

laine plus douce et mieux fournie), mais qui, depuis quelques années, prend véritablement une dimension morale.

Enfermement, augmentation de la taille des troupeaux, réduction de la surface au sol, rupture précoce des liens entre la mère et ses petits : en un demi-siècle, les systèmes productivistes ont engendré une profonde mutation des conditions de vie des animaux d'élevage.

CHERCHEURS DE TOUS HORIZONS

Vint la montée de l'écologie, la prise de conscience des nuisances et des pollutions issues des élevages intensifs. Vint, surtout, la crise de la « vache folle »... Inquiets pour leur santé, mais aussi vaguement coupables, les consommateurs demandent désormais une plus grande transparence sur les condi-

tions dans lesquelles vivent – et meurent – les animaux dont ils se nourrissent.

« *Le bien-être animal sera un thème de recherche majeur des dix années à venir* », affirmait il y a un an Bertrand Hervieu, président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), tandis qu'étaient encore dans toutes les mémoires les images d'abattages massifs de dizaines de milliers d'animaux dans le cadre de la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse. A l'INRA, on n'a pas attendu ce nouvel avatar de la production de masse pour s'atteler à la tâche. Un groupe pilote « *d'animation transversale* », AGRI Bien-être animal, y a même été créé il y a cinq ans, qui réunit des chercheurs de tous horizons : biologistes, économistes, spécialistes des filières de production,

chercheurs des sciences humaines et sociales. Avec, pour objectif, de « *mieux cerner la demande sociale de protection des animaux, de produire des connaissances sur les composantes et l'appréciation du bien-être animal, afin de proposer des solutions innovantes pour le respect du bien-être en élevage* ».

Vaste programme ! Qu'est-ce, en effet, que cet état qu'il s'agit d'« *apprécier* » ? « *Pour le biologiste, le bien-être animal est une notion tellement floue que chacun est tenté d'y aller de sa propre définition* », prévient Robert Dantzer, promoteur et animateur du groupe de travail AGRI Bien-être animal de l'INRA. Pour ce vétérinaire spécialiste du stress, qui dirige à Bordeaux l'unité de recherches de neurobiologie intégrative de l'Inserm, ces multiples définitions peuvent toutefois

être regroupées en trois catégories. La première met l'accent sur l'état de santé de l'animal, la deuxième sur ses capacités d'adaptation à son environnement, tandis que la troisième prend en compte le monde subjectif de l'animal. Et aucune, à ses yeux, n'est à elle seule véritablement significative.

DOULEUR ET ÉMOTIONS

« *Il est très difficile de se prononcer sur le bien-être à partir d'un seul indicateur, que ce soit un comportement, une concentration plasmatique d'hormone, un critère de performance zootechnique ou encore une fréquence de mortalité ou de morbidité* », précise-t-il dans un ouvrage collectif, *Les animaux d'élevage ont-ils droit au bien-être ?*, réalisé sous la direction de Florence Burgat (INRA Editions 2001, 200 p., 27,44 €). « *Nous partons du principe que le bien-être dépend de la façon dont l'animal perçoit une situation. Pour comprendre cette perception, il faut donc dépasser les simples critères physiologiques et approfondir deux aspects très mal connus de la biologie animale : la perception de la douleur et celle des émotions* », renchérit Pierre Le Neindre, directeur de recherche à l'INRA et président du comité scientifique « *Bien-être et santé animale* » de la Commission européenne.

Douleur, émotions : telles sont donc, actuellement, les deux priorités de recherche du groupe AGRI Bien-être animal. A quoi s'ajoute un troisième domaine, celui de la génétique. « *L'homme a un impact d'autant plus fort sur la sélection animale que celle-ci peut être maintenant accélérée par modifications génétiques. On n'a peut-être pas pris la mesure des conséquences de cette sélection sur la vie et le bien-être de l'animal* », ajoute Pierre Le Neindre.

La Commission de Bruxelles, de son côté, se base sur cinq principes pour apprécier cette notion aux contours vagues : la satisfaction des besoins nutritionnels et physiologiques, l'absence de maladies, un environnement non agressif, l'absence de stress et la possibilité d'exprimer des comportements « normaux ». Pour évaluer ces critères en situation d'élevage, différentes méthodes sont utilisées par les chercheurs : l'observation de l'animal en situation, l'évaluation de ses préférences par des tests de choix, la mesure de ses perturbations physiologiques selon ses modes d'alimentation ou de logement.

Un exemple parmi d'autres : l'INRA de Rennes s'est ainsi engagé dans un programme de recherches sur l'élevage des porcs sur litière. S'il se révélait rentable, le procédé aurait le double avantage d'être plus confortable et moins polluant pour les animaux que l'élevage sur caillebotis, puisqu'il permettrait de réduire la quantité d'azote dans les effluents d'élevage de 40 % à 70 %. Le conseil général des Côtes-d'Armor vient de lancer une politique de soutien financier à la production porcine sur litière qui a déjà convaincu quelques éleveurs.

De leur appréciation dépendra en premier lieu la réussite de l'expérience, tant il est vrai, ainsi que le souligne Robert Dantzer, qu'« *une insistance trop exclusive sur le bien-être animal risque de compromettre le bien-être de l'éleveur* » : un acteur qui a tendance à être « *systématiquement ignoré* » dans ce débat, « *alors que les solutions proposées pour améliorer le bien-être animal sont quelquefois de nature à lui poser des problèmes* ».

Catherine Vincent

Le gavage des palmipèdes, torture ou récompense ?

LE BIEN-ÊTRE des animaux n'est pas toujours ce que l'on croit. Certaines conditions de vie leur conviennent apparemment très bien, que nous jugeons pourtant épouvantables selon nos propres convictions anthropocentriques. L'un des meilleurs exemples en est sans doute le gavage des oies et des canards. Un procédé dont le but est notre plaisir gastronomique (la production de foie gras), et dont la pratique est dénoncée avec force par les associations de protection des animaux.

Or, à y regarder de plus près, ce nourrissage contre nature ne semble pas déplaire tant que ça aux palmipèdes. Les chercheurs de l'INRA ont en effet entrepris il y a quelques années des études expérimentales sur le canard mulard, qui représente désormais plus de 95 % de la production française de foie gras (12 500 tonnes en 1998, soit 24 millions de canards). Il en ressort que ce dernier ne semble pas considérer le gavage au maïs comme aversif. Si les conditions d'élevage sont par ailleurs correctes (ce qui est

souvent loin d'être le cas), il montre au contraire une préférence marquée pour les locaux où on le gave, et pour les personnes qui le font.

SURALIMENTATION FORCÉE

Loin d'être une torture, cette suralimentation forcée serait-elle pour lui une récompense ? A en juger par la mesure de la corticostéronémie (indicateur de stress reconnu chez les oiseaux), l'acte de gavage n'est en tout cas « *pas une source majeure de stress aigu ou chronique chez le canard mulard* », affirme Daniel Guéméné, qui mène ces travaux à la station de recherches avicoles de l'INRA de Tours (Indre-et-Loire). Quant à la quantité d'aliments administrée à chaque gavage (450 g de maïs deux fois par jour), elle reste « *comparable à celle que l'animal est capable d'ingérer spontanément* », soutient-il en rappelant que « *nos lointains ancêtres ont mis à profit une capacité naturelle des palmipèdes à se suralimenter et à accumuler des réserves* ».

A la demande de la Commission européenne,

le Comité scientifique chargé du bien-être animal a rendu en 1998 un rapport sur l'élevage des palmipèdes gras. Notant que celui-ci occasionne de multiples facteurs de stress et de maladies, il a estimé que « *la pratique du gavage dans les conditions actuelles est préjudiciable au bien-être des oiseaux* ». Il n'en a pas pour autant condamné le principe, mais a émis diverses recommandations, visant à améliorer le confort des oiseaux, qui devraient être progressivement mises en œuvre entre 2005 et 2010. Des conclusions qui sont loin de satisfaire la Ligue française des droits de l'animal, qui a fait du gavage des palmipèdes l'un de ses récents chevaux de bataille. Notant que les mauvais traitements infligés aux palmipèdes « *à foie gras* » ne sont pas de nature ponctuelle, mais répétitifs et prolongés, et qu'« *ils se font en toute connaissance de cause* », l'association les apparente à des « *services graves* ».

C. V.

Les éleveurs doux et attentifs avec leurs veaux obtiennent de meilleurs résultats

LES PRATIQUES de l'élevage industriel intensif concernent 95 % des exploitations françaises (et 100 % dans les autres grands pays d'élevage). Dans ce système, un éleveur s'occupe d'un nombre de plus en plus élevé d'animaux (200 en moyenne dans le cas des veaux de boucherie). En résulte une diminution du temps consacré à chaque bête. Un phénomène d'autant plus marqué que certaines tâches comme la distribution de l'alimentation tendent à se mécaniser.

Cette réduction des contacts homme-troupeau peut avoir des conséquences non seulement sur la vie de l'animal, mais aussi parfois sur la production de viande elle-même. Ainsi, plusieurs études réalisées dans les années 1980 ont mis en évidence une relation étroite entre l'attitude du porcher et le stress de ses bêtes. Un stress qui a des répercussions mesurables sur la croissance, la maturité sexuelle et la reproduction de cette espèce.

Ce n'est que depuis deux décennies que les chercheurs ont consacré des études analogues aux veaux de boucherie. « *Nous avons analysé les grands facteurs d'élevage – taille des cases, comparaison entre cases collectives et cases individuelles, contact entre veaux, alimentation – qui pouvaient jouer sur le bien-être animal*, explique Isabelle Veissier, du département élevage et nutrition de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). *Finalement, nous en sommes arrivés à la composante humaine, qui est la plus difficile à maîtriser.* »

INTERACTION HOMME-ANIMAL

Depuis cinq ans, les scientifiques de l'INRA ont signé plusieurs articles consacrés à l'interaction homme-animal, que ce soit en observant les éleveurs dans leurs exploitations ou en se livrant à des expérimentations dans une ferme-laboratoire reproduisant les pratiques en vigueur dans l'élevage industriel. Ces travaux montrent que, contrairement à ce que l'on constate pour le porc, il n'existe pas, dans le cas du veau, de lien direct entre un bon traitement et

la croissance de l'animal. Qu'il soit caressé ou battu, il fournit la même quantité de viande. Mais il apparaît que des contacts doux entre l'éleveur et ses veaux pouvaient avoir des conséquences positives sur la qualité de la viande.

FACTEUR PSYCHOLOGIQUE

Le facteur le plus important semble être de nature... psychologique. Les meilleurs résultats, en termes de production, sont en général obtenus chez les éleveurs dont la représentation intellectuelle de l'animal prend en compte la sensibilité de ce dernier. Caresser le veau ne serait-ce que quelques secondes au moment de ses repas, lui parler doucement, lui laisser un doigt à têter ou un vêtement à

substance qui, après la mort de l'animal, se transforme en acide lactique. Moins de glycogène signifie donc moins d'acide lactique et un pH de la viande légèrement supérieur. Or du pH dépend en partie la couleur des carcasses, qui est un facteur déterminant sur le plan économique. Même si les qualités gustatives – flaveur, tendreté, jutosité – ne sont pas altérées, une viande de veau rose foncé se vendra moins cher qu'une viande blanche ou rose clair.

Par ailleurs, les recherches de l'INRA ont montré un meilleur état sanitaire des animaux que leurs éleveurs traitaient avec douceur. Toutefois, autant il est aisé de prendre des directives sur la taille des enclos, autant il est difficile de codifier le comportement des

Directives européennes

Sur le plan législatif européen, la situation a commencé de bouger lors du sommet d'Amsterdam de juin 1997, lorsque les quinze chefs d'Etat de l'Union adoptèrent un protocole reconnaissant aux animaux le statut d'« *êtres sensibles* », alors qu'ils étaient jusqu'alors rangés dans la catégorie des « *produits agricoles* » au même titre que les légumes ou les céréales. Si cette avancée se situe pour l'essentiel sur le plan des principes, elle n'en contraint pas moins l'Union et les états membres à prendre en compte le bien-être des animaux d'élevage lors de l'élaboration et de la mise en application des politiques communautaires.

Sous la pression grandissante de diverses associations de protection regroupées sous la bannière de l'Eurogroup for Animal Welfare, l'Union européenne a récemment élaboré et adopté des directives visant à prendre en compte le bien-être des animaux dans les élevages, les deux plus récentes concernant les normes minimales relatives à la protection des porcs et des poules pondeuses.

suçoter sont autant de gestes qui gagnent la confiance de l'animal et le rendent docile.

Or ces paramètres sont importants lors de l'abattage. « *Les veaux ayant eu des contacts négatifs – comme des cris ou des coups – ont peur de l'homme*, précise Isabelle Veissier. *Lors du chargement vers l'abattoir, ces bêtes présentent un surcroît d'activité et des phénomènes de stress qui se traduisent notamment par une fréquence cardiaque plus élevée que chez les veaux bien traités pendant leur élevage.* »

Toute cette activité musculaire précédant l'abattage puise dans les réserves de glycogène, cette

éleveurs. L'INRA se contente donc d'encourager ces derniers à privilégier les contacts doux et incite les industriels de l'agroalimentaire à embaucher du personnel prenant en compte la sensibilité et le bien-être des animaux. En revanche, n'existe pas encore en France de formation spécifique comme cela est de mise en Australie où sont organisés des stages destinés aux salariés des élevages de porcs et de vaches laitières. Ces stages encadrés par des psychologues visent à améliorer le comportement des humains vis-à-vis des lointains cousins dont ils se nourrissent.

Pierre Barthélémy



VOTRE ENFANT NE BOIRA JAMAIS CE BIBERON.
LE TEMPS DE LE RÉCHAUFFER, IL S'EST NOYÉ.



Savez-vous que quelques secondes d'inattention suffisent pour que votre enfant se noie dans la piscine ? Juste le temps de trier un biberon ou de lire un page dans un magazine. C'est vite fait et cher payé : votre enfant peut en mourir, si vous n'intervenez pas dans les trois minutes... Et pourtant vous êtes attentifs, mais personne n'est capable d'une vigilance de chaque instant, et vous n'avez pas droit à l'erreur. Alors, cet été, faites le bon choix et passez vos vacances sereines : n'emportez pas votre tout-petit dans une maison avec une piscine qui n'est pas efficacement protégée. Après, ça sera trop tard pour choisir.

SAUVE QUI PEUT - 1, AVENUE SAINT-JACQUES - 75017 PARIS - TELEPHONE : 01 42 29 47 53

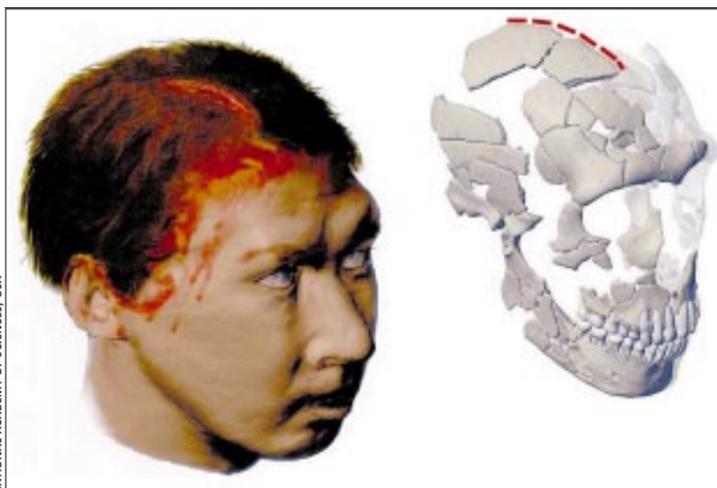
Accès de violence chez l'homme de Neandertal

Une équipe de chercheurs franco-suisses revisite les restes blessés d'un crâne découvert il y a plus de vingt ans à Saint-Césaire, en Charente-Maritime

L'HOMME de Neandertal, qui a vécu en Europe, en Asie centrale et au Proche-Orient entre 127 000 et 40 000 avant J.-C., était-il un violent capable de blesser grièvement ses congénères? Il est difficile de répondre avec certitude à une telle question, car il existe peu de preuves de telles actions. Le seul cas clairement identifié à ce jour concerne un néandertalien de Shanidar (Kurdistan iranien), vieux de cinquante mille ans. Un squelette dont la neuvième côte gauche présente dans sa partie supérieure une entaille provoquée par un instrument contondant. Cette « arme » est restée fixée entre les côtes voisines jusqu'à la mort de l'individu. Puis, après la décomposition du corps, elle a glissé sur le sol.

Une étude sur un autre cas publiée par les *Proceedings of the National Academy of Science* du 30 avril et réalisée par quatre chercheurs - Christoph Zollikofer et Marcia Ponce de Léon (Institut d'anthropologie et laboratoire multimédia de l'université de Zurich, Suisse), Bernard Vandermeersch (Laboratoire d'anthropologie de l'université Bordeaux-I) et François Lévêque (France) - témoigne de cette violence d'un néandertalien vis-à-vis d'un de ses proches.

En réalisant par tomographie une reconstitution virtuelle du crâne du néandertalien vieux de 36 000 ans, découvert en 1979 à Saint-Césaire (Charente-Maritime), les chercheurs ont retrouvé la présence d'une vilaine cicatrice osseuse de 6 centimètres de long sur la partie droite avant de sa voûte crânienne. Cette cicatrice, suggèrent-ils, longtemps confondue avec une suture crânienne naturelle, a été « très certainement provoquée par un instrument contondant et aiguisé, lors d'un acte de violence ».



La reconstitution par ordinateur du crâne du néandertalien découvert à Saint-Césaire en 1979 a mis en évidence une cicatrice osseuse longue de 6 cm (en pointillés). Longtemps confondue avec une suture crânienne naturelle, elle a été provoquée par le choc violent d'un outil contondant et très aiguisé.

Pour parvenir à ces conclusions, les chercheurs ont comparé cette marque avec celles - des cicatrices et des signes de trépanation - portées par d'autres crânes. L'allure très nette et rectiligne de la cicatrice attestent, prétendent-ils, de l'utilisation d'un outil tranchant. La tomographie a aussi permis de démontrer l'existence d'un début de régénération osseuse sur les bords de la cicatrice. Un indice qui tendrait à prouver que la blessure « n'a pas entraîné la mort immédiate, et que le sujet a sans doute fait l'objet d'attentions particulières de la part des membres de son groupe ».

10 000 ANS DE COHABITATION

Les enquêteurs-chercheurs estiment que cet événement serait le résultat d'un affrontement entre individus vivant ensemble, car, « dans les espèces animales organisées, la plus grande partie des conflits entre les individus ont lieu au

sein d'un même groupe ». A la fin du pléistocène, où la densité de population était faible, on peut penser que les groupes d'humains se rencontraient peu et cherchaient plus à s'éviter qu'à s'affronter. Cependant, « la blessure a pu aussi bien être provoquée par un néandertalien d'un autre groupe ou par un homme de Cro-Magnon (*Homo sapiens sapiens*) », reconnaît Bernard Vandermeersch. Les hommes de Cro-Magnon, arrivés d'Afrique il y a quarante mille ans, ont cohabité pendant dix mille ans avec les néandertaliens, puis les ont éliminés définitivement il y a trente mille ans.

« Si les faits sont avérés, cette étude est très intéressante », estime Jean-Jacques Hublin, professeur d'anthropologie à l'université Bordeaux-I. « Nous avons en effet très peu de preuves des violences entre néandertaliens », bien que les squelettes découverts soient très nombreux. « Certains présentent des

orteils écrasés, des côtes cassées, de nombreuses fractures et même des cas d'amputation », précise le chercheur. Mais on ne sait pas si ces traumatismes ont été provoqués par d'autres hommes, ou ont pour origine des accidents ou des chutes.

D'une manière générale, il est difficile d'établir la violence interhumaine chez nos lointains ancêtres, car cela dépend des restes humains découverts et étudiés par les paléo-anthropologues. Les ossements des anciens hominidés sont rares. Ceux des hommes du néolithique (entre 7 000 et 2 000 ans avant J.-C.), beaucoup plus nombreux, et ils « voisinent » avec des armes bien identifiées, quand ils ne portent pas des flèches plantées dans le dos.

L'ouvrage de Jean Guilaine et Jean Zaimit - *Le Sentier de la guerre, visages de la violence préhistorique* (éditions du Seuil) - raconte ainsi que les premiers conflits col-

lectifs avérés datent de douze mille ans, et que, au néolithique ancien, des populations entières ont été massacrées. Ce fut le cas à Talheim (Allemagne), où, cinq mille ans avant notre ère, dix-huit adultes et seize enfants furent tués à coups de hache.

LE CANNIBALISME, UN TABOU

Pour cette raison, de nombreux chercheurs pensent que la montée en puissance de la violence a commencé au néolithique, lorsque les hommes se sont sédentarisés et ont maîtrisé progressivement l'élevage et l'agriculture. Ces faits « ont beaucoup alimenté une vision rousseauiste de la préhistoire humaine. C'est une idée qui reçoit encore un écho considérable et qui relève du politiquement correct de la préhistoire », commente Jean-Jacques Hublin. La même réticence concerne le cannibalisme souvent avéré de nos lointains ancêtres, qui, ajoute-t-il, demeure « un sujet tabou ».

Pourtant, insiste le scientifique, ces hommes « n'étaient certainement pas de doux pacifistes ». Juan Luis Arsuaga, professeur de paléontologie à l'université de Madrid, en témoigne dans son ouvrage *Le Collier de néandertal* (éditions Odile Jacob) en décrivant les traitements subis par les humains de la Grande Doline. Ces ossements, vieux de sept cent quatre-vingt mille ans, proviennent de six personnes de tous âges appartenant à l'espèce *Homo antecessor* (un précurseur des néandertaliens). Ils « montrent avec évidence qu'ils ont été déchiquetés et mis en morceaux sans pitié par d'autres humains. Leurs corps ont été mis à profit sans merci et d'une manière exhaustive et calculée, comme des bêtes de proie ».

Christiane Galus

Un El Niño 2002 plus modéré que le précédent

SELON le centre de prédiction climatique de la NOAA (National oceanic and atmospheric administration), le phénomène El Niño 2002-2003, qui s'amorce dans le Pacifique équatorial depuis quelques mois, devrait être beaucoup plus modéré que son prédécesseur de 1997-1998. L'organisme américain indique que la température de surface de l'océan a augmenté de 0,5 degrés dans une large partie du Pacifique central et d'au moins 2 degrés à l'extrême est de l'océan. Ce nouveau Niño devrait prendre de l'extension d'ici six à neuf mois, pour atteindre sa puissance maximale à la fin de l'année. Ce phénomène climatique se caractérise par le déplacement vers les côtes péruviennes d'une énorme couche d'eau chaude en provenance de l'ouest du Pacifique. Il entraîne avec lui les précipitations tropicales qui lui sont associées et bouleverse le climat mondial. Celui de 1997-1998 avait été le plus dévastateur du XX^e siècle et avait provoqué 22 000 morts et 33 milliards de dollars (36,6 milliards d'euros) de dégâts.

DÉPÊCHE

■ **ZOOLOGIE** : les alligators, les caïmans et les crocodiles sont de redoutables prédateurs grâce à l'efficacité de petites bosses hypersensibles situées sur leur museau. Celles-ci leur permettent de localiser, même la nuit, l'impact d'une goutte d'eau, explique Daphne Soares, zoologiste à l'université de Maryland, qui décrit ces organes dans la revue *Nature* du 16 mai. Les crocodiles, précise la zoologiste, n'ont cependant cette faculté de localisation immédiate que lorsque leur mâchoire supérieure repose à fleur d'eau et que la partie inférieure est immergée.

MOTEUR 2,2 L HDi/FAP. JE N'EXPLOITERAI PAS COMPLÈTEMENT LES CAPACITÉS DE MA VOITURE. LEVEZ LE PIED DROIT ET DITES: "JE LE JURE!"



www.peugeot.fr

406 
PEUGEOT

LA TECHNOLOGIE N'EST LÀ QUE POUR LE PLAISIR DE L'HOMME

AUJOURD'HUI

Les orages gagnent

Vendredi 17 mai

Lever du soleil à Paris : 6 h 08
Coucher du soleil à Paris : 21 h 26

Le temps sec laisse la place à un ciel plus chaotique avec des foyers orageux sur la façade atlantique qui s'étendent au Centre et au Nord. Les températures restent élevées, notamment sur l'Est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Temps maussade avec un ciel très chargé et de la pluie en Bretagne, puis sur les pays de Loire et la Normandie, avec localement des orages. Vent d'ouest sensible. Températures : de 17 à 20 degrés sur le littoral et de 20 à 23 degrés à l'intérieur.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Ciel voilé en matinée. Des nuages plus menaçants se développent sur le Centre, la Haute-Normandie, l'Ile-de-France. Orages en fin de journée et soirée. Vent de sud-est sensible. Températures : de 21 à 25 degrés sur le Nord-Picardie et la Haute-Normandie, 25 à 28 degrés des Ardennes à l'Ile-de-France et sur le Centre.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Journée bien ensoleillée, même si des nuages élevés gagnent la Bourgogne et la Champagne dans l'après-midi. Les températures culminent autour de 30 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Ciel chaotique avec des orages. Vent turbulent avec des rafales à 80 km/h sur le Poitou-Charentes et le pays Basque et 90 km/h sur l'ouest des Pyrénées. Températures : de 18 à 20 degrés le long des côtes et 22 à 26 degrés ailleurs.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Beau temps sur Rhône-Alpes. Sur le Limousin, nuages menaçants avec des ondées et localement des orages. Sur l'Auvergne, ciel voilé et tendance à l'orage en soirée. Vent turbulent jusqu'à 80 km/h sur le massif Central. Il fait de 23 à 26 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Journée agréable des Bouches-du-Rhône à la Côte d'Azur et en Corse, avec un ciel qui se voile à l'après-midi. Sur le golfe du Lion, ciel plus nuageux. Orages sur le relief pyrénéen. Vent d'autan entre 60 et 80 km/h. Températures : de 21 à 25 degrés.

17 MAI 2002 PRÉVISIONS

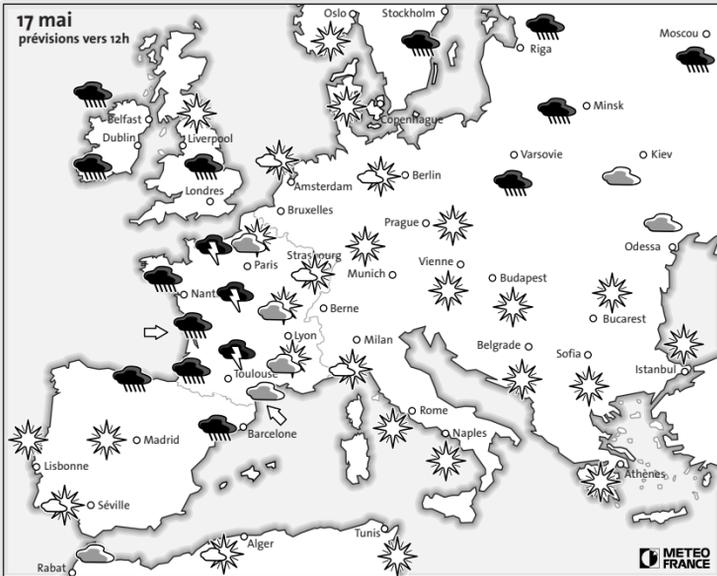
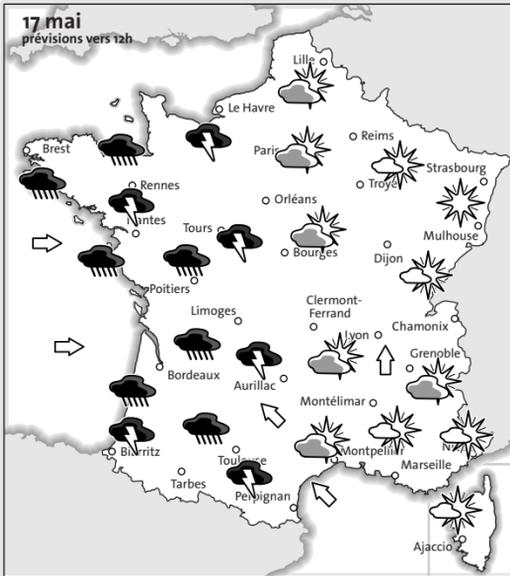
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	12/24 S	Milan	15/27 S
Biarritz	14/20 P	Moscou	12/16 P
Bordeaux	16/21 P	Munich	10/28 S
Bourges	13/28 N	Naples	15/23 S
Brest	11/17 P	Oslo	7/14 S
Caen	14/22 P	Palma de M.	14/24 S
Cherbourg	14/20 P	Prague	10/24 S
Clermont-F.	13/29 N	Rome	14/23 S
Dijon	11/28 N	Séville	16/25 S
Grenoble	13/28 N	Sofia	11/22 S
Lille	13/27 C	St-Petersb.	9/13 P
Limoges	14/23 P	Stockholm	8/14 P
Lyon	15/28 N	Ténériffe	18/22 S
Marseille	14/23 N	Varsovie	12/21 P
Nancy	10/28 S	Venise	14/25 S
Nantes	15/20 P	Vienne	13/27 S
Nice	15/20 S		
Paris	16/28 N		
Pau	15/22 P		
Perpignan	15/22 C		
Rennes	15/21 P		
St-Etienne	13/28 P		
Strasbourg	12/29 S		
Toulouse	15/25 P		
Tours	14/23 P		

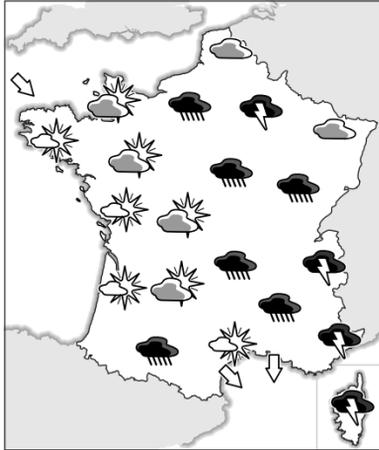
FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	25/28 P	San Francisco	10/18 S
Fort-de-Fr.	25/29 P	Santiago Ch.	2/15 S
Nouméa	20/24 S	Toronto	5/12 S
Papeete	24/30 P	Washington DC	18/25 P
Pointe-à-P.	25/31 S		
St Denis Réu.	20/24 S		

EUROPE			
Amsterdam	9/20 S	Kinshasa	19/34 S
Athènes	17/26 S	Le Caire	18/28 S
Barcelone	13/19 P	Nairobi	16/25 P
Belfast	10/18 P	Pretoria	8/26 S
Belgrade	13/26 S	Rabat	14/21 C
Berlin	11/21 S	Tunis	14/27 S

ASIE-OcéANIE			
Bruxelles	11/25 S	Bangkok	28/31 P
Bucarest	8/25 S	Beyrouth	19/25 S
Budapest	13/27 S	Bombay	30/33 S
Copenhague	9/15 S	Djakarta	25/26 P
Dublin	11/15 P	Dubaï	27/37 S
Francfort	12/27 S	Hanoï	25/30 P
Genève	14/26 S	Hongkong	24/28 P
Helsinki	7/14 C	Jérusalem	12/24 S
Istanbul	13/22 S	New Delhi	31/43 S
Kiev	13/23 C	Pékin	14/27 S
Lisbonne	14/20 S	Séoul	13/18 C
Liverpool	12/19 P	Singapour	27/33 P
Londres	15/23 P	Sydney	13/18 S
Luxembourg	11/25 S	Tokyo	14/18 P



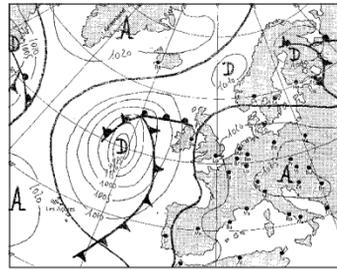
Soleil **Peu nuageux** **Couvert**
Brèves éclaircies **Averses** **Pluie**
Orage **Neige** **Brouillard** **Vent fort**



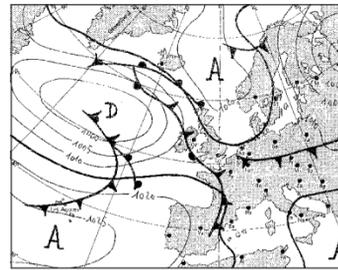
PRÉVISIONS POUR LE 18 MAI

41 € ttc aller simple
NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU
Familles, Couples, Jeunes et Seniors
AIR FRANCE
 Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

Samedi 18 mai
Des éclaircies reviennent sur la façade atlantique. Ailleurs, journée maussade avec un ciel très nuageux à couvert, accompagné d'ondées localement orageuses. La tramontane souffle assez fort. Les températures sont en baisse.



SITUATION LE 16 MAI À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 MAI À 0 HEURE TU

Le rendez-vous parisien des bibliophiles a lieu à la Mutualité

La littérature classique et moderne. Cette peau de chagrin, qui inspire à Balzac son roman philosophique le plus connu, est le matériau le moins cher, en fait une peau de chèvre. Le chagrin habille les dos, les plats sont en général des cartons épais, recouverts d'un décor caractéristique en forme de gouttes claires sur fond brun. Les termes demi-marquin, demi-basane ou demi-veau désignent des cuirs plus solides.

Le XIX^e siècle voit aussi l'expansion des livres en cartonnage, dont la reliure est entièrement en toile, qui connaissent un essor extraordinaire à partir des années 1820-1830. Fabriqués de manière industrielle, ils restent le support privilégié des œuvres pour enfants, comme les fameux Jules Verne de l'imprimeur Hetzel, ou la Bibliothèque rose de la librairie Hachette, mais contiennent aussi des œuvres littéraires.

Moins chers encore se trouvent les livres brochés à couverture imprimée, très courants aux XIX^e et XX^e siècles. D'une qualité incomparable avec ceux d'aujourd'hui, ces ouvrages, qui sont des objets de collection, ont l'avantage de garder une valeur de revente, à condition qu'ils soient achetés en bon état, complets (une seule page manquante fait perdre pratiquement toute sa valeur à un texte), sans déchirures ni rous-

seurs. Parmi la centaine de libraires présents lors de la foire, Michel Bouvier propose un large choix de classiques dans les différentes catégories de reliures. On pourra notamment acquérir sur son stand *Les Fleurs du mal*, de Baudelaire, dans une édition en demi-veau de 1894, précédée d'une notice de Théophile Gautier (380 €), ou encore *Notre-Dame de Paris*, de Victor Hugo, un demi-chagrin de 1832 illustré d'une plan-

che hors texte (120 €). *Le Docteur Pascal*, dernier livre d'Emile Zola publié en 1893, en demi-chagrin, appartient à l'édition originale, et comprend l'arbre généalogique complet des Rougon-Macquart (150 €). Une belle édition en cartonnage des *Caves du Vatican*, d'André Gide, publiée en 1950, est décorée d'après une maquette de Paul Bonet, un des grands relieurs du XX^e siècle (45 €). Les livres à couverture cartonnée offrent des publications de même niveau : *Rimbaud raconté par Verlaine*, de Paul Verlaine, édité en 1934, avec quatre dessins de Verlaine, comprend aussi leur correspondance (100 €).

Une belle édition en cartonnage des *Caves du Vatican*, d'André Gide, publiée en 1950, est décorée d'après une maquette de Paul Bonet, un des grands relieurs du XX^e siècle (45 €). Les livres à couverture cartonnée offrent des publications de même niveau : *Rimbaud raconté par Verlaine*, de Paul Verlaine, édité en 1934, avec quatre dessins de Verlaine, comprend aussi leur correspondance (100 €).

Catherine Bedel

★ XIV^e Foire internationale du livre ancien, Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Du jeudi 23 au dimanche 26 mai, le 23, de 17 à 21 heures ; les autres jours, de 11 à 19 heures. Entrée : 8 €.

VENTES
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

DU JEUDI 23 au dimanche 26 mai, la Maison de la mutualité à Paris ouvre ses portes à la XIV^e Foire internationale du livre ancien. Ce rendez-vous annuel des bibliophiles et des collectionneurs intéresse aussi tous les amateurs de lecture : à côté des livres rares et des éditions limitées, la plupart des stands proposent aussi des ouvrages de littérature dans des éditions anciennes, accessibles à partir de 30 € à 50 €.

Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTES
 ● Paris-Place de la Bastille, jusqu'au lundi 20 mai, tél. : 01-56-53-93-93.
 ● Crèvecœur-en-Auge (Calvados), du samedi 18 au lundi 20 mai, tél. : 02-31-23-86-69.
 ● Confolens (Charente), du samedi 18 au lundi 20 mai, tél. : 05-45-84-03-39.
 ● Dijon (Côte-d'Or), du samedi 18 au dimanche 26 mai, tél. : 03-80-77-39-00.

- Terrasson (Dordogne), samedi 18 et dimanche 19 mai, tél. : 05-53-50-05-12.
 ● Gisors (Eure), du samedi 18 au lundi 20 mai, tél. : 02-32-55-41-54.
 ● Richelieu (Indre-et-Loire), du samedi 18 au dimanche 19 mai, tél. : 02-47-58-14-50.
 ● Maubeuge (Nord), du samedi 18 au dimanche 19 mai, tél. : 03-27-59-87-50.
 ● Paris-Stade Charléty,

- samedi 18 et dimanche 19 mai, tél. : 02-37-24-51-60.
 ● L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), samedi 18 et dimanche 19 mai, tél. : 04-66-57-53-39.
- COLLECTIONS
 ● Villeneuve-Saint-Germain (Aisne), cartes postales et vieux papiers, dimanche 19 mai, tél. : 03-23-55-01-85.
 ● Les Portes-en-Ré

- (Charente-Maritime), livres, le dimanche 19 mai, tél. : 05-46-29-52-71.
 ● Saint-Selve (Gironde), armes de collection, le dimanche 19 mai, tél. : 06-88-06-91-56.
 ● Crépy-en-Valois (Oise), cartes postales, le dimanche 19 mai, tél. : 03-44-39-63-31.
 ● Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), armes anciennes, le dimanche 19 mai, tél. : 04-73-23-15-38.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 117

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTELEMENT

I. Pas de doutes possibles dans ce cas. - II. Gracieuse et légère sur sa monture. Sans problème. - III. Possessif. Transformais en arc. - IV. Voyelles. Chef républicain à Venise. Met le paysan russe à l'abri. - V. Peut toujours être amélioré. Caractères de La Bruyère. - VI. Mesure. Innocence et ingénuité. - VII. Trois points. Dans les règles. Passent

avec régularité. - VIII. Bien dégagés pour respirer. Ses coups sont renversants. - IX. Faire à peu près la même chose. Dévoré après capture. - X. Accumulations.

VERTICALEMENT

1. Suit les signes depuis Sausure. - 2. Travaille dans la fusion. Dans la minute. - 3. Sans tenue pour la pose. Connaît déjà. - 4.

Mandaté pour s'occuper des affaires des autres. Plus long qu'épsilon. - 5. Démonstratif. Gros lanceurs chez les Romains. - 6. Marjolaine pour le chef. Lentilles servies à l'étable. - 7. Belles des océans. - 8. Dans les règles et dans le désert. Se vide en rafale. - 9. Supporte la charge. Découpage historique. - 10. Perdis les eaux. Rongeur. - 11. Grande famille. Arrive en se faisant remarquer. - 12. Creusent le sujet sans l'épuiser.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 116

Horizontalement

I. Chevrottement. - II. Horaires. Tau. - III. Amoureuse. Tm. - IV. Pét. Fessue. - V. Aligne. Stars. - VI. Risette. Arc. - VII. Demi. FM. Le. - VIII. Esculape. - IX. Un. Ho. Répit. - X. Retardatrice.

Verticalement

1. Chaperdeur. - 2. Homélie. Ne. - 3. Erotisme. - 4. Vau. Geisha. - 5. Rirent. Cor. - 6. Ore. Etaou. - 7. Teuf. - 8. Esses. Fart. - 9. Estamper. - 10. Et. Sar. Epi. - 11. Naturel. Ic. - 12. Tumescence.

L'ART EN QUESTION

N° 274

En collaboration avec la



Terre de mémoire

L'AFRIQUE DU SUD est une terre chargée de mémoire, où les premières traces de civilisation sont apparues il y a plus de trois millions d'années. Déjà, vingt-cinq mille ans avant notre ère, des communautés de chasseurs-cueilleurs ornaient les parois rocheuses d'innombrables peintures et gravures. Puis, avec l'arrivée des Hollandais dans la baie de la Table en 1652, la colonisation proprement dite commence. Elle allait infliger des épreuves terribles à ce pays et le marquer profondément pendant plusieurs siècles, jusqu'à la fin de l'apartheid en 1991 et l'arrivée de Nelson Mandela à la tête du pays en 1994. Même au plus fort de l'apartheid, le mot Ubuntu n'a cessé de résonner dans les consciences de tous les Noirs d'Afrique du Sud.



WYANE OSHUZEIN

Introduit en français, il évoque des notions de respect et de partage des valeurs humaines, et révèle par son existence même l'étonnante diversité des cultures que ce continent a portées depuis la nuit des temps. C'est cette diver-

Boîte à priser zouloue du XX^e siècle. Peau, argile, sang... 11 x 7,8 x 13,8 cm Johannesburg, Johannesburg Art Gallery. Actuellement au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie à Paris, pour l'exposition « Ubuntu-Arts et cultures d'Afrique du Sud », jusqu'au 17 juin.

sité et cette richesse que l'exposition retrace en abordant le thème du sacré dans le quotidien, en soulignant le pouvoir des ancêtres et l'autorité des chefs, ou en rappelant la force des identités culturelles. Des objets comme cette boîte à priser en forme de vache favorisaient les relations avec les ancêtres, le tabac étant une nourriture qu'ils appréciaient. Quel est le premier navigateur qui fit escale au Cap en 1497 ? ● Bartolomeu Dias ? ● Magellan ? ● Vasco de Gama ? Réponse dans *Le Monde* du 24 mai.

Réponse du jeu n° 273 paru dans *Le Monde* du 10 mai. C'est Agnès Varda qui est l'auteur du film « Les Glaneurs et la glaneuse ».

CANNES 2002

Une baisse du financement des télévisions implique que le système de production des films doit être rapidement repensé dans sa globalité

Le cinéma français au bord de l'implosion

SITUATION paradoxale, le cinéma ne s'est jamais si bien porté. La part de marché du film français en salles atteint des niveaux historiques, oubliés depuis les années 1980. Le nombre de films produits (204) en 2001 a atteint une nouvelle apogée et pourtant l'économie de la production reste structurellement fragile.

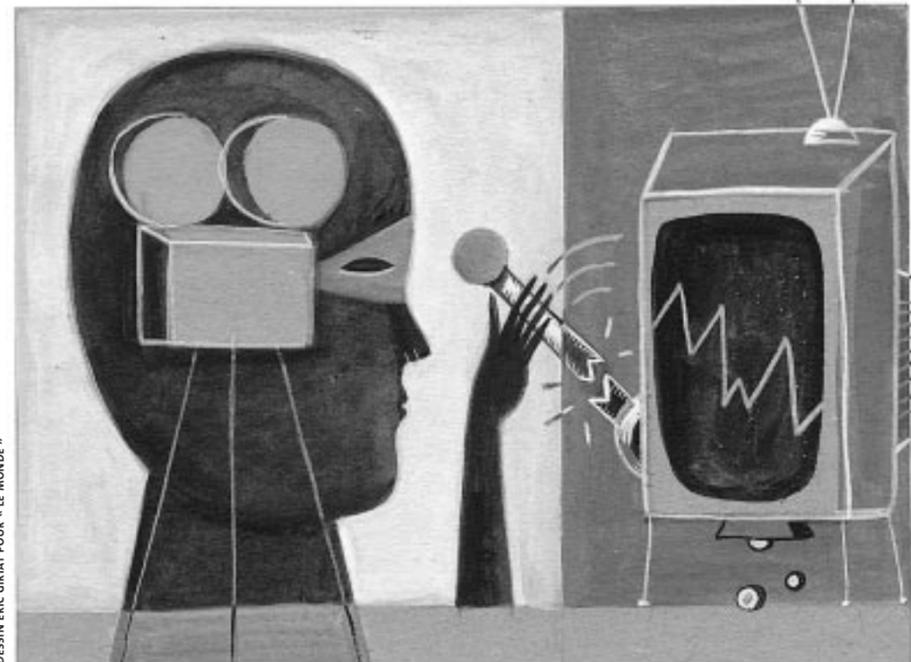
« Les incertitudes sont parfaitement repérées et tiennent essentiellement à une baisse attendue du financement des télévisions », souligne Dominique Wallon, PDG de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC). On arrive à la fin d'un système qui a bien fonctionné. Entre les préachats de longs-métrages et les apports en coproductions, les chaînes ont contribué l'an dernier pour 35,7 % au financement des films d'initiative française, selon le Centre national de la cinématographie (CNC). Depuis des années, cette manne – indexée sur le

chiffre d'affaires des chaînes – croissait régulièrement. La récession publicitaire, aggravée par les attentats du 11 septembre, pourrait freiner cette tendance.

Pascal Rogard, délégué général de la société civile des Auteurs réalisateurs producteurs (ARP) redoute qu'avec l'explosion du prix des droits de retransmission d'événements sportifs « le cinéma ne serve à enrichir les footballeurs ». Ces facteurs, auxquels s'ajoutent les incertitudes qui pèsent sur Canal+, notamment la vertigineuse dégringolade en Bourse de sa maison mère Vivendi Universal, obligent malgré elle la profession à s'interroger sur la mise en place de moyens de financements alternatifs ou supplémentaires. Le CNC a mis en place un groupe de travail, qui, à la lumière des pratiques européennes, rendra ses premières propositions fin juin. L'idée de taxer davantage les DVD, nouveau mode

de consommation des films, pourrait être l'une des pistes explorées.

Principal bailleur de fonds du cinéma français, Canal+ est en position très difficile. Longtemps monopolistique, la chaîne qui a fait fortune grâce au cinéma et au football a atteint son apogée et commence à perdre des abonnés. Lassé de ses déficits chroniques à l'international, Vivendi Universal lui impose un tour de vis. Avant de débarquer Pierre Lescure de la présidence de Canal+, Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi Universal, ne faisait pas mystère de son intention de réduire les obligations qui lient contractuellement la chaîne et les professionnels du cinéma jusqu'en 2004. Pour celui qui a dit que « l'exception culturelle est morte », Canal+ est désormais en situation de concurrence, face au bouquet satellitaire TPS, au DVD ou aux cartes d'abonnement illimité en salles. Autant de raisons qui le poussent à



DESSIN ÉRIC GIRIAT POUR « LE MONDE »

vouloir réduire ses contraintes, quitte à ne financer qu'exclusivement les films français et à arrêter par exemple d'aider Youssef Chahine ou Manoel de Oliveira. « On doit faire un 100 mètres avec des semelles de plomb », dit-on aujourd'hui à Canal+, où l'on cherche à inventer un nouveau système de relations « positives » avec le cinéma pour la décennie 2002-2012.

« SÉCURISER » LES ACCORDS

Mais Canal+ n'a pas respecté tous ses engagements en 2001 : il manque plus de 6,1 millions d'euros pour financer les films de moins de 5,34 millions d'euros. Les professionnels du cinéma ont donc demandé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de « sécuriser » leurs accords en les annexant à la convention de Canal+. Selon différentes hypothèses, le cinéma pourrait perdre dans cette renégociation 5 % voire jusqu'à

20 % de son financement. M. Rogard se veut optimiste en assurant qu'« il n'y aura pas de vide juridique car plus de 80 % des accords sont inscrits dans la loi et ne peuvent pas être renégociés. » « Phénomène nouveau, des producteurs trouvent un financement par les Sofica (Sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel) et les chaînes en clair, mais ne peuvent pas trouver de chaînes à péage, dit M. Rogard. La concurrence entre Canal+ et TPS a abouti à une concentration des investissements dans les films à gros budget et de nombreux projets, de budget moyen, n'arrivent plus à se faire. » Le système Canal+, aujourd'hui plus sélectif dans ses choix, a longtemps contribué à susciter une forte inflation dans le cinéma français. « Avec la concurrence et la segmentation des budgets, on ne peut plus rêver d'un Canal+ qui arrange tous les coups des producteurs. Si l'un arrive en juin avec un film à gros budget, il est fort probable que nous ne puissions plus l'aider », explique-t-on à la chaîne.

Selon Guillaume de Posch, directeur général adjoint de TPS, « la manne que nous apportons au cinéma n'existait pas il y a cinq ans ». Généralement, il investit entre 22 % et 30 % dans le budget d'un long-métrage. C'est le cas de *Tanguy*, du *Boulet*, de *Demonlover* ou du premier film de Laetitia Colombani, *A la folie, pas du tout*. L'inflation du nombre de films à gros budget (plus de 15 millions d'euros) est, selon lui, corollaire du « niveau d'ambition des réalisateurs français face aux mégaproductions américaines ».

Sans le dire très ouvertement, les chaînes en clair rechignent à continuer de financer le cinéma, comme si tout allait bien. Les films ne sont plus le facteur d'audience qu'ils ont été, et, chaque année, le cinéma français ne produit que 10 % des besoins de leur programmation aux heures de grande écoute. « La valeur de nos investissements est devenue monstrueuse pour financer quelque chose dont on a de moins en moins envie »,

dit, anonymement, le président d'une chaîne. Les 104 films imposés comme un minimum de diffusion par les décrets Tasca s'avèrent après plusieurs années être un maximum difficile à honorer. De plus, si une chaîne décide de retirer de sa grille un film français, elle doit également supprimer un film américain – souvent générateur d'audience – pour respecter les quotas de diffusion en vigueur. Aberration du système, chaque année, certaines chaînes en clair coproduisent des longs-métrages qui ne seront jamais diffusés.

CERCLE VICIEUX

Cette évolution du financement contribue à fragiliser la production indépendante. Trop souvent, un film couvre les frais généraux de sa production mais ne dégage pas suffisamment de marge pour entamer le développement d'un autre long-métrage – seul moyen de retrouver de la trésorerie. Cercle vicieux, selon M. Wallon, les petits producteurs sont obligés de prélever davantage (les diffusions télévisées, les droits vidéo, les salles...) et ne gardent plus assez d'actifs. Les derniers millions destinés à boucler une production sont plus difficiles à obtenir auprès des banques et même des industries techniques, comme les laboratoires, désormais appelées en renfort comme coproducteurs. Si bien qu'un grain de sable dans la machine – par exemple si Canal+ retarde une décision d'engagement ou ne permet plus de dépasser un calendrier de livraison prévu – peut précipiter certaines sociétés de production au dépôt de bilan.

« Au moindre accident, les faiblesses se révèlent », dit M. Wallon. Une fragilité renforcée par le fait que seule une poignée d'entreprises françaises, comme Gaumont, Pathé, UGC, voire Europa, Téléma ou MK2 – souvent adossées à des grands groupes –, bénéficient d'une réelle stature internationale.

Nicole Vulser

Noé Productions et Euripide en dépôt de bilan

LA PRODUCTRICE de *No man's land*, de Danis Tanovic, a été récompensée d'un Oscar à Hollywood le 28 mars pour le meilleur film étranger, six jours après avoir été contrainte de faire une déclaration de cessation de paiement au tribunal de commerce de Paris.

L'entreprise de Frédérique Dumas, dont la dette est gelée pour lui permettre de chercher de nouveaux partenaires avant le 2 août, affichait un déficit de 73 900 euros pour un chiffre d'affaires de 56 000 euros en 2001. « Depuis un an, tout est plus difficile, dit-elle, les projets sont sous-financés, il ne reste pas grand-chose aux producteurs et les organismes de crédit resserrent leur garantie. » Elle devrait préserver la sortie d'*Enquête sur le monde invisible*, de Jean-Michel Roux, en octobre. Frédérique Dumas ne peut plus coproduire un seul film avec

Canal+. La guerre est déclarée depuis qu'elle a pris en 1997 la tête du bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) et a négocié, à la fois avec TPS et Canal+, les accords qui lient ces deux groupes au monde du cinéma. Pierre Lescure a depuis rompu l'accord de développement qui liait Noé à Polygram (racheté par Seagram puis englobé dans le groupe Vivendi Universal).

« Dans le cinéma, la question n'est plus simplement l'hégémonie de Canal+, c'est surtout le fait que personne ne sait ce que Canal+ sera demain », dit-elle. « Les producteurs attendent une réponse pendant des mois, parfois pour qu'on leur refuse un projet. Beaucoup ont l'impression que les choix se font à la tête du client », ajoute-t-elle. Avec « la déstabilisation d'un acteur majeur comme Canal+, les soubresauts sont très violents pour la profession », souligne celle qui a milité pour François Bayrou lors de la campagne présidentielle (*Le Monde* du 17 avril).

CONSTITUTION D'OLIGOPOLE

Des faillites se sont déjà produites par le passé (Rosem Production, Paris New York...), mais généralement tout est mis en œuvre pour que les films puissent être récupérés par un distributeur. Il en est de même pour Euripide Productions, déclaré en cessation de paiement au tribunal de commerce de Paris le 2 avril. Légèrement déficitaire, la société de Frédéric Sichler et Daniel Toscan du Plantier, également président d'Unifrance, devrait terminer *Là-Haut*, de Pierre Schoendoerffer, ainsi qu'*En territoire indien*, de Lionel Epp. « Nous sommes arrivés au bout de la logique

d'un système », déplore M. Sichler. Seuls 20 % des films français produits l'an dernier, soit 34 films, ont fait 80 % des entrées en salles. Sur ces 34 films, trois ont été distribués par des indépendants. Comme dans l'industrie musicale au milieu des années 1980, on assiste à une globalisation du secteur, et la constitution d'oligopole. « Il rêve que les producteurs puissent, comme aux États-Unis, consacrer 8 à 10 % du budget d'un film à son développement, soit deux fois plus qu'en France. »

Dans la distribution également, Bac Majestic est confronté à de sérieux problèmes financiers et a annoncé lundi 13 mai un déficit net de 13 millions d'euros en 2001, ce qui amène sa direction à « envisager des solutions de refinancement dans les prochaines semaines ».

N. V.

Le « clin d'œil » douteux du festival à l'édition avortée de 1939

CANNES

de notre envoyé spécial

A l'occasion de son 55^e anniversaire, le Festival de Cannes a décidé de se pencher sur ses origines. Celles-ci ne datent pas de sa première édition, en 1946, mais de sa conception, qui date de l'immédiat avant-guerre. La section cinématographique de la Biennale d'art de Venise, créée en août 1932, est alors le premier et le seul festival international de cinéma au monde. L'inféodation croissante de la manifestation à l'idéologie fasciste conduit, en 1938, les membres britanniques et américains du jury à démissionner, la France décidant quant à elle de créer une manifestation concurrente sous la direction de Philippe Erlanger, laquelle se veut paradoxalement, à l'heure de la montée des périls, apolitique.

Un lieu et une date sont arrêtés : la manifestation s'ouvrira à Cannes le 1^{er} septembre 1939. La France, à la différence des États-Unis, n'a pas pour autant rompu les ponts avec Venise. Au début du mois d'août, la délégation française est présente en force à la Mostra, avec dix films, parmi lesquels *La Bête humaine*, de Jean Renoir, *Le jour se lève*, de Marcel Carné, et *La Fin du jour*, de Julien Duvivier, qui concourent aux deux principaux prix du festival, respectivement intitulés « Coupe Mussolini » et « Coupe du Parti national-fas-

ciste ». Les responsables cannois vont, pour leur part, jusqu'à retirer de leur sélection *Entente cordiale*, de Marcel L'Herbier, dont l'engagement en faveur de l'alliance franco-britannique est trop marqué. L'histoire se chargera d'anéantir cette diplomatie de la conciliation : le 23 août 1939, le pacte germano-soviétique est signé ; le 1^{er} septembre, l'Allemagne envahit la Pologne ; le 3, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

Drôle de guerre, qui donne lieu, soixante-trois ans après le festival avorté de 1939, à une drôle d'idée : soumettre sept des films de la compétition de l'époque à l'appréciation d'un jury composé d'un académicien (Jean d'Ormesson), d'un historien du cinéma (Raymond Chirat) et de directeurs de festivals (Alberto Barbera pour Venise, Lia Van Leer pour Jérusalem, Dieter Kosslick pour Berlin, Ferid Boughedir pour Carthage). Soit, *La Loi du Nord*, de Jacques Feyder (France), *Le Magicien d'Oz*, de Victor Fleming, *Goodbye Mr. Chips*, de Sam Wood, *Union Pacific*, de Cecil B. DeMille (États-Unis), *Les Quatre Plumes blanches*, de Zoltan Korda (Angleterre), *Boeffe*, de Douglas Sirk (Hollande), *Lénine en 1918*, d'E. Aron et Mikhail Romm (URSS).

Les succès de l'extrême droite en France et chez nos voisins européens inciteraient à pen-

ser que cette initiative recèle une arrière-pensée politique. Il n'en est rien. Interrogés, Gilles Jacob et Thierry Frémaux ne prétendent qu'à un simple « clin d'œil » à un chapitre méconnu de l'histoire du festival. Mais un clin d'œil à l'édition de 1939 n'aurait-il pas mérité, par les temps qui courent, une mise en scène qui rompe avec la traditionnelle prudence diplomatique du festival ? Si la manifestation n'a pas eu lieu en 1939, c'est bien parce que son apolitisme la rendait d'emblée obsolète au regard de l'histoire. Peut-être en aurait-il été autrement si la France avait boycotté Venise et organisé un festival qui aurait eu l'audace de projeter *Sierra de Teruel*, d'André Malraux (achevé en juillet 1939, le film est immédiatement interdit par le gouvernement Daladier). Ses promoteurs tenteront d'ailleurs, à plusieurs reprises, de ressusciter la manifestation jusque dans la défaite de l'Occupation.

Donner aujourd'hui le sentiment que l'édition de 1939 peut, fût-ce en partie, être rattachée à la continuité pérenne du festival, n'est-ce pas ignorer la terrible leçon historique, mais aussi cinématographique, selon laquelle cette compétition-là ne pouvait, ni ne devait jamais voir le jour ?

Jacques Mandelbaum

Les chiffres-clés de 2001

- **Nombre de films** : 204 (dont 172 films d'initiative française).
- **Investissements totaux** : 905,16 millions d'euros (dont 749,12 millions d'euros pour les films d'initiative française) selon le CNC.
- **Préachats** : ils ont représenté, selon le CNC, 153,11 millions d'euros pour Canal+, 23,8 millions d'euros pour TPS et 72,4 millions d'euros pour les chaînes en clair (TF1, France 2, France 3, M6 et Arte). Ces dernières ont apporté 27,58 millions en coproduction.
- **Obligations de production cinéma des chaînes** : Canal+ doit

dépenser 20 %, après déduction des frais de décodeur, de son chiffre d'affaires en cours, à l'acquisition de droits de diffusion d'œuvres cinématographiques, dont 9 % pour les films français. Les chaînes en clair doivent quant à elles consacrer 3,2 % du chiffre d'affaires de l'exercice précédent au préachat de films, à des coproductions et à un fonds d'aide à la distribution en salles. Des quotas de films français et européens sont prévus. Les chaînes de cinéma et de paiement à la séance ont aussi des obligations de production.

centre culturel suisse 38 rue des francs-bourgeois 75003 paris
14 mai au 15 juin 2002 m^o saint-paul

JEAN-QUENTIN CHÂTELAIN MARS DE FRITZ ZORN
NOUVELLE MISE EN SCÈNE DARIUS PEYAMIRAS

du lundi au samedi à 20h30 • relâche dimanche
15€ et 10€ • réservation : 01 42 71 38 38
ou location fnac, 0 892 68 36 22 (0,34€/mn ttc)

FIP aden nova

LA PHOTOGRAPHIE DE
JEAN-MICHEL TURPIN

Woody Allen, entouré de sa femme, Soon-Yi, et de l'équipe de son film « Hollywood Ending », a gravi les marches rouges du Palais des festivals pour la première fois de sa carrière le 15 mai. Entre les sollicitations de ses admirateurs et les vociférations d'une double haie de photographes, le cinéaste a semblé un moment au bord de suffoquer. Le trac des débutants ?



Ovationné par le public, le cinéaste américain, dont le film « Hollywood Ending » était projeté en ouverture, a reçu de Gilles Jacob la Palme des palmes pour l'ensemble de sa carrière

Woody Allen, complice idéal d'une cérémonie d'ouverture réussie

CANNES

de notre envoyé spécial

Chaque année, la soirée d'ouverture du Festival de Cannes doit combiner, au mieux, des impératifs divergents, sinon antagonistes. Il s'agit de répondre aux obligations protocolaires de l'ouverture en bonne et due forme (notamment la forme télévisuelle) tout en offrant au public particulier de cette soirée, composé de plus d'officiels qu'aucune autre au cours de la manifestation, une projection susceptible de convenir à cette audience. Et sans déroger aux standards de qualité du Festival.

Diversément résolue selon les éditions, cette quadrature du cercle a trouvé une solution particulièrement réussie au soir du 15 mai, grâce à la complicité de Woody Allen.

PREMIÈRE PARTICIPATION

En acceptant, pour la première fois de sa longue carrière, de descendre de l'écran se prêter, en personne et de bon cœur, aux fastes et impératifs d'un grand festival international, l'auteur de *La Rose pourpre du Caire* offrait aux festivaliers une de leurs situations favorites : en ovationnant sans réserve un grand réalisateur, se procurer à eux-mêmes le sentiment roboratif de leur amour partagé du cinéma et de l'intensité des liens qui les unit. Ce principe, qui est au cœur d'*Histoires de Festival*, le montage d'archives composé par Gilles Jacob, et

présenté en première partie de soirée, fut mis en œuvre par l'auteur accueillant sur scène son prestigieux invité, qu'il affirma avoir attendu « depuis vingt-cinq ans ».

Arguant de ses liens de parenté avec son homonyme Prix Nobel, le président Jacob se lança dans un abracadabrant discours d'arithmétique scientifique, fondé sur l'affirmation que le rire prolonge la durée de vie pour faire mine de cal-

récompense possible pour cet abstinent obstiné de toute compétition : une Palme des palmes à l'ensemble de la carrière, naturellement méritée.

Après une journée bien remplie de festivalier modèle, on avait pourtant un moment pu craindre que la situation ne devienne pesante. Si Woody Allen avait volontiers répondu, avant la montée des marches, aux appels de la foule d'admi-

Un bouquet de courts métrages pour Paris

Woody Allen fait partie des vingt cinéastes de différents pays qui ont accepté de réaliser chacun un court métrage de cinq minutes consacré à l'un des arrondissements de Paris. L'auteur de *Tout le monde dit I Love you* – dont l'action se situait déjà en partie à Paris – s'est vu confier le 8^e arrondissement. Le juré brésilien de la compétition, Walter Salles, mais aussi Jean-Luc Godard, Bernardo Bertolucci, Agnès Varda, Seijun Suzuki, Andrei Konchalovski, Abolfazl Jalili Jlang Wen ou Johnny Depp, notamment, ont répondu à ce projet intitulé « Paris, je t'aime », parrainé par la Ville de Paris avec le soutien du ministère de l'éducation nationale.

culer de combien d'années le potentiel comique du cinéma de Woody Allen avait augmenté la longévité de la population mondiale depuis un tiers de siècle.

Ravi de trouver à ses côtés un autre *standing comedian*, le destinataire du compliment, cachant un moment son embarras en enfouissant ses mains au fond de ses poches, accepta ensuite de patienter durant les longues minutes de l'ovation debout que lui dédia le public du Grand Auditorium Lumière, après avoir reçu la seule

rateurs, le passage entre les deux haies de photographes vociférant de part et d'autre du tapis rouge menaça de prendre une autre tonalité.

AU BORD DE SUFFOQUER

Ce débordement d'exigence médiatique n'est pas seulement d'une insistance pas toujours agréable, il semblait soudain composer une scène ironique tellement il contrastait avec la situation qu'affrontait le cinéaste chez lui – au point qu'il aurait pu s'agir d'une scène d'un film de Woody Allen, moquant ce qui n'est guère susceptible de lui arriver outre-Atlantique. Entre pression et sentiment de dérision, on vit le cinéaste-interprète, entouré de sa femme et des

acteurs de *Hollywood Ending*, sembler un moment au bord de suffoquer. Mais une fois la troupe entrée dans le Palais, en échappant aux contrôles tatillons imposés cette année à tous les autres invités de la soirée, le protocole reprit ses droits.

A nouveau conviée à jouer les maîtresses de cérémonie, Virginie Ledoyen appela à son côté le président du jury David Lynch pour présenter ensemble le jury uniquement composé cette année de réalisateurs et d'actrices. De Lynch, chantant les louanges du « meilleur festival du monde » à Allen (et en attendant Scorsese, président du jury des courts métrages), c'était bien une autre idée du cinéma américain qui était célébrée, en opposition implicite avec celle qui domine les écrans des Etats-Unis et du monde. Après compliments et applaudissements, Woody Allen put enfin répondre, en affirmant que « les Français commentent à mon sujet deux graves erreurs. Ils me prennent pour un intellectuel à cause de mes grosses lunettes, et ils me prennent pour un artiste parce que mes films perdent de l'argent. Mais je ne suis ni l'un ni l'autre... »

S'étant attiré une nouvelle bordée d'applaudissements réjouis pour ce trait qui préfigure la « chute » de *Hollywood Ending* (et qui sera lors de la projection l'occasion d'une autre explosion d'entrain des spectateurs), Woody Allen pouvait enfin déclarer, en un français plein de bonne volonté, « ouvert le 55^e Festival de Cannes ». Celui-ci venait de réussir son entrée en piste.

Jean-Michel Frodon

Retour sur une période héroïque avec « Flesh », « Trash » et « Heat » montrés en séance spéciale

La trilogie Morrissey, relique restaurée de l'esprit libertaire des années 1970

CANNES

de notre envoyé spécial

Flesh, *Trash* et *Heat* : ces trois mots résonnent comme des souvenirs d'une époque à la fois héroïque et lointaine. Celle où le cinéma pouvait enfin représenter une réalité sans médiation, triviale, sexuelle, plus proche de la vie elle-même et de ses élans. Les trois films de Paul Morrissey, produits par Andy Warhol et peuplés par le petit monde de sa Factory, participaient d'une énergie libertaire étrangère à toute inhibition. Ce qui allait leur assurer un vrai succès critique et parfois changer le rapport des spectateurs au cinéma.

Car si *Flesh*, *Trash* et *Heat* sont devenus des films-cultes, c'est qu'ils ont longtemps été un signe de reconnaissance pour la communauté de spectateurs qui se retrouvaient régulièrement dans les petites salles qui les programmaient en séances de minuit, jusqu'à usure totale des copies. Ces temps sont loin et la redécouverte dans les séances spéciales du Festival de Cannes, en copies neuves, des trois titres est une manière de confronter au présent ce qui a su si bien marquer son époque.

Les trois films tournent autour d'un personnage masculin, apparemment saisi au naturel, et incarné par Joe Dallesandro. Celui-ci interprète dans le premier film, réalisé en 1968, un prostitué qui tente mollement de rassembler quelques dollars pour financer l'avortement d'une amie. Dans le deuxième (1970), c'est un drogué toujours à la recherche d'argent, essayant avec

son copain travesti de toucher des allocations. Le troisième (1972) déplace l'action de New York à Los Angeles et le montre en ancien acteur devenu gigolo qui séduit une productrice sur le retour avant de la quitter lorsqu'elle échoue à lui faire refaire du cinéma.

UNE ICÔNE SEXUELLE

Il n'y a pas à proprement parler de structure narrative forte dans ces films, qui procèdent par l'accumulation de saynètes, volontiers longues, laissant aux acteurs une liberté totale dans l'incarnation de personnages drôles et émouvants, proches de ce qu'ils sont dans la réalité. *Flesh*, *Trash* et *Heat* ont fait de Joe Dallesandro une icône sexuelle. Ange lascif et paresseux, volontiers nu, exprimant une candeur et un détachement vertigineux, l'homme se dissout dans la représentation pure d'un objet de désir.

Comment devient-on une icône érotique underground ? En faisant le moins possible (le premier et le dernier plan de *Flesh* le montrent endormi ; l'absorption de drogue empêche, dans *Trash*, qu'il ait la moindre activité sexuelle) et en se situant au-dessus de toute morale, comme le gigolo de *Heat*.

Jean-François Rauger

La trilogie de Paul Morrissey : *Flesh* (1968), avec Joe Dallesandro, Geraldine Smith, Candy Darling, 1 h 30 ; *Trash* (1970), avec Joe Dallesandro, Geri Miller, Holly Woodlawn, 1 h 50 ; *Heat* (1972), avec Joe Dallesandro, Sylvia Miles, Andrea Feldman, 1 h 42.

Le Monde
et
RADIO
nova
au 55^e Festival de Cannes

Tous les jours, de 18 heures à 19 h 30,
avec la collaboration des critiques cinéma du Monde.

NOVA : 101.5 à Paris, 87.8 à Nantes, 92.4 à Montpellier, 89.6 à Angers.

CULTURE :
Publicités
EN
RÉGIONS

8 bis, Quai Saint-Vincent. F-69001 Lyon
www.les-substances.com
LES SUBSTANCES™
PASSE-TEMPS
(une ritournelle)
Une proposition de théâtre
de Après Villenoise ? théâtre
Mise en scène : Eric Vautrin
Du 13 au 26 mai
Renseignements et loc. :
04 78 39 10 02

Christiane Véricel
Cie Image Aiguë

THEATRE
NANTERRE
AMANDIERS

Via!

DU 21 AU 26 MAI 2002

01 46 14 70 00

télérama france Culture arte

Un débat sur cette technique organisé à Cannes par « Le Monde », France Culture et le Festival

Onze cinéastes partagent espoirs et craintes face à la caméra numérique

CANNES

de notre envoyé spécial

Vendredi, l'Empire contre-attaquera sur la Croisette, et George Lucas présentera, en projection numérique dans la grande salle du Palais des festivals de Cannes *L'Attaque des clones*. Mais au fil du festival, on découvrira aussi *Ten d'Abbas Kiarostami*, tourné avec une petite caméra numérique et *L'Arche russe* d'Alexandre Sokourov, fiction de 90 minutes, mais aussi prise unique d'un plan unique, réalisation, grâce à une caméra numérique, d'un rêve vieux au moins comme *La Corde* d'Alfred Hitchcock.

De l'infiniment grand à l'infiniment modeste, du tournage à la projection, en passant par le montage et l'enregistrement sonore, les technologies numériques infiltrent tous les domaines, toutes les techniques, toutes les formes du cinéma. Mercredi 15 mai, en prélude à une 55^e édition qui entérinera cet état de fait, le Festival, France-Culture et *Le Monde* avaient invité onze cinéastes (et uniquement des cinéastes) à partager leurs expériences, leurs espoirs et leurs craintes face à la digitalisation du cinéma.

De cet échange est d'abord ressorti l'inégal partage de l'expérience numérique. Le montage à coups de ciseau et d'adhésif a presque totalement disparu (même si le documentariste américain Michael Moore a fait remarquer qu'une table analogique d'occasion coûtait aujourd'hui bien moins cher que son équivalent numérique),

mais le tournage numérique reste une expérience que beaucoup de cinéastes considèrent avec méfiance, voire hostilité. Après avoir envisagé de sauter le pas, Catherine Breillat, qui présente *Sex Is Comedy* en ouverture de la Quinzaine des réalisateurs, s'en est tenue à la pellicule argentine : « *Un beau film en numérique coûte plus cher qu'un beau film en 35 mm*, a-t-elle expliqué. *Si je prends une petite caméra, je n'aurai pas les carnations que je recherche. Et si je prends une grosse caméra numérique, le budget dépassera celui d'un film sur pellicule.* »

CHANGEMENTS INÉLUCTABLES

Michael Moore a partagé le tournage de *Bowling for Columbine*, le pamphlet documentaire qu'il présente en compétition, entre super 16 mm et enregistrement digital, là encore, l'argent parle : « *A l'état naturel, la pellicule est plus belle que le digital. Une fois ce dernier débarrassé de ses saccades* [un processus coûteux] *et les deux formats gonflés en 35 mm, le digital est bien plus beau.* » Mais ces considérations matérielles ne sont pas le seul souci des cinéastes. Ils ont été plusieurs à évoquer le vertige qui les saisit au bord de l'abîme de possibilités que leur offrent les techniques numériques. La première expérience de cet étourdissement a été éprouvée au montage où le geste de couper et de coller la pellicule supposait un choix mûrement réfléchi, alors qu'un geste numérique n'est jamais définitif.

Cette ouverture de champs infinis concerne maintenant le tournage. A ce sujet, un échange aussi vif que passionnant a opposé Romain Goupil, qui présente à la Quinzaine des réalisateurs *Une pure coïncidence*, tourné à Paris en numérique, à Bahman Ghobadi, qui a réalisé au Kurdistan et en 35 mm *Les Chants du pays de ma mère*, retenu par Un certain regard. L'Iranien qui fut forcé de faire ses débuts en vidéo assimile le film en 35 mm à un accomplissement d'essence religieuse, la fixation sur pellicule matérialisant la supériorité d'une manière d'exercer son art sur « *les jeunes qui tournent en vidéo sans avoir appris le cinéma.* » A ce rigorisme, le cinéaste français opposait la libération qu'offre la possibilité de tourner 90 minutes d'images pour n'en garder que trois, une éventualité que ne permettrait jamais le tournage en pellicule.

Ces débats sont déjà anciens, mais ils se nourrissent aujourd'hui d'une somme d'expériences sans cesse croissante, et s'alimentent de la conscience qu'ont tous les cinéastes de l'inéluçabilité, un jour ou l'autre du passage au numérique. En revanche, les questions que soulève la diffusion numérique (projection, distribution par satellite ou sur la Toile) sont encore restées à l'arrière-plan. Seule Catherine Breillat s'est inquiétée du danger que pourrait représenter la conjonction de la diffusion du cinéma en numérique et de la doctrine du Copyright, qui fait de l'œuvre la propriété du producteur plutôt que celle de l'auteur.

Thomas Sotinel

France-Culture diffusera de larges extraits de cette rencontre samedi 18 mai à 15 heures.

Graphisme Choses indicibles vues en Biélorussie

PARIS Pascal Colrat est graphiste, on pourrait dire « photographe ». Il conçoit des affiches, le plus souvent à partir de photographies. Bien qu'il prenne des milliers de clichés, il dit : « *Je ne suis pas photographe.* » Il construit le sens de l'image, met en place une idée, c'est un graphiste engagé. Parfois, ses créations sont adoptées par des organismes qui défendent une cause. Pascal Colrat revient de Biélorussie. Trois missions menées dans ce pays à l'invitation du conseiller culturel français à Minsk, Xavier Marchelidon, et avec le patronage actif de Michel Wlassikoff, qui avait organisé en 2001, au Centre Pompidou, une exposition intitulée « Signes de la jeune création graphique » (où figurait Colrat) et est aujourd'hui le commissaire de « Signes de la Biélorussie » et coauteur du livre qui l'accompagne.

Cette initiative n'est pas une simple suite, un exercice de style, c'est une ceinture d'explosifs. Le livre, un pavé solidement cartonné, déroule une vision de la réalité de ce pays de dix millions d'habitants, entre Ukraine et Pologne, un peu oublié dans une sorte de soviétisme ranci, qui a eu le malheur de se trouver sous le nuage de Tchernobyl, comme l'explique le texte-enquête de Michel Wlassikoff.

Deux par deux, les images s'entrechoquent : objets courants, bancs publics, tags, téléphones de couleurs, affiches pâlies, nouvelles enseignes commerciales, statuaire révolutionnaire intacte, rocker tatoué, jeunes femmes mannequins qui acceptent de poser en évoquant ou en moquant une pose réaliste-socialiste, gros plan sur des uniformes, des médailles, le drapeau rouge et blanc illégalement graffité sur les murs... A part les jeunes mannequins qui se sont prêtées au jeu d'un collage visuel en imitant la paysanne ou en faisant, nue, le salut militaire, rien n'est composé à dessein avant la prise de vue.

Tout est vrai, un peu comique parfois, dérisoi-



re et peu réjouissant. Une forme de dénuement et de pauvreté dans un pays qui produit des tracteurs et des engins militaires. Un décor qui ressemble à celui de ces zones à peine sorties d'une dictature pour sombrer dans la désespérance au quotidien et des formes plus surnoises de répression. Mais il y a plus grave. Un choc vécu par ce rapporteur qui ne se veut pas reporter et qui découvre, dans un hôpital à 30 kilomètres de la capitale, une autre réalité, cachée.

Au cœur du drame, les enfants. Des enfants malades, le regard délavé de fatigue, encadré dans les draps à fleurs de l'hôpital, les cocktails de médicaments pour tenter de lutter contre les

effets de la contamination, les visages enfouis dans l'œdème qui menace. De Biélorussie, Pascal Colrat a rapporté un peu de Césium 137 dans son propre corps, mais une alimentation saine lui permettra de s'en débarrasser. De la vision de ces enfants, il ne pourra se défaire. De l'invisible mal qui imprègne les cultures, les fruits, la viande, produite et consommée dans ces pays, personne ne peut se défendre. « *Le mieux est d'avoir sur soi un dosimètre,* » dit Pascal Colrat. « *Le problème est qu'il vaut deux mois de salaire. Et dans l'assiette, vous ne pouvez pas savoir si c'est le bifteck ou les patates qui sont touchées.* »

La méthode Colrat, c'est comprendre pour montrer : isoler graphiquement la personne, ou l'objet photographié, la détourner, lui donner toute la place. Et rapprocher les indices, les mettre en résonance.

Sur les murs du sous-sol du Centre Pompidou, ambiance un peu bunker en temps ordinaire, le chemin de fer du livre – la suite des pages dans le vocabulaire des maquettistes – se déroule tout entier, sans interruption, taille affiche, dans une lumière crue et sur un sol peint en noir. Il faut voir comment le réel, fragmenté, découpé, prend possession de l'espace. Plusieurs images ont été adoptées et consignées par Amnesty International, Reporters sans frontières et la Ligue internationale des droits de l'homme, associations contactées par les auteurs dès leur premier retour de Biélorussie, en juillet 2001. Ici, à l'inverse de ce qui se joue dans la publicité, les images clament leur refus de l'innocence.

Michèle Champenois

« Signes de la Biélorussie ». Centre Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 01-44-78-12-33. Du mercredi au lundi, de 11 heures à 21 heures, le jeudi jusqu'à 23 heures. Entrée libre. Catalogue : Editions Textuel, 45 €. Jusqu'au 28 mai. Photo © Pascal Colrat.

Jazz

PARIS

Serge Forté Trio

Pianiste d'une grande attention à la part mélodique de la musique, Serge Forté avait rendu un bel hommage à Oscar Peterson, l'une de ses influences dans le jazz, comme peut l'être aussi Keith Jarrett. En trio, avec le contrebassiste Peter Herbert et le batteur Karl Jannuska, Forté a trouvé dans le grand répertoire de la chanson française (Brel, Trenet...) de nouvelles inspirations, qui viennent rejoindre son attrait pour Chopin et les musiques du Brésil.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Tél. : 01-42-33-22-88. Le 16 mai, à 21 h 30. 19 €.

PARIS

Claude Tissendier Tentet

Sous l'intitulé « Hampton's Vibrations », le saxophoniste Claude Tissendier a mis au point avec le vibraphoniste Bernard Rabaud – par ailleurs responsable du Petit-Opportun, précieux club parisien – un répertoire consacré aux années 1930 et 1940 de Lionel Hampton, soit l'âge d'or du swing en moyennes et grandes formations. Avec Tissendier et Rabaud, une belle section d'anches (dont Dominique Verhnes), le trompettiste Patrick Artéro ou le batteur Stan Laferrière.

Jazz Club Lionel-Hampton, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17^e. M^o Porte-Maillot. Tél. : 01-40-68-30-42. Jusqu'au 18 mai, à 22 h 30. 21,50 € (entrée avec première consommation).

Danse

PARIS

Tango finlandais

Une blague des plus sérieuses que cette série de tangos finlandais qui, paraît-il, a supplanté toutes les danses autochtones populaires, histoire de se réchauffer dans le Grand Nord. On apprend ainsi que chaque année le Festival de Seinäjoki couronne un roi et une reine de cette belle danse argentine. Certains vont même jusqu'à affirmer que le tango est né finlandais. La soirée du vendredi 17 s'intitule « Pleine Lune », celle du 25 « Extase », et pour finir la nuit du 1^{er} juin « Chantango ». Tout un programme qui réunira Harri Saksala (chant) au

bandonéon d'Olivier Manoury, Jukka Perko et Hurmio Orchesteri, Martina Roos et son ensemble. **Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris-5^e. Mo Cluny-la Sorbonne. Les 17, 25 mai, puis le 1^{er} juin, à 20 heures. Tél. : 01-40-51-89-09. 7 €.**

SAINT-JEAN-DE-VÉDAS Corps + Graphies

Joli rassemblement au Chai du Terral, beau lieu champêtre des environs de Montpellier. Dominique Jégou donnera une conférence dansée (le 17, à 19 heures), avant de montrer Le Cabinet forain (le 18, à 18 heures). Ce même 18 mai, Dominique Noël, Laure Bonicel, Christine Jouve, apporteront leurs créations. **Chai du Terral, Saint-Jean-de-Védas (Hérault). Tél. : 04-67-47-15-87. De 8,5 € à 11 €.**

Sélection disques rock

MOBY

18

A la première écoute, le nouveau disque du New-Yorkais semble reprendre la formule qui fit le monumental succès de *Play*, précédent album écoulé à 10 millions d'exemplaires. Le répertoire se partage entre les mélodies cotonneuses chantées par Moby et les titres peaufinés autour de boucles de samples ou de voix extérieures. On pourra s'irriter de l'agencement des ingrédients d'une recette – beat alanguie, accords de piano mélancolique, nappes vaporeuses de synthé, mantra vocal. Les échantillons de blues primitif, qui constituaient la matière première de *Play*, se sont pourtant doucement mués en emprunts à la soul, comme si cet ermite techno avait soif de tendresse et de réconfort. Ces voix, essentiellement féminines (celles entre autres d'Angie Stone et de Sinead O'Connor), donnent des raisons d'espérer quand les morceaux chantés par Moby (le très Bowie *We Are All Made for Stars*, le

touchant *Sleep Alone*) frémissent surtout d'une torpeur, d'une vulnérabilité, d'une solitude, bien loin du vernis décoratif auquel il serait dommage de limiter cette musique. – S. D.

1 CD Mute/Virgin.

THE STREETS

Original Pirate Material

Enfant du hip-hop et de la club culture, Mike Spinner, 23 ans, s'est mis à l'écoute des rues de Birmingham, sa ville natale, et de Londres où il s'est exilé. Dans son home studio, il a bricolé en solitaire ces chroniques urbaines, promenant son regard et sa plume à la manière des caméras du cinéma réaliste anglais. Pour ces mots plus parlés-rappés que chantés, il a adapté sa bande-son à une Angleterre qui vibre aujourd'hui au rythme du UK garage, cette fusion spécifiquement britannique de hip hop, drum'n'bass, r'n'b, house et ragga. Dans un genre habitué aux gros effets de productions, la dimension artisanale et inventive du projet constitue un atout des plus attachants, qui fait du démiurge de The Streets l'héri-

tier d'une tradition d'observateurs – Ray Davies, Morrissey, Paul Weller, Jerry Dammers – chère à la pop insulaire. – S. D.

1 CD Locked On/Warner.

ALPHA BLONDY

Merci

« *Qui a dit que l'argent ne fait pas le bonheur/Qui a dit ça ?* » : ironiques, heureux d'être passés à la résistance et d'avoir adhéré viscéralement au parti de la lucidité, Alpha Blondy et les Saïan Supa Crew scandent en chœur « *tout le monde est accro, toutes les races, les couches sociales* », paroles de rappers, paroles de rasta. Toujours aussi fortement engagé, et musclé en conséquence, le chanteur ivoirien ne ménage pas sa peine pour dénoncer un monde où les fractures sociales et géopolitiques se creusent. Le cocktail de cuivres et de rythmiques reggae nerveuses mis au point depuis l'album *Elohim* (1999) a placé Alpha Blondy sur une orbite mondialiste. Ici, le prophète Blondy (« *Vous jouez avec le feu* ») s'en prend, avec un zeste de zouk ou un brin de romantisme, au « *poli-truc* » qui gâte la vie. Avec Ophélie Winter, dans un beau titre en anglais (*Who are you*), c'est la détres-

se des enfants qu'il questionne – de l'Angola au Cambodge. – V. Mo.

1 CD EMI.

JOE COCKER

Respect Yourself

Menant depuis le milieu des années 1960 une carrière à éclipses, Joe Cocker était revenu aux affaires en 1987 avec le succès planétaire de l'album et de la chanson *Unchain My Heart*, qui avait établi les marques de l'accompagnement soul, blues et variétés rock destiné à valoriser la voix rauque et brute du chanteur. *Respect Yourself* ne remet pas en question ce modèle éprouvé. Cocker s'y montre en grande forme vocale, plus présent que dans certains de ses enregistrements précédents. Avec cuivres, chœurs et cordes, le Britannique interprète avec une vigueur renouvelée des compositions cadrées dues pour l'essentiel à John Shanks, par ailleurs producteur. Sans surprises dans la première moitié (deux tubes potentiels *Never Tear Us Apart*, reprise du groupe Inxs et *This Is Your Life*), *Respect Yourself* devient ensuite plus spontané, en ballade ou rock tranquille auxquels Cocker donne un bel allant. – S. Si.

1 CD Parlophone/EMI Records.

CONCERTS

ensemble
intel. contemporain

21, 22 mai - 19 h
répétitions publiques

23 mai - 20 h
concert

Le Jeune Chœur de Paris
Ensemble Intercontemporain

Feldman*, Messiaen
créations de
Schoeller*, Harvey

Pierre-André Valade
Laurence Équilly*, direction

cité de la musique
01 44 84 44 84

SAMEDI 25 MAI - 11 H

MUSIQUE DE CHAMBRE À L'OPÉRA COMIQUE

CHRISTOPH ESCHENBACH piano
IVAN GRINBERG mise en espace
SOLISTES DE L'ORCHESTRE DE PARIS

« Entartete Musik »
(Musique dégénérée)
sur une idée d'Eric Picard

FRANZ WAXMAN - HANNS EISLER
ERWIN SCHULHOFF - HANS KRASA
ARNOLD SCHÖNBERG
MARC-ANDRÉ DALBAVIE

ORCHESTRE DE PARIS

* Tarif plein : 9 € • En famille, gratuit pour les moins de 12 ans • Tarif groupe scolaire : 4,57 €

RÉSERVATIONS
0 825 000 058

PIANO**** 01.44.17.93.25

Nelson FREIRE
Lundi 27 mai - 20h00
Mozart - Chopin - Debussy - Schuman
CHATELET 01.40.28.28.40

Daniela POLLINI
Jeudi 27 mai - 20h00
Debussy - Ravel - Stravinsky
GAVEAU 01.49.53.05.07

La Mouette
de Anton Tchekhov
traduction André Markowicz
« Françoise Morvan »
mise en scène
Philippe Calvario

Théâtre des Bouffes du Nord
du 21 mai au 16 juin
37 bis, boulevard de la Chapelle - Paris 10^e

RÉSERVATIONS 01 46 07 34 50 / Magasins Fnac - 0 892 68 36 22 (0,54€ TTC/mn) - Printemps - Bon Marché

OUVERTURE QUINZAINE DES RÉALISATEURS, CANNES 2002

L'OISEAU D'ARGILE
UN FILM RÉALISÉ PAR TAREQUE MASUD

EN SALLES VENDREDI 17 MAI

B.O. disponible chez
mk2 music, France Culture, ZURBAN, mk2 diffusion

Michel Le Bris, l'appel du Grand Dehors

Saint-Malo accueille jusqu'au 20 mai le 13^e festival Etonnants voyageurs. Son fondateur puise dans son « royaume d'enfance » finistérien son amour de la dissidence et de la philosophie romantique

UNE MAISON de pêcheur enfouie sous les hortensias bleus. C'est là, à Trostériou, que Michel Le Bris vient se ressourcer, humer la beauté de son « royaume », dans la baie de Morlaix (Finistère). De la fenêtre de son bureau, il aperçoit sa maison natale et la grève de Tréourhen, à mi-chemin entre le monde agricole des fermes basses de Saint-Samson et le monde maritime (port de pêche, parcs à huîtres) de Térénez. Le lieu est hanté : là, jadis, il ramassait des bigorneaux dans un seau ou remontait d'énormes brouettes de goémons, chemin de croix presque quotidien pour contribuer à l'économie d'une austère vie familiale.

De l'enfance resurgissent des émois plus flamboyants : c'est aussi là qu'à l'âge des sabres en bois, il se rêva en Surcouf ou héros de Stevenson, qu'il écouta raconter les exploits du comte de Tromelin, aventurier mi-corsaire, mi-espion, évadé de la prison du Temple en 1798 avant de se retrouver au service de l'Empire ottoman. Là qu'il s'imaginait combattant les Kzammis mangeurs d'hommes de *La Guerre du feu* de Rosny aîné, guettant le drapeau à tête de mort des fibustiers, affrontant l'ours géant aux côtés de Naoh, emboitant le pas à Chingachpook, Barbe noire, Jim Hawkins ou Longue Carabine... Autant d'images et de légendes, de sorcelleries mentales susceptibles de le faire glisser du visible dans l'invisible, dans un ailleurs qu'il vient (scénariste enflammé) de ressusciter pour le prochain film d'Alain Resnais.

Sous quel prétexte cesserait-on d'écouter Michel Le Bris évoquant le glissement des méduses à fleur d'eau ou le piétinement pressé des étrilles, sinon celui de passer à table, où Eliane a mitonné une plâtrée d'huîtres pochées dans des feuilles de chou ? En fait, outre le frisson éternel de la Bretagne natale, outre l'appel du wilderness qui réveille en lui tant d'échos, outre le festival Etonnants voyageurs de Saint-Malo qu'il a fondé en 1990 et qui bat pavillon africain cette année, il existe un autre sujet sur lequel Michel Le Bris arbore une passion intarissable : le romantisme allemand.

Meurtri par la dérive d'un mai 68 où il avait connu un moment de grâce, mouvement culturel et spirituel plus que politique, déçu par un militantisme qui avait dégénéré en folie, Le Bris décida de prendre le large et tenta de se « reconstruire ». Il se demanda pourquoi il était devenu incapable de lire de la poésie, d'écouter de la musique, comment il avait pu en si peu de temps s'exiler de ses « royaumes d'enfance ». Pour « retrouver [ses] forces », il écrivit d'abord *L'Homme aux*

BIOGRAPHIE

► 1944

Naissance à Tréourhen (Finistère).

► 1970

Huit mois de prison pour avoir dirigé « *La Cause du peuple* ».

► 1977

« *L'Homme aux semelles de vent* » (Grasset).

► 1990

Création du festival Etonnants voyageurs.

► 2002

« *Le Défi romantique* » (Flammarion).

semelles de vent, livre de condamnation de la religion marxiste. Puis, en 1981, *Le Journal du romantisme*, somptueux album publié chez Skira, traduit en cinq langues, couronné par de nombreux prix, salué comme un événement.

Introuvable depuis, cet ouvrage est aujourd'hui réédité sous le titre *Le Défi romantique* (Flammarion, 480 p., 21 €), avec une longue conclusion intitulée « Contre le nihilisme » où il s'en prend aux tenants de la « déconstruction », qui, comme Jacques Derrida, Philippe Lacoue-Labarthe ou Jean-Luc Nancy, se réclament du romantisme allemand en renversant subrepticement les concepts de Schlegel : « Le silence de l'œuvre, dans le déploiement de sa puissance de retentissement d'un côté, le bavardage vaniteux, incessant, proliférant, de l'autre. »

S'ARRACHER AU « PRÊT-À-PENSER »

La métaphysique de l'imagination créatrice est le credo de Michel Le Bris. C'est ce à quoi, selon lui, est porté le dissident, qui admet la transcendance de l'autre et débouche sur la fiction. « *La contestation est une pensée du ressentiment. La dissidence, par contre, l'antitotalitarisme, c'est d'oser regarder le visage d'Autrui, éprouver qu'il n'est pas de ton monde, que tu n'habiteras jamais son regard,*

qu'en ses yeux réside un univers inviolable. Je suis né sur le rivage, j'ai donc été témoin de l'affrontement de deux mondes : celui de la mer, de cet "abîme obscur, qu'effleure le goéland", disait Hugo, de l'imaginaire, de l'énigme des abysses et de l'écume, de l'horizon et des lointains, des naufrages et des tumultes, de l'infini et du mystère des renaissances ; et celui de la terre, de la culture, de la civilisation, des routes balisées, des murs, de l'argent... Je suis persuadé que l'être humain est issu du dialogue entre ces deux mondes.

» En relisant Novalis, j'ai ressenti à nouveau l'appel du Grand Dehors, le recueillement en soi de l'Autre, l'extraordinaire effort d'arrachement au "prêt-à-penser" accompli par les romantiques qui, loin des clichés sur les "orages désirés", les larmes et pâmoisons, osèrent affronter l'enchaînement fatal qui avait renversé la Révolution en Terreur, les rêves de liberté en machines d'oppression. Je garde toujours comme un trésor précieux le souvenir des années de débat avec Foucault, Sartre, Clavel, Glucksmann..., quand il nous semblait que nous réinventions l'acte même de philosopher, lorsque nous voulions penser le monde en action à partir de l'expérience fondatrice du goulag. Mais il nous a fallu sortir des systèmes et des codes.

» En réapprenant à marcher, je me suis

rendu compte que d'autres avant nous avaient vécu l'effondrement du continent "modernité", par des voies singulières ; non pas en opposant une idéologie nouvelle mais en affirmant les puissances de rupture de la littérature. En opposant la flamme libératrice des poèmes au fanatisme des dogmes. As-tu remarqué comme les dictateurs n'ont eu de cesse de tuer le poème en chaque homme ? »

Le Bris est indemne. Encore émerveillé lorsqu'il se souvient de sa découverte du jazz sur un Teppaz, « *cloué sur place* » en écoutant *Shake it and break it*, Sidney Bechet à la clarinette, Earl Hines au piano, Baby Dodds à la batterie. Tonique lorsqu'il enchaîne sur la lecture de son premier roman noir, *La Dame du lac*, de Raymond Chandler : « *J'en suis resté, passe-moi l'expression, sur le cul. J'avais l'impression d'entendre sous sa musique syncopée le crépitement des machines à écrire. C'est à travers eux, les Hammett, Ring Lardner, que je suis remonté à la poésie de Walt Whitman, à Thoreau, qui eux aussi avaient une écriture libérée des ronds de jambe et des préciosités salonnières.* »

Jean-Luc Douin

Etonnants voyageurs à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), du 16 au 20 mai. Tél. : 02-23-21-06-21.

TÉLÉVISION

Le septennat vu par les Guignols

Chirac et ses couteaux dans le dos ; Chirac et son boulot « *de dans deux ans* » ; Chirac mangeant des pommes ; Chirac et la dissolution ; Chirac et les affaires ; Chirac et le chômage « *machin truc bidule* ». Chirac et son « *deuzé-nat* ». Chirac, partout et encore. Avec « *Conversation 2* » réalisé par Patrick Menais et Bruno Le Jean, l'équipe des « *Guignols de l'info* » propose pendant deux heures le meilleur de leurs sketches consacrés depuis sept ans au président de la République. Un florilège ponctué par les interventions de Bernadette qui, avec sa petite caméra numérique, tourne une cassette en interrogeant son mari mal rasé au saut du lit.

« *Cette émission spéciale était l'occasion de revenir sur tous les grands moments du septennat* », explique Yves Le Rolland, producteur et directeur artistique des Guignols. « *On y retrouve tous les intervenants de sept ans de politique française ainsi que l'incontournable PPD.* » Le choix des séquences a été sélectionné parmi les vingt-cinq heures de programme réalisées depuis sept ans par toute l'équipe des Guignols (une dizaine d'auteurs, une trentaine de manipulateurs, cinq imitateurs et une vingtaine de réalisateurs). Bien rythmée et franchement drôle, cette rétrospective n'a pas pris une ride mais elle se regarde différemment après le séisme politique du 21 avril. — D. Py

« *Conversation 2* », vendredi 17 à 21 heures, édition spéciale à 20 heures, Canal+.

VENDREDI 17 MAI

► L'Argent raconté aux enfants et à leurs parents

22 h 15, Arte Une famille italienne émigrée en Belgique. Carlo, Gina, et Claudio Paziienza ; le père ouvrier, la mère au foyer et le fils devenu cinéaste. Autour de la table de cuisine, Claudio évoque, avec ses parents, l'histoire monétaire de la famille et ses états d'âme relatifs à l'argent. Pour comprendre

les abstractions que constituent la valeur de la monnaie, le pouvoir d'achat, l'inflation, le réalisateur rend visite à un professeur d'économie, au gouverneur de la Banque de Belgique, à un philosophe et à un professeur de droit inventeur d'une monnaie alternative, le simec. Très sérieuse et néanmoins très humoristique dans le propos, inventif et ludique dans la forme, *L'Argent raconté aux enfants*

et aux parents est l'avant-dernier film de la collection « La Bourse et la vie ».

► Boogie Nights

22 h 45, Paris Première Réalisé en 1997, c'est le deuxième long métrage du cinéaste américain Paul Thomas Anderson, en compétition à Cannes avec le film *Punch-Drunk Love*. *Boogie Nights* décrit l'itinéraire d'un jeune acteur de films pornographiques dans la Californie des années 1970-1980, dans un milieu partagé entre un hédonisme avoué et des impératifs économiques.

► La Revue :

Kristin Scott Thomas

23 h 10, Arte Kristin Scott Thomas est le fil conducteur de « *La Revue* », émission mensuelle consacrée aux arts contemporains. Claude Ventura a suivi l'actrice anglaise à Lyon, au Théâtre des Célestins, lors des représentations de *Bérénice* et d'une séance avec le photographe aveugle Evgen Bavcar. Ce portrait filmé est ponctué des œuvres vidéo de Philippe Parreno et Pierre Joseph, d'un film de l'artiste américain Doug Aitken, ainsi que de sujets consacrés au plasticien auxerrois Philippe Ramette, à l'Autrichien Martin Arnold et à l'écrivain anglo-pakistanaï Hanif Kureishi, auteur d'*Intimité*, adapté au cinéma par Patrice Chéreau.

LES GENS DE CANNES

■ **Woody Allen**, venu présenter à Cannes son film *Hollywood Ending*, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il n'avait « *jamais eu le sentiment que la France soit en quoi que ce soit antisémite* ». « *Je pense que nous devrions être fiers de la façon dont la France s'est conduite lors de la dernière élection* », a ajouté le réalisateur, en rappelant les liens qui l'unissent depuis longtemps à un pays qui lui a toujours « *manifesté affection et gratitude* ». « *La France vient de montrer clairement qu'elle est une démocratie qui n'a que faire des thèses antidémocratiques* », a-t-il encore dit.

■ En matière d'amour comme en cuisine, **Woody Allen** n'a pas de recettes : « *C'est une question de goût, à partir du moment où on aime il n'y pas de règle*. » « *J'ai beau aimer la gastronomie française, jamais je ne pourrai manger des grenouilles, même si à mon avis ça vaut largement le cerveau de singe. Mais si vous aimez le serpent, grand bien vous fasse* », a-t-il confié aux centaines de journalistes présents mercredi 15 mai lors de sa conférence de presse.

■ A la conférence de presse du jury, **Sharon Stone**, émue ou tyrannisée par les pollens, demande un Kleenex. « *J'en ai un, mais déjà utilisé* », lui chuchote **David Lynch** trahi par son micro. En acceptant les fonctions de membre du jury, la célèbre actrice américaine affirme se considérer comme une étudiante, d'autant plus qu'elle commence une nouvelle carrière de productrice en guise de *come back* au cinéma. « *Cannes, ce n'est pas comme les Oscars ! Ici, je n'ai pas de problèmes avec mes 40 ans !* », s'est-elle réjouie.

■ L'appel au boycottage du festival lancé par une organisation juive américaine a également été dénoncé par **Sharon Stone**, qui estime que le peuple français a eu un « *regard sain* » sur la situation politique critique d'entre les deux tours de l'élection présidentielle et que le vote à plus de 80 % contre les idées de Jean-Marie Le Pen en est la preuve : « *C'est ici que je veux être et ce n'est pas un lieu que j'ai envie de boycotter.* »

■ **David Lynch**, président du jury du Festival, est heureux de la célébration cannoise offerte à **Jacques Tati**, dont il est un fervent admirateur. « *En hommage à M. Hulot, je fais souvent fumer une pipe à mes personnages dans mes films*. » David Lynch a regretté que cet homme si talentueux n'ait pas été reconnu de son vivant comme l'un des plus grands réalisateurs.

■ Les musiciens des films du Festival sont à l'honneur sur la Croisette jeudi 16 mai. Diffusées par des bornes de couleurs vives, les mélodies de 54 films offrent une promenade musicale et un parcours dans le temps, de *La Belle et la Bête*, en 1946, à *Moulin Rouge*, en 2001. La journée doit se clore par un concert au Palm Beach.

RADIO

VENDREDI 17 MAI

► La Session acoustique

19 h 30, Ouf FM Dom Kiris invite le groupe Sergent Garcia. Mélangeant le regga maffin et la salsa, Sergent Garcia est l'une des têtes d'affiche de la 27^e édition du festival Musiques métisses d'Angoulême, du 17 au 20 mai.

► Ecoutez les anges qui passent

20 heures, France-Inter Zoé Varier est allée à la rencontre des femmes en noir de Paris, solidaires des femmes en noir de Jérusalem. A l'image des Folles de la place de Mai, en Argentine, des femmes israéliennes et palestiniennes se réunissent chaque semaine sur la place de France, à Jérusalem, pour demander le retrait des territoires occupés. A Paris, ces femmes en noir manifestent leur désir de paix, chaque samedi, place des Innocents.

► Surpris par la nuit

22 h 30, France-Culture Thème de l'émission d'Alain Weinstein : *La Mélodie des femmes fatales*, ou quels sont les codes musicaux qui accompagnent, au cinéma, les personnages de femmes fatales ? Avec les interventions du cinéaste Brian De Palma, à l'occasion de la sortie de son dernier long métrage, *Femme Fatale*, ainsi que de Thierry Boulanger, compositeur.

DOMINIQUE DHOMBRES

Les lunettes de Woody Allen

IL A 37 FILMS à son actif, mais n'avait jamais osé venir à Cannes. Malgré son trac et son agoraphobie, Woody Allen a gravi mercredi les célèbres marches recouvertes du tapis rouge et a dûment prononcé la phrase rituelle : « *Je déclare le 55^e Festival de Cannes ouvert*. » On pouvait voir la scène en direct sur Canal+. Il avait tout à fait l'air du personnage de son dernier film, *Hollywood Ending*, ce réalisateur pas vraiment à l'aise dans le monde réel. Le film était projeté hors compétition. Woody Allen, qui n'aime pas regarder ses propres films, est sorti pendant la projection. « *Je vais quitter la salle. Et puis je reviendrai, et s'il y en a encore quelques-uns parmi vous qui sont restés, on en parlera peut-être après.* »

Woody Allen avait un peu l'allure d'un pénitent pour écouter le compliment du président du Festival, Gilles Jacob, qui lui remettait la Palme des palmes pour l'ensemble de son œuvre. Il donnait l'impression de ne pas trop savoir quoi faire de cette récompense, dans son bel écrin. Virginie Ledoyen, la maîtresse des cérémonies, l'a fait s'approcher des photographes pour qu'il leur montre l'objet. Woody Allen s'est moqué doucement de l'image qu'il a en

France. « *Vous savez, les Français font deux erreurs considérables à mon propos. Ils me prennent pour un intellectuel, simplement parce que je porte ces lunettes. Et aussi, ils me considèrent comme un artiste, parce qu'avec mes films on perd beaucoup d'argent tout le temps. Je peux vous assurer que ni l'un ni l'autre n'est vrai.* » Tout cela était dit, les yeux un peu rougis et cachés derrière ces fameuses lunettes aux impressionnantes montures noires.

Il y a cette année de l'autocélébration dans l'air, et ce n'est pas mal du tout. Avant Woody Allen, on a pu voir en effet le court métrage de Gilles Jacob retraçant l'histoire du Festival. Malgré sa timidité légendaire, Woody Allen a été plus prolixe que certains de ses prédécesseurs, tellement noués qu'ils n'ont pu dire un mot, comme Antonioni. Quelques images font toujours rêver. Orson Welles descendant, impérial, de son wagon, à l'époque où l'on arrivait encore en train. Bardot, les cheveux au vent, posant pour les photographes sur la Croisette. François Truffaut à Cannes avec le tout jeune Jean-Pierre Léaud, lors de la sortie des *400 coups*. Avec ses grosses lunettes, Woody Allen vient de s'ajouter à cette liste.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 16 MAI

TF1

14.45 Drôle de maman Téléfilm. L. Elikann. Avec S. Channing (EU, 1996) 16.30 Exklusif 17.05 Melrose Place Tentatives ratées. Série 17.57 à 7 à la maison La vérité se découvre. Série 18.55 Le Bigdil 20.00 Journal, Météo.



20.55 UNE FEMME D'HONNEUR Son et lumière. Série. Avec Corinne Touzet, Jean-Michel Dupuis, Anny Romand, Sylvie Audcoeur, Romaric Perche. 7449500 *Un couple, propriétaire d'un château, organisée des spectacles avec de jeunes délinquants. Un meurtre est commis au sein de la troupe.*

22.40 COLUMBO Quand le vin est tiré. Série. Avec Peter Falk, Donald Pleasence, Gary Conway, Dana Elcar, Julie Harris. 4545887 **0.30** Les Coulisses de l'économie Magazine.

1.15 Exklusif Magazine **1.50** Vis ma vie Magazine 66000272 **3.25** Reportages La 700° : Les artisans de l'excellence 7540861 **3.50** Anna Maria Propositions inédites. Série 8445807 **4.40** Musique (20 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.25 Comment je me suis disputé.. (ma vie sexuelle) ■■ Arnaut Desplechin. Avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Emmanuel Salinger (France, 1996, 175 min) **CineCinemas 2**
15.20 Papa est en voyage d'affaires ■■ Emir Kusturica (Yougoslavie, 1984, 135 min) **Cinéfaz**
17.00 Le Kid de Cincinnati ■■ Norman Jewison (Etats-Unis, 1965, v.m., 110 min). TCM
18.20 La Guerre des cerveaux ■■ Byron Haskin. Avec George Hamilton (Etats-Unis, 1968, v.m., 110 min) **CineCinemas 1**
19.05 Jacquot de Nantes ■■ Agnès Varda (France, 1991, 115 min) **Cinétiole**
20.45 Pierrot le fou ■■ Jean-Luc Godard (France, 1965, 110 min) **Canal Jimmy**
20.45 Les Glaneurs et la Glaneuse ■■ Agnès Varda (France, 2000, 80 min) **Cinéfaz**
21.00 Boulevard du crépuscule ■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1950, N., 110 min). Paris Première
23.00 La Splendeur des Amberson ■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1942, N., 90 min) **Cinétiole**
23.05 Le Harpon rouge ■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1932, N., 80 min) **CineClassics**
0.25 Hantise ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1944, N., 110 min) **CineClassics**

FRANCE 2

15.55 En quête de preuves Crimes d'amour 17.25 Qui est qui? 18.05 JAG Boomerang 18.55 On a tout essayé 19.50 Un gars, une fille Série 20.00 Journal 20.30 Elections 2002 Invité : Jean-Marie Le Pen.



21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Guilaine Chenu. Au sommaire : Des chiffres et des êtres. Henri Burin des Roziers, l'avocat des sans-terres. 9684535 *Un missionnaire français installé depuis vingt-quatre ans au Brésil s'insurge contre les inégalités dans son pays d'accueil et prend la défense des paysans sans terre.*

23.10 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT SEXE ET LITTÉRATURE. Magazine présenté par Guillaume Durand. Invités : HPG ; Alain Soral ; Didier Van Cauwelaert ; Stéphane Zagdanski ; etc. 8580871

0.45 Journal **1.05** Nikita La fuite. Série **1.45** Fallait y penser **3.45** 24 heures d'info, Météo **4.40** Initiation à la vidéo **4.40** Les Vitraux de Cracovie 4718104 **4.55** Eurocup Une valise peu diplomatique. Série (70 min) 1801949.

FRANCE 3

16.35 T03 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister 17.35 A toi l'actu! 17.50 C'est pas sorcier 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.15 Tout le sport 20.25 ET 2.20 C'est mon choix... ce soir.



20.55 L'ÉPREUVE DE FORCE ■ Film. Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Sondra Locke, Pat Hingle, Bill McKinney, William Prince. Policier (Etats-Unis, 1977) **O.** 1879061 *Un policier alcoolique est chargé d'escorter une jeune femme témoin dans un procès. Des gangsters tentent de la abattre en chemin.* **22.45** Météo **22.50** Soir 3.

23.15 PIÈCES À CONVICTION Carnets secrets d'un dépôt de bilan. Magazine présenté par Elise Lucet. 6490500 **0.55** Europeles Le Danemark. Les peurs danaises ; L'art de vivre ; Le pays d'Éole 8367253.

1.25 Espace francophone Seychelles : Atterville Cedras, les secrets de l'île Curieuse. Magazine 3889543 **1.55** Ombre et lumière Invité : Vincent Lindon **2.45** Soir 3 **3.10** Des racines et des ailes Spécial Bruges (120 min).

CANAL+

16.45 Origine contrôlée Film. A. Bouchaala et Z. Tahiri (Fr., 2000) **O.P.** En clair jusqu'à 18.55 **18.15** Journal **18.25** Cannes 2002 **18.55** Football Championnat d'Europe Espoirs 2002. Groupe 2 : France - Rép. tchèque. 19.00 Coup d'envoi.



21.00 STAR WARS EPISODE 1, LA MENACE FANTÔME ■ Film. George Lucas. Avec Liam Neeson, Ewan McGregor, Natalie Portman, Jake Lloyd, Ian McDiarmid. Science-fiction (Etats-Unis, 1999) **O.** 9679603 *La tentative de reprendre la célèbre saga et d'en inventer un début. Un phénomène.*

23.10 ANDRÉE PUTMAN, PORTRAIT D'INTÉRIEUR Documentaire. Brigitte Cornand. 5329595 **0.05** Eloge de l'amour ■■■ Film. J.-L. Godard. Avec C. Camp (Fr. - Sui., 2001) **O.** 2278104

1.40 Hockey NHL 5099475 **3.40** Surprises 2611340 **3.55** Lisa ■■ Film. Pierre Girimbat. Avec B. Magimel, Marion Cotillard (Fr. - Sui., 2000) **O.** 11266494 **5.45** Tentative de meurtre Téléfilm. Nick Gomez (EU, 2001, 81 min).

FRANCE 5 / ARTE

17.30 100 % Question **18.00** Dialogue, dialogue [2/1]. **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages Katmandou **19.45** Arte info **20.10** Météo **20.15** La Vie en feuilleton Au pays des Miss [4/5]. Un conte de fées.



20.45 THEMA - LE CINÉMA ITALIEN D'APRÈS MARTIN SCORSESE [1/2] MON VOYAGE EN ITALIE Film documentaire [1/2]. Martin Scorsese (EU, 2000). 100194581 *Première des deux soirées dans laquelle le réalisateur Martin Scorsese évoque son goût pour le cinéma italien de l'après-guerre. Entre didactisme et nostalgie.*

22.45 THEMA ROME, VILLE OUVERTE ■■■ Film. Roberto Rossellini. Avec Anna Magnani, Aldo Fabrizi, Marcello Pagliero, Harry Feist (Italie, 1945, N., v.o.). 1364448 **0.25** En direct de Cannes 4380494.

1.10 THEMA ITALIANAMERICAN. Martin Scorsese. Documentaire (Etats-Unis, 1974) 7423543 **2.00** Mon nom est Alan Berliner Documentaire. Alan Berliner (France, 55 min) 1472036.

M 6

17.10 Highlander Le combattant **18.05** Le Flic de Shanghai A voleur, voleur et demi **19.00** ET 20.40 Loft Story **19.45** Caméra Café Série. **19.54** 6 minutes, Météo **20.05** Notre belle famille La fugue de Al. Série.



20.50 LOFT STORY 2 Ce soir, en direct, une fille sort du loft. Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 3290993 *Ce soir, après Julia voici quinze jours et William la semaine dernière, une nouvelle fille quittera le loft.*

23.20 ALLY McBEAL La promesse. Série. Victoria Hochberg. Avec Calista Flockhart, Jamie Rose, Jay Leggett, Peter MacNicol, Gil Bellows **O.** 7967351

0.10 Ça me révolte ! Les criminels de la route. Magazine. Au sommaire : Ils tuent, et ils ne s'arrêtent même pas. Des accidents en direct ; etc. 6853630 **1.59** Météo **2.00** M6 Music Les Nuits de M6 (300 min) 2187949

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.00 Le Gai Savoir. Invitée : Cynthia Fleury.
22.00 Journal. **22.10** Multipistes.
23.30 Surpris par la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

19.30 Radios francophones publiques. Par Le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Evelino Pidò : *Le Pirate*, de Bellini, Renée Fleming (Imogène), Albert Schagidjullin (Ernesto).
22.00 En attendant la nuit. Marc Coppey.
23.00 Jazz, suivez le thème. *All for me* [4/4].

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. *Symphonie* n°2, de Weber, dir. CP Flor ; Œuvres de R. Schumann, Schubert. 20.40 Le violoniste Arthur Grumiaux. *Concerto pour violon* n°5, de Mozart, dir. C. Davis ; Œuvres de Fauré, Ravel, Stravinsky, Beethoven.
22.40 Les Rendez-Vous du soir (suite). *Concerto pour basson et orchestre* op. 75, de Weber, dir. Neville Marriner : œuvres de Humperdinck, R. Strauss.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

DÉBATS

18.30 Face à la presse. Roger Karoutchi. Public Sénat

MAGAZINES

17.00 Les Lumières du music-hall. Eddie Constantine. Petula Clark. Paris Première
18.45 Rive droite, rive gauche. Cannes. Paris Première
18.55 J'y étais. Invités : Marianne James ; Georges Charpak. Match TV
19.00 Explorer. Moments extrêmes, quand tout s'arrête. Les cygnes, voyageurs infatigables. Sylvia Earle, portrait d'une aqualaute. National Geographic
20.05 Temps présent. Le rallye des millionnaires. TSR
22.10 Open club. Michel Subiela. CineClassics
22.20 Pulsations. Ostéopathie et chiropractie. RTBF 1
22.30 Boléro. Isabella Rossellini. Monte-Carlo TMC
22.50 Recto Verso. Patricia Kaas. Paris Première
23.55 Pendant la pub. Didier Barbelivien. TMC

DOCUMENTAIRES

18.05 Gladiateurs. Voyage au centre de l'arène. Odyssee
18.05 Hollywood Stories. Macaulay Culkin. Paris Première
18.15 Bronislaw Ghermek. Le juste de Varsovie. Histoire
18.25 Little Big Shaquille. Planète
19.00 Pilot Guides. Amsterdam. Voyage

19.05 Les Variations de Vélasquez.

19.15 Fra Angelico. Dieu, la nature et l'art. **20.00** Star mag. Spécial Cannes.

20.05 La Deuxième Vie de Klaus Barbie.

20.45 Les Diggers de San Francisco.

21.00 Mahomet. [4/5]. Le pouvoir et La Mecque.

21.05 Alean, le Magnifique.

21.50 Monsieur Hergé.

22.00 Délinquance des mineurs : diagnostic d'une ordonnance.

22.35 Bryan Ferry. Francin in Taroudant.

22.40 Biographie. Le général Lee.

23.20 L'Album. Brooke Shields.

23.30 Bryan Ferry. Répétition de la tournée.

23.35 Survivre. Les grizzlis.

13.00 ET 20.30 Tennis. Tournoi féminin de Rome (Italie). 4' jour. En direct. Eurosport

DANSE

17.00 Sakountala. Chorégraphie de Marie-Claude Pietragalla et Philippe Planchouline. Musique de Pierre-Alexandre Mati. Par le Corps de ballet de Marseille. Avec Marie-Claude Pietragalla, Axelle Trincherio, Julien Lestel, Lario Ekson. Mezzo

MUSIQUE

21.55 Récital Nathalie Stutzmann. Concert enregistré en 1999. Avec Inger Södergren (piano). Mezzo
22.55 Beethoven. *Quintette à cordes* opus 29. Avec J.-P. Ossald (alto) et le Quatuor Debussy. Mezzo

TÉLÉFILMS

18.15 Le Château des Oliviers. Nicolas Gessner. [1/8]. TV 5
20.30 Le Petit Dinosaur et la Source miraculeuse. Roy Allen Smith. Canal J
22.45 Sous haute protection. Jack Gill **O.** TF 6
0.15 Les Déracinés. Jacques Renard. [1/2]. Festival

SÉRIES

18.15 La Vie à cinq. Intimités **O.** Téva
19.05 Demain à la une. Règlements de comptes à Chicago **O.** Téva
19.05 Homicide. Les péchés du père **O.** Série Club
19.55 Les Anges du bonheur. Un monde à part **O.** Téva
20.50 Diagnostic, meurtre. Passion meurtrière. Série Club
21.40 High Secret City. Cupidon **O.** Série Club
22.25 Profiler. Patriote pour la paix (v.o.) **O.** Série Club
0.00 Hôtel de police. Massages. 13^{ème} RUE
0.10 I Love Lucy. The Indian Show (v.o.) **O.** Téva
0.35 Les Craquantes. L'amour fraternel (v.o.) **O.** Téva
1.35 Les Soprano. Dépôt de bilan (v.o.) **O.** Canal Jimmy

VENDREDI 17 MAI

TF1

12.05 Attention à la marche ! **12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo, Trafic infos **13.55** Les Feux de l'amour Feuilleton **14.45** Les Soupçons d'une mère Téléfilm. Eric Laneuvre. Avec Markie Post, Gerald McRaney (Etats-Unis, 1994) **O.** 16.30 Exklusif Magazine **17.05** Melrose Place Elimination à tout prix. Série **17.55** 7 à la maison Enfin seul. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.50 ÇA PEUT VOUS ARRIVER L'obésité, la nouvelle menace. Magazine présenté par Géraldine Carré et Julien Courbet. 13807562 *En une quinzaine d'années, le nombre d'enfants obèses a augmenté, en France, de près de 150 %. En ce début de XXI^e siècle, plus d'un jeune Français sur dix souffre d'obésité.*

23.10 C'EST QUOI L'AMOUR ? Magazine présenté par Carole Rousseau **O.** 1226611

0.35 Les Coups d'humour Invité : Arnaud Gidoin 6998215 **1.10** Exklusif Magazine.

1.45 Reportages Transhumance : des moutons et des hommes 7503296 **2.15** Anna Maria Deux jeunes héros. Série 7429128 **3.00** Très chasse Documentaire **3.55** Histoires naturelles Documentaire **4.45** Musique (15 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.15 Gare centrale ■■ Youssef Chahine (Egypte, 1958, N., 105 min). TV 5
14.40 Comme elle respire ■■ Pierre Salvadori (France, 1998, 105 min) **O.** Cinéstar 2
15.25 Storm Warning ■■ Stuart Heisler (Etats-Unis, 1951, N., 90 min). TCM
15.55 Une histoire vraie ■■ David Lynch (Fr. - GB - EU, 1999, v.m., 110 min) **O.** CineCinemas 2
16.55 Le Port de l'angoisse ■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1944, N., 110 min). TCM
18.45 Les parachutistes arrivent ■■ John Frankenheimer (Etats-Unis, 1970, 105 min). TCM
20.40 On ne vit que deux fois ■■ Lewis Gilbert (Grande-Bretagne, 1966, 120 min). RTBF 1
20.45 Ninotchka ■■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1939, N., v.m., 115 min). TCM
21.00 Un si noble tueur ■■ Basil Dearden et Michael Relph (GB, 1952, N., 85 min) **O.** CineClassics
22.35 Tess ■■ Roman Polanski (Fr. - GB, 1979, v.m., 165 min) **O.** CineCinemas 5
22.40 L'Appât ■■ Bertrand Tavernier (France, 1995, 115 min) **O.** Cinéstar 1
23.45 Le Samourai ■■ Jean-Pierre Melville (France, 1967, 110 min). Canal + Vert
0.05 Le Carrousel fantastique ■■ Ettore Giannini (Italie, 1954, 125 min) **O.** CineClassics
0.55 Le Bal des vampires ■■ Roman Polanski (Grande-Bretagne, 1967, 105 min). CineCinemas 1

FRANCE 2

12.20 Pyramide **12.55** Météo, Journal, Météo **13.50** Inspecteur Derrick l'homme de Rome. Série. Avec Anne Richard, Jean-François Balmer, Marion Game, Valérie Leboutte, Philippe Ambrosini. 7414814
22.40 B.R.I.G.A.D. La secte des Lunés **O.** Série. Marc Angelo. Avec Jean-Claude Adelin, Jean-Yves Gautier. 3647456 **23.30** Bouche à oreille Magazine 54340



23.40 LES NUITS DE L'ÉTRANGE Vive le silence **O.** 4421901. Pause mortelle **O.** 47055. Série. Avec Elwes Cary, Brian Dennehy ; Avec Mark Hildreth, Jerry O'Connell. Dans Vive le silence, cherchant le calme loin de la ville, un homme se trouve harcelé par un autre coupleur. **0.35** Journal de la nuit, Météo **0.55** Histoires courtes *L'Horizon perdu* **O.** Laïla Marrakchi 9895012 ; 1.10 *200 dirhams* **O.** Laila Marrakchi.

1.25 Envoyé spécial Magazine 7042499 **3.25** 24 heures d'info **3.45** Campus, le magazine de l'écrit Magazine (95 min) 9167470.

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix Magazine **15.00** Sauver la famille ! Téléfilm. Graeme Campbell. Avec George C. Scott, Rachael Leigh Cook (Etats-Unis, 1996) **16.35** T03 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister 17.35 A toi l'actu! 17.50 C'est pas sorcier 18.15 Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** ET 2.20 C'est mon choix... ce soir.



20.55 THALASSA Escale dans les Terres australes et antarctiques françaises. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : La vie des hivernants ; Un écrivain aux Kerguelen ; Ruée sur la langouste ; Cacophonie à Crozet ; Les broncoyeurs de la légèrie ; La ballade de « l'Astrolabe » 7407524

22.55 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet, Alexis Trégarot. 8219982

1.00 Ombre et lumière Magazine. Invitée : Annie Girardot 6649609.

1.30 Toute la musique qu'ils aiment Invité : Jean-François Kahn 3190692 **2.45** Soir 3 **3.10** Culture et dépendances Islam, le temps des polémiques. Magazine 5859692 **4.50** Un jour en France Magazine (50 min).

19.00 Portrait d'Antoine Blondin.

19.15 Jazz sous influences. Le son des bayous.

19.15 La Guerre civile d'Espagne. [4/6].

20.00 Etats-Unis. Les parcs nationaux du Far-West, de Monument Valley au Grand Canyon.

20.00 Le Puma, lion des Andes. National Geographic

20.05 Sur la terre des monstres disparus. [1/6]. TSR

20.10 L'Invasion de Panama. Histoire

21.00 La Fièvre des Isles. Sri Lanka, la terre promise. Voyage

21.40 Y'a-t-il un péril OGM ? Planète

22.00 Le Premier Empereur. [2/2]. Histoire

22.30 Cobras souverains de l'Inde. National Geographic

22.30 Coen Brothers. CineCinemas 1

22.30 Ours d'Alaska, la légende meurtrière. Planète

22.35 Gladiateurs. Voyage au centre de l'arène. Odyssee

23.00 A la recherche du « Bismark ». National Geographic

23.05 L'apartheid n'est pas mort. Histoire

23.30 L'Horloge biologique. Planète

0.00 La Falaise aux pèlerins. National Geographic

SPORTS EN DIRECT

13.00 ET 22.00 Tennis. Tournoi féminin de Rome (Italie). Quarts de finale. Eurosport

13.00 Tennis. Masters Series. Tournoi messieurs de Hambourg (Allemagne). Quarts de finale. Pathé Sport

16.00 Cyclisme. Tour d'Italie (5^e étape) : Fossano - Limone Piemonte. Eurosport

18.00 Football. Festival international Espoirs de Toulon. Match pour la 3^e place. 20.00 La finale. Eurosport

Odyssee

Mezzo

TPS Star

Histoire

Planète

Histoire

TV 5

La Chaîne Histoire

Public Sénat

Canal Jimmy

La Chaîne Histoire

Téva

ALAIN LOMPECH

Retour aux sources

NAPSTER est mort. Cette société proposait aux internautes de se connecter à son site afin de télécharger des morceaux de musique puisés dans l'ordinateur d'un autre internaute. En lançant son ordinateur, chaque consommateur mettait à disposition des autres les œuvres qu'il avait stockées dans son disque dur. Le catalogue était immense, fluctuant. Napster ne prélevait aucune dime sur les échanges, mais était riche d'une clientèle très nombreuse et internationale. A une époque, ce modèle suffisait à valoriser cette société en Bourse. Demain on gagnerait de l'argent, grâce à la pub !

La bulle spéculative du Net a crevé. Les majors du disque ont attaqué la société Napster, dès 1999. Un an après la fondation de cette société par Shawn Fanning. Cet étudiant américain de 18 ans avait eu l'idée d'utiliser un système de compression numérique appelé MP3 en l'affirmant à un logiciel d'échange.

Son erreur fondamentale est de ne pas avoir poussé assez loin la logique du Net, ce grand réseau en toile d'araignée, né à but non lucratif. Ayant fondé une société, il s'est retrouvé face à des maisons de disques et des artistes résolument décidés à faire valoir leurs droits d'interprète et de compositeur. Un peu normal, c'est de cela qu'ils vivent !

Le droit l'a emporté. Un filtre a été installé qui interdisait le chargement de toute œuvre protégée par des droits d'auteur. Les connexions et les fichiers disponibles se sont effondrés. Bertelsmann, qui avait pris la majorité du capital pour tenter d'utiliser ce système à des fins rentables économiquement en vendant les morceaux autrefois échangés gratuitement, se retire aujourd'hui

après des centaines de millions d'euros de perte. Neuf cents millions, rien qu'en 2001.

C'est que les internautes ont émigré vers des systèmes gratuits, identiques à un détail près. Capital, le détail ! Il ne s'agit plus aujourd'hui de se connecter via un site capitalisé en Bourse, mais à une communauté d'internautes fonctionnant sans point de ralliement obligé ! En sorte que les éditeurs de disques et les artistes devraient, pour faire valoir leurs droits, attaquer chaque internaute. Ça fait du monde ! Plusieurs logiciels ont ainsi été lancés sur la Toile. Ils se sont répandus d'ordinateur en ordinateur presque à la façon d'un virus.

Les maisons de disques ne sont pas au bout de leurs peines ! Cela étant, par un glissement sémantique proche de la propagande, elles ont réussi à traiter de pirates les internautes chargeant des fichiers gratuits quand le piratage, le vrai, relève de l'industrie et continue de sévir dans des usines de presse où l'on imite à la perfection les disques du commerce, pochette comprise. Il paraît même que cela rapporte plus que le trafic de drogue. Certains esprits malins disent même que la puissante Amérique laisse faire tout en faisant mine de traquer les pirates, les vrais, partout où elle a intérêt à laisser sa culture se propager.

Des études récentes ont démontré que ces échanges gratuits n'ont en rien miné le marché du disque. Tout consommateur gratuit serait un corsaire qui reversement en achetant aussi beaucoup de disques... Après avoir testé, choisi sur le Net, un réseau qui offre une magnifique vitrine, une efficace publicité sur les lieux de vente, la fameuse PLV, aux maisons de disques. C'est ça Internet.

« Voter à 17 ans ? Pourquoi pas, à cet âge-là on sait où on en est »

TOURS

de notre envoyé spécial

C'est sous les ors de l'antique café Le Molière, à l'ombre du grand théâtre et de Balzac, qu'ils ont, en voisins, l'habitude de se réunir après – jamais pendant – les cours dispensés rue Emile-Zola au sein du lycée Sainte-Ursule (675 élèves), l'un des établissements privés les plus cotés de la région Centre. C'est là que ces élèves partagent leur téléphone portable, leurs cigarettes et leur adolescence rayonnante, c'est là qu'ils évoquent, avec quelque inquiétude, ce que sera leur vie après le baccalauréat. Et, tout naturellement, c'est là aussi que depuis un mois ils parlent de politique.

Joséphine, Vincent et Clémence ont 16 ou 17 ans. Laure-Emilie fête ses 18 ans le 21 mai. Elle a, en temps et en heure, pris la précaution de s'inscrire sur les listes électorales et participera aux deux tours des prochaines élections législatives. Elle ne sait pas si Renaud Donnedieu de Vabres, le nouveau ministre délégué aux affaires européennes, pourra, cette fois, se présenter en Indre-et-Loire. Laure-Emilie, qui a pris l'option « sciences politiques » de sa classe de 1^{er} éco et qui ne désespère pas d'entrer un jour dans la carrière journalistique, ne connaît pas précisément les règles mouvantes du cumul des mandats. « C'est parce que je ne comprenais pas bien la politique que j'ai eu envie, il y a longtemps déjà, d'en savoir plus et que j'aimerais pouvoir faire Sciences-Po », dit-elle.

Propos polis et convenus à destination d'un journaliste spécialement venu interroger ceux qui, en province, flirtent de plus en plus dangereusement avec leur majorité ? Voire ! L'échange au Molière montre vite qu'au-delà de quelques failles majeures – « c'est quoi exactement, le Sénat et les sénateurs ? » – l'essentiel est bougrement bien assimilé. Sans vouloir faire de parallèle, les quatre lycéens disent la similitude des émotions ressenties devant les images du 11 septembre à Manhattan et celle de l'étonnant



Joséphine, Laure-Emilie, Vincent et Clémence évoquent leurs futurs rendez-vous politiques et civiques.

soirée télévisée où le visage de Jean-Marie Le Pen est apparu à la gauche de celui de Jacques Chirac. « Cela m'a d'autant plus flashé que la veille, avec des copains, on avait dit, en se marrant, que Le Pen ou Mégrét seraient sans doute là contre Chirac ou contre Jospin », confie Vincent.

La chronique lycéenne tourangelle retient qu'au lendemain du premier tour de jeunes et nombreux manifestants sont passés, rue Emile-Zola, en criant « Libérez Sainte-Ursule ! ». « Une surveillante nous avait dit avant que nous avions le droit de manifester pour pouvoir nous

exprimer mais pas pendant les cours, murmure Joséphine. Alors nous sommes restés là, les bras croisés. » Clémence, elle, a participé au massif défilé tourangeau du 1^{er} mai. « Il fallait bien montrer que quelque chose ne va pas dans leur système », dit-elle avant de reconnaître son lapsus et le fait que ce « système » est aussi « le sien ».

D'autres lapsus émergent. Ces quatre lycéens disent ainsi « manifester » en lieu et place de « voter ». « Pour vous, voter à 18 ans, est-ce ou non prématuré ? » Aucun ne le pense. Aucun, non plus, ne savait que Lionel Jospin avait, lors de sa funeste campagne, proposé de faire voter dès l'âge de 17 ans. « 17 ans, pourquoi pas ? A cet âge-là, on sait où on en est », assure Vincent, pour qui le seuil entre la droite et l'extrême droite correspond précisément à celui entre l'intolérance affichée notamment vis-à-vis des origines (étrangers) ou comportements (homosexualité). « Oui, pour voter à 17 ans, répond en écho Joséphine, mais pas pour la majorité totale dès cet âge-là. »

Tous regardent généralement avec plaisir – plus ou moins fréquemment – avec leurs parents les Guignols de Canal+ ; tous parlent – de temps à autre – politique lors des repas familiaux du soir. Aucun ne vit à proximité de militants. Ce groupe de quatre adolescents estime exprimer, grosso modo, l'opinion des lycéens de Sainte-Ursule, à l'exception d'un groupe dont ils ne savent si les membres sont, au-delà des caractéristiques corporelles et vestimentaires, des « fachos » ou de simples militants d'une droite traditionnelle. Joséphine, Vincent, Clémence et Laure-Emilie connaissent leur prochain grand rendez-vous civique. Ce sera en 2007. Aucun des quatre ne sait si Jacques Chirac pourra, alors, briguer un second quinquennat. « Je crois que PDDA lui a demandé, dit Joséphine. Et il a répondu qu'il ne répondait pas à des questions impertinentes. »

Jean-Yves Nau

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La route des châteaux lumineux

INAUGURÉES l'an dernier, les illuminations des châteaux de Touraine ont remporté un tel succès auprès des touristes français et étrangers qu'on a décidé, cette année, d'étendre l'expérience au Loir-et-Cher. A partir du 30 mai prochain, Chambord, Cheverny, Blois, la cathédrale de Vendôme, le donjon de Montoire, Saint-Aignan, Montrichard, quarante monuments au total verront, dès la tombée de la nuit, leurs vieilles pierres se tein-

ter de lumière blanche, jaune et bleue. Pour réaliser cet éclairage, il a fallu disposer 350 projecteurs de types divers et installer plus de 25 kilomètres de câbles. L'énergie électrique employée sera équivalente à celle que consomme une ville de province d'importance moyenne. A Chambord, joyau du Blésois, MM. Martin-Denezil, archiviste départemental, et Robert Houdin, conservateur du château ont organisé un véritable « ballet de lumière et du

son », qui, chaque soir, fera revivre l'écho des grandes fêtes du passé, grâce à un équipement de stéréophonie. Trois circuits d'excursions nocturnes, sur lesquels de luxueux autocars seront mis à la disposition des touristes, desserviront les châteaux illuminés. L'un d'eux partira de Blois, un autre de Vendôme et le dernier soit de Montrichard, soit de Saint-Aignan, soit de Selles-sur-Cher.

(17 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ **Le progrès technique et les inégalités.** Suivez la conférence de Gilles Saint-Paul en direct jeudi 16 mai à 18h30

et en différé vendredi 17 mai au soir.

www.lemonde.fr/utls

■ **Edition abonnés.** Consultez nos dossiers de synthèse (la prison, la Géorgie, les rythmes scolaires, le FMI) et nos archives thématiques rassemblant une sélection des articles parus dans *Le Monde* (l'Europe de l'extrême-droite, l'après 11-Septembre...).

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 14
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

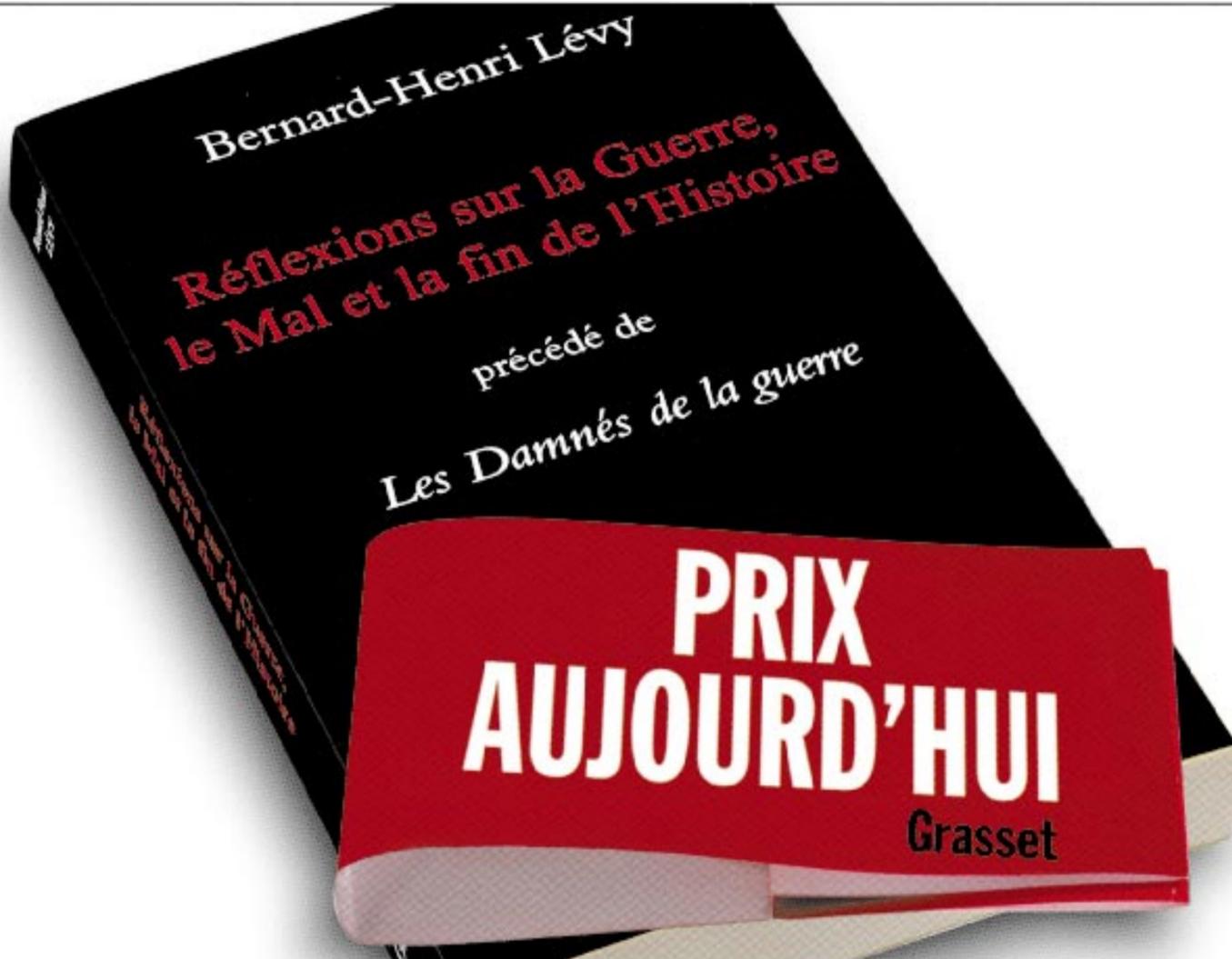
► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La République réélue ».

■ Tirage du *Monde* daté jeudi 16 mai 2002 : 517 648 exemplaires.

1-3



DES LIVRES

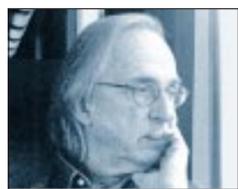
VENDREDI 17 MAI 2002

FESTIVAL ÉTONNANTS VOYAGEURS DE SAINT-MALO

Lieve Joris, Marlene Van Niekerk, Lyonel Trouillot, Roland Brival, Chenjerai Hove, Alexandra Fuller,

« Le Paris noir »...

pages I à IV



SOCIOLOGIE

Howard Becker
page V

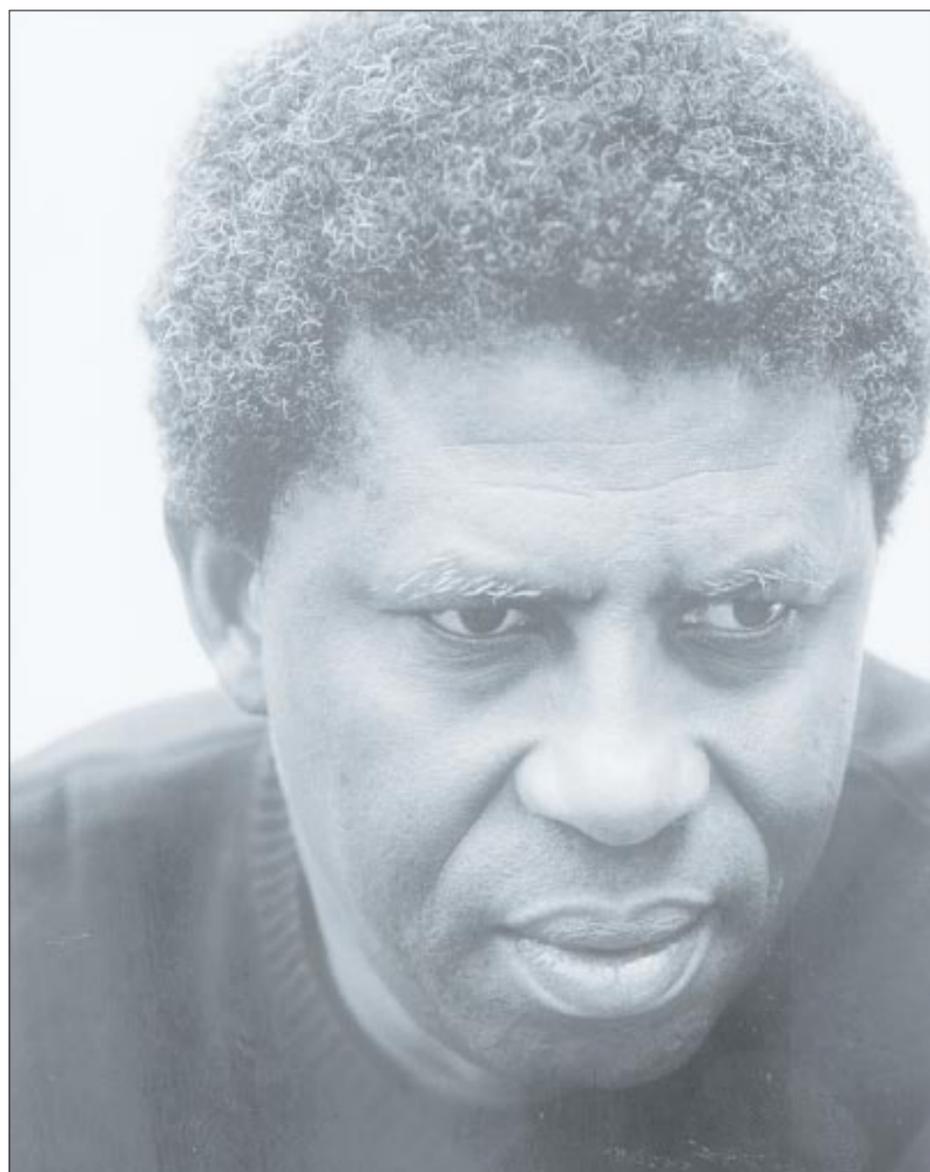
MAI DU LIVRE D'ART

pages VI et VII



RELIGION

page VIII



LOUIS VINCENT

Laferrière, romans fauves

Une petite table bancale sous un manguiers. Torse nu, au milieu de la foule en sueur de Port-au-Prince, dans cette cacophonie incessante de chiens enragés, de cris et de pleurs, Dany Laferrière tape sa rage comme un forcené sur sa vieille Remington. « Des fois, je l'entends gémir quand elle sent que je suis triste, ou grincer des dents quand elle entend gronder ma colère. » Il écrit tout ce qu'il voit, tout ce qu'il entend, tout ce qu'il sent. « Un vrai sismographe. Je veux perdre la tête. Redevenir un gosse de quatre ans. Tiens, un oiseau traverse mon champ de

vision. J'écris : oiseau. Une mangue tombe. J'écris : mangue. On dirait un peintre primitif. Voilà, c'est ça, j'ai trouvé. Je suis un écrivain primitif. » Primitif comme ces toiles naïves dont Haïti est fer-

tile, tintamarres de paysages grandioses, fruits énormes, animaux équatoriaux, qui vous frappent le plexus. Ou comme ce tableau de Matisse dont Dany est dingue, Grand intérieur rouge : « Bouquets de fleurs, peaux de bêtes sauvages. Sexualité, vitalité, couleurs vives, absence de point de fuite. L'impression de regarder à l'intérieur de moi-même. Plongée dans le ventre du fauve. »

Dany Laferrière écrit pour rêver, délirer, « voler au-dessus des maisons ». Le cœur à Port-au-Prince (où il est né, en 1953), l'esprit à Montréal (où il s'exila, et publie ses livres), le corps à Miami, où il réside. Marié, père de trois enfants. Mais « quand je suis assis devant ma machine, je suis célibataire. Je n'ai qu'un lit de camp, une bouteille de rhum et une ville imaginaire. Personne ne me dira quoi écrire. Pour moi,

c'est un exercice de liberté absolue. Je suis fou des mots. Le mot étincelle, par exemple : avec lui, tout de suite mon enfance m'éclate à la tête ». Cette enfance qu'il évoque dans *L'Odeur du café* : les années passées chez Da, sa grand-mère, qui se balançait sur son rocking-chair en lui racontant des histoires de loups-garous et de diabesses, les heures à observer les fourmis surnoises et féroces, le surnom qu'elle lui avait donné, Vieux Os, une expression haïtienne signifiant qu'on ne compte pas se coucher avec les poules. Dany et Da veillaient tard la nuit à admirer les étoiles.

Dany aussi est un surnom, de protection. Laferrière s'appelle Windsor Klebert, comme son père, homme politique impétueux, qui dû fuir la dictature de François Duvalier. Dany, lui, quittera sa terre natale vingt ans plus tard pour échapper aux tontons

■ Jean-Luc Douin

macoutes assassins de Jean-Claude Duvalier. « Père et fils présidents. Père et fils exilés. » Il raconte sa dernière nuit à Port-au-Prince dans *Le Cri des oiseaux fous*, récit de ses ultimes instants passés dans la ville tentaculaire, sous la terreur instaurée par Baby Doc. Flash-back : ce petit bordel près de la mer turquoise où les filles dansent le méréngué et où les étudiants s'étripent à propos de *La République* de Platon ; la recette de Fifi la prostituée (poisson épicé en sauce, banane verte bouillie, tomate, laitue, tranche d'avocat) ; les charmes de Lisa qu'il aime et de Sandra qu'il désire ; cet hôtel délabré où viennent se débaucher les hommes de main du gouvernement (« Les crocodiles se croisent silencieusement. Des requins entrent. Des léopards sortent. Des tigresses bâillent ») ; la crainte de comparaître devant M^{me} Max, « maîtresse des douleurs, Notre-Dame-de-la-Torture », qui « fait claquer ses talons aiguilles dans les mares de sang des prisonniers durant les interrogatoires nocturnes ».

Ce jour-là, 1^{er} juin 1976, quand il quitta Haïti, Dany Laferrière, 23 ans, dit être parvenu à sortir du grouillement humain pour oser penser à lui-même, ne plus avoir à faire face à la mort à chaque coin de rue. « Un individu est né. J'en suis tout étourdi. Depuis, je maintiens la politique à distance. Ce n'est pas ma tasse de thé. Pour moi, la politique commence dans la vie privée. Combattons la dictature, mais aussi tous ceux qui tentent de détruire la vie, qui nous font périr d'ennui, qui nous emmerdent. » Tout jeune, il lisait Shakespeare, « mais il me fallait une bonne mangue bien juteuse sous la main ». Ce grand escogriffe iconoclaste, ce déraciné malicieux, ce chien perdu sans collier, ressemble à un Othello joué par Elliott Gould. Bouffon et insolent dans les colloques, il a signé un roman culte, *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer*, qui a horrifié sa mère (« livre de jeune barbare, sexe au vent, ratisant la ville, baisant les filles... ») et trompé son monde. Car digne de Spike Lee et objet de multiples thèses au Québec, cette époustouflante épopée de deux nègres au chômage, dont l'un écoute du jazz en lisant le Coran et l'autre ramène des jeunes blondes ramassées sur le campus, est un

gag, un pied de nez, un tonique traité de littérature dans lequel il conseille de lire Hemingway debout, Proust dans son bain, Cervantès à l'hôpital, Simenon dans le train, Dante au paradis, Dostoïevski en enfer, Henry Miller dans un bar enfumé avec hot-dogs, frites et Coke...

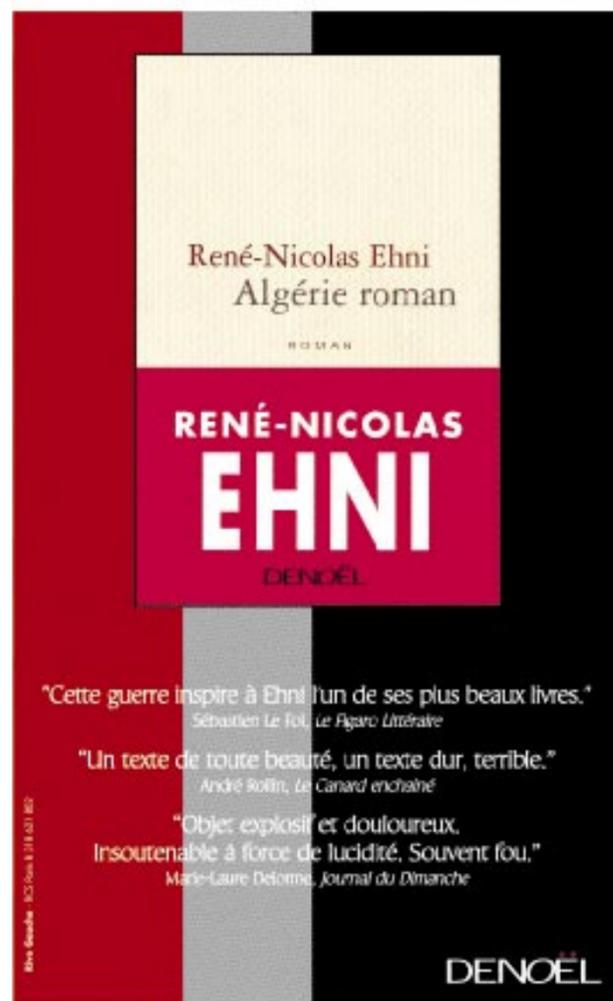
Ses livres subversifs seraient plutôt *La Chair du maître* (confessions érotiques féminines porteuses de violence sexuelle et politique) où *Le Goût des jeunes filles* (rien à voir avec les fantasmes d'un vieux libidineux, il s'agit du goût que les donzelles « belles comme un cyclone et assoiffées de sang » ont du plaisir, sous toutes ses formes). Que Miles Davis et « saint Parker des Enfers » lui pardonnent, Dany Laferrière n'entend rien au jazz (il préfère Braxton, Brel et Ferré) et, lorsqu'il a titré l'un de ses romans *Cette grenade dans la main du jeune nègre est-elle une arme ou un fruit ?*, c'était en pensant à Magritte.

Ceci, pourrait-il graver en exergue à ses livres, n'est pas une autobiographie : « Quand les gens essaient de retrouver ma vie à chaque coin de page, ça me fait rigoler. » Comme le font rigoler (hurler plutôt) tous ceux qui lui parlent créolité, métissage, francophonie, colonisation ou identité : « Le premier qui écrit que j'ai un style tropical, ou que je suis un écrivain caribéen, je lui casse la gueule », lance-t-il avec un sourire généreux, pacifique. Il se veut écrivain du monde entier, sans frontière. Ce lecteur fou admire Borges et Baldwin « parce qu'ils ont refusé de rester à la place que l'histoire ou la géographie leur avaient assignée ». Je suis, dit-il

pour en rajouter dans la provocation, « un écrivain japonais ». Il aime d'ailleurs Mishima pour sa mélancolie, et attend du lecteur qu'il ait l'audace d'acheter un Laferrière dans une librairie de Tokyo. Il est traduit en anglais, espagnol, italien, néerlandais, grec, suédois, coréen. La musique des mots le transporte. Le rythme, la vitesse, l'obsédent : « Je voudrais être le Carl Lewis de la dactylo. »

Il aurait aussi voulu être cinéaste, tout n'est pas perdu, des projets se précisent. Fellini le fascine, Almodovar a inspiré *Le Goût des jeunes filles*, ses petits paragraphes peuvent être lus comme un défilé de séquences magiques, sensuelles. *Pays sans chapeau*, par exemple, où il oscille de son pays réel au pays rêvé, met en scène les bizongos qui courent la nuit, la bouche crachant le feu et gueulant des chants obscènes, ou les zombis surgis des cimetières, qui errent, ratisés par les prêtres vaudous, lancés par le président contre les Américains. La ville qui pue, les égouts à ciel ouvert, les charniers, les superstitions. Le sexe, ce « fruit tropical qui pousse à l'arbre humain ». Son choix, parfois, de lire dans l'âme des femmes, les yeux, « au lieu de regarder leur corps ». Et le fameux café des palmes, dont l'usage veut que l'on en serve d'abord aux défunts. « Je jette la moitié de ma tasse de café par terre en nommant à haute voix mes morts. Et à chaque nom prononcé, je sens vibrer la table. »

★ Les livres de Dany Laferrière sont publiés au Serpent à plumes. *J'écris comme je vis*, livre d'entretiens avec Bernard Magnier, est édité à La Passe du vent (lapasseduvent@aol.com).



ÉTONNANTS VOYAGEURS

Le 13^e festival de Saint-Malo accueille les écrivains-voyageurs, dont Lieve Joris qui pose un regard acéré sur le Congo. Michel Le Bris a aussi invité dans la cité de

Surcouf la nouvelle vague des écrivains africains. Parmi eux, Dany Laferrière (page I), Lyonel Trouillot, Roland Brival, Chenjerai Hove, et la sud-africaine

Marlene Van Niekerk qui fait figure de révélation. Afriques que l'on retrouve dans des livres d'aventures, de souvenirs, de politique, de photos du « Paris noir ».

Tour d'horizons

De la France au Grand Nord, en passant par la taïga sibérienne et le Sahara, petite revue de détail pour de grands périples

Tous les voyages ne sont pas bons à raconter. Certains refusent d'être dits et restent à l'état de notes dans des carnets. D'autres pointent leur nez avec insistance et n'ont de cesse que d'être publiés. D'où la grande diversité des récits, leur qualité inégale et le relatif désordre de leur apparition sur le marché. Le voyage ancien se mélange au plus récent reportage. Les textes exigeants sont confondus avec la prose véneuse du marchand d'exotisme. Chacun doit donc entrer dans ce genre avec l'œil affûté de celui qui chine dans une brocante.

Honneur aux étrangers qui visitent la France. Parmi les titres les plus vendus, il y a Peter Mayle avec *Aventures dans la France gourmande* (éd. Nil, 254 p., 18,30 €). Ses propos plutôt flatteurs lui vaudront peut-être un best-seller. Plus critiques, les livres du Turc Enis Batur (*Amer savoir*, traduit du turc par Ferda Fidan, Actes Sud, 334 p., 22,90 €) et du Canadien Jean-Benoît Nadeau (*Les Français ont aussi un accent*, Payot, 322 p., 14,95 €) s'adressent à ceux qui prennent le risque de s'évaluer dans le regard des autres. Enis Batur visite notre pays en suivant un chemin d'écriture. Comme dans les planches de repérage du cinéaste Wim Wenders ou, avec moins d'efficacité insolite, comme dans *Nadja*, l'auteur ajoute à ses propos des photos de lieux très ordinaires. Autocentré et littéraire, hanté par l'art de la fugue, son livre échappe à la veine documentaire tout en témoignant d'une époque et d'un pays. Une simple phrase, que le lecteur surligne au marqueur jaune, convient à son commentaire : « Tout lecteur cherche son point d'eau. »

Jean-Benoît Nadeau, qui se veut « Américain de langue française », a séjourné deux ans en France et a porté un regard à la fois jovial et

narquois sur nos mœurs et nos coutumes. Ses chroniques sont non seulement d'une savoureuse drôlerie mais aussi, mis à part quelques apartés un peu lourds, d'une intelligence sans moquerie. Cela vient peut-être d'un bon conseil qu'il reçut avant de venir chez nous et qu'il serait bon de remettre en usage chez nos chercheurs en sciences sociales : « Notez d'abord vos premières impressions ! » Cela semble logique, en effet, d'aller de l'émotion à la réflexion plutôt que de débarquer avec ses dogmes et ses grilles d'interprétation. Débat sans fin. Jean-Benoît Nadeau le règle par l'exemple. Il s'empresse de dire qu'il est là, en France, grâce à une fondation américaine et qu'il se fout du tiers comme du quart de son projet-bidon : les Français face à la mondialisation. Ni Persan ni Iroquois, il sera moins dépayssé que défamiliarisé et, sa curiosité aidant, il passera en revue tous les sujets importants sans avoir l'air d'y toucher. Cela ira des sanisettes pour chiens à la pensée d'Alexis de Tocqueville, ou de la draperie des grottes de Bétharram aux moustaches de José Bové. On pense moins à Mark Twain qu'à Bill Bryson, Jonathan Raban, Julian Barnes ou Nigel Barley. S'il fallait résumer la portée générale de son livre, cela pourrait se faire en deux lignes : une société ? Personne n'a jamais rencontré une société. Une société se lit dans les miroirs qui la reflètent et c'est à ce jeu de miroirs que Jean-Benoît Nadeau nous invite.

Le récit de voyage a un regard à géométrie variable et il adopte de multiples figures. Il s'intéresse aussi bien à l'homme des antipodes qu'à votre voisin de palier. Il lui arrive même, par touches successives, par glissements de terrain, de se confondre avec l'ethnologie parallèle (comme on dit « sciences parallèles »). Il se passionne alors – avec un junguisme plus ou moins rampant – pour les mythes, l'éso-

tisme et ces hommes-médecine que sont les chamanes. *Taïga transes* (traduit de l'allemand par Laurent Mannoni, Calmann-Lévy, 264 p., 15,99 €), *Chamanes au fil du temps* (Albin Michel, 346 p., 21,50 €) et *Le Feu sacré* (Julliard, 198 p., 18,10 €) sont trois livres de ce type. L'approche, le ton et la manière sont très différents, mais ils s'accordent sans doute sur l'idée que le voyage devrait être plutôt une quête spirituelle. Dans *Taïga transes*, Gala Naoumova, née à Saint-Petersbourg et vivant en Allemagne, femme fragile et déterminée, part à la recherche d'un guide et d'un guérisseur, ce qui l'emmène jusqu'en Sibérie, à Touva, aux confins de la Mongolie. Elle est comme aimantée par le chamanisme et, après avoir essayé l'Inde, le Bhoutan et l'Amérique latine, après avoir sillonné l'Europe, elle se « retrouve » en Sibérie. Son texte, qui se lit facilement, est alimenté par de nombreuses références savantes. Enjôlée et enjôleuse, un peu somnambule, elle livre un récit qui tient du rêve éveillé et de l'hypnose. Seul bémol : le lecteur a la vague sentiment que les situations sont induites par l'auteur.

Reste que *Taïga transes* donne envie d'en savoir plus et que, de ce point de vue, l'anthologie de Jeremy Narby et Francis Huxley, *Chamanes au fil du temps*, est bienvenue. La solitude et la souffrance de ces individus qui communiquent avec les esprits sont ici pointées par des témoins multiples et différents. L'humour aussi permet d'apprécier l'agilité si particulière des sorciers. Le New Age, le néochamanisme et la nouvelle ethnologie y trouvent de quoi rêver. Jean-Pierre Otte, dont on parle peu, continue à



transcrire en langue moderne les mythes et les légendes du monde entier. Cette fois, il s'intéresse au feu. *Le Feu sacré* raconte comment les hommes ont domestiqué la lumière et la chaleur. Les Maidu, les Cora, les Arawak, les Creek, les Matakoto, les Tacana, les Tsimshian, les Toba... sont convoqués pour nous conter la geste des héros qui ont volé la braise primordiale. Certains mythes associent l'acte pyromane et l'acte sexuel.

Une recension transversale – si furtive soit-elle – ne peut pas faire l'économie des deux forts volumes de Nicolas Vannier, émule de Jack London. *Le Chant du Grand Nord*, qui comprend *Le Chasseur de rêve* et *La Tempête blanche* (éd. XO, 473 p. et 459 p., 20,95 € chacun), se présente comme une saga où la neige, les colons, les Indiens, les métis, les chasseurs de peaux et les chiens de traîneaux contribuent à une aventure grand format. Loin du raffinement minimaliste de Jean-Michel Maulpoix dans *Chutes de pluie fine* (Mercure de France,

192 p., 15,50 €), nous nous retrouvons dans la vastitude du décor et la surabondance des glaces et des blizzards.

Les îles et les oasis sont aussi au rendez-vous de ce catalogue d'éché. Paul Bussières revient avec un roman cubain qui tourne autour d'une matrone des tropiques, Olimpia. *Olimpia de la Havane* (éd. Robert Laffont, 288 p., 21,20 €) rend hommage au courage et à la gaieté des Cubains qui, malgré l'exil, l'alcool, l'Angola, le sida, les combines et la nomenclatura gardent un souterain sens du social. Tout en dialogues, ce roman de soixante-quatre chapitres peut se lire aux heures chaudes, calé dans un hamac sous des palmiers imaginaires. Encore plus chaud, plus sec, dans son format à l'italienne, les carnets de voyage de Simon : *Saharas* (éd. de la Boussole, 240 p., 36 €). Après *L'Appel du bleu* et *Au corps de l'Inde* (chez le même éditeur), *Saharas* cherche à réaliser la symbiose du texte, du dessin et du voyage. En fin de volu-

me, Simon a réuni un choix de citations : que les phrases semblent éti-ques devant le moindre désert ! Où sont les Bruce Chatwin et les Nicolas Bouvier d'aujourd'hui ? Le travel writing s'essouffle-t-il ?

Deux livres, qui viennent de sortir, donnent cependant l'impression que cette tradition du voyage individuel, où l'expérience et l'engagement ont leur part, continue à produire des récits de qualité : lisez, sans attendre, *La Sagesse de la mer*, de Bjorn Larsson (traduit du suédois par Philippe Bouquet, Grasset, 250 p., 19 €) et *Danse du léopard*, de Lieve Joris (traduit du néerlandais par Danièle Losman, Actes Sud, 512 p., 24 €).

Dernière touche au tableau : le livre posthume de Gilles Deleuze *L'île déserte et autres textes* (éd. de Minuit, 416 p., 25,50 €) n'est pas un récit de voyageur. Seulement une petite glose. Tous les nostalgiques de l'insularité auraient intérêt à le consulter avant de s'installer dans des paradis précaires.

Jacques Meunier

L'Afrique somnambule

Entre la fin de Mobutu et les premiers mois de Kabila, Lieve Joris a sillonné un Congo blessé. Entre dureté et amertume, elle dépeint ce périple au bord du chaos

DANSE DU LÉOPARD (Dans van de Luipard) de Lieve Joris.

Traduit du néerlandais par Danielle Losman, Actes Sud, 496 p., 24,90 €.

Elle a tout d'un Modigliani rattrapé par le sport et les bonnes manières. Elle a les yeux noirs. Elle est flamande. Née dans une famille de huit enfants, à Neerpelt, en Belgique, elle vit actuellement à Amsterdam. *Danse du léopard* est son septième livre : onze ans après son premier séjour au Zaïre, qui donna *Mon Oncle du Congo*, Lieve Joris passe dix-huit mois (entre 1997 et 1998) dans un pays qu'elle a du mal à reconnaître. Mobutu, le Léopard, se meurt d'un cancer au Maroc, et Laurent-Désiré Kabila, le Lion katangais, se glisse en force dans sa détroque. Le Congo bascule dans les limbes. C'est le drame trop connu des pays politiquement instables : ceux qui s'en vont ont besoin d'argent pour financer leur fuite et ceux qui arrivent ont besoin d'argent pour payer leur installation. La logique du pillage devient loi.

Lieve Joris est plus une raisonneuse qu'une palabreuse. Elle est simple et concrète. Elle veut tout comprendre par elle-même. Loin d'être impassible, elle a besoin d'être immergée dans les problèmes. Mélange de dureté et de compassion, elle donne parfois l'impression d'être une baroudeuse qui a des soucis d'élégance. Le voyage pour elle – qui a séjourné aux Etats-Unis, dans les pays du Golfe, en Hongrie, en Syrie, au Mali... – est

probablement une forme de salut esthétique.

Danse du léopard nous mène de Brazzaville-Kinshasa à Kinshasa, en passant par Gbadolite, « la ville absurde », par Boende où elle constate « la conscience que les miens m'ont précédée me lie au Congo comme à nul autre pays d'Afrique ». Elle voyage sur des bateaux bancals pour récupérer des fuyards égarés, elle part vers l'est où elle rencontre des « Blancs cassés » et se perd un peu dans l'imbroglio Tutsis/Hutus, revient à Kinshasa pour repartir au Katanga, d'où elle se fera éconduire *manu militari*. Elle aura, entre-temps, pu s'exclamer : « Que je suis loin du Congo que j'ai connu et aimé ! »

Voilà pour la tonalité. Pour ce qui est du contenu, le compte rendu est moins facile. Lieve Joris est une portraitiste hors pair. Elle tourne autour des questions fondamentales par personnages interposés. Le lecteur aura du mal à oublier les ongles rouges de Bibiche, Toaka, le directeur d'école, Dieudonné de Mbandaka, Chéri Cherin, le peintre, Joseph, l'agent double ou triple, Kiss, qui est atteint du syndrome de Saint-Paul, Simon, gardien à Chadolite, Kabila, l'homonyme, les *kadogos*, enfants soldats, et le regard des réfugiés, les scènes d'horreur, les deux semaines passées dans un théâtre minable qui sert de tribunal d'exception, les camps de la mort camouflés en camps de transit ou d'accueil.

L'art de Lieve vient peut-être de ce qu'elle voit les choses avec un léger défilé, et du coup, en même temps qu'elle reconstruit le réel, elle éclaire le lecteur. De fait, à côté de ses amis africains, c'est un escargot, une tor-

tue de l'aventure. Ils ont le temps de retourner six fois leur veste avant qu'elle ait entrevu leur duplicité. Elle commente ce qu'elle voit, mais elle n'est pas synchrone !

Danse du léopard est donc un livre qu'il ne faut pas confondre avec un simple document ou un reportage à chaud, même si, ici, tous les détails sont exacts, même si les ambiances sont rendues à la manière de Naïpaul, même si « garçonne » ou « dame coloniale » – que l'on appelle « petite sœur », *muzungu* (femme blanche), ou « madame » –, l'auteur s'y exprime par un réflexe d'amour que beaucoup n'accepteront pas : le fer dans la plaie.

Désir d'Afrique blessé. Derrière les chants de Koffi ou de Papa Wemba, voici la plainte que Lieve Joris laisse filtrer : les gens de Kabila se comportent en ville comme s'ils étaient en brousse, l'Etat en faillite tend à être remplacé par les organisations humanitaires, la Croix-Rouge se dispute publiquement avec le HCR, les militaires et les fonctionnaires non payés vivent aux crochets d'une population en situation de survie, le *lokoto* – alcool de maïs ou de manioc – coule à flots, la spirale de haine entre Tutsis et Hutus semble expansionnelle, le « chacun pour soi » ethnique ajoute à l'irrationnel, et la voyageuse, qui croit assister à un mauvais film, réclame les ténèbres plutôt que l'autodestruction et le néant.

On fait pourtant dans cette Afrique somnambule de jolies rencontres. *Persona non grata*, elle nouera des alliances inattendues. Au fil de ses tribulations, elle récolte des anecdotes, glane des images qui font sou-

rire. Ainsi, cet hôtel pour amoureux qui porte le nom de *Petit problème*, ou l'aventure économique des vélostaxi de Kinsangana. Ces derniers – appelés *toleka*, « laissez-nous passer » – sont pilotés par des tolekistes, qui sont aussi de bons informateurs. Lieve qui les utilise, assise en amazone sur le porte-bagages, provoque parfois des attroupements et des pelotons de suiveurs. Elle écrit malicieusement dans ses carnets : « Ce n'est certainement pas la solitude qui vous tuera dans ces contrées. »

Après *Mon Oncle du Congo* (1990), *La Chanteuse de Zanzibar* (1995), *Les Portes de Damas* (1996) et *Mali Blues* (1999), *Danse du léopard* qui – entre voyages et écriture – a demandé cinq ans d'attention, s'impose comme un moment majeur dans une œuvre qui déjà se profile. Peu à peu, le lectorat de Lieve Joris s'élargit. Les fous d'Afrique, les lecteurs de V.S. Naïpaul et de Ryszard Kapuscinski, les curieux d'histoire immédiate et d'analyse géopolitique y trouveront leur compte. Personnellement, frappé par le drame du Congo et de ses difficultés à se reformer en tant que nation, curieux de voir des isolés, des naufragés utopistes, lutter pour le respect de leurs droits fondamentaux, j'ai envie de remonter le cours du temps pour découvrir à quel moment l'homme a mal bifurqué, à quel moment nous nous sommes trompés. Après Lieve Joris, doté d'un éclairage critique et d'un pessimisme tempéré par la certitude d'un avenir meilleur, je vais relire David Hume et John Locke, les penseurs de l'individualisme possessif, avec un œil tout neuf.

J. Me.

Au programme...

Le 13^e festival Etonnants Voyageurs de Saint-Malo se déroule (avec le soutien des centres E. Leclerc) du 16 au 20 mai, au Palais du Grand Large.

Les débats du « Monde »

– « Ecrivains dans un monde en guerre », avec Boubacar Boris Diop, Jean Hatzfeld, Carl de Souza, Vidosav Stevanovic, Veronique Tadjo (le 19 mai à 11 heures, rotonde Surcouf, animé par M. Silber).

– « Nouvelles voix africaines », avec Kossi Efoui, Chenjerai Hove, Alain Mabanckou, Abdourahman Waberi, Jean-Noël Schifano (le 20 mai à 11 heures, rotonde Surcouf, animé par J.-L. Douin)

Autres débats au Café littéraire

– Le 18 mai : « De l'Amérique au monde entier », avec Brian Aldiss, André Brink, James Crumley, Michel Déon, Lieve Joris, Moussa Konaté, Jean-Marie Laclavetine, Michel Le Bris, Arno Paasilinna, Vidosav Stevanovic (à 14 h 30).

Coups de cœur pour José Manuel Fajardo, Luc Lang, Jamal Mahjoub, Lyonel Trouillot (à 15 h 30).

– Le 19 mai : « Autour d'André Brink », avec André Brink, Kossi Efoui, Aminata Sow Fall, Abdourahman Waberi (à 14 heures). « Autour de Brian Aldiss » (à 16 heures).

– Le 20 mai : « Entre deux mondes », avec Souad Belhaddad, Fatou Diome, Flemming Jensen, Dany Laferrière, David Treuer (à 11 h 15). « Hors la loi, traqueurs de chimères et rêveurs de royaume », avec Giles Milton, Jean Soubilin, Marc Trillard, André Velter (à 15 heures). Coups de cœur pour Lieve Joris, Alain Mabanckou, Car de Souza (à 16 heures).

Et aussi : hommages (au Théâtre Chateaubriand), à Blaise Cendrars (le 19 à partir de 10 h 30), James Crumley (le 19 à partir de 16 heures), Jean Malaurie (le 20 à partir de 10 h 15), Chester Himes (le 20 à partir de 14 heures).

LIslam pour cible
Matawaï Naïman
Corrections & Interrogations
http://www.editionsles12.com
39 rue Edith Cavell - 92411 Courbevoie cedex

La Société des Écrivains
édite chaque mois
10 nouveaux auteurs
Découvrez-les...
Catalogue sur simple demande
Tél : 01 39 08 05 38 fax : 01 39 75 60 11
147-149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS
Téléphone pour votre correspondance ou envoi de manuscrit

DOSSIER-ÉTONNANTS VOYAGEURS

Les enfants dégénérés de l'apartheid

Avec un talent littéraire impressionnant, Marlene Van Niekerk incarne dans ce roman hors du commun les vices de l'histoire sud-africaine au sein d'une même famille

TRIOMF
de Marlene Van Niekerk.
Traduit de l'afrikaans par Daniel Moerdijk et Bernadette Lacroix, éd. de l'Aube, 596 p., 28 €.

Le livre aurait pu s'appeler *Voyage au centre de la Terre*, si ce titre ne renvoyait à quelque chose d'héroïque et de, disons, chevaleresque – deux vertus qui n'ont pas leur place dans le monde décrit par Marlene Van Niekerk, même à doses homéopathiques. Car ce roman hors du commun, ce texte époustouflant sur la « *Nouvelle Afrique du Sud* » en train de se construire et sur l'atroce consanguinité de l'ancien système amorce une plongée vertigineuse dans le monde des insectes, des rampants, de tout ce qui vit sous la surface du sol, sans aucun espoir d'en sortir, ni d'y trouver quoi que ce soit de bon. En donnant vie à des personnages de petits Blancs désorientés, ravagés par la misère et par la haine, la romancière sud-africaine a bâti un roman de l'infra-humain, pourtant violemment et terriblement humain. Cet ouvrage, qui a reçu le prix du meilleur livre africain en 1995, représente une descente aux enfers animée d'un souffle, d'une verve et d'un talent littéraire impressionnants.

L'idée de l'auteur semble avoir été d'incarner les vices du système d'apartheid dans une seule famille. Ils s'appellent Benade, le père, la mère, le frère et le fils. Tous liés les uns aux autres par les tentacules blanchâtres de l'inceste, depuis des générations. Ce qui donne, au bout du compte, une redistribution des cartes en forme de « *cul-de-sac génétique* » : deux frères, une sœur et l'enfant de celle-ci, fruit de ses relations avec l'un de ses deux frères – lequel ? mystère –, ce fils utilisant à son tour sa mère comme unique partenaire sexuelle.



DENIS CHAPOULIE

Un huis clos, à tous les sens du terme, puisque le récit ne sort guère de la maison et du jardin où vivent les personnages, cette « *poëlie de Benade bien brouillés* », leurs gênes mêlés en une pelote serrée comme le poing, sans guère de contacts avec l'extérieur.

Du dehors, on ne voit presque rien, sinon le visage grimaçant des voisins dérangés par le chaos qui règne chez les Benade, ceux des Témoins de Jéhovah ou des membres d'un parti politique en mission (le récit se développe à la veille des premières élections libres du pays, en novembre 1994), la face convulsée d'une bibliothécaire ou celle d'une prostituée terrifiée. Et la plupart du temps, ces individus ne sont pas montrés en entier, l'auteur

évoquant leurs corps par morceaux, la bouche et le bas du visage, les cuisses ou une figure masquée par des lunettes. Impossible de voir l'autre en entier, impossible de voir le monde autrement que par fragment, aucune perspective. Dans le système totalement psychotique où se mouvaient les Afrikaaners, l'autre, c'était le « *cafre* », le Noir. Dans le monde où sont enfermés les Benade, rempli d'objets cassés, déchirés, déglingués, l'autre devient celui qui n'appartient pas à leur bouillon consanguin, le grand désordre qui a fait d'eux des dégénérés. En les coupant des autres, l'inceste les a réduits à une sorte de purée humaine, où les contours de chacun sont dissous par la confusion des liens familiaux.

Le groupe décrit par Marlene Van Niekerk n'a pas le goût, ni le talent, ni les moyens de l'avenir. La « *Nouvelle Afrique du Sud* » (toujours mentionnée ironiquement) qui se profile les laissera sur le côté, comme l'avait déjà fait l'ancienne. Ils sont les prolétaires absolus, ceux que la littérature sud-africaine avait peu montrés jusqu'ici : les « *déchets* » d'une société qui, ayant tout mis sur la supériorité des Blancs, se voit désavouée par l'échec de ses propres membres. Incapables de regarder devant, ils doivent se contenter des quelques souvenirs déchirants que leur a laissé leur enfance et de creuser la terre sous leurs pieds. Au sens propre, en fabriquant une tombe pour un chien, ou en peignant des insectes et des « *taupinières* » sur les murs d'une chambre, à l'intérieur d'une carte de l'Afrique du Sud. Au sens figuré, en appelant Mol (« *mole* » signifie taupe) à la fois leur mère-sur-femme et leur voiturier, ou en imaginant le sol de Johannesburg, sous leurs pieds, comme un gigantesque entrelacs de galeries et de tunnels, un puits sans autre fond que l'enfer.

Ces personnages, pourtant, l'auteur les montre comme des victimes plus que comme des monstres. Ou plutôt, comme les enfants monstrueux d'un système qui ne l'était pas moins. Secoué de haut-le-cœur, le lecteur l'est aussi de compassion et, parfois, de rire, tant la langue de Marlene Van Niekerk parvient à jouer sur tous les registres.

Restituant, dans un style réaliste, le parler fruste des petits Blancs, elle y injecte de la colère, de la rage, un immense et dur désespoir, mais aussi du rêve et de la poésie, de l'esprit, de la sagesse et autant d'ironie que leur monde engendrait de souffrance et de bêtise.

Raphaëlle Rérolle

Libéré sur parole

Sous la forme d'un récit-confession, Lyonel Trouillot conte la cavale de deux enfants parricides

LES ENFANTS DES HÉROS
de Lyonel Trouillot.
Actes Sud, 136 p., 13,9 €

Colin raconte encore et toujours. Bien après que gendarmes, inspecteurs et médecins l'ont interrogé sur le crime qu'il a commis avec sa sœur et sur leur fuite. Colin se confesse encore une fois pour ne plus entendre les bruits et les coups, les voix de prêche, de reproche et d'insulte qui blessent et abaissent ; pour chasser de sa tête les images de misère, de violence et de mort : « *Corazón tombant. Mariéla avec la clef. Joséphine pleurant, priant. Moi accroché aux pieds de Corazón, désirant qu'il tombe. Corazón tombé, le crâne fendu. La clé à côté du cadavre.* » Surtout, Colin raconte pour couvrir les paroles de ce père-fantôme qui le hante, mettre ses mots d'enfant sur leurs vies brisées et humiliées, et comprendre enfin, à travers ce héros déchu, leur douleur commune.

Pour faire ce récit-confession de deux enfants parricides en cavale, Lyonel Trouillot aurait pu choisir celle par qui tout est arrivé : la belle et farouche Mariéla, jeune fille solitaire qui tenait en respect, tête haute et poings serrés, aussi bien les adolescents de la cité que Corazón, son colosse de père, brutal et alcoolique. Mais, à la rebelle douée pour les jolies phrases et les rêves de lointain, le romancier haïtien a préféré son frère Colin : petit garçon illettré, habité par la crainte et le silence, fils « *faiblard sans envergure talonné par le paludisme* », devenu en grandissant, avec sa mère, l'autre souffre-douleur d'un homme qui faisait payer, au prix fort, ses désillusions de boxeur raté.

« *Si l'on commence par la fin, les premiers coupables, c'est nous. Personne n'a le droit d'ôter la vie. Mais*

la vie, sans vouloir la tuer, c'est tous les jours qu'elle tournait mal. » Entre Corazón, demeuré à jamais, genou à terre, sur un ring de République dominicaine, et Joséphine, sorte de mater dolorosa au corps exsangue, réfugiée dans la piété, les actions de grâces et les prières. « *Tous les jours* » dans ce bidonville plombé par le soleil, la violence et la pauvreté, la vie pactisait avec la mort. Comme lors de cette matinée presque ordinaire où il a suffi d'un simple détour par le garage de Corazón pour que Mariéla et Colin découvrent le vrai visage de leur père : lui qui se disait fièrement mécano alors qu'il n'était qu'un simple « *porte-charges* »... Ils voient ce géant de chiffon, bras ballants et tête baissée, insulté par un vieil homme sans envergure, « *mourir* » à leurs yeux. Alors, le drame éclate. Et précipite les deux enfants hors de la cité hostile.

Perdus, floués par des souvenirs tronqués, des images érodées, sans autre repère que l'amour qui les unit, Colin et Mariéla vont errer, trois jours durant, à travers la ville. Moins en fuite d'un crime que d'une réalité falsifiée : « *Il fallait inventer. Chercher qui nous étions. Vaincre la mort de Corazón. La fuir ou l'accepter. Casser le fil. Ou le recoudre. Inventer une langue capable de tout dire. Qui tiendrait le passé, le présent et l'avenir ensemble.* » Une langue libérée des tromperies et des mensonges, des humiliations et des silences. Une langue pour grandir et dire son amertume, sa douleur et sa colère sans y succomber.

A travers une prose rageuse et poétique, c'est cette parole retrouvée que Lyonel Trouillot met dans la bouche de son jeune narrateur, lui permettant ainsi de tenir la promesse faite à sa sœur : « *Ne leur dis rien ou alors fais une belle histoire.* »

Christine Rousseau

Bel air sur la lagune

EN EAUX TROUBLES
de Roland Brival.
Phébus, 182 p., 18 €.

D'origine martiniquaise, marié à une femme médecin de quinze ans sa cadette, père de deux enfants, Fabien, la cinquantaine, est fonctionnaire pour une ONG spécialisée dans l'alphabétisation des pays en voie de développement. Voilà pour la carte de visite du narrateur d'*Eaux troubles*, le beau et délicat roman de Roland Brival. Plus exactement, c'est le faux miroir, teinté de mensonges, de trahisons et de silences derrière lequel il se dissimule depuis près de trente ans. Durant toutes ces années, il n'a plus remis les pieds à Venise, ville d'une singulière initiation avec la comtesse Silvana, vieille dame séduisante férue d'art et d'opéra. Trois décennies après ce premier séjour placé sous le signe de l'amour et de la mort, l'occasion est donnée à Fabien de retourner, pour une conférence, sur « *les lieux de son crime* ». Un prétexte pour le romancier de décrocher, en passant, quelques flèches contre ces « *grands-messes internationales* » et, surtout, pour son héros, rompu à « *l'amnésie artificielle* », de replonger dans un passé fait de blessures secrètes, de déchirements, d'exil et de renoncements.

Au fil de ses réminiscences, reviennent ainsi les visages de l'enfance – ceux de femmes essentiellement, pour le petit garçon abandonné par son père : Man'Elodie, grand-mère-refuge ; Solange, la tante sulfureuse aux moeurs légères et équivoques ; ou encore Tatée Alice, veuve inconsolée... et aussi une ombre, obsédante : celle d'un jeune homme, idéaliste affamé d'aventures et de grands espaces, cultivant l'art de l'étonnement. Cet autre Fabien oublié, renié avec ses origines qui, au son du bel air, va renaître enfin des cendres de la Fenice incendiée.

Ch. R.

Épique épopée

En maître du suspense, Giles Milton livre le roman vrai de la colonisation anglaise en Amérique

LES AVENTURIERS DE LA REINE
A l'assaut du Nouveau Monde (Big Chief Elizabeth. How England's Adventurers Gambled and Won the New World), de Giles Milton.
Traduit de l'anglais par Anne-Marie Hussein, éd. Noir sur Blanc, 384 p., 22 €.

Pour commémorer la déroute de l'invincible Armada lancée par l'Espagnol Philippe II à l'assaut de l'Angleterre (1588), Elizabeth se fit représenter en majesté entre deux piliers symbolisant les colonnes d'Hercule, c'est-à-dire le détroit de Gibraltar, limite occidentale de l'Empire romain dépassée à l'heure des expéditions pour le Nouveau Monde. Comme pour mieux contester la supériorité de son rival, qui depuis un siècle prétendait contrôler les espaces découverts, elle y figurait en souveraine « *d'Angleterre, de France, d'Irlande et de Virginie* ».

Pour ses sujets, si les trois premiers titres rappelaient une histoire, voire une mémoire politique partagée, le dernier terme restait une énigme. Certes, la « *reine vierge* » était assez bonne latiniste pour jouer sur les mots, mais le privilège ambigu qu'elle avait conféré aux terres où son favori Walter Raleigh entendait fonder le premier établissement d'un empire colonial à venir – son propre nom – n'avait pour l'heure guère dépassé le milieu restreint des diplomates et des amateurs. Il n'est pas sûr, du reste, que Raleigh lui-même, qui sollicitait un appui autrement matériel, ait apprécié sans réserve un engagement aussi purement symbolique, habile certes, politique à coup sûr, mais « *fantastiquement égoïste* ».

Le rêve américain du favori s'avéra si difficile à réaliser, les contretemps furent si nombreux, les malchances et les déboires si obstinément répétés qu'on put craindre, avec le décès de la dernière des Tudors, de n'en voir jamais que la chimère.

Ph.-J. C.

Pourtant, quelque trente ans plus tard, Londres découvrirait avec une curiosité frénétique une princesse indienne. Celle-ci, par deux fois, avait sauvé la vie d'un redoutable aventurier anglais, promis par son père, le terrible « *empereur* » Powhatan, à une fin tragique, avant d'épouser John Rolfe, un colon astucieux qui rêvait de produire un tabac capable de rentabiliser un étalement américain désespérément déficitaire ; et, par cette union, d'éteindre près d'un demi-siècle de luttes entre Indiens et Européens, durant lesquelles, outre les victimes tombées au combat, le compte des disparus et des pionniers abandonnés sans secours n'était plus guère possible.

Pocahontas – puisque c'est d'elle qu'il s'agit – n'est que l'une des figures saisissantes d'une geste oubliée dont l'écrivain et journaliste anglais Giles Milton a entrepris le patient récit d'un rêve fragile (tel le lincoln tissé par Pénélope, il n'en finit plus d'être repris à son point de départ). Menée avec un sens du suspense qui interdit de recourir à l'index livré en fin de volume, l'évocation de Milton sait restituer la nature excessive de Grenville, qui chercha la mort en défiant avec son seul navire cinquante-trois bâtiments espagnols, l'application du scientifique Thomas Harriot, qui le premier comprit l'algonquin et inventa un alphabet pour communiquer avec les indigènes, la nature stupéfiante du capitaine John Smith, autre « *Barberousse* » capable d'en montrer aux plus intrépides de ses adversaires...

Mais ce que retiendront les lecteurs nagueur enthousiasmés par *La Guerre de la noix muscade* (éd. Noir sur Blanc, 2000), c'est la force visionnaire de Raleigh, qui n'hésite pas à nommer un artiste, le peintre-coloriste John White, gouverneur en chef de la première colonie, et à faire conférer à l'Indien Manteo le titre de Lord. Une épopée décidément hors normes.

Enfance au Zimbabwe

Les souvenirs d'enfance du romancier zimbabwéen Chenjerai Hove, ou une fable poétique sur fond de guerre et de conflits coloniaux

ANCÊTRES (Ancestors)
de Chenjerai Hove.
Traduit de l'anglais (Zimbabwe) par Jean-Pierre Richard, Actes Sud, 216 p., 19,50 €.

Poète et romancier zimbabwéen né en 1954, Chenjerai Hove a connu la colonisation britannique, puis le régime proche de l'apartheid dirigé par le premier ministre blanc Ian Smith, et enfin l'indépendance en 1980 – l'une des plus tardives du continent africain –, virant peu à peu à la dictature du président Robert Mugabe. Il a grandi sur la ferme de son père, au nord du pays. A l'intérieur du domaine, le père cohabitait avec ses sept épouses et leur descendance. A l'extérieur, le conflit faisait rage dans la région, entre le régime blanc et la guérilla.

Ces dernières années, alors que le vieux Mugabe s'accroche au pouvoir à l'aide de méthodes de plus en plus répressives, Chenjerai Hove a signé de nombreuses tribunes critiques dans la presse zimbabwéenne. « *Il y a des années que le régime commet des meurtres, mais c'est seulement depuis que ces meurtres concernent des Blancs qu'on en parle dans le monde entier* », remarque-t-il. Avec la réélection contestée de Robert Mugabe en 2001, le climat s'est encore alourdi. Le romancier a quitté l'Afrique australe pour une résidence dans une localité française qui fait partie du réseau des « *villes refuges* » organisé par le Parlement international des écrivains.

Très logiquement, la question du pouvoir – politique, économique ou familial – se retrouve au cœur des trois romans de Chenjerai Hove parus en France (*Ossuaires* et *Ombres*, également chez Actes Sud). *Ancêtres*, le plus autobiographique, retracer l'enfance et l'adolescence de cet auteur qui préfère recourir à l'allégorie ou au mystère poétique plutôt qu'à la

narration explicative. Mucha, l'enfant personnage principal du roman, n'a pas de mots pour analyser la situation, mais il voit bien les hommes du village emmenés de force travailler dans les mines, les paysans expulsés de leurs terres, les adultes humiliés par le maître blanc.

A l'inverse de la tradition, l'auteur fait revivre ses *Ancêtres*, au féminin pluriel, notamment son aïeule sourde et muette et son aînée rebelle. Figure de la femme dépossédée de tout, symbole de la colonie bâillonnée, la sourde et muette, livrée à un mari ivrogne, se suicide. La seconde,

Extrait

« Ainsi naquit une enfant sourde et muette, venue au monde sans voix. De son vivant, elle ne put prendre elle-même la parole. Elle ne fut qu'un vaste silence parlant dans son silence. Et moi, je ne fais qu'entendre ces paroles, voyageur qui rêve d'être arrivé et qui écoute cet oiseau perdu dans son vol nocturne, de longues

années après la mort de Miriro. (...) Oui, je ne suis que ce dormeur tiré de son sommeil par la voix bridée d'une femme de mon sang, mon ancêtre dont l'histoire n'est jamais racontée. Mais maintenant Miriro est nichée là, au creux de ma mémoire, à conter notre histoire, telle qu'elle la vécut. »

Il voit aussi la servitude des femmes au sein de la propriété paternelle. « *Celui qui entend entend parler des pères* », le titre de la première partie du roman, s'éclaire un peu plus loin : « *Les histoires que nous entendons, seuls les vainqueurs en sont les conteurs.* » L'enfant à qui l'on narre ses origines familiales n'entend parler que de sa lignée paternelle. Le totem qui lui sert de nom de famille (*Hove* signifie poisson) est celui de son père.

mariée de force à « *une tombe* » (un vieillard), s'enfuit à la ville. Le portrait du père, patriarcale entouré de ses troupes, de ses femmes et de ses enfants, faisant régner justice et injustice, est dessiné par Mucha avec une cruauté enfantine mêlée d'admiration. A l'adolescence, il sera témoin d'un pouvoir supérieur à celui du père qui viendra lui dérober sa dignité et ses sanctuaires.

Catherine Bédarida

Les rencontres-débats

à la librairie

Compagnie

58, rue des Écoles, Paris 5^{ème} - Tél. 01 43 26 45 36

le vendredi 17 mai à 18h.

JAMES SALLIS
pour la parution de
Chester Himes,
une vie
Rivages / Écrits noirs

le mercredi 22 mai à 18h.

JEAN-CLAUDE SCHMITT
pour la parution
Le Corps
des images
Gallimard / Le Temps des images

Une orpheline majeure

Jean-Paul Ngoupandé dresse un tableau sévère d'une Afrique tardivement décolonisée

L'AFRIQUE SANS LA FRANCE Histoire d'un divorce consommé de Jean-Paul Ngoupandé. Albin Michel, 395 p., 21,50 €.

Ce livre, le plus lucide de tous ceux parus en ces temps nouveaux de la « postcolonie » en Afrique francophone, assène des vérités bonnes à dire. Il rapporte, aussi, cette anecdote : en 1965, bénéficiaire d'une invitation aux Etats-Unis, l'auteur envoya depuis San Francisco un mandat et un costume à son père, resté au village en Centrafrique, « en pleine brousse ». En dix jours, via la capitale, Bangui, et le chef-lieu d'une sous-préfecture, Dékoa, l'envoi parvint à destination, le préposé de la poste ayant parcouru à vélo les derniers 25 km. Trente-sept ans plus tard, les Centrafricains vivant en France apportent eux-mêmes leurs lettres à Roissy, pour les confier aux passagers de l'unique vol hebdomadaire desservant encore leur pays, et Jean-Paul Ngoupandé défie, sans risque, ses compatriotes de lui « démontrer qu'on peut encore envoyer un mandat qui irait de Bangui jusqu'à nos villages, même les plus proches de la capitale ».

Triste Afrique ? Pas vraiment. « Le mur des lamentations africaines ? Merci pour moi, je n'y vais plus », affirme l'auteur, et il tient parole. Pour la première fois, un responsable africain – ambassadeur, ministre, chef d'un éphémère gouvernement d'union nationale et, aujourd'hui, député de l'opposition en exil à Paris – dresse un tableau sans complaisance de ce qu'est devenu l'ancien « pré carré » de la France sur le continent. Longtemps sous tutelle tricolore, encore bien après « l'indépendance du drapeau », les ex-colonies ont-elles été abandonnées ? Indéniablement, répond l'auteur, mais en expliquant, sans sanglots : « Il était normal que les liens issus du pacte colonial se distendent. » En revanche, ce qui lui paraît moins normal que cette normalisation,

c'est que les « devoirs de l'indépendance » n'aient pas été assumés par les Africains. Après le soleil des indépendances, « le soleil de la démocratisation ne brille plus », constate Jean-Paul Ngoupandé.

Le réquisitoire est sévère. L'auteur reproche aux Africains leur nombrilisme identitaire, leur « business tribal », un ego hypertrophié, sans rapport avec le poids réel de leur continent. Celui-ci représentait, en 1960, 9 % du commerce et de la population du monde. Aujourd'hui, l'Afrique compte 13 % de la population mondiale, mais seulement pour 1,5 % des échanges internationaux. Pourtant, jusqu'à la fin des années 80, « le continent qui colle aux fesses de l'Europe » a été le plus assisté, avec 31\$ par an et par tête d'habitant. Mais cette aide, perçue comme un dû, est « partie en fumée ». L'Afrique croule sous le fardeau d'une dette « d'autant plus lourde qu'elle n'a pas servi à produire de la richesse ». Elle emploie ses forces armées comme « instrument du suicide collectif ». Or, comme l'expliquait Jean-Paul Ngoupandé déjà en 1996, dans sa déclaration d'investiture de premier ministre, « si un étranger te met un fusil entre les mains et te dit : "Tue ton père, ta mère et tes frères", et si tu l'exécutes, ce n'est pas la faute de l'étranger, c'est ta faute à toi ».

Bien écrit et documenté, ce livre est un argumentaire miraculeusement sorti du ghetto africain (qui est aussi un ghetto d'édition). Il n'accable pas l'Afrique par goût de posture. Si l'auteur comprend « la lassitude qui gagne le monde extérieur », à commencer par la France « qui n'a plus envie de se mettre en première ligne pour éteindre les feux que nous allumons », il avoue aussi son désarroi, face à un afro-pessimisme qui aurait « atteint un degré tel que la recherche permettant au moins d'expliquer ce qui ne va pas serait superflue ». D'un sombre brio, Jean-Paul Ngoupandé soutient le contraire.

S. Sm.

Nègre, noir, black

Africains, antillais, afro-africains, artistes, intellectuels, politiques ou simples sans-papiers, six générations se succèdent dans ce « Paris noir » qui révèle une part d'ombre de la Ville Lumière

LE PARIS NOIR de Pascal Blanchard, Eric Deroo, Gilles Manceron. Ed. Hazan, 240 p., 48,95 €.

Des premiers « sauvages » exhibés au Jardin d'acclimatation aux dieux noirs du Stade de France, de l'indigène à l'immigré, des tairailleurs sénégalais aux enfants de la patrie défilant à Longchamp, des « bals nègres » aux clubs de jazz, des bêtes de scène adulées aux « sans-papiers » chassés de l'église Saint-Bernard, Paris a toujours été un carrefour équivoque pour l'humanité à l'épiderme riche en mélanine. C'est cette histoire singulière que retrace, en texte et en image, *Le Paris noir*, superbe ouvrage des deux historiens et d'un réalisateur de films documentaires. Férus de l'Autre, de couleur, dans notre imaginaire, ils ont sélectionné dans une iconographie abondante quelque 350 documents, certains inédits, pour révéler une part d'obscurité de la Ville Lumière, entre l'Exposition universelle de 1878 et la Coupe du monde de football, en 1998.

Qui se souvient de William de Hart Hubbard, premier athlète noir médaillé d'or, en 1924, aux Jeux olympiques de Paris ? Qui du fait que c'est dans la capitale française que fut montée la première revue de jazz au monde, qu'un comédien noir joua pour la première fois un vrai rôle au théâtre, que des Noirs entrèrent dans un gouvernement ? Qui du jeune révolté – « Je déchirerai les rires Banania sur tous les murs de France » – que fut, en 1940, Léopold Sédar Senghor, futur ministre français avant de devenir président du Sénégal ? En 1878, le premier élève noir à l'Ecole polytechnique a été félicité par le maréchal-président Mac Mahon : « Ah, c'est vous le nègre ! Continuez ! » Souvenir plus proche de nous, l'arrêt de l'immigration organisée par l'Etat date de 1974. Dès l'année suivante, la grève des loyers dans les foyers Sonacotra posait le problème non seulement



Indigènes se rendant à l'exposition, 1931

du regroupement familial mais, aussi, du sort des sans-papiers.

Sur six générations de Parisiens, ce « livre d'images », servi par un texte informé, loin de n'être qu'une légende, suit les « Nègres-Noirs-Blacks ». Rien n'est simple dans leur filiation occulte. Les « zoos humains » suscitent l'indignation, la « négropub », avec ses dentitions étincelantes et sa peau de cirage, ne fait sûrement plus rire. Mais on a beau abhorrer « la coloniale », comment rester insensible aux honneurs rendus à la troupe noire, qui s'était montrée « fidèle », à Fachoda, lors de « l'humiliation » de la France par la perfide Albion ? On peut voir en l'Exposition coloniale de 1931 la vitrine du colonialisme, et avoir des envies iconoclastes, tout en étant surpris par la découverte de ce pas-

sage dans le guide officiel : « Un conseil : en face de toute manifestation étrangère ou indigène, ne riez pas des choses que vous ne comprenez pas au premier abord. Les idées des autres hommes sont souvent les vôtres, mais exprimées de façon différente. Pensez-y. »

Les photos des premiers couples mixtes émeuvent autant que les soldats noirs américains qui, à la fin de la seconde guerre mondiale, découvrent à Paris l'absence de discrimination ouverte et y laissent en souvenir le jazz. Noir désir, sublime corps affublé de plumes d'autruche ou de peaux de banane, jouant de tous les clichés et stéréotypes, Joséphine Baker fait fureur, mais quitte Paris pour ne pas vivre la nuit de l'Occupation – « noire » par ceux, plus nombreux, qui restent. Elle ne revien-

dra qu'après la Libération, dans une ville où ne seront jamais arrivés les Africains de la Division Leclerc, expurgés de la 2^e DB, à l'instigation des Américains et sous prétexte de « mécanisation ». En tournant les pages, le fossé qui sépare aujourd'hui l'immigré clandestin de ses frères ou sœurs acclamés, magiciens du ballon rond ou grâciles mannequins, paraît être une distance familière...

Le « Paris noir » change, cependant. Non pas seulement parce qu'il n'y avait que 2 000 Noirs dans l'entre-deux-guerres, alors qu'aujourd'hui deux habitants sur dix de la capitale française sont « blacks », leur nouveau logo. Mais aussi, parce que, suggèrent les auteurs, leur identité, moins épidermique, est une mutation.

Stephen Smith

Safari savant

Précieux carnets que ceux du jeune Jan Czekanowski qui raconte sa découverte, vers 1909, de l'Afrique centrale

CARNETS DE ROUTE AU CŒUR DE L'AFRIQUE Des sources du Nil au Congo de Jan Czekanowski. Traduit du polonais par Lidia Meschy, préface de Georges Balandier, éd. Noir sur blanc, 458 p., 24 €.

Il y a de l'aventure réfugiée dans la reliure de ce livre ! La première est celle de Jan Czekanowski, aristocrate polonais de 26 ans, polyglotte et apatriote. Frais émoulu d'une université helvétique, assistant boursier au Musée ethnographique royal de Berlin, il participe à une expédition scientifique au cœur de l'Afrique, ce « Mittel-Afrika » que viennent d'explorer Livingstone, Stanley et Konrad Korzenjowski, autre Polonais déraciné, plus connu sous le nom de Joseph Konrad.

Un mecène, le duc Adolphe Frédéric de Mecklembourg, monte l'opération. Et quelle opération ! C'est la seconde aventure, celle de dix Européens, barbus ou moustachus, de 700 porteurs et de 35 askaris, des gardes armés africains. Sept entrepôts aménagés sur la route de l'expédition et approvisionnés par 2 230 autres porteurs depuis la côte orientale d'Afrique, assurent la logistique toute militaire de ce safari savant. Entre fin octobre 1908 et début avril 1909, Jan Czekanowski parcourt quelque 5 000 kilomètres à pied. Du Rwanda, il progresse à travers la chaîne de volcans de la Virunga, dans ce qui s'appelle alors l'Etat indépendant du Congo et qui est, en fait, une colonie privée, celle du roi belge Léopold II. Jan Czekanowski y découvre « l'impitoyable exploitation des indigènes privés de liberté », le portage et la quête éffrénée de la gomme, l'hévéa sauvage. « Dans les villages, il n'y avait presque pas d'hommes. Tous travaillaient

quelque part. Les corvées absorbaient de facto la moitié de chaque mois, passées sans feu ni lieu à dormir dans la forêt ou sur les pistes, le ventre creux. Les hommes semblaient opprimés à l'extrême et dénués de tout espoir. » Colonisé sous couvert d'une ONG, l'Association africaine internationale, l'Etat indépendant se veut « humanitaire », un mot déjà très à la mode. En réalité, c'est « la création d'un roi génial qui savait cacher son cynisme sous une hypocrisie désarmante ».

Le jeune Polonais n'a pas écrit un livre de dénonciation, même si, sans patrie ni parti pris, il dit tout. Serviteur du capitaine Benaets, l'enfant noir qui a cassé une soucoupe en porcelaine « fut soulevé en l'air par quatre sbires qui l'agrippèrent par les bras et les jambes, comme un plaïd », pour être « corrigé » au fouet en peu d'hippopotame. « Je ne fis pas mes adieux au capitaine », note Czekanowski. « Le jeu des gentlemen était cassé, comme la soucoupe. » La passion ne s'empare de lui qu'au sujet des Pygmées, objets de prédilection de ses « recherches anthropologiques », qu'il mesure et immortalise sur ses plaques photographiques. Il y a du Tintin dans cet homme de science. « Ainsi les Pygmées, chasseurs et cueilleurs renommés, confectionnaient aussi des réserves de champignons ? Etrange, je ne l'avais lu nulle part. »

Ces carnets sont un bonheur, amer tant cette région d'Afrique est aujourd'hui une terre de souffrance, d'un accès moins libre qu'il y a cent ans. Raison de plus pour suivre ce témoin exceptionnel des « collines revigorantes du Rwanda » aux sources du Nil, à travers la forêt équatoriale. D'autant que les cinq tomes scientifiques des « Recherches sur la dorsale Nil-Congo » n'ont jamais paru, victimes des flammes. C'est donc, aussi, une aventure éditoriale.

S. Sm.

Et aussi...

■ **CEUX QU'ON JETTE A LA MER**, de Carl de Souza

Sur les côtes de l'île Maurice, de la Manche ou de la Caraïbe, la mer se transforme régulièrement en cercueil pour les milliers de passagers clandestins qui rêvent d'une vie meilleure en Europe ou en Amérique. Frappé par ces épopées tragiques, le romancier mauricien Carl de Souza a imaginé l'itinéraire d'une centaine de Chinois errant sur les mers à destination d'Haïti. En quelques jours, à bord du *Ming-Sing*, terrés dans la cale, les immigrants dérivent en une survie frappée de crasse, de faim et de violence. Yap, le capitaine sadique, balance les malades à la mer, dans l'indifférence quasi générale... A l'image du voyage et de ses rêves, l'écriture de Carl de Souza se fait heurtée, fantasque. Plus le bateau dérive et plus elle se dépeuple, comme un hommage à ces vies humaines fauchées en plein espoir, qui ne laisseront derrière elles ni trace ni souvenir (éd. de l'Olivier, 206 p., 16,77 €). C. Ba

■ **ÉTONNANTS VOYAGEURS, NOUVELLES VOIX D'AFRIQUE**

Présentée par Michel Le Bris, cette anthologie rassemble des textes de dix-huit écrivains originaires de l'ensemble du continent africain, tous présents en février au Centre culturel français de Bamako, dirigé par Yves de La Croix, où Moussa Konaté et Etonnants Voyageurs avaient organisé des Rencontres fertiles (éd. Hoëbeke, 280 p., 18 €).

■ **NOTRE LIBRAIRIE**

Le n°147 de la *Revue des littératures du Sud* (janvier-mars 2002) propose un hommage à Léopold Senghor et un annuaire des 1250 titres de littérature d'Afrique noire (ADFP, 6 rue Ferrus, 75014 Paris, 10,50 €).

■ **ÉCRITURE**

Cette revue suisse a invité les « Afriques » au sommaire de son dernier cahier (n°59) présenté par Marc Quaghebeur. Beaucoup d'auteurs sont à découvrir dans ce dossier (Case postale 547, 1001 Lausanne, 18 €).

Chronique d'un désastre

Alexandra Fuller relate son enfance dans l'ex-Rhodésie et le destin de ses parents, pathétiques fermiers accrochés à leurs illusions

LARMES DE PIERRE Une enfance africaine d'Alexandra Fuller. Traduit de l'anglais par Anne Rabinovitch, Calmann-Lévy, 334 p., 20 €.

Le soir, lorsqu'elle a bu un quart de la bouteille de whisky, Nicola Fuller sort ses vieux disques écossais. Sur la véranda bordée de bougainvillées, elle danse, seule, au son de la cornemuse, puis s'assied en lotus sur une chaise de pique-nois. Jusqu'au petit matin, elle fredonne des airs nostalgiques en contemplant sa ferme, enveloppée dans la nuit africaine. Si elle parle, c'est simplement pour répéter : « Putain de bordel ! Quel beau gâchis. »

Nicola Fuller, son mari et leur nouveau-né, sont arrivés en Rhodésie en avril 1966, fuyant la médiocrité de la petite bourgeoisie rurale en Angleterre. En dépit d'une guerre de libération larvée, ils croient que le territoire britannique n'est pas près de tomber aux mains « des Noirs ». Le couple est jeune et travailleur, l'avenir semble lui sourire. En 1969, cependant, leur second enfant tombe gravement malade : « L'infirmière de l'hôpital de Salisbury nous a dit que nous pouvions soit sortir pour manger quelque chose, soit regarder notre bébé mourir. » C'est leur « vie idéale en miettes », destinée pathétique de petits Blancs accrochés à l'illusion d'une Afrique où ils seraient chez eux, que leur fille Alexandra raconte dans *Larmes de pierre*, une chronique familiale d'une sincérité violente. Aujourd'hui, alors que le rêve d'une cohabitation raciale est mis à mal au Zimbabwe indépendant, on y touche aux racines du mal.

Robandi, la ferme où les Fuller s'installent en 1974, est située dans une vallée rocailleuse sillonnée de rivières, près de la frontière mozambicaine. La guerre civile fait rage. La Land-Rover familiale est équipée d'une sirène pour « faire fuir les terroristes ». Pour aller en ville, il faut voyager en convoi. « Lorsque nous traversons les Tribal Trust Lands, nous dépassons des Africains dont la haine se reflète sur nos visages (...) A l'extérieur de l'un des magasins dont les panneaux d'affichage criblés de balle vantent les bienfaits du Cafenol pour les maux de tête, un gong est suspendu à un arbre. Lorsque notre convoi passe, une vieille femme accroupie se relève péniblement et frappe l'instrument de sa verge surprenante (...) Maman se cale sur son siège et pointe sa mitraillette Uzi par la fenêtre : "Préparez-vous à baisser la tête, les filles." »

De l'aube à la tombée du jour, les Fuller travaillent avec leurs ouvriers noirs dans les champs de coton, de soja et de tabac. Une fois l'an, Nicola Fuller gage ses bagues auprès d'un négociant pour obtenir des plants de tabac. De la vente de la récolte dépendra l'avenir de la ferme : « Si le prix est bon, cela signifie qu'en plus de notre contrôle annuel chez le dentiste nous aurons une nouvelle série de vêtements et une paire de chaussures neuves, nous ferons un tour chez le bouquiniste et prendrons le thé dans les salons du grand magasin Meikles avec des scones. » En Rhodésie, le quotidien est rude, souvent tragique, aussi chez les Blancs. Un jour, Olivia, quatrième enfant du couple, meurt noyée. La même année, un certain Roly Swift, ami des Fuller, viole Vanessa, l'aînée. Une autre fois, profitant de l'absence de ses patrons, un domestique s'enfuit, après avoir cambriolé

la maison et mutilé la bonne. Nicola Fuller tourne dépressive. Le soir, de plus en plus souvent, elle se saoule au Cercle des fermiers blancs pendant que ses enfants mangent des chips sur la pelouse.

En 1980, après quatorze ans de guerre de libération, l'indépendance est proclamée. « Nous avons peine à croire que c'est terminé. Que nous baissons finalement les bras. Nous avons perdu. Amen. » Les jours suivants, le premier enfant noir débarque dans la pension de catégorie A, jusque-là réservée aux Blancs, où Alexandra poursuit sa scolarité. Elle a passé sa vie en Afrique mais, à l'exception des domestiques, a rarement adressé la parole à un Noir. Alexandra imagine un sauvage qui n'a « jamais tiré une chasse d'eau, jamais mangé une salette avec une fourchette » et découvre, médusée, Oliver Chiweshe, « magnifiquement vêtu d'un uniforme flamboyant neuf », accompagné de sa bonne et d'un chauffeur. Le soir, à la fin du repas, le petit Zimbabween tamponne sa lèvre supérieure avec sa serviette. Alexandra chuchote à sa voisine : « J'espère que je n'aurai pas cette serviette quand elle reviendra du nettoyage. »

Robandi est réquisitionnée par le gouvernement. Les Fuller quittent cette terre qui n'est plus la leur pour une autre ferme, plus au sud. Aujourd'hui, les parents vivent dans une maison de pêcheurs, sur le bas Zambèze. Leurs filles ont émigré. En décembre 2000, Nicola Fuller a écrit à Alexandra : « Notre maison avance – le salon est un simple rectangle avec de hauts murs –, nous y mettrons un plafond quand nous en aurons les moyens, et des ardoises, des carreaux sur le sol qui est encore en ciment. »

S. Sm.

Du musical
au social

**L'ORCHESTRE
DANS TOUS SES ÉCLATS**
**Ethnographie des formations
symphoniques**
de Bernard Lehmann.
La Découverte, « Textes à
l'appui », 262 p., 22 €.

Les sociologues désenchantent volontiers le monde, notamment celui de l'art, dont ils montrent qu'il n'est pas seulement voué au service des œuvres. Prenez un orchestre symphonique : en concert, si tout se passe bien, il paraît ne faire qu'un, communiant dans la musique, en harmonie derrière son chef. Bernard Lehmann, qui a mené une solide enquête, pendant près de cinq ans dans les principaux orchestres parisiens, nous entraîne dans les coulisses prosaïques des rapports sociaux, en rappelant que ce collectif est, aussi, « une entreprise avec son organisation interne, ses conditions de travail, sa hiérarchie ».

Une entreprise originale certes, qui rassemble dans l'espace restreint de la fosse, du plateau ou de la salle de répétition, comme en tournée dans les hôtels et les transports, des personnes très différentes par leur milieu d'origine, leur statut, leurs ambitions, leurs revenus. Hormis les enfants de musiciens, rares sont ceux qui ont été formés pour jouer dans un collectif. L'apprentissage d'un instrument est un labeur solitaire au terme duquel miroite une carrière de soliste, à laquelle il faut finalement renoncer. En outre, la place n'est pas la même selon le type d'instrument que l'on a choisi : plus valorisés et plus prisés des milieux favorisés, les cordes se retrouvent chez les « tuteurs » qui jouent à l'unisson, alors que vents et percussions, initialement plus populaires, accèdent à la distinction des solistes. Bref, dans ce métier-là, l'harmonie ne va pas de soi et « le chef, avant d'avoir l'oreille musicale, se doit d'avoir l'oreille sociale », s'il ne veut pas que tensions et fausses notes se multiplient jusqu'à la cacophonie.

Nicole Lapierre

LES FICELLES DU MÉTIER
**Comment conduire sa
recherche en sciences sociales**
(Tricks of the Trade)
de Howard S. Becker.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jacques Mailhos,
préface d'Henri Peretz,
La Découverte, 360 p., 20 €.

En France, alors même que la sociologie anglo-saxonne demeure largement méconnue, un courant, et un seul, a fait l'objet d'une politique volontariste de traduction et de vulgarisation. Souvent désigné comme l'« école de Chicago », ce courant s'apparente pour tant davantage à une tradition : ce qui rassemble des chercheurs aussi différents que Robert Park, Everett Hughes, Erving Goffman et tant d'autres, c'est certes une approche singulière (dite interactionniste) de la vie collective, mais aussi et peut-être surtout, une certaine façon de se frotter aux contradictions du réel, en privilégiant l'observation directe de l'enquêteur sur le terrain, plutôt que les élaborations abstraites du statisticien en son laboratoire.

Rencontrer un homme comme Howard Becker, c'est donc être saisi par ce qu'on pourrait appeler l'esprit de Chicago – mélange fécond d'empirisme généreux, de spontanéité savante et d'ironie socratique. Ainsi le dialogue a-t-il à peine commencé que l'interviewé se mue déjà en détective : « Mais dites-moi, que faisons-nous ici, dans ce bar, comme s'il n'y avait rien de plus normal ? C'est calme, me dites-vous. Mais alors, pourquoi ne pas aller dans votre bureau ? Et pourquoi Le Monde n'a-t-il pas de salle d'interview ? Et puis, regardez ici, autour de nous, il y a un acteur connu, un économiste fameux, plusieurs femmes d'affaires..., cela veut dire que vous êtes nombreux à utili-

ser cet endroit comme une sorte de bureau. Et pourquoi cela ? Et depuis quand ? Je n'en sais rien, mais c'est là que commence notre enquête ! »

Apparemment saugrenue, la démarche en question serait pourtant fertile, à coup sûr. Car c'est déjà dans un bar (à strip-tease), à la fin des années 1940, que ce pianiste de jazz a commencé sa carrière de sociologue : « J'étais très jeune, se souvient Becker. Mon père, comme tout bon père juif, ne voulait pas que son fils devienne un vulgaire joueur de piano-bar. Passionné d'anthropologie urbaine (j'avais lu un livre formidable sur le ghetto noir de Chicago), j'ai décidé que ces boîtes seraient mon terrain d'enquête, et je me suis mis à tout noter, soir après soir, minutieusement, ce qui m'a permis, du même coup, d'explorer toute une part de ma propre vie. » Quelques années plus tard, ces notes fourniront matière à deux chapitres du célèbre *Outsiders* (paru en 1985 chez Métailié), ce grand classique des études sur la déviance, bientôt lu et commenté aux quatre coins de la planète.

On retrouvera ce nœud indémodable de la pratique scientifique et de l'expérience vécue avec *Les Ficelles du métier*. Dans le style détonant qui lui est propre (mi-argot mi-prose académique), le professeur Becker, aujourd'hui à la retraite, livre au grand public les petites astuces par lui inventées, sur le tas et au cours des années, pour guider les jeunes chercheurs et leur éviter de se fourvoyer. Puis, dans ses travaux passés (sur les institutrices, les étudiants en médecine ou les fumeurs de marijuana), il égrène les secrets du sociologue futé, toujours soucieux d'éviter l'impasse et de bien cibler son objet. Citons, entre autres exemples et sans les développer, la « ficelle de l'hypothèse zéro » (pour casser vos préjugés de départ), la

n'en va pas de même avec la séduction et ses ruses qu'explorent, aux éditions Autrement, psychanalystes, historiens et littéraires. N'est-elle pas, comme le remarque Alain Fleischer, « une affaire de contraste à réduire, de solution de continuité, toute une gamme de gris à inventer, à éblouir, entre le noir et le blanc ». Et que dire de l'ambivalence de ses rituels – conquérir l'autre ou se plaire à soi-même ? –, tout l'art de séduire consistant en outre à montrer en cachant. Paradoxe qui inspire une intéressante analyse de certaines publicités pour lingerie féminine, « le plus remarquable de ces photographies » n'étant pas, bien entendu, « ce qui saute aux yeux (les rondeurs de ces jeunes personnes) » mais, comme l'observent Alain Duchesne et Thierry Leguay, « ce qui ne s'y voit pas : leur visage ».

Serions-nous dans l'irrespect ? On se plongera, pour y répondre, dans l'enquête de Patrick Pharo sur le statut logique et pratique du respect. Un travail à mi-chemin entre sociologie et philosophie, certes aride sur le plan conceptuel mais combien utile, qui paraît dans l'excellente collection « Humanités » que dirige le philosophe Jean-Marc Ferry. Car, si le respect de la personne est devenu une valeur cardinale dans nos démocraties, bien malin celui qui saurait dire en quoi consiste au juste cette étrange conduite qui se rapporte à la fois à la morale, au langage, au droit, aux sentiments, à la raison.

On ressort en tout cas de ces trois lectures avec une conviction : que les relations d'estime réciproque, conjuguées à une heureuse pratique de l'équivoque, valent toujours mieux que le mythe illusoire de la compréhension impérative de l'autre, chère à l'idéologie de la transparence.

Alexandra Laignel-Lavastine

★ Signalons aussi : *Passions et sciences humaines*, coordonné par Claude Gauthier et Olivier Le Cour Grandmaison (PUF, 162 p., 13 €).

Howard Becker en filature

Sociologue et pianiste de jazz, cette grande figure de l'« école de Chicago » mêle empirisme généreux, spontanéité savante et ironie socratique. Rencontre et libres propos



Howard Becker par sa femme Dianne Magaman

« ficelle de la machine » (pour ne pas laisser de côté des cas cruciaux), ou encore la « ficelle de Wittgenstein », sa préférée (pour découvrir la substantifique moelle d'un concept). De même, et en vrac, vous saurez qu'avant de généraliser, il faut sans cesse traquer le cas qui va « chambouler votre vision des choses » ; que vous devez toujours « douter de ce qu'une personne de pouvoir peut vous dire » sur votre recherche ; et enfin, que, sur le terrain, on apprend toujours plus en demandant « comment avez-vous commencé à fumer de l'herbe ? » plutôt que « pourquoi fumez-vous du shit ? »...

Bourré d'anecdotes drôles et stimulantes, cet ouvrage vivant constitue bel et bien un superbe « livre d'exercices intellectuels », selon l'expression de son préfacier Henri Peretz. « A la fin de mon livre, insiste d'ailleurs Becker, je dis aux lec-

teurs : maintenant vous connaissez beaucoup de ficelles ; mais pour qu'elles soient vraiment vôtres, il faut vous entraîner, comme un pianiste qui fait ses gammes. » Or s'initier au doigté sociologique, c'est d'abord apprendre à vaincre « deux grands ennemis » : « Le premier, martèle Becker, c'est le goût de l'abstraction, ne jamais sortir de sa chambre. Le deuxième, c'est la pensée conventionnelle : les chercheurs sont souvent paresseux, ils préfèrent se la couler douce, et il est toujours plus facile de croire ce que tout le monde sait déjà. En un sens, toutes mes ficelles visent à éviter ça. »

Aussi Howard Becker rend-il un double hommage à l'esprit original des *outsiders* de Chicago : non seulement il refuse de couper la théorie de l'investigation pratique, mais il réaffirme aussi la place centrale de l'improvisation (« comme

dans le jazz », précise-t-il) et de la description dans l'analyse sociale. Citant de mémoire l'écrivain Georges Perec ou évoquant les photos de Walker Evans, il rappelle que c'est dans l'observation méticuleuse du réel que se trouve la vraie radicalité critique : « Mon objectif n'est pas de renverser les institutions en place. Je pense qu'elles s'en chargeront très bien toutes seules... Mais dès que vous procédez à une description complète de ce qui est, qu'il s'agisse d'une école ou d'un hôpital, vous allez toujours tomber sur des choses que tout le monde s'était mis d'accord pour ne pas voir. Et vous allez poser des questions qui remettent en cause les définitions convenues de l'éducation ou de la santé. Or, qui a le pouvoir d'imposer ces définitions ? Les plus puissants. Et c'est là que ça commence à devenir vraiment subversif... »

Jean Birnbaum

Relations équivoques

Les sciences sociales portent un intérêt grandissant aux émotions, aux sentiments et aux passions. Trois ouvrages récents en témoignent

LE MALENTENDU
de Franco La Cecla.
Traduit de l'italien
par Annemarie Sauzeau,
Balland, « Voix et regards »,
162 p., 14,50 €.

LA SÉDUCTION
sous la direction
de Gérald Cahen.
Ed. Autrement, « Mutations »,
191 p., 19 €.

LA LOGIQUE DU RESPECT
de Patrick Pharo.
Ed. du Cerf, 120 p., 15 €.

Une révolution souterraine serait-elle à l'œuvre dans les sciences sociales ? La vision utilitariste qui nous invitait à raisonner en termes exclusifs de conflits d'intérêts et de domination a en tout cas bien vieilli. Elle semble en effet laisser place – comment ne pas s'en réjouir ? – à une réflexion de plus en plus attentive à la dimension morale et affective du vivre-ensemble. Symptôme parmi d'autres de cette tendance : l'intérêt grandissant porté aux émotions, aux sentiments, aux passions, un domaine longtemps négligé dans l'explication des faits sociaux.

C'est dans ce contexte, inséparable de la redécouverte du sujet, que s'inscrit la montée en force d'objets « abstraits » : qu'il s'agisse de se demander comment « marchent » le malentendu, la séduction ou le respect ; ailleurs, de scruter les ressorts de la considération, des demandes de reconnaissance ou encore de cette inquiétante « fatigue d'être soi » qui s'empare de nos sociétés. Mais il y a peut-être aussi, dans ces approches, comme une protestation contre les simplismes d'une époque qui « nous invite à « communiquer » comme si nous savions une fois pour toutes qui nous sommes et qui sont nos interlocuteurs ». La remarque appartient à Marc Augé, dans sa préface au

magnifique essai, époustouflant de culture et de virtuosité, que consacre Franco La Cecla à l'art et aux ressources du malentendu, ce « presque rien » cher au philosophe Vladimir Jankélévitch avec qui l'anthropologue rouvre ici le débat.

Esprit novateur, déjà très reconnu en Italie pour ses travaux sur la photo ou sur le masculin, Franco La Cecla part du principe qu'on ne comprend jamais vraiment l'autre. Ce constat n'a rien de désespéré. L'auteur souligne au contraire, à travers maintes situations concrètes, que les individus et les cultures n'ont jamais cessé de « s'arranger » avec le fait de ne pas se comprendre. Et pour le plus grand bénéfice de tous ! Un exemple familier de malentendu « bien entendu » : ces inventions pour touristes que sont les restaurants dits « typiques », lieux par excellence mensongers où l'on mime une langue qui n'est ni celle de l'autochtone ni celle de l'étranger, mais où personne n'est dupe et où chacun trouve son compte. Plus sérieusement, l'anthropologue renouvelle en profondeur notre intelligence des quartiers ethniques – cités et autres chinatowns – en montrant que le ghetto peut aussi se révéler une façon de limiter le malentendu interculturel, « de le gérer en se servant de l'espace urbain ». Autres exemples : les Tziganes, qui jouent de leur marginalité pour « avoir la paix », ou ces tribus indiennes d'Amérique latine soignant leur « look » devant les caméras, révélant ainsi, dans leurs luttes sociales, une étonnante capacité à exploiter leur propre stéréotype face aux médias. Ces situations témoigneraient d'une sorte de « solidarité dans la mécompréhension mutuelle » : or peut-on trouver meilleure garantie de la tolérance entre les diversités ? Voilà bien une question qui ne manque pas d'actualité.

Si, pour La Cecla, la rencontre devient possible là où le malentendu commence, on peut se demander s'il

Les bricolages du corps

David Le Breton s'interroge sur la pratique actuelle des tatouages, piercings et scarifications

SIGNES D'IDENTITÉ.
**Tatouages, piercings et autres
marques corporelles**
de David Le Breton.
Ed. Métailié, « Traversées »,
224 p., 18 €.

Piercings, tatouages, scarifications, branding, implants en tous genres : ces « signes d'identité » à fleur de peau sont aussi un signe des temps : depuis deux décennies, sociologues et anthropologues accordent de fait une importance croissante au corps. Non plus seulement au corps acquis mais au corps construit, façonné, marqué et même, en l'occurrence, « re-marqué ». Tel est le cas de David Le Breton, professeur à l'université de Strasbourg, qui

tente ici, à partir d'une enquête de terrain fondée sur quelque quatre cents entretiens, de cerner au plus près les raisons qui poussent aujourd'hui des millions de jeunes à se faire « les bricoleurs inventifs et insaisissables de leur corps ». Prothèse identitaire, recours pour effacer une souffrance personnelle, surface protectrice contre l'incertitude du monde ? Se mêle souvent un peu de tout cela dans ces pratiques. Mais n'y entre-t-il pas aussi quelque chose d'assez effrayant et dérisoire : car en quoi modifier le corps légué par les parents peut-il se confondre avec une véritable prise d'autonomie ? L'auteur, qui n'aborde jamais cette question de front, se dit en tout cas convaincu que l'engouement pour le marquage corporel,

porté par l'individualisme démocratique, n'en serait qu'à ses débuts. Mieux vaut donc s'y intéresser de près, et ce livre s'impose incontestablement, en France, comme le plus fouillé, à ce jour, sur le phénomène.

On s'en doutait déjà, mais dans *Le Poids des apparences. Beauté, amour et gloire* (1), un ouvrage qui se lit très agréablement, le sociologue Jean-François Amadieu le prouve désormais, études et chiffres à l'appui. Et c'est édifiant : oui, l'apparence physique discrimine et joue un rôle considérable dans la réussite, que ce soit à l'école, dans la vie professionnelle, la politique, et même face à la justice.

A. L.-L.

(1) Ed. Odile Jacob, 216 p., 20 €.

VIENT DE PARAÎTRE

Jacques Darcanges

Dire la vérité

Éditions de l'Orme

EXPLOSIF ! 15€

Une analyse implacable des dérives humaines et environnementales engendrées par la mondialisation du néolibéralisme.

ISBN 2-913543-04-9

Jeanne Gaillard

La Giroille et le Gorille

Illustrations de l'Auteur

Éditions de l'Orme

22€ 50

« Un second « Petit Prince » »

ISBN 2-913543-03-0

D' Jean-Bernard SACRISTE

LES CHAMPS D'IALOU

15 illustrations explicatives

Éditions de l'Orme

15€ 24

Éditions de l'Orme

Distribution ALTERDIS (ex. Alterna) 28600 Luisant - Tél. : 02.37.30.57.00 - Fax : 02.37.30.57.12

Les sept piliers de la nouvelle urbanité

Aux anciennes figures de l'harmonie classique, de l'unité formelle ou encore de la minéralité, se sont imposées celles de la mobilité, du territoire, de la nature ou encore du polycentrisme, pour définir les villes contemporaines. Une autre façon de vivre l'urbain qu'analyse le sociologue Yves Chalas

VILLES CONTEMPORAINES
d'Yves Chalas.
Ed. Cercle d'art, 208 p.
(ill. en couleurs), 44,20 €.

Sociologue travaillant notamment sur l'imaginaire des villes, Yves Chalas nous livre un ouvrage passionnant qui dénombre et mesure les mutations des villes et leur réalité plurielle. Les *Villes contemporaines* reposent, selon Chalas, sur les sept piliers d'une urbanité nouvelle : la mobilité, le territoire, la nature, le polycentrisme, le choix, le vide, le temps continu. Ces figures remplacent les figures des villes d'hier, l'harmonie classique, l'unité formelle, la minéralité, la densité, la fixité, la centralité unique, le contour défini, la séparation de la nature, et créent de nouveaux espaces : centres commerciaux, multiplexes, technopoles, plates-formes intermodales de transit, parcs de loisirs, centres verts, centres artistiques et culturels, ensembles sportifs...

Chalas annonce ainsi le dépérissement d'un modèle ancien et célèbre une autre façon de vivre les villes. Les oppositions binaires – ou bien ceci, ou bien cela : centre/périphérie, continuité/discontinuité, mixité/ségrégation, homogénéité/hétérogénéité, plein/vide – cèdent le pas à la ville paradoxale du tout à la fois. Nous le savions certes depuis longtemps. Barthes nous a déjà dit « la vide central » de Tokyo ; Argan et Huet la ville classique liant plein et vide ; Venturi l'ambiguïté de la ville moderne détestant plus que tout l'opposition binaire du blanc et du noir.

Si la démonstration de Chalas appelle heureusement le débat, c'est qu'elle repose sur des données objectives fortes. Les villes



Marseille, route de la Corniche

PAYSAGÉS/DOËL LAURENT



d'hier ne représentent plus qu'une faible part des territoires urbains : 30 % à 40 % en France et en Italie, moins de 20 % aux Etats-Unis, 10 % en Suisse. Un Français parcourait 3 kilomètres par jour pendant les « trente glorieuses » ; il en fait 10 aujourd'hui. Les deux tiers des achats se font dans les centres commerciaux des périphéries. Nous consacrons trois fois moins de temps à notre travail qu'il y a cent ans. Plus rapides et disposant de plus de temps libre, nous étendons notre territoire, et les « migrants alternants », allant et revenant chaque jour de leur résidence périphérique à leur lieu de travail, se multiplient. La durée moyenne des déplacements quotidiens pour aller travailler reste identique en Europe (environ une heure) pour une distance qui s'accroît. Aux Etats-Unis, en revanche, elle peut déjà atteindre trois heures !

Chalas repère avec justesse des déplacements de valeurs et

de comportements. Le marginal n'est plus celui qui bouge, mais celui qui reste fixe. Le logement demeure le seul point fixe. La mobilité ne sépare pas, mais permet au contraire la création de réseaux d'appartenance. La ville de demain se fera contre l'auto envahissante. Internet est une autre ville mobile. On ne vit plus seulement dans des lieux fixes, mais dans les espaces mêmes de la mobilité. Rien n'est plus vraiment excentrique ou périphérique. Les temps sociaux sont désynchronisés. Le quartier n'est qu'un pôle parmi d'autres. Les relations de proximité ont une moindre importance. La nostalgie n'est pas de mise et la ville ne se reproduit pas selon un modèle.

INTERROGATIONS EN SUSPENS

Les questions posées par un tel constat sont majeures. Qui fait les villes ? Qu'est-ce qui fait ville ? Est-ce que cela se pense, se délibère, se programme, se

projette ? Ou n'est-ce que le résultat improbable d'une régulation spontanée, d'un destin inéluctable mêlant la main invisible du marché et les effets visibles de ses promoteurs, les aspirations des consommateurs et les attermoissements des urbanistes ? Ces derniers n'évoquent plus les conurbations, mégapoles, grandes villes ou métropoles (« représentations passées non pas de mode, mais de réel »), mais définissent la réalité nouvelle en parlant de « sprawl aux USA, ransstad et ville générique en Hollande, hyperville en Suisse, citta diffusa en Italie, métropole, ville émergente, ville-pays ou encore aire urbaine en France ». Ni la question du projet urbain (ce qui se dessine dans la ville et a encore une forme, selon les architectes) ni celle de la maîtrise du développement urbain ne sont abordées. L'urbaniste ne court-il pas derrière l'inéluctable comme le chien après la saucisse et n'appelle-t-il pas urbanité et émergence un

épannage urbain, un all over de la ville du grand tout ? « La ville est partout. Là où il y a un territoire, grand ou petit, public ou intime, naturel ou artificiel, il y a de la ville », affirme Chalas.

La ville qu'il décrit, sans hiérarchie entre ses espaces, où le centre n'est nulle part et partout, « sans lieu ni borne », n'est-elle pas une ville des lisières infinies, des écarts plus que des points ? Ville de pôles monofonctionnels et de zoning, pouvant faire

■ François Barré

regretter la pluralité de fonctions de l'espace public traditionnel, elle recèle selon lui, « en tous lieux, des qualités de l'urbanité ». On nous permettra d'en douter et de déplorer, par exemple, la disparition du paysage, remplacé par le jardin (ou par une nature rapidement muséifiée) dans la ville-nature. Les magnifiques photos d'Alex Mac Lean et de Thibaud Cuisset dres-

sent un douloureux constat. Le premier montre le pavillonnaire, imposant en pleine nature le précepte : tous pareils, mais chacun pour soi ; le second, des barres de logements faisant murs dans une nature aride, ou comment, ni ville ni nature, la terre des hommes devient no man's land. Je ne me réjouis pas davantage de ce constat tranquille : « Le troisième type d'habitant néorural ou néo-urbain peut être représenté entre autres par le "yuppie" américain qui fuit les centres-villes pour aller vivre à la campagne, sans pour autant renoncer à son portable, son ordinateur ou sa livraison matinale du Wall Street Journal... » On est passé du lopin de terre des jardins ouvriers à Yuppie City.

Rien n'est dit sur la violence, la beauté, l'architecture, les espaces publics, la mémoire, le rôle des monuments (la nécessité d'en créer de nouveaux), la symbolique, la fête, la nuit... Chalas fait enfin un parallèle pertinent entre les procédures de l'art du siècle, collage, découpage, montage, arrachage, mixage... et la généalogie des villes contemporaines. Mais si l'art renvoie immédiatement à la notion d'auteur, la question de l'engendrement de la ville reste sans

réponse. Nul ne la dessine plus, sauf Léon Krier, comme le mouton du Petit Prince, mais nombreux sont ceux qui croient encore que la maîtrise et le projet ne sont pas de vains mots et que l'émergence (1) n'en tient pas lieu. Il faut réapprendre à donner lieu. Le beau livre d'Yves Chalas nourrit ces débats essentiels.

(1) Voir également, d'Yves Chalas et Geneviève Dubois-Taine : *La Ville émergente* (éd. de l'Aube, 1997).

Une Bible de concorde

Richement illustré, ce document permet de mesurer les relations entre juifs et chrétiens à la fin du Grand Schisme

HISTOIRE DE LA BIBLE DE MOÏSE ARRAGEL
Quand un rabbin interprète la Bible pour les chrétiens de Sonia Fellous.
Ed. Somogy, 372 p., 75 € jusqu'au 30 juin (95 € ensuite).

On a tant vanté, a posteriori, c'est-à-dire après le fameux décret des souverains de Castille et d'Aragon de mars 1492, qui expulse les juifs de leurs territoires, la quiétude de l'Espagne des trois religions, qu'on peut s'interroger sur la réalité d'une tolérance sans doute idéalisée. Document aussi passionnant qu'essentiel, la « Bible d'Albe », que présente et commente aujourd'hui Sonia

Fellous, permet de mesurer les enjeux dont l'écriture sainte fut porteuse à l'heure de la fin du Grand Schisme.

Un projet délicat : traduire l'Ancien Testament en romance castillan, une langue vulgaire dont l'Eglise redoute d'ordinaire qu'elle ne mette à la portée de tous un message réservé aux clercs. Périlleux aussi, puisque c'est à un rabbin récemment installé à Maqueda que le grand maître de l'ordre de Calatrava, Luys Gonzalez de Guzman, l'une des figures politiques les plus importantes du royaume de Castille, commande cette version « comparatiste », puisqu'on y croise la version hébraïque avec la vulgate de Jérôme. Même si l'entreprise est supervisée par un franciscain et deux dominicains, Moïse Arragel de Guadalajara semble avoir disposé d'une autonomie certaine, puisqu'il se permet, en cas de divergences entre les commentaires juifs et chrétiens, de résoudre le litige selon les principes de sa propre foi, en évitant soigneusement le tour polémique.

L'entreprise, commandée le 5 avril 1422, occupa plus d'une décennie ; l'ouvrage fut offert au roi Juan II en 1433, peu après la mort du pape Martin V, dont les bulles et sentence de 1421-1422 avaient enrayé les persécutions et autres conversions forcées. Sans doute cette parenthèse d'apaisement explique qu'on ait pu rêver de concilier deux approches où science, foi et vision définissent une écriture sainte vouée au partage. Le moindre paradoxe n'est pas que le rabbi ait eu la responsabilité d'une illustration – somptueuse, l'image, crue, brutale, sans fard mais toujours splendide, donnant en 324 miniatures sa propre leçon du texte – dont il ne pouvait approuver le projet.

Un document exceptionnel d'une philosophie sans âge.

Ph.-J. C.

Livraisons

■ MONDRIAN AUX USA, de Virginia Pitts Rembert

Un livre grand format, abondamment illustré, édité à l'économie, où le bleu vire au gris, où le rouge et le jaune ont des tonalités d'automne. Pour Mondrian c'est embêtant. Pour ses disciples proches et lointains, fidèles ou passagers, aussi. C'est l'étude de cet héritage chez Harry Holtzman, Fritz Glarner, Ilya Bolotowsky, Leon Polk Smith, Burgoyne Diller ou Carmion Von Wiegand, qui fait l'intérêt du livre. Où on en apprend plus sur les problématiques formelles de l'art américain – de l'obsession de la bidimensionnalité de l'espace peint aux débats autour de l'apparition de l'all over –, que sur l'idéologie du néoplasticisme, dont on ne sait pas au fond si Mondrian l'a oubliée en vivant les dernières années de sa vie, de 1940 à 1944, dans « la Métropole » (New York, évidemment !). (éd. Parkstone press, 352 p., 76 €).

G. B.

■ DE PUVIS DE CHAVANNES À MATISSE ET PICASSO : VERS L'ART MODERNE, sous la direction de Serge Lemoine

L'idée est bonne : replacer Puvis de Chavannes dans l'histoire de l'art de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Serge Lemoine en a fait une exposition au Palazzo Grassi à Venise – jusqu'au 16 juin. Le catalogue étoffe la démonstration grâce à des études générales et monographiques ; elles ne sont pas toutes également convaincantes et l'on peut juger trop faible la place consentie aux artistes autres que français de la période. Eux aussi – Munch, Hodler – ont regardé Puvis et ce qu'ils en ont déduit n'est pas moins intéressant que ce qu'en ont compris Denis ou Henri Martin. Mais les expositions et les livres à thème audacieuse sont trop rares pour que l'on se prive du plaisir d'affronter cette généalogie décalée de la modernité (Flammarion, 576 p., 550 ill., 80 €).

Ph. D.

■ L'ISLAM ET L'ART MUSULMAN, d'Alexandre Papadopoulo

Qu'est-ce qu'un art musulman ? Dès les premières pages de ce très gros volume qui vient d'être réédité, l'auteur, Alexandre Papadopoulo, mort en 1996, tente de lever une ambiguïté. En dépit de la diversité des populations qui ont embrassé l'islam, il existe bien une esthétique propre à cette religion. On la retrouve aussi bien à Cordoue qu'à Samarcande. Et cette originalité ne vient pas de la singularité de tel ou tel artiste, ou d'une influence locale, elle serait liée « à l'ensemble de la conception du monde et de l'art au sein de la communauté musulmane ». Alexandre Papadopoulo souligne néanmoins que la « religion personnelle de l'artiste ne détermine pas nécessairement l'esthétique de l'œuvre ». L'esthétique musulmane, dont la tradition s'interrompt vers le XVII^e siècle, nous dit l'auteur, ne serait alors qu'une variation infinie et toujours reprise « des rapports définis et stables avec les prescriptions de la théologie et avec l'ensemble de la philosophie et de la vision musulmane du monde » (Citadelles et Mazenod, 612 p., 159 €).

E. de R.

■ LA MAIN & L'ESPRIT, artistes et écrivains du XVIII^e siècle à nos jours : destins croisés, de Pierre Cabanne

Du siècle des Lumières au XX^e siècle, écrivains et peintres se sont rencontrés, admirés, combattus parfois. Pierre Cabanne fait revivre, de manière très personnelle, ces parcours croisés, de Chateaubriand et Diderot à Sollers et Bonnefoy, en passant par Baudelaire, Aragon, Beckett et tant d'autres, en dialogue avec Greuze, Delacroix, Bacon, Giacometti, Matisse, Picasso... Mais « l'engagement passionné » serait-il « passé de mode », se demande-t-il finalement (éd. de l'Amateur, « regards sur l'art », 190 p., 22 €) ?

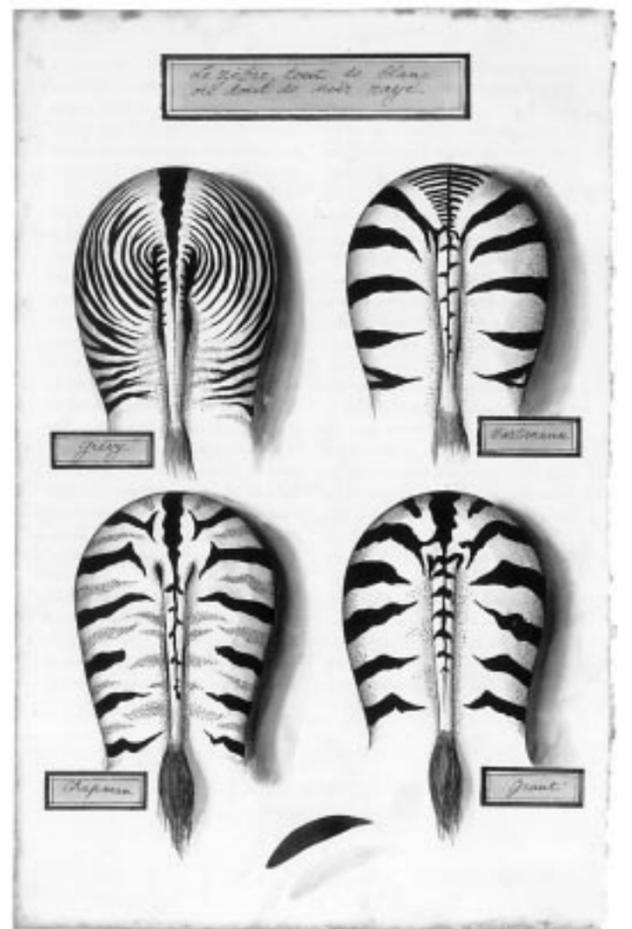
■ MES ANNÉES PICASSO, de Georges Tabaraud

Les souvenirs admiratifs et généreux, drôles et émouvants, d'un journaliste, qui, en 1946, rencontra Picasso sur la plage de Golfe-Juan, pour le journal communiste qui l'employait, *Le Patriote*. Un moment qui aurait dû être éphémère et qui se transforma en amitié de toute une vie (Plon, 232 p., 19 €).

■ VISITES D'ATELIERS, de Frédéric Gaussen

Douze manières de chercher l'intimité d'un artiste, dans le lieu de sa création, de Rembrandt à Giacometti. Une partie de ce livre a été publiée pendant l'été 2001 dans *Le Monde* (éd. Adam Biro, 128 p., 21,34 €). Jo. S.

■ FOI D'ANIMAL ! DE LA PUCE À L'ÉLÉPHANT, de Catherine Vincent



La puce, cette coquine, préféra pendant des siècles se nourrir du sang des jeunes femmes. L'éléphant, faux balourd, nage avec aisance parce qu'il a des racines amphibies. La girafe risque l'évanouissement quand elle se penche, à cause de la distance qui sépare son cœur de son cerveau. Le flamant rose a un bec à l'envers, le microcèbe un nez des plus olfactifs, le ver de terre est dénué de poumons, l'oursin de roche n'a ni yeux ni oreilles. Le bernard-l'hermite risque la noyade s'il passe plusieurs minutes sous les flots, le requin-pèlerin flotte en eaux superficielles grâce à une foie géant gorgé d'huile. Le collembole est un insecte sauteur et l'ornithorynque un mammifère ovipare. Les 57 portraits qui composent le bestiaire de Catherine Vincent (publiés dans *Le Monde* entre mai 1999 et début 2001) sont étayés par les fables d'Esopo, les travaux des grands naturalistes (Buffon, Lamarck, Fabre) autant que par les plus récentes découvertes scientifiques de Konrad Lorenz, Stephen Jay Gould, Alain Prochiantz... Et somptueusement illustrés par Michel Lablais, qui évoque avec un grain de fantaisie les curieuses créatures du fameux *Cabinet des curiosités naturelles* d'Albertus Seba (1734-1765). (Seuil, 256 p., 38 €).

J-L. D.

LE CODE NOIR
ou le calvaire de Canaan
(éd. puf)
présenté par
Louis SALA-MOLINS

Mercredi 22 mai
à 18 H à
LA LIBRAIRIE DES
puf

49, Bld St Michel
PARIS 5^e-tel 01 44 41 81 20

Raphaël en clair-obscur

Alternant banalités et analyses subtiles, la monographie de Pierluigi De Vecchi laisse le lecteur frustré

RAPHAËL,
de Pierluigi De Vecchi,
traduit de l'italien par Odile
Menegeaux et Paul Alexandre,
éd. Citadelles & Mazenod,
384 p., 300 ill., 139 €.

Dans les premières lignes de son avant-propos, Pierluigi De Vecchi s'inquiète de la pertinence des genres biographique et monographique. Il se soucie du danger de « donner une vision déformée – et de toute façon partielle – d'un entrelacs d'éléments extrêmement complexes ». Juste tourment. Mais il dure peu : au deuxième paragraphe, il est écrit que « tout point de vue demeure inévitablement partiel », et, fort de ce truisme qui ne règle rien, l'auteur s'engage dans l'apologie de son héros, de ce « génie ». Suit une monographie de l'espèce la plus classique, dont il ne faut attendre ni interrogations sur les procédés de l'historien ni audaces de méthode.

De chapitre en chapitre, selon l'ordre de la chronologie, le livre décrit les étapes de la formation et de la carrière de l'artiste. Les éléments strictement biographiques et psychologiques tiennent très peu de place, l'essentiel étant consacré à l'analyse de l'évolution stylistique de Raphaël, avec ce qu'il faut impérativement de généalogie, de contexte et de comparaisons artistiques. Les œuvres sont examinées avec une attention soutenue et leur genèse, autant que faire se peut, recomposée dans ses détails. C'est là la meilleure partie de l'ouvrage et la seule dans laquelle l'auteur semble prendre véritablement plaisir : quand il observe Raphaël au travail et, particulièrement, quand il analyse ses dessins. Au centre du livre, sous le titre « La genèse de l'image », en une dizaine de pages, il examine les études préparatoires à *La Dispute du Saint Sacrement*, de ce qu'il tient pour la « première idée » de Raphaël

jusqu'aux études à la plume pour les groupes, les postures, les gestes. Plus encore que la minutie de la méthode raphaëlesque, qui ne laisse au peintre, à l'heure de l'exécution, qu'une faible possibilité de correction et de modification, la variété des manières de dessiner intrigue.

Pour la mise en place des mas-

ses et le schéma directeur de la composition, Raphaël emploie le nu – naturellement – et un trait à la plume, parfois à partir d'indications à la pointe de métal. Les volumes et les ombres sont, dans ce cas, indiqués par des quadrillages de hachures, à la façon d'un graveur. Mais d'autres études, datant des mêmes journées ou

des mêmes semaines, sont à la pierre noire avec rehauts de blancs. Les contours sont aussi flous qu'ils étaient nets précédemment, comme si le travail se séparait en deux étapes : la construction des figures d'abord, leur mise en mouvement ensuite. De Vecchi introduit à ce propos une comparaison convaincante avec le dessin de Léonard de Vinci pour conclure que « la pratique même du dessin devient ainsi une incitation à l'invention. Une nouvelle idée semble germer de la précédente (...) en un jeu continu d'associations formelles et de rapports thématiques ».

Si tout le livre était de cette qualité, il serait assuré de faire date dans l'abondante bibliographie raphaëlesque. Tel n'est pas le cas. Si, par la suite, l'auteur revient sur les dessins et la genèse des fresques avec toujours autant d'acuité, d'autres questions sont traitées plus vite – trop vite quelquefois. Pourquoi l'ensemble des Loges ne fait-il l'objet d'une étude rapide et de quelques rares reproductions, qui ne donnent qu'une idée très sommaire du travail ? Pourquoi les photographies des plus grandes fresques excluent-elles systématiquement tout élément d'encadrement, qu'il soit architectural ou pictural ? Pourquoi le livre, si luxueux, si cher, ne comprend-il ni plans ni élévations pour donner au lecteur les moyens de comprendre comment la peinture et les couleurs prennent possession de l'espace ? Les portraits ne méritaient-ils pas une étude plus appuyée, plutôt qu'un inventaire ? Il y a trois livres en somme, dans ce gros volume : un recueil de planches splendides mais incomplètes et cadrées de manière parfois discutable, un très bon essai sur Raphaël dessinateur, que l'on aurait aimé plus long, et les éléments d'une monographie un peu trop convenue pour captiver.

Philippe Dagen



Étude pour « La Dispute du saint sacrement »

L'homme de l'art

Par le texte et l'image, cet ouvrage dirigé par Jacques Sojcher interroge les origines et les horizons de l'humanité

L'HUMANITÉ DE L'HOMME
Sous la direction
de Jacques Sojcher.
Ed. Cercle d'art, 190 p., 38 €

Dix-neuf auteurs, écrivains, artistes, philosophes, scientifiques ou théologiens ont tenté de répondre, à l'invitation de Jacques Sojcher, à la question de l'humanité de l'homme. Se penchant trop sur lui-même, celui-ci risque toujours de se perdre – d'où l'utilité du recours à des esprits éclairés, qui le retiendront de succomber au vertige, ou lui donneront un sens.

Sous forme d'entretien ou de texte, Elisabeth de Fontenay, Antoine Vergotte, Roger-Pol Droit, André Delvaux, Danièle Sallenave, Philippe Sollers, Yves Bonnefoy, Luc Ferry, Edgar Morin, Jacqueline de Romilly... apportent leur contribution à cette interrogation centrale qui, sous des formes diverses, hante et angoisse l'esprit moderne : quand et selon quelles valeurs l'homme fut-il inventé ? A quelles fins son humanité (c'est-à-dire sa supériorité) lui fut-elle accordée ? Le Prix Nobel de chimie Ilya Prigogine réfléchit, en ouverture du volume,

sur les rapports de la science et de l'art, en prenant l'exemple de la hache dans la civilisation olmèque qui tout en restant un objet fonctionnel devient œuvre d'art.

Ce glissement vers l'art, qui peut être compris comme une assumption de l'humanité, constitue d'ailleurs l'un des fils de cet ouvrage. Le choix très judicieux et joyeux de reproductions d'œuvres d'art et de représentations accompagne la réflexion, la complète et l'amplifie. Ainsi n'y a-t-il pas autant d'humanité dans un citron de Manet ou dans la *Sainte-Victoire* de Cézanne que dans la fresque de Masaccio montrant le drame d'Adam et Eve chassés du Paradis. Et le *Mannequin métaphysique* de Chirico ne semble-t-il pas accablé par la puissance du *Dieu Créateur* de la Sixtine peint par Michel-Ange ?

En conclusion, Ilya Prigogine pose à nouveau la question de l'art : « Dans l'art, comme dans la nature, se réalisent à la fois des règles et des événements imprévus, des bifurcations qui orientent le futur toujours incertain. » « Bifurcations » que ce livre nous invite à visiter.

P. K.

Bayeux fil à fil

LA TAPISSERIE DE BAYEUX
de Lucien Musset.
Ed. Zoédiaque, « La Voie lactée »,
272 p., 48 €.

Jeune quinquagénaire, la maison d'édition Zoédiaque n'a jamais cessé de célébrer le patrimoine roman. Et ce printemps plus que jamais, puisque, à l'heure de dévoiler ses nouvelles orientations, elle propose d'accessibles guides culturels – *Promenades en Languedoc roman*, en *Périgord roman* et en *Provence romane* (chaque volume 128 p., 15,9 €) – et offre deux nouveaux jalons de sa collection « Voie lactée ». Outre l'heureuse synthèse sur *Sénanque*, que signent Hélène Morin Sauvade et Carsten Fleischhauer, avec le concours du photographe Claude Sauvageot (224 p., 46 €), et qui sait remettre en perspective la mission de l'abbaye cistercienne, avant d'étudier l'édifice le plus abouti de l'ordre de Cîteaux, repaît la remarquable présentation que Lucien Musset fit en 1989 de la « tapisserie » de Bayeux.

Ce « monument inépuisable », au regard de l'historien, est ici débarassé de son aura légendaire, attribué sans fondement à la reine Mathilde, épouse de Guillaume le Conquérant, héros de cette épopée figurée. Commentant avec une érudition sûre qui sait rester limpide le style, l'esprit, les inscriptions et les personnages, comme tous les éléments, naturels ou manufacturés, brodés sur la longue bande de toile de lin, Musset se livre au périlleux commentaire de l'intégralité du document, sans masquer les énigmes et les obscurités, précis et précieux comme une leçon de rigueur au service d'un récit mythique. Une version actualisée à ne pas manquer.

Ph.-J. C.

Anthologie visuelle

Plus de cent titres référencés dans ce livre des livres de la photographie

THE BOOK OF 101 BOOKS
sous la direction
d'Andrew Roth
(texte anglais [Etats-Unis]),
PPP Editions, 306 p., 131 €.

Pour les amoureux de la photographie, voilà un livre indispensable, à la fois outil de travail, anthologie visuelle, album superbe à contempler. Le projet est inédit : sélectionner, montrer et décrire les 101 meilleurs livres de photographes, depuis *The North American Indian*, d'Edward Curtis, en 1907, jusqu'à *La Chapelle Land*, de David LaChapelle, en 1996. Disons que le choix est assez incertain à partir des années 1990, ce que prouve l'énoncé du dernier livre retenu. Peu importe. *The Book of 101 Books* déborde de merveilles.

Meilleurs livres ne veut pas dire obligatoirement meilleurs photographes. La maquette, le format, la typographie, la date de publication, les textes qui accompagnent les images, la qualité d'impression, le contexte de publication, notamment la société contemporaine de l'ouvrage, tous ces ingrédients entrent en ligne de compte. Cette anthologie rappelle aussi des évidences que le marché de la photo et la mode des expositions ont tendance à plonger dans l'ombre : la photographie se regarde autant sinon plus sur les réseaux qu'au mur, et certains travaux prennent leur sens, non pas quand ils sont présentés en images isolées, mais dans une série cohérente, parfois avec des mots.

Dans cette logique, Andrew Roth, qui a piloté l'ouvrage, a mis en avant non pas des albums d'images, mais des objets singuliers, dont beaucoup marquent

une date dans l'histoire de la photographie. Chaque ouvrage retenu est présenté par sa couverture, parfois la tranche ou le dos, et puis une série d'images dans leur mise en page, par doubles pages. Les reproductions, en quadrichromie, sont d'une qualité irréprochable. Parmi une multitude de chefs-d'œuvre, citons *Malerei Fotografie Film* (1925), de Moholy-Nagy, *Antlitz der Zeit* (1929), de Sander, *Paris* (1931), de Moï Ver, *Paris de nuit* (1933), de Brassai, *Facile* (1935), de Man Ray et Eluard, *The English at Home* (1936), de Brandt, *American Photographs* (1938), de Walker Evans, *An American Exodus* (1939), de Lange et Schuster Taylor, *Naked City* (1945), de Weegee, *Slightly Out of Focus* (1947), de Capa, *The Decisive Moment* (1952), de Cartier-Bresson, *Life is Good for You & Good for You in New York* (1956), de William Klein, *Observations* (1959), d'Avedon et Capote, *The Americans* (1959), de Robert Frank, *A Way of Seeing* (1965), de Levitt, *Every Building on the Sunset Trip* (1966), de Ruscha, et puis encore les meilleurs ouvrages des Becher, Lartigue, Friedlander, Araki, Model, Clark, Arbus, Robert Adams, Meatyard, le *Guide* (1976) d'Eggleston, Peress, Nan Goldin...

The Book of 101 Books est un livre américain, avec des textes en anglais. On peut se le procurer dans les librairies spécialisées, comme La Chambre claire, à Paris, ou sur Internet (à un prix souvent avantageux). Comme tous ces chefs-d'œuvre sont introuvables, ou alors à des prix exorbitants, cette compilation permet de les resituer, à défaut de les approcher.

Michel Guerrin

L'autre face d'Athos

LE MONT ATHOS
de Jacques Lacarrière
et Carlos Freire.
Imprimerie nationale,
156 p., 45 €.

On ne peut rêver meilleur guide pour le mont Athos que Jacques Lacarrière, même si celui-ci n'est pas retourné là-bas depuis 1953 – mais cinquante années sont bien peu de chose au regard de l'éternité qui justifie l'existence d'un tel espace, à la fois géographique et spirituel. On se souvient de son livre, *L'Été grec*, publié dans la collection « Terre humaine » en 1976 et largement consacré à la Sainte Montagne. Si l'on est femme, il faudra d'ailleurs se contenter des livres et du rêve – et aussi des belles photographies de Carlos Freire, qui font l'autre intérêt de cet album –, puisque ce haut lieu de l'orthodoxie, dédiée à la Vierge et placé sous sa protection, est, aujourd'hui encore, inaccessible à cette moitié de l'humanité...

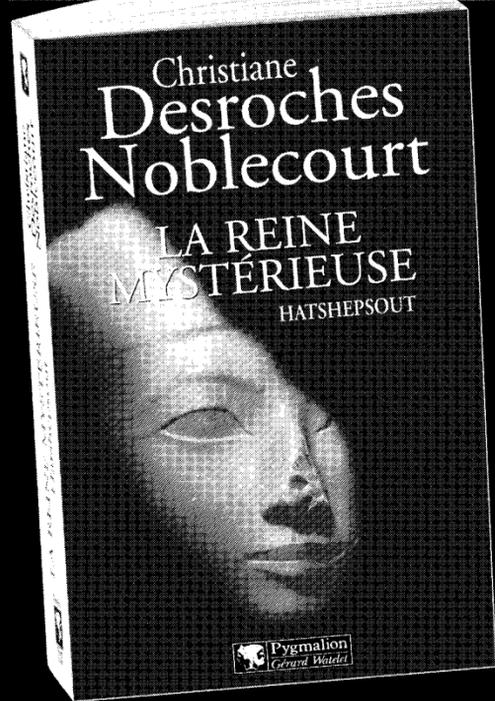
Athos montre et cache. C'est pourquoi l'objectif du visiteur ne peut saisir qu'une part, la plus visible, de cette réalité. Il est clair que le motif et la raison véritables de la présence plus que millénaire des moines à Athos appartiennent à l'ordre de l'insaisissable. Mais cela ne signifie nullement que la part visible soit à négliger. La silhouette noire des moines barbus, leurs regards souvent ironiques (comme heureux de l'étonnement qu'ils suscitent), la beauté de ces lieux, où la nature semble avoir préparé le terrain pour l'implantation de cette vingtaine de monastères, et tout l'art qui s'y est déployé, témoignent avec un éclat extraordinaire de cet envers du décor, de ce dedans sans lequel le faste n'aurait qu'une valeur parfaitement subalterne.

P. K.

Christiane
Desroches
Noblecourt
lève le voile :
Passionnant et définitif !



Ph. Irmeli Jung



« Un livre admirable » MADAME FIGARO
« Raconté tambour battant » L'EXPRESS
« D'une rigueur irréprochable » LE POINT

15,4 x 24 cm. 504 pages. 294 ill. noir et 54 ill. couleurs.

PYGMALION / GERARD WATELET

Ignace au divan

Peut-on psychanalyser son père, fût-il spirituel ?
Le jésuite William Meissner répond par l'affirmative

IGNACE DE LOYOLA
La psychologie d'un saint
William W. Meissner.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par E. Boné,
éd. Lessius, 548 p., 34,90 €.

Parvienne audace ne pouvait venir que d'un jésuite, un vrai : psychanalyste son saint fondateur ! William W. Meissner est docteur en médecine, psychanalyste, professeur à l'université de Boston. Et en outre, donc, il est jésuite. D'où cette idée qu'il a eue d'appliquer ses théories et recherches à saint Ignace de Loyola, l'initiateur de la Compagnie de Jésus. D'où, en écho, la question qui surgit chez le lecteur : peut-on psychanalyser son père, fût-il spirituel ?

Disons tout de suite que la tentative est réussie. Bien sûr, l'auteur dispose d'une matière première incomparable : l'importante littérature autobiographique laissée par Inigo Lopez de Loyola, noble espagnol né sans doute à Azpeitia en 1491 et mort à Rome en 1556, canonisé en 1622, pour avoir été l'un des mystiques les plus importants de son époque et avoir fondé l'un des ordres religieux les plus étranges de la chrétienté. Les *Exercices spirituels* ne restent-ils pas, cinq cents ans après avoir été consignés par Ignace, le cheminement le plus sûr pour accéder, aujourd'hui encore, à la vie spirituelle ? On est curieux d'apprendre quels ressorts psychologiques inconscients ont contribué à former pareille personnalité.

L'auteur nous fait relire, dans une succession chronologique bienvenue, les récits du saint : la mort précoce de sa mère, l'enfance et la jeunesse aux rêveries courtoises ou chevaleresques, les engagements militaires, la fameuse blessure au siège de Pampe-

lune, la conversion, la vie quasi érémitique de Manrèse, le voyage en Italie et à Jérusalem, les années d'études en Espagne puis à Paris, la fondation de la Compagnie, puis son établissement à Rome après sa reconnaissance officielle par le pape Paul III...

Meissner ne craint pas les hypothèses les moins flatteuses : ce bel hidalgo est un narcissique mû par une libido puissante. Besoin de séduire, de conquérir les femmes ou les villes : la fierté espagnole s'est comme incarnée chez le courtisan et le guerrier. Là où l'étude prend sa valeur, c'est lorsque l'auteur décrit ce qu'il appelle la « *transvaluation* » de ces pulsions primitives. Mû par une volonté ascétique extraordinaire (qui, nous est-il dit au passage, frise la pathologie), cette volonté de *agere contra* (« agir contre »), si déterminante dans la spiritualité ignatienne, le futur saint se livre à un combat titanesque contre lui-même.

Tout se joue dans ce combat : depuis son attitude à l'égard des femmes, toujours empreinte de séduction et de retenue, jusqu'à la fameuse obéissance tant exigée par le « préposé général » que fut Ignace, en passant par ces fameuses larmes qui sans cesse baignaient les yeux du saint et qui pourraient bien, nous dit Meissner, être « une sorte de libération projective ou de purification des profonds conflits intimes et des tendances agressives qu'il s'efforce si héroïquement de contenir et de réduire ». Bref, voici un ouvrage qui, à travers le cas d'Ignace, nous montre avec érudition et pédagogie les liens structurels, nécessaires, conflictuels mais décisifs que nouent l'inconscient et la conscience pour que la vie spirituelle soit possible, et même pour qu'elle triomphe chez l'être humain.

Benoît Lobet

Hauteur mystique

Morte en 1980, Marie de la Trinité a laissé de son expérience un témoignage exceptionnel

LE PETIT LIVRE DES GRÂCES
de Marie de la Trinité.
Préface de Sœur
Christiane Sanson,
éd. Arfuyen, 126 p., 14 €.

Certes, il faut être prudent... Pourtant, à découvrir le nom de cette religieuse française morte le 21 novembre 1980, et surtout à lire ce choix de ses carnets, on est pris d'une certitude : il s'agit incontestablement du très haut et substantiel témoignage d'une expérience mystique exceptionnelle. Conviction s'appuyant d'ailleurs sur l'autorité du grand théologien catholique, Hans Urs von Balthasar qui traduisit lui-même en allemand des pages de Marie de la Trinité et souligna, quelques jours avant sa mort en juin 1988, « l'im-

portance capitale du message » de la religieuse.

Née en 1903 à Lyon, Paule de Mulatier, conseillée par un prêtre, entre en 1930 dans une congrégation active, les dominicaines missionnaires des campagnes, et non au Carmel comme elle le désirait. Dans la nuit du 11 au 12 août 1929, elle reçoit sa première grâce, qu'elle décrira dans des carnets secrets seulement en 1937. En 1940 et 1941, elle connaît quatre autres grâces ; elle en fait le prudent récit dans ces mêmes agendas, dont elle interrompt la rédaction en 1944. Confiant la retranscription de ces 3 000 pages à sa sœur, elle dira que cet ensemble lui semble « aussi important, sinon peut-être plus, que les écrits de saint Jean de la Croix, saintes Thérèse d'Avila et de Lisieux, Elisabeth de la Trinité, etc. ». Jugement stupéfiant, et qui serait simplement ridicule si l'on devait le lire comme la marque d'une quelconque forfanterie. Épuisée par ses responsabilités, elle traverse un grave épisode psychiatrique au tournant des années 1940-1950. Après une psychanalyse, encouragée par le cardinal Feltin, elle devient elle-même psychothérapeute et exerce à l'hôpital Vaugirard. Elle obtient de passer les dix dernières années de sa vie dans la solitude, avant de mourir d'un cancer.

Il ne faut pas s'attendre à lire ici un texte littéraire spectaculaire, un poème enflammé ou baroque. L'expression de Marie de la Trinité est économe, presque sèche, le recours aux métaphores circonspect. Une méfiance comme absolue règne à l'égard des emportements extatiques. Eloignés du style flamboyant de la Grande Thérèse comme de l'écriture acidulée de la Petite, nous sommes au cœur d'une stricte doctrine mystique offrant, avec discernement, des vues audacieuses, une connaissance vécue, sur le Verbe incarné, le sacerdoce du Christ ou le mystère trinitaire. Toute la beauté et l'extraordinaire densité de ces pages viennent de là.

Patrick Kéchichian

Châtiment lorsqu'elle est infligée, la flagellation volontaire se fait commémoration de la Passion, puis discipline intime où l'humiliation prépare la rédemption. Etude d'une pratique où l'esprit dompte le corps

LA CHAIR DE LA PASSION
Une histoire de foi :
la flagellation
de Patrick Vandermeersch.
Cerf, « Passages », 288 p., 30 €.

Il est parfois difficile d'échapper à certaines lectures historiques et de se déprendre des réputations teneuses, à force d'insistance, pour justifiées. Par sa préciosité et sa sensibilité ostentatoire, comme par les mœurs présumées que lui reproche la Ligue, la figure du Valois Henri III déplaît à Michelet. Et tout est bon pour la noircir. Jusqu'à l'anachronisme. « *Lyon, trop sérieux, l'ennuyait. [Le roi] se fit, au cours du Rhône, reporter vers le Midi, terre papale en Avignon, terre classique des processions, où il fut régala à grand spectacle de courses de flagellants. Ces comédies indécentes, propres à stimuler la chair bien plus qu'à la réprimer, étaient, pour la belle jeunesse qui suivait partout Henri III, une luxurieuse exhibition de sensualités réelles et de fausses pénitences.* »

S'il est plaisant de voir l'ancienne capitale de la Chrétienté incarner un dévoiement qu'elle condamne, on ne peut guère suivre l'historien dans la confusion qu'il entérine entre, d'une part, une pratique de foi collective, favorisée par le recul de la croyance eschatologique en une parousie imminente et la promotion d'une dévotion du calvaire et de la Passion christique, et, d'autre part, la discipline privée que s'impose le corps individuel, guidé par la volonté d'un Dieu dont un directeur de conscience traduit l'intention tacite. Le masochisme qui accompagne l'émergence d'un sujet unique, par la conscience de son péché propre et la culpabilité qui s'ensuit, est l'un des fruits de la Réforme catholique, qui gagne peu à peu une part des esprits au cours du XVII^e siècle, bouleversant cette sphère du privé dont Philippe Ariès se fit l'un des cartographes pionniers et dont Michel Foucault se promettait de pousser plus



Détail de « La flagellation » gravure sur cuivre de Dürer (1512)

avant l'étude dans un volume de son *Histoire de la sexualité* que sa disparition l'empêcha de mener à bien. Sans doute ces *Aveux de la chair* auraient-ils été, comme *La Chair de la passion* de Patrick Vandermeersch, plus un livre d'histoire qu'un « livre d'historien ». Mais la mise en garde préliminaire que l'auteur, philosophe, théologien et psychanalyste, s'empresse de formuler tient du scrupule plus que de la revendication, tant l'Histoire a désormais cessé d'être hermétique aux disciplines périphériques.

D'autant que si l'on excepte les premières pages de cet essai suggestif, où se lisent la motivation personnelle de l'auteur, le choc décisif qu'il ressentit un Jeudi saint devant la procession rituelle des *picaos* du village espagnol de San Vicente de la Sonsierra, où le temps semblait arrêté, vestige d'un « catholicisme d'un autre âge », ou les liens familiaux qui l'unissent à ce sujet négligé mais qui marqua profondément les terres flamandes dont il est issu, le corps de l'enquête est presque classique, pas plus orienté vers une optique anthropolo-

Nature divine

LETTRÉ A FRANÇOIS D'ASSISE
sur la fraternité cosmique
d'Hélène et Jean Bastaire.
Ed. Parole et Silence
(60, rue de Rome, 75008 Paris)
140 p., 10,52 €.

L'écologie est une idée que l'on s'applique généralement à cantonner à la sphère économique et politique. La défense de l'environnement n'a d'autre finalité que l'usage et le confort de l'homme. Jean Bastaire – qui a choisi d'associer le nom de son épouse défunte à la signature de certains de ses livres – élève au contraire cette même idée à une dimension cosmique et ontologique. La foi chrétienne vigoureuse de ce grand lecteur de Péguy et de Claudel est enrichie d'une parfaite connaissance de la théologie et du patrimoine spirituel – ce qui donne à l'élévation en question toute sa pertinence. Jean Bastaire accorde à cette méditation, écrite dans une langue irréprochable et soulevée par une amoureuse conviction, une importance extrême.

Mais quel est cet amour ? Celui-là même qui a donné souffle et inspiration à saint François d'Assise pour composer le *Cantique des créatures*, poème à la louange de Dieu et de sa Création. Or la vérité de ce texte, explique Bastaire, a été mise à mal depuis saint Bonaventure. Le Poverello ne louait pas Dieu bucoliquement pour le soleil, le vent, l'eau... comme la plupart des traductions le laissent croire, mais par le soleil, par le vent, etc. Ainsi, saint François proclame-t-il une solidarité de toute la création sous le regard du Père. Soulevé par sa propre passion, l'auteur nous invite à partager le sens radicalement fidèle et neuf de cette « *attestation passionnée de fraternité* ».

P. K.

★ Signalons aussi, des mêmes auteurs, *Chiens du Seigneur. Histoire chrétienne du Chien* (Cerf, 212 p., 15 €).

Notre père quotidien

Quatre historiens redonnent toute sa place à une figure centrale de l'histoire religieuse occidentale : le curé de paroisse

HISTOIRE DES CURÉS
de Michel Lagrée,
Nicole Lemaître, Luc Perrin
et Catherine Vincent.
Fayard, 528 p., 23 €.

Le curé de paroisse a été l'une des figures majeures de notre histoire occidentale. Il a accompagné notre vie quotidienne au long des siècles, du berceau à la tombe. Pouvaient-ils continuer à laisser dans l'ombre ce personnage à la fois discret et central ? Une grande lacune le concernant est désormais comblée par un beau livre, sobre comme le sujet qu'il traite, mais riche de faits, de remises en situation et de réflexions pertinentes. Deux historiennes et deux historiens, travaillant dans une équipe bien soudée par Nicole Lemaître, nous donnent sur ce grand sujet injustement négligé un livre toujours clair, vivant, chaleureux et serein.

Les auteurs ont courageusement affronté deux défis : celui d'un large espace, la chrétienté latine d'Europe, et celui du temps, depuis l'empire romain finissant jusqu'à aujourd'hui. Ces vastes ouvertures permettent, par exemple, de rapprocher la politique concordataire de Bonaparte des ordonnances religieuses de Joseph II et de révéler que l'Irlande n'est vraiment entrée dans la phase tridentine de son histoire religieuse qu'après la « grande famine » de 1846. Le substantif « curé » n'apparaît qu'au début du XIII^e siècle. Mais le lien entre « la cure d'âmes » et un espace déterminé, la paroisse, remonte à une période très antérieure.

Au XIII^e siècle le maillage territorial des paroisses de la chrétienté latine est déjà bien en place. La réforme grégorienne (XI^e siècle)

avait valorisé le desservant de la paroisse comme homme de prière et ministre des sacrements et lui avait imposé le célibat. Mais c'est le IV^e concile de Latran (1215) qui lui donna sa pleine identité. Il doit désormais veiller à la confession et à la communion pascales de ses ouailles, assurer une prédication hebdomadaire, faire observer le rythme des célébrations liturgiques. « Passeur » culturel entre les autorités et les populations, il doit connaître un peu de latin.

■ Jean Delumeau

Pivot du système de chrétienté, pasteur et notable, il publie les bans de mariages, valide les testaments, cite à comparaître les excommuniés.

Mais la crise religieuse du XV^e siècle puis l'émergence du protestantisme ébranlent le statut du curé. La Réforme issue de Luther maintient la paroisse comme territoire mais désacralise son pasteur. Le concile de Trente répond avec vigueur en accentuant au contraire cette sacralisation et en l'entourant de barrières protectrices. Formé dans un séminaire, le curé portera soutane et tonsure, sera un modèle pour les fidèles, résidera dans sa paroisse, y enseignera le catéchisme, participera à des recyclages périodiques appelés « conférences ecclésiastiques ».

Il fallut plus d'un siècle pour que ces consignes deviennent réalité sur le terrain. De sorte que c'est surtout au XVIII^e siècle que se situe l'apogée du curé tridentin ; et c'est le XIX^e qui a fourni le modèle du « bon prêtre » dont le curé d'Ars fut la figure emblématique. Pourtant, l'excès de cléricatisation avait provoqué, dès la Révolution française, un anticléricalisme avec lequel il fal-

gique que vers une lecture psychanalytique. Ce qui n'est en rien un défaut, ni même une limite.

Abordant un à un les points qui permettent de ne pas brouiller le sujet, Vandermeersch distingue la flagellation infligée par d'autres, châtiment attesté dès l'Antiquité, tant par le fouet que par la corde – comment ne pas évoquer d'abord le supplice enduré par le Christ, dont le dolorisme de l'automne médiéval assura la promotion artistique ? –, et la discipline que l'on se donne soi-même ; comme il se garde de confondre la publicité et la simultanéité d'une première pratique avec la confidentialité, et le narcissisme souterrain, d'une autre plus récente. Dans le premier cas, celui de l'autoflagellation en groupe, ritualisée – en général trois fois par jour –, et souvent accompagnée du chant d'hymnes à la Vierge, les flagellants forment un seul corps, image éphémère de l'Eglise du Christ qui souffre et saigne à l'imitation du Seigneur, dont le sang a garanti le rachat de la faute et imposé une nouvelle thématique, dont le mythe du Graal salvateur propose un autre miroir. Dans le second, le scénario est plus subtil, puisque de la dévalorisation qui le sanctionne le pécheur puise la certitude d'une rédemption. Reste alors à reconnaître la place troublante de l'excitation physique, érotisation qui dénonce la nature corporelle de l'être et scelle l'abandon de la volonté propre face à celle de l'Autre. Confession et culpabilité ont alors partie liée, et le corps devient le lieu idéal d'une expiation nécessaire.

Si la flagellation vise à dompter le corps rebelle à l'esprit, on ne peut masquer la part d'humiliation du scénario. Sans doute est-ce pour cela que les contemporains d'Henri III répugnaient à voir le souverain exposer ainsi son autorité. Au risque de perdre de vue ce que ce mouvement laïc avait d'altruiste, avant que les préceptes de la Contre-réforme n'en transforment l'image.

Philippe-Jean Catinchi

GAÏTO
GAZDANOV

**LE RETOUR
DU BOUDDHA**

« L'exil : la pierre d'angle d'une œuvre étonnante à travers laquelle Gazdanov n'a cessé d'explorer l'essence de l'être humain. »

Alexie Lorca

Lire

ÉDITIONS
Viviane Hamy

Ce qu'on peut faire dire à la technique

Interrogeant technophobie et technophilie, Lucien Sfez s'attache à analyser comment se sont constitués à la fois le discours technologique et son utopie

TECHNIQUE ET IDÉOLOGIE

Un enjeu de pouvoir de Lucien Sfez. Seuil, 324 p., 23 €.

La technique, autant que la parole, constitue le monde en ce qu'il a de proprement humain. Dans la philosophie grecque, elle donne à l'homme les moyens d'être créateur par lui-même, d'exploiter le possible du monde et d'effectuer ce que la nature est dans l'impossibilité d'accomplir. Mais elle est tenue en son domaine, elle reste l'instrument du pouvoir-faire, elle est soumise à la production du sens et à la capacité d'instituer. C'est aujourd'hui l'inverse, la technique est devenue omniprésente, elle fascine et inquiète par sa puissance continuellement accrue. L'emballage techniciste engendre les embarras du langage, les affrontements doctrinaux, les passions inverses et épisodiquement les doutes. De là, ces discours contraires qui envahissent les débats actuels : la technophilie opposée à la technophobie, le mouvement du progrès au déclin par inertie...

Lucien Sfez soumet à la question ces oppositions, comme le déplacement langagier qui situe en équivalence techniques et technologies, comme le mariage ambigu de la technique et de la politique. Il le fait sous l'éclairage d'une thèse

principale. Le discours technologique ne peut être réduit au « discours des choses elles-mêmes » – entendons par là ce que disent les instruments, les dispositifs techniques, les pratiques –, il appartient à l'ordre de la « fiction ». Et dans la mesure où technique et politique sont « toutes deux habitées par la fiction », elles sont associables. Mais la fiction ainsi évoquée ne relève pas de la simple illusion, elle agit en tant que moteur et d'autant plus qu'elle peut se présenter sous la forme de l'utopie en voie de réalisation. Comment définir la fiction qui se manifeste à travers les « techno-discours » et les nouveaux fétiches techniques ? Comment identifier sa fonction et mesurer son pouvoir d'« insémination » par le foisonnement des images ?

C'est à cette double tâche que Lucien Sfez s'attache dans un parcours d'analyse critique, de démonstration, au tracé complexe où se retrouvent nombre des apports théoriques antérieurs. Ceux qu'il a constitués en proposant une « critique de la décision », en explorant la « symbolique politique », en présentant une « critique de la communication », et surtout en se faisant l'analyste du « rêve bio-technologique ». Ce sont là les supports constamment rappelés par les références, ils servent d'appuis à une nouvelle attaque : celle

qui met à nu la technique en la révélant, au-delà du pouvoir-faire, comme une fiction que des relais mettent en œuvre. Les plus efficaces étant évidemment ceux « qui font le pont entre technique et politique », en accrochant fortement un domaine à l'autre.

Lucien Sfez considère en ouverture l'imaginaire dans son rapport à la technique, en fonction du travail que celui-ci accomplit « dans le mode de connaissance technique ». Il évoque ainsi les « personnages conceptuels » (formule empruntée à Deleuze) et les objets de référence (dont Internet qualifié de « plus grand référent ») qui peuplent cet imaginaire. Celui-ci est constitutif du techno-discours en tant que fiction, de ce qui le rend « imperméable » à la critique. Après le traitement théorique vient la démonstration concrète, c'est l'objet de la seconde partie du livre, consacrée aux « images du récit techno-politique ». A ce qui n'est pas un imaginaire technique spécifique mais plutôt une « imagerie ».

Deux catégories d'images sont identifiées, sans que la ligne de partage puisse être nettement tracée. Les unes sont dites « techno-sociales ». Elles sont exploitées par les acteurs qui contribuent à l'entretien du lien techno-social, aux rapports établis entre technique, société, et politique. Elles se manifestent

dans l'alliance de « une certaine vision prospective (voire utopique) issue du technicisme et d'une vision économique, pragmatique, du problème technique ». Elles alimentent la rhétorique dirigeante. Les autres images sont dites « techno-naturelles ». Ce sont celles qui font de l'univers technique un univers qui a, peut-on dire, la même puissance d'évidence que la nature elle-même. La publicité exaltant les objets techniques en banalise la certitude. Mais les biotechnologies, en technicisant la nature et l'homme lui-même, sont les principales pourvoyeuses de cette imagerie, cependant que l'écologie peut y contribuer indirectement par l'opposition d'une fiction – celle d'origine technologique – à une autre – celle d'une nature personnifiée affirmant ses droits.

Si la fiction imprègne les représentations et les pratiques nées des technologies, peut-elle être une « fiction instituante » de la société en son entier et du politique ? En conclusion, Lucien Sfez s'attache à montrer que rien n'est moins sûr. La technique a en vue une seule chose, une seule vérité : l'action efficace et sa vérification par les résultats. Elle additionne, mais elle ne lie pas, par manque d'une symbolique unifiante. Elle ne lie pas, mais assure le « service des puissances économiques dominantes ».

Georges Balandier

A la recherche du sens Le dieu de Heidegger

Pour répondre à la question du sens, Betty Rojtman élabore une philosophie de la rencontre

Dans un beau livre musical, Bernard Sichère éclaire la place du sacré dans la pensée du philosophe

UNE RENCONTRE IMPROBABLE

de Betty Rojtman. Gallimard, 224 p., 15 €.

C'est un soir de grisaille dans les rues de Paris. A un carrefour, vous ne savez plus dans quel sens aller. Vous arrêtez une personne pour lui demander votre route. Il se trouve qu'elle va dans la même direction que vous. Vous marchez donc en bavardant et, soudain, quelque chose, à l'improviste, survient. C'est agréable et, en même temps, inattendu. Cela pourrait s'arrêter là (rien de grave), tout comme cela pourrait durer (pourquoi pas). Lorsque vous arriverez à la station de métro où vos chemins se séparent, il vous faudra choisir : ne jamais vous revoir, ou bien échanger vos adresses ? Dans les deux cas, il y a un risque : le risque de regretter – ou celui d'être déçu. Lequel des deux est le pire ? A semblable question, il ne saurait y avoir, bien sûr, réponse définitive. Mais la question, elle, est une vraie question philosophique – et fort ancienne, qui plus est (rappelez-vous Dante perdu en sa forêt). C'est une question qui ne met pas seulement en jeu le sens de l'orientation, ni même celui de l'existence, mais qui concerne aussi le sens du sens. Autrement dit, le sens

tout court.

C'est donc à une méditation sur le trop (et, parfois, le trop peu) de signification de l'aventure humaine que nous convie Betty Rojtman dans ce livre qui (si l'on excepte un travail initial sur le théâtre de Beckett) constitue son quatrième essai – et le plus accompli jusqu'ici. Qu'on n'y cherche pas, sous prétexte que l'auteur est universitaire, de lourdes dissertations linguistico-sémantiques. Par caractère, Betty Rojtman serait plutôt portée à la rêverie, aux (fausses ?) confidences, à l'introspection. Elle a choisi un chemin solitaire, en tout cas singulier. Elle a surtout choisi un ton, reconnaissable entre mille. Car si son écriture possède un charme incontestable, ce charme vient précisément de ce que, tournant le dos au pédantisme, il lui suffit d'un rien (le souvenir d'un tableau de La Tour, d'un verset de la Bible ou d'une phrase de Breton) pour faire surgir des images qui en disent plus que de longs discours, et pour ouvrir des pistes inexploitées dans l'analyse de problèmes qui ne datent pourtant pas d'hier.

Des relectures de la *Gradiva* de Jensen et de son commentaire par Freud, de nouvelles de Henry James et d'Heinrich von Kleist, d'un texte d'Aristote sur le « merveilleux », et de fragments de Barthes, sans oublier quelques références à Nietzsche et au Talmud, déterminent ainsi, selon une géométrie subtile, le parcours de ce livre dont la justesse tient au fait qu'il réussit à demeurer aussi près que possible de l'expérience vécue de la « rencontre » – rencontre avec un être humain, avec un lieu de prédilection ou même avec l'histoire (avec un grand H). Rencontres qui changent nos vies ou bien qui, à l'inverse, nous laissent un arrière-goût de frustration ? La vérité est que les deux arrivent, et que Betty Rojtman, à juste titre, ne voit guère de raison de choisir un parti plutôt que l'autre. Tout se passe comme si, pour elle, l'important finalement résidait moins dans l'acte même de la rencontre (on en fait de toutes sortes) que dans la promesse unique dont toutes nos rencontres, bonnes ou mauvaises, sont l'écho. Promesse toujours en retrait, qui ne se réalisera sans doute jamais, et qui n'a d'ailleurs pas d'auteur identifiable, mais qui a été faite à chacun de nous, et qui demeure, envers et contre tout, notre principale raison d'espérer.

Christian Delacampagne

SEUL UN DIEU PEUT ENCORE

NOUS SAUVER
Le nihilisme et son envers
de Bernard Sichère.
Ed. Desclée de Brouwer,
324 p., 22,80 €.

Faut-il reparler de Heidegger aujourd'hui ? Tout n'a-t-il pas été dit ? Plus étonnant encore : Heidegger et Dieu, n'est-ce pas une provocation ? Heidegger le penseur du règne de la technique, du temps, de la poésie, de la fin de la métaphysique, se serait-il converti à la fin de sa vie ? Rien de tout cela : dans un beau livre, à la tonalité musicale (la musique servant ici de paradigme, et non de métaphore), Bernard Sichère tente de nous faire entendre combien sont imbriquées pensée de la politique et pensée de l'histoire de la métaphysique.

Car Heidegger est en somme plus lucide que ses anciens, et actuels, commentateurs, lorsqu'il fait apparaître que le nazisme, comme le communisme, est une impasse parce que c'est une « conception du monde enracinée dans la subjectivité », national-raciale pour l'un et « mixte de collectivisme et d'internationalisme » pour l'autre.

La phrase qui donne son titre au livre, extraite d'un entretien de Heidegger avec deux journalistes du *Spiegel* (datant de 1966, cet entretien ne fut publié qu'en mai 1976, après la mort du philosophe), est une clef pour comprendre comment Heidegger s'explique à la fois avec Nietzsche (auteur du « Dieu est mort ») et avec Hölderlin. Double explication, qui est une double libération. Nietzsche est celui qui libère Heidegger du national-socialisme. « Tous ceux qui avaient entendu entendaient qu'il s'agissait là d'une explication avec le national-socialisme », déclare Heidegger à propos de son cours sur Nietzsche qui commence en 1936. Mais le Dieu de Nietzsche est encore métaphysique. C'est pourquoi Hölderlin, le poète, est celui qui libère Heidegger de la parole de Nietzsche en l'ouvrant à la promesse d'une expérience du sacré.

Reste que cette sortie de la métaphysique ne peut s'opérer qu'à une condition : définir l'homme non plus comme sujet, mais comme *Dasein*, celui qui doit se faire le « là » de l'Être. Trois conséquences, qui sont en même

temps trois enjeux, en découlent : le délaissement de la subjectivité comme liée à un moment de l'histoire de la métaphysique, du monde et du langage ; une pensée du corps, différente de celle de Nietzsche ; la reconnaissance d'une Autre volonté, qui ne veut pas la puissance, mais qui consent à s'ouvrir au primat de l'être en accueillant le sacré. Ces trois conséquences marquent un tournant qui dessine le destin de l'homme d'Occident : revenir à son être, en tant qu'il reconnaît habiter dans la proximité d'un dieu – cette proximité dont Bernard Sichère nous offre à entendre l'inquiétante étrangeté et qui constitue l'objet, à la fois proche et lointain, de tout son livre.

Derrière cette Fête pour la pensée, se cachent donc trois enjeux décisifs : le premier est celui des conditions de libération du langage. Car changer le rapport de l'homme au langage, c'est changer son rapport à l'être en le rendant disponible au Poème : « Ma pensée se tient dans un rapport incontournable avec la poésie de Hölderlin », écrit Heidegger. Si la langue est « la maison de l'Être », pour entendre l'autre que soi, il faudrait encore savoir entendre l'autre en soi : ce silence, cette localité et cette tonalité liés à la mise en mouvement du sacré. Le deuxième enjeu est éthique ; dans son explication avec Nietzsche et avec Hölderlin, dans la *Lettre sur l'humanisme* comme dans *Acheminement vers la parole*, Heidegger n'a en vue que la question de l'éthique qui, selon lui, est à entendre comme fidélité et gratitude : fidélité comme résistance à l'oubli de l'être, et gratitude envers ce qui nous appelle, provenant du site du sacré. Le troisième enjeu est celui des difficiles rapports de la philosophie et de la sagesse. Car, cette sérénité, en quoi consiste l'essence de la pensée, et vers laquelle la fin du livre de Sichère nous conduit, n'est-elle pas proche de la disponibilité du sage ? Un sage qui se tient fermement à l'écoute de l'être.

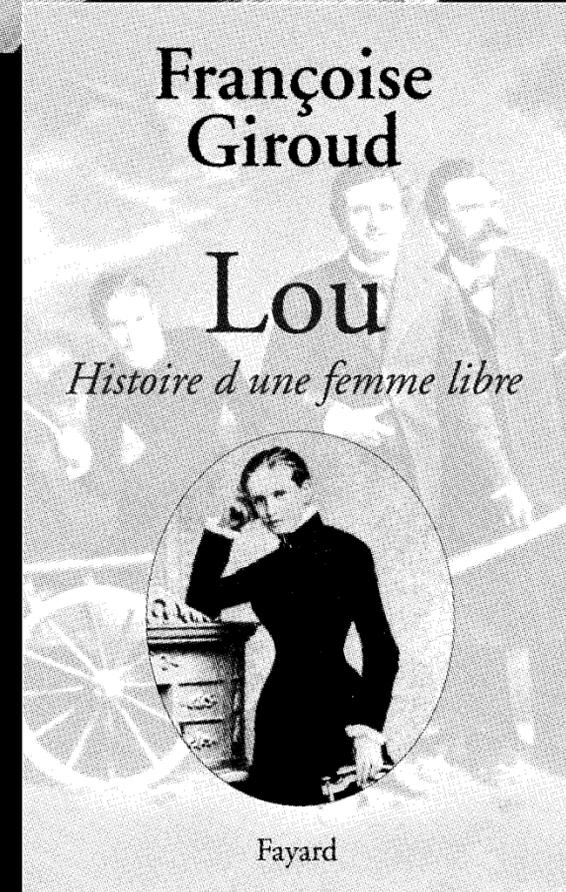
Quand on ne revient pas à la Grèce et qu'on ne s'en tient pas au « Dieu est mort » tel que Nietzsche le pense, que rencontre-t-on ? Ce que Heidegger, lisant Hölderlin, appelle le temps d'un double manque et d'une double négation : le « ne plus » des dieux enfouis et le « pas encore » du Dieu qui va venir.

Guy Samama

Françoise GIROUD



© M. Pelleter/SYGMA



Fayard

Lou
Andreas-Salomé,
une femme libre.

FAYARD
www.editions-fayard.fr

DEVIVEOIX
3 COLLECTIONS SUR CD
LITTÉRATURE
SCIENCES
HISTOIRE

JEAN-PIERRE LUMINET,
MICHEL PICCOLI,
JEAN-CHARLES JAUFFRET,
JEAN-PIERRE AUBREY,
JOËL CORNETTE...

librairies et fnac
points de vente et informations:
www.deviveoix.fr

Stock et Calmann-Lévy ne se marient plus Lueurs sur l'Ampoule

Le PDG d'Hachette Livre a décidé de reporter « sine die » la fusion entre ses deux filiales

« Une maison d'édition d'idées » plus que de livres, c'est le pari d'Olivier Douzou et Christian Dubuis-Santini

Tout semblait indiquer que la fusion entre Stock et Calmann-Lévy était dans sa dernière ligne droite. Les réunions étaient communes depuis six mois, les deux équipes commençaient à plancher sur la prochaine rentrée littéraire et préparaient leurs cartons pour déménager dans leurs nouveaux appartements nuptiaux, rue de Fleurus. Calmann-Lévy va quitter son magnifique siège historique de la rue Auber et Stock, son petit hôtel particulier, rue Cassette, où la maison était en train de vivre ses derniers jours de célibat. Les deux filiales du groupe Hachette vont bien s'installer rue de Fleurus, vers la fin du mois, mais elles vont faire étages séparés. Car Jean-Louis Lisimachio, PDG d'Hachette Livre, a mis un coup de frein brutal à la fusion entre Calmann-Lévy et Stock.

Lundi 13 mai en fin d'après-midi, Jean-Etienne Cohen-Séat, PDG de Calmann-Lévy, et Jean-Marc Roberts, gérant et directeur éditorial de Stock, réunissaient séparément leurs troupes pour leur annoncer la décision, à laquelle la personne ne s'attendait. Jean-Etienne Cohen-Séat indique que le projet n'est pas remis en cause, qu'il est simplement reporté de six mois « pour des raisons juridiques et techniques ». A la direction d'Hachette Livre, on se refuse à évo-

quer un délai en indiquant que « Jean-Louis Lisimachio a décidé de reporter sine die le projet de fusion, après avoir acquis la conviction que les conditions de la fusion n'étaient pas mûres et les équipes pas prêtes ». Dès le lendemain de l'annonce, les réunions communes étaient interrompues et chacune des maisons recommençait sa vie en solo. La page de la fusion avec Calmann-Lévy est tournée, même si elle peut se rouvrir un jour.

« BESOIN L'UN DE L'AUTRE »

L'opération était pourtant bien belle sur le papier, lors de l'annonce des fiançailles (*Le Monde* du 20 novembre 2001). « Nous avions besoin l'un de l'autre », indiquait Jean-Marc Roberts. On rapproche deux catalogues, mais aussi deux patrons aux talents complémentaires », renchérisait Jean-Etienne Cohen-Séat. La rigueur gestionnaire de M. Cohen-Séat devait faire bon ménage avec l'enthousiasme éditorial de M. Roberts. Les deux hommes en profitaient pour révéler « une amitié secrète » de plus de vingt ans, qui aura peut-être souffert de son apparition au grand jour et des aléas de la vie quotidienne d'entreprise.

Dans ce bel enthousiasme, les héritiers Calmann-Lévy ont jeté un froid en publiant une première réaction très hostile au projet de fusion et très critique sur la ges-

tion récente de la maison de leurs ancêtres. Ils avaient refusé de cautionner le limogeage du précédent PDG, Denis Bourgeois, et n'avaient pas voulu vendre leurs actions, comme Hachette leur en avait fait la proposition. Ils n'ont cessé depuis de combattre les conditions dans lesquelles se déroulait le projet, multipliant les lettres recommandées, menaçant d'attaquer Hachette en justice. Dans un communiqué, ils avaient demandé « le gel et le report » de la fusion (« *Le Monde des livres* » du 15 février).

Si Hachette précise que ce n'est pas la réaction des minoritaires qui a entraîné le report de la fusion, ils ont néanmoins obtenu ce qu'ils voulaient. Eliane Calmann-Lévy, représentante des actionnaires familiaux, s'est aussitôt félicitée d'avoir « fait reculer Hachette ». Elle rappelle pour Calmann-Lévy « la nécessité d'un développement éditorial qu'une structure financière saine permettait d'imputer alors que la direction d'Hachette cherchait à intégrer aux éditions Calmann-Lévy certaines de ses filiales affaiblies comme les Editions 1 ou les éditions Stock ». Davantage que la contestation acharnée de la famille, ce sont les tensions inhérentes à la fois au monde de l'édition et aux fusions d'entreprises apparues au fil des semaines qui semblent avoir moti-

vé la décision de Jean-Louis Lisimachio.

Et maintenant ? Les deux maisons vivent depuis six mois dans l'optique de cette fusion. Elles doivent revoir leur politique à quelques semaines de la rentrée littéraire. Surtout, les problèmes traversés par les deux sociétés, qui avaient motivé l'opération, restent les mêmes et risquent d'être aggravés par ce brutal retournement. Stock a des difficultés financières depuis de nombreuses années et a affiché en 2000 un déficit de 1,2 million d'euros. « La situation financière de Stock n'est pas aussi catastrophique que l'on veut bien le dire », explique aujourd'hui Jean-Marc Roberts, qui estime que le déménagement lui fera faire des économies. Lors de l'annonce de la fusion, il indiquait qu'il préférerait cette solution plutôt que de se « retrouver contraint dans un ou deux ans de revoir [ses prétentions] à la baisse ».

Calmann-Lévy, qui a été beaucoup secoué ces dernières années, traverse une crise éditoriale - masquée par le succès de Patricia Cornwell -, ponctuée par le départ de nombreux éditeurs au fil des ans, de Maren Sell à Martine Saada, en passant par François Azouvi, Olivier Amiel ou Stéphanie Chevrier. Un salarié résumait la situation : « un gâchis ».

Alain Salles

L'ÉDITION FRANÇAISE

■ **UN PRIX INTERNATIONAL POUR HOUELLEBECCQ.** Michel Houellebecq est le premier lauréat français du prix Impac, doté de 100 000 euros, pour *Les Particules élémentaires*, traduit en anglais sous le titre *Atomised*. Ce prix, créé en 1996 par la ville de Dublin et la société américaine de conseil Impac, est considéré comme le mieux doté du monde. Michel Houellebecq, qui a raté deux fois le Goncourt, l'a emporté face à Margaret Atwood, Peter Carey, Michael Collins, Helen DeWitt, Carlos Fuentes et Antoni Libera. Michel Houellebecq touchera 75 000 euros et son traducteur, Frank Wynne, 25 000 euros. Les romans sont sélectionnés par plus de cent vingt bibliothèques du monde entier (Houellebecq a été choisi en Allemagne et en Norvège) avant d'être retenus par un jury international tournant, qui était composé cette année de l'Islandaise Steinunn Sigurdardottir, de l'Anglais Michael Holroyd, de l'Irlandaise Jennifer Johnston, de l'Américaine Audrey Thomas et du Mexicain Jorge Volpi. Le jury a récompensé dans le livre de Michel Houellebecq « un portrait sombre et en même temps souvent humoristique de la vie moderne ».

■ **PRIX. Le prix de la Librairie l'Astrolabe - Etonnants voyageurs** a été attribué à Björn Larsson pour *La Sagesse de la mer, du cap de la colère au bout du monde* (Grasset).

Suisse éclectique

Les petits éditeurs suisses francophones ne se contentent plus de publier des auteurs du cru. Plusieurs de ces maisons d'édition, sur les pas de l'Age d'homme, s'attachent à découvrir et à traduire des auteurs non francophones. Le Salon du livre de Genève, qui s'est tenu du 1^{er} au 5 mai, a permis de mesurer l'éclectisme de leur production. « Même des auteurs étrangers sont sensibles à ce que nous pouvons apporter : un compagnonnage, une fidélité hors des exigences du marché », explique Bernard Campiche, qui vient de publier *Puerto final*, le premier roman de Daniel Mayer, poète argentin en exil à Genève. « Et nous sommes loin des modes parisiennes », fait remarquer Michèle Stroun, qui dirige les éditions Métropolis. Elle aussi publie ce printemps un écrivain réfugié sur les rives lémaniques : Charaf Abdessemed, médecin et journaliste algérien, auteur de *Meurtres en sérail*. Aux Editions de l'Aire, Michel Moret constate : « Je reçois beaucoup de manuscrits du Maghreb ou d'Haïti. » Français installé à Lausanne, François Demoures, qui a créé il y a trois ans

une maison d'édition à son nom, se dit ravi de sa situation : « Nous avons ici, bien plus qu'en France, le sentiment d'être au centre de l'Europe, et il existe un réel intérêt pour les langues régionales. » Il publie *Le Village des voyelles*, première traduction française de la romancière italienne Laura Pariani.

Aujourd'hui, les éditeurs suisses francophones se revendiquent comme découvreurs de nouveaux talents. Chez Zoé, la collection « Littératures d'émergence » a ainsi publié Emine Sevgi Özdamar, écrivain turque germanophone installée à Berlin, qui est maintenant chez Pauvert. Cette année, la maison mise sur *Parole de ventriloque*, de Pauline Melville, romancière londonienne d'origine guyanaise. Marlyse Pietri, directrice de Zoé, estime que les éditeurs romands sont, par vocation, ouverts au multiculturalisme. Fait nouveau, tous affirment être de plus en plus sollicités par des auteurs français qui ont du mal à trouver leur place à Paris.

Sylvie Tanette

AGENDA

■ **DU 22 AU 25 MAI. ROMAN. A Chambéry (73)**, l'association Festival du premier roman présente sa 15^e édition avec de nombreuses manifestations à travers la ville, et l'Italie en invitée d'honneur (renseignements : 04-79-60-04-48 ou Terroman@mairie.com).

■ **DU 23 AU 25 MAI. CARTOGRAPHIE. A Paris**, le Centre de recherches Etudes sur le roman du second demi-siècle organise un colloque sur le thème « Éléments pour une cartographie du roman contemporain, depuis 1980 » (à 9 heures, université Paris-III, Sorbonne nouvelle, salle Bourjac).

■ **DU 23 AU 26 MAI. IMAGINALES. A Epinal (88)**, première édition des Imaginales, le festival des mondes imaginaires, avec, entre autres, Michael Marshall Smith, Valerio Evangelisti, Pierre Bordage (à l'Espace cours ; rens. : 03-29-29-15-07).

■ **LE 24 MAI. ÉCRIT. A Paris**, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, a lieu la 3^e édition du Forum de l'écrit sur le thème « La force de l'écrit : peut-on vivre sans écrit ? », avec notamment, Régine Deforges, Michel del Castillo, Yann Queffelec (à 9 heures, 1, place Paul-Claudel, 75006 ; rens. et inscriptions : 01-45-44-51-75).

■ **LES 24 ET 25 MAI. LOBO ANTUNES. A Bordeaux**, le Carrefour des littératures reçoit Antonio Lobo Antunes, pour deux rencontres-débats (à 18 heures le 24, librairie Mollat, à 16 h 45 le 25, bibliothèque Grand-Parc ; rens. : 05-56-44-92-40).

■ **DU 24 AU 26 MAI. COMÉDIE. A Montpellier**, a lieu la 17^e édition de la Comédie du livre, avec la Grèce en invitée, où les journalistes du Mon-

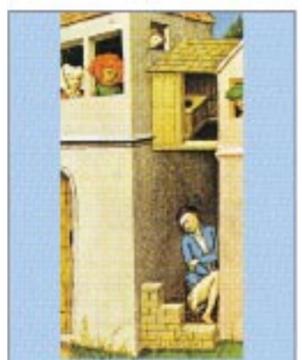
de et du Midi libre seront présents pour répondre aux questions des lecteurs (rens. : www.ville-montpellier.fr).

■ **LES 25 ET 26 MAI. JARDINS. A Terrasson (24)**, se tient le Salon du livre de jardins La plume et le râteau, qui abordera, cette année, le thème du leurre dans la nature : « La nature ment-elle ? » (aux Jardins de l'imaginaire, 24120 ; rens. : 05-53-50-86-82).

■ **LE 29 MAI. TRABANT. A Paris**, la dernière conférence de l'Institut

Roland-Barthes sera assurée par Jürgen Trabant, qui parlera de Vico et Michelet (à 18 heures, 2, place Jussieu, 75005, amphi 24 ; renseignements : 01-44-27-63-71).

■ **LE 29 MAI. CAMUS. A Paris**, la Société des lecteurs de Renaud Camus propose un débat avec Edwy Plenel et Alain Finkielkraut autour du dernier livre de l'auteur, *Du sens* (POL) (à 19 h 15, 27, rue Saint-Guillaume, 75007, amphi Boutmy ; renseignements : 01-42-72-77-81).



Anatolia, 10 ans

Un livre joyeux offert pour l'achat de 2 titres

Le Livre du trois

Humour, malice et facéties

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER



Le livre de la mère et de l'amour infini

Mama

ABDELMAJID BENJELOUN

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER

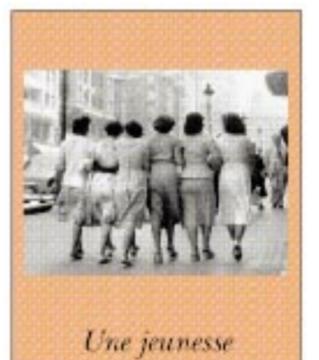


Humour anglais dans le terroir français

Waugh part en campagne

AUBERON WAUGH

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER



Une jeunesse à Majorque, dans l'Espagne de Franco

Une femme inconnue

LUCIA GRAVES

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER



FRED VARGAS

PARS VITE ET REVIENS TARD

Prix des Libraires

Prix des Lectrices ELLE pollicier

ÉDITIONS Viviane Hamy